

Empreintes

Revue de la Gendarmerie nationale - n°273

Trente ans de chocs géopolitiques

Bernard Bajolet
Général Thierry Burkhard
Bernard Cazeneuve
Anna Colin Lebedev
Arnaud Danjean
Victoria Fontan
Général Bruno Jockers
Jonathan Littell
Véronique Nahoum-Grappe
Florent Parmentier
Jenny Raflik Grenouilleau
Olivier Roy...



Empreintes

Sommaire

Éditorial – Lucas Demurger	6
Le mot du rédacteur en chef – Matthieu Frachon	8
GRAND ENTRETIEN	
Avec le général Thierry Burkhard , chef d'état-major des Armées	10
TRENTÉ ANS DE CHOCS GÉOPOLITIQUES	
Le mot du conseiller scientifique – Olivier Kim	15
Focus	
Le gendarme hors des frontières : cadres d'emploi	18
Irak	
La Gendarmerie dans la première guerre du Golfe (1990-1991) – Benoît Habermusch	19
Rwanda	
Voir, comprendre et rendre compte : la Gendarmerie et le Rwanda – David Dominé-Cohn	24
Kosovo	
Kosovo : gagner la paix – Alexis Bourges	31
Grand angle	
Viols en temps de guerre, viols comme armes de guerre : réflexions d'une anthropologue – Véronique Nahoum-Grappe	36
Afghanistan	
Afghanistan 2011-2012 : une mission au bord du monde – Bruno Jockers	43
« C'était l'Afgha » : des gendarmes à Tagab – Arnaud Pellabeuf	50
2001-2021 : les talibans ont-ils changé ? – Victoria Fontan	57
Grand angle	
Interventions militaires et construction de l'État : prendre en compte l'anthropologie politique – Olivier Roy	62
La fin de la « guerre globale contre le terrorisme »... et après ? – Marc Hecker et Elie Tenenbaum	67
Sahel	
Avec les Armées au Sahel : le rôle de la Prévôté (2013-2023) – Laurent Haas	72
Stratégies de désinformation en Afrique de l'Ouest : un signal d'alarme – Guillaume Soto-Mayor	76
Un gendarme dans le brasier malien – Jean-Eric L.	82
La Russie en Afrique aujourd'hui, un retour en force – Cyrille Bret	88
Cadrage	
Missions à l'étranger : le facteur humain – Hugues du Merle	92
Grand angle	
« Le monde qui se présente à nous est aussi dangereux que celui de la Guerre froide » – Entretien avec Bernard Cazeneuve	97

Ukraine

Guerre en Ukraine : l'engagement de la Gendarmerie – Nasser-Nicolas Boualam	102
Ukraine 2022 : quand la crise devient une guerre – Lieutenant-colonel Xavier	107
« <i>Les Ukrainiens étaient bien plus préparés à la guerre que les Russes</i> » – Entretien avec Anna Colin Lebedev	112
Les Experts en Ukraine – François Heulard	122
« <i>La Gendarmerie joue un rôle décisif dans le processus d'investigation en Ukraine</i> »	
– Entretien avec Andriy Kostin	127
Alexandre Douguine, de l'eurasisme à la guerre en Ukraine :	
parcours d'un ultranationaliste russe – Stéphane François	130
« <i>Et si...</i> » Trois scénarios autour de la guerre en Ukraine – Florent Parmentier	135

Grand angle

« <i>D'un conflit à l'autre, beaucoup de choses se répètent...</i> » – Entretien avec Jonathan Littell	141
---	-----

Cadrage

Du maintien de la paix à la haute intensité : un large spectre d'interventions extérieures – Sébastien Gay	147
---	-----

Grand angle

« <i>Les causes profondes des crises internationales ne sont pas suffisamment traitées</i> » – Entretien avec Bernard Bajolet	152
--	-----

L'EUROPE DE LA SÉCURITÉ INTÉRIEURE

Le gendarme français, un atout pour l'Europe – Arnaud Danjean	157
Une PFUE 2022 stimulante pour la sécurité intérieure – Olivier Alary, Aurélien Baud et Alyson Michel	160
Le projet Polaris : un « Erasmus policier » européen – Jean-Michel Blaudez et Thomas Nies	165
L'intégration européenne au défi du tournant stratégique :	
de la souveraineté à la démocratie européenne – Nicolas Leron	171

PLEINS FEUX SUR

Quand la Justice aide à résoudre des crises internationales : le rôle de l'OCLCH – Jean-Philippe Reiland	177
---	-----

HIER ET DEMAIN

Cyber - Cyberdélinquance : que souhaite-t-on mesurer ? – Zoé Gallois et Mathilde Poulhes	183
Sciences et technologies - Portrait-robot génétique : fantasme ou réalité ? – Amaury Pussiau	188
Histoire - 50 ans après, les leçons de Munich 1972 – Jenny Raflik Grenouilleau	193
L'objet du Musée - Observateurs français à Beyrouth : l'uniforme du capitaine Schwartz (1984-1985)	198
Les auteurs	200

Empreintes

Éditorial

La Revue de la Gendarmerie est centenaire ; c'est un bel âge pour renaître. Depuis sa création, la vénérable publication met en valeur les travaux, les études et les analyses de l'Institution ; si elle va bien sûr continuer, c'est avec une intention élargie et renouvelée. Car elle fait aujourd'hui peau neuve pour devenir *Empreintes – Revue de la Gendarmerie nationale*. Nouveau titre et nouvelle identité graphique pour une nouvelle ambition que nous souhaitons à la hauteur de l'Arme : nous faisons le pari de la mise en perspective, de la réflexion doctrinale et du dialogue conceptuel. Ainsi la Revue va-t-elle s'ouvrir davantage aux signatures extérieures et accueillir une plus grande variété de formats, une plus grande diversité de regards, de langages et de temporalités, depuis le retour d'expérience jusqu'à l'effort prospectiviste.

Pourquoi *Empreintes* ? Par-delà les clins d'œil professionnels – l'empreinte au sol bien connue des militaires ou encore la trace papillaire chère aux spécialistes de l'investigation judiciaire –, la référence vise plus profondément la marque durable, la trace qui persiste, la griffe de l'action ou de la réflexion sur le réel, bref le projet du temps long ou le « dur désir de durer ». Telle est d'ailleurs l'identité de la Gendarmerie qui, si elle a vocation à gérer la crise, l'urgence et le quotidien, est aussi – parce qu'elle est une force militaire – une institution tout à la fois d'enracinement et d'anticipation stratégique, donc de mémoire longue et de projection dans l'avenir.

Juxtaposer totems et tabous ne rendrait pas justice aux nécessaires enjeux de sécurité. Comme en d'autres domaines de l'action publique, il y est avant tout question de choix doctrinaux, lesquels se déclinent en politiques publiques en fonction du contexte, du cadre juridique et des effets recherchés. A cet égard, sans doute manque-t-on d'un espace de discussion ouverte qui serait intermédiaire entre les pures approches techniques d'une part et académiques d'autre part, certes toutes deux indispensables et complémentaires. Si *Empreintes* est une revue spécialisée (et même *spécialiste*), qui est née d'une institution et entend répondre aux besoins professionnels d'un public déterminé, elle se veut aussi un laboratoire d'idées et surtout le lieu d'un colloque perpétuel entre les expériences, les statuts, les types de savoirs et de savoir-faire ; un espace commun d'échanges informés et de qualité autour d'une préoccupation partagée : la sécurité du pays et la protection de sa population.

Au même titre que les enjeux de défense ou de relations internationales, les questions de sécurité intérieure sont nobles et complexes. Ajoutons, et ce n'est pas la moindre des choses, qu'elles sont consubstantielles à l'exercice même de la démocratie, comme l'énonce la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen en son article 12. Par conséquent, elles méritent qu'on les pense, qu'on les raffine et qu'on les dialectise. En démocratie, elles ne sauraient échapper au travail de l'intelligence collective. Tel est bien l'objectif auquel nous nous efforcerons de contribuer, avec l'ambition de rassembler, au fil des numéros, les matériaux d'une cohérence doctrinale et d'une efficacité pragmatique.

Paradoxe de ce premier numéro « nouvelle manière », celui-ci est largement tourné vers l'au-delà des frontières, soit l'Europe et l'international. Car les récentes évolutions de notre environnement stratégique s'imposent à nous, sur le terrain comme dans les états-majors. En vérité, il y a loin d'aujourd'hui au rêve irénique de la « fin de l'Histoire » réconciliée dont on escomptait l'avènement à l'aube des années 2000. Trente ans après, le paysage est tout autre : nous sommes entrés dans

l'ère des chocs, le temps des crises. Les grands équilibres stratégiques semblent rompus. C'est donc plus sûrement la « fin de l'Histoire finie » (Pierre Nora) qu'il convient de diagnostiquer. Ainsi, depuis le 24 février 2022, la guerre conventionnelle de haute intensité a-t-elle fait son retour en Europe, avec l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Une grande puissance mue par une volonté d'annexion agresse un État souverain voisin, lequel résiste pour protéger son indépendance et son intégrité territoriale. « Soudain, perplexe, il dit : Fukuyama ou Huntington ? c'était Clausewitz. » Un Clausewitz qui aurait à coup sûr médité Hegel et que serait venu actualiser le général Beaufre.

Le grand public le sait peu, mais des gendarmes interviennent régulièrement sur des théâtres de crise ou de guerre à l'étranger. Encore récemment au Soudan et en Haïti, par exemple, et bien sûr en Ukraine dès le déclenchement des hostilités. C'est la raison pour laquelle nous avons choisi, comme fil rouge de ce numéro, de revenir sur trente années de chocs géopolitiques majeurs où l'Arme a été projetée avec ses missions propres et son regard particulier, depuis la première Guerre du Golfe jusqu'à l'invasion de l'Ukraine. Trente ans qui ont bouleversé l'ordre international, voyant l'explosion des guerres civiles, le développement du terrorisme de masse et le regain des conflits interétatiques en plusieurs régions du globe, avec des répercussions et des rétroactions jusque sur notre propre sol.

Pourquoi, comment de telles interventions de la Gendarmerie ? Deux conditions de possibilité, d'abord : le statut et l'expérience militaires, qui conditionnent l'interopérabilité et la maîtrise des savoir-faire tactiques. Puis, une caractéristique opérationnelle : la polyvalence de l'Institution et des gendarmes, en état-major comme sur le terrain. Une plus-value missionnelle, ensuite : l'approche par le territoire et par le contact avec la population, la faculté d'adaptation aux réalités locales. Enfin, une analyse partagée avec les Armées : le *continuum* sécurité-défense et intérieur-extérieur, dans une logique de chaînage stratégique.

Du fait de son état militaire, la Gendarmerie ne se cantonne donc pas au territoire national. Elle est une force armée capable d'intervenir dans trois espaces de plus en plus poreux et interpénétrés, l'intérieur, l'international et le cyberspace. Raison pour laquelle nous nous efforçons de les penser ensemble. Et si cette polyvalence est bien sûr intéressante pour la sécurité intérieure, elle est aussi indispensable à l'heure où les *stratégies indirectes* visent la désintégration des forces morales d'une Nation et où la portée des *menaces hybrides* est décuplée par le numérique et l'intelligence artificielle.

Une dernière précision importante : malgré la maladie, notre camarade, le colonel Nasser-Nicolas Boualam, avait tenu à contribuer à ce numéro par un article sur l'engagement de la Gendarmerie dans la première phase de la guerre en Ukraine. C'est lui, en effet, qui pilotait alors la cellule de crise au cabinet du Directeur général de la Gendarmerie nationale. Il est décédé le 16 septembre 2023. Ce numéro lui est dédié.

Lucas Demurger
Directeur de la rédaction

Terrains de crises, théâtres d'opérations

Penser la crise, le choc, la guerre : cette ambition a été portée par nombre d'auteurs et non des moindres. Dans les années 1970, Raymond Aron s'y était attelé à son tour, redonnant alors à Clausewitz sa pleine actualité. Plus modestement, nous souhaitons ici revenir, dans le dossier principal de ce numéro, sur trente ans de chocs géopolitiques, de crises et de conflits dans lesquels la Gendarmerie nationale a été engagée. Pour la première fois depuis 1945, un conflit de haute intensité se déroule en Europe avec une grande puissance – la Russie – qui attaque un autre État souverain, l'Ukraine. La donne en est bouleversée, les cartes sont en partie redistribuées. La *Revue de la Gendarmerie nationale* se veut un espace de réflexion où prennent place le témoignage, l'idée, l'explication. Il était donc nécessaire d'y aborder cet aspect d'un monde en crise – en crises, même, oserait-on dire, tant celles-ci se sont multipliées depuis le début des années 2000.

Réfléchir en se penchant sur l'histoire proche de ces chocs n'est pas simple. Le sujet est à multiples lectures, à plusieurs niveaux. Le militaire déployé sur un théâtre d'opération a sa propre perception de l'environnement où il intervient. Au sein de la communauté militaire, le gendarme mène lui-même des missions bien spécifiques. Il convient aussi de tenir compte du regard du diplomate, du politique, du décideur, du chercheur : autant de visions qui se nourrissent des expériences de terrain comme d'analyses plus stratégiques. La richesse de la réflexion collective consiste à articuler ensemble ces différentes dimensions, car une crise est un monde en soi, un univers où toutes ces composantes jouent un rôle, où les actions et décisions de l'ensemble des acteurs ont des répercussions de court et de plus long terme.

Un choc, quel qu'il soit, connaît un avant, un pendant et un après. On anticipe, on agit, on tire des enseignements. Formule lapidaire, simpliste ? Le déclenchement peut être surprenant, l'action une succession de bons ou de mauvais choix et le retour d'expérience plus ou moins précis. Il nous a semblé important de faire dialoguer entre eux plusieurs niveaux d'analyses et types de témoignages. Les mots des gendarmes déployés au Kosovo, en Afghanistan ou bien en Ukraine sont à hauteur d'hommes. Ceux de l'ancien ambassadeur, du commandant de la force, de l'analyste ou du dirigeant politique révèlent d'autres facettes. Quant au chercheur, il convoque la science historique, évalue les enseignements, interprète, soupèse, croise et décrypte. La *Revue de la Gendarmerie nationale* souhaite réunir ces différentes approches, avec une ambition de mise en perspective. C'est aussi le cas dans le second dossier du numéro, consacré à l'Europe de la sécurité intérieure. D'où le nouveau titre que nous avons choisi, *Empreintes* : c'est la marque durable laissée par la Gendarmerie sur les terrains où elle opère, c'est son impact sur le quotidien, les missions qu'elle mène, les femmes et les hommes qui la composent. Et c'est la longue durée de la réflexion jamais interrompue. Bonne lecture !

Lieutenant-colonel (R) Matthieu Frachon

GRAND ENTRETIEN

« Depuis 2022, le risque stratégique a repris la première place »

ENTRETIEN AVEC LE GÉNÉRAL D'ARMÉE THIERRY BURKHARD

Chef d'état-major des Armées depuis 2021, le général d'armée Thierry Burkhard est en première ligne des bouleversements de l'ordre du monde comme des engagements internationaux de la France, puissance d'équilibre. S'appuyant sur une longue expérience qui l'a notamment mené en Irak, en ex-Yougoslavie, en Afrique et en Afghanistan, il a nourri une réflexion originale pour mieux appréhender le durcissement de l'environnement stratégique et les évolutions récentes de la conflictualité. Face au renouveau des jeux de la puissance et contre la rémanence des risques de la faiblesse, il analyse pour *Empreintes* les défis majeurs auxquels la France et ses Armées, y compris la Gendarmerie, sont aujourd'hui confrontées.

Au cours de cette dernière décennie, le contexte stratégique a été bouleversé en profondeur. Sans même parler des crises environnementales, sanitaires, migratoires et énergétiques, le retour de la guerre en Europe a durablement enterré les rêves iréniques. Quel regard portez-vous sur l'évolution du contexte international ?

Sur le plan stratégique, les ruptures qui éclatent au grand jour depuis le 24 février 2022, date de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, sont la conséquence d'un mouvement de fond de renouveau de la puissance. Il se traduit par une tendance au réarmement depuis au moins une dizaine d'années, avec, au fur et à mesure du temps, une désinhibition croissante dans l'emploi de ces moyens et, aujourd'hui, une vraie volonté de plusieurs acteurs d'utiliser la force pour parvenir à leurs fins. Depuis 2022, j'estime que le risque stratégique a repris la première place face au risque économique qui avait été prééminent durant toute la phase de globalisation. Pour autant, les interdépendances financières et économiques demeurent et amplifient toutes les

actions stratégiques. Par là même, si la guerre en Ukraine n'est pas à proprement parler une guerre mondiale, elle peut au moins être qualifiée de guerre mondialisée par les répercussions qu'elle engendre pour tous. J'estime donc que le monde est devenu plus stratégique. Cela nous impose de réfléchir à ce niveau et de prendre nos décisions au travers de ce prisme. Auparavant, je pense que nous n'avions pas besoin de le faire autant, parce que nous n'étions pas contraints. Par exemple, dans le domaine des opérations, en Afghanistan, au Sahel : si nous étions contestés à terre, nous pouvions cependant utiliser quasi librement l'espace aérien pour mener des évacuations sanitaires. Sur la mer, nos lignes de communication ne subissaient pas ou presque de pression de l'ennemi. Aujourd'hui, tous les milieux physiques et tous les champs de la conflictualité sont contestés. Cela change radicalement le paradigme opérationnel. Ces changements avaient été anticipés par les Armées, et bien d'autres acteurs les avaient également décryptés. Nous avions commencé à nous y préparer dans nos entraînements, dans notre doctrine et dans nos

choix capacitaires. Ce que je constate néanmoins aujourd'hui, c'est l'accélération de ces mutations.

« Compétition-contestation-affrontement », « guerre avant la guerre » : en lien avec ces évolutions internationales, vous avez développé une nouvelle grille de lecture pour appréhender la conflictualité. Qu'entendez-vous par là ? Quelles conséquences cela emporte-t-il pour les Armées ?

Les Armées sont parties du constat que l'ancien triptyque « paix-crise-guerre » ne rendait pas vraiment compte des évolutions de la conflictualité. Il ne permettait pas de bien appréhender son extension à de nouveaux milieux et à des champs inédits tels que l'espace, le cyber ou les champs immatériels. De plus, il réduisait la question du rapport de force entre États à la guerre, parce que les mécanismes de régulation internationaux parvenaient encore à jouer un rôle. Nous avons donc voulu mieux décrire la réalité de l'environnement stratégique grâce à un nouveau triptyque. Cela nous aide à mieux concevoir et, par là même, mieux conduire nos opérations. Pour autant, nous n'avons pas de prétention à imposer ce modèle. Dans cette grille de lecture, la compétition est l'état normal de la relation entre les États. Pour les Armées, l'enjeu est de contribuer à la connaissance des compétiteurs et d'y signifier déjà la détermination de la France. Cette première phase est celle de la « guerre avant la guerre ». Lorsqu'un acteur transgresse les règles admises pour obtenir un avantage, on entre dans une deuxième phase, celle de la contestation. C'est la « guerre juste avant la guerre », où nous devons pouvoir empêcher l'imposition d'un fait accompli par une réactivité forte. Enfin, la troisième et ultime phase est celle de l'affrontement, c'est-à-dire la guerre à proprement parler. Après avoir détecté les signaux faibles de bascule, les Armées doivent être en mesure, si nécessaire, de livrer la guerre. Dans ces conditions, il apparaît préférable de porter notre effort sur la phase de compétition afin de « gagner la guerre avant la guerre ». Pour la France et les Armées, aller volontairement à l'affrontement constitue un non-sens stratégique. Certes, lorsque nous luttons

contre le terrorisme militarisé, cela pouvait avoir un sens. Mais la guerre en Ukraine nous rappelle combien cela peut être néfaste dans des relations entre États-puissances.

Quelles déclinaisons et articulations voyez-vous avec le territoire national ? Quel rôle les Armées et la Gendarmerie nationale peuvent-elles jouer ensemble ?

Dans les trois stades de la conflictualité que je viens d'évoquer, il peut bien sûr y avoir des impacts sur le territoire national et, plus largement, sur notre souveraineté, sur le plan physique comme sur le plan immatériel. Dans les champs immatériels en particulier, notre souveraineté peut être mise à mal notamment par toutes les actions anti-françaises. Celles-ci vont des attaques informationnelles directes du groupe Wagner hier, Africa Corps aujourd'hui, jusqu'à un French bashing latent dans le champ informationnel, de la part de nos adversaires comme d'ailleurs de nos alliés... La Gendarmerie a son rôle dans la défense globale et peut contribuer, comme les Armées, à lutter dans le champ des perceptions. Notamment en aidant à rétablir la vérité par ses capacités d'investigation. Dans la contestation, le territoire national peut faire l'objet de tentatives de prédation visant nos ressources. En métropole, bien sûr, mais aussi outre-mer. Je pense notamment à l'or en Guyane ou aux ressources halieutiques dans notre zone économique exclusive. Dans ce cadre, la Gendarmerie peut aider à caractériser les transgressions et permettre d'exploiter au mieux les instruments de droit, dans le but de contrer les velléités de nos adversaires. Le respect et la promotion de l'ordre international fondé sur le droit demeurent, j'y insiste, une priorité pour la France. Du reste, l'engagement commun entre les Armées et la Gendarmerie est déjà une réalité, ne serait-ce que pour respecter et faire respecter les dispositions légales. Et nous devons renforcer notre coopération. Non seulement par souci d'optimisation des moyens que les Français consentent pour leur sécurité, mais aussi par souci d'efficacité afin que l'ambiguïté dans les zones de recouvrement ne soit pas exploitable. Dans une phase d'affrontement hors du territoire national

où nous pourrions être impliqués, la Gendarmerie aurait bien sûr un rôle important à jouer pour protéger la « zone arrière » grâce à son maillage territorial et sa connaissance profonde du milieu humain. Car des actions plus ou moins directes de subversion ou de représailles y seraient probablement menées.

Quelles menaces identifiez-vous pour les années qui viennent ? Et comment vous y préparez-vous

Comme je l'ai évoqué, le retour de la guerre en Europe impose de se tenir prêt à participer à un affrontement d'envergure. Cela signifie qu'il faudra maîtriser des niveaux tactiques bien supérieurs à ceux qui ont été engagés au Sahel ou en Afghanistan. Il s'agit de s'entraîner au niveau division et corps pour le niveau terrestre, au niveau *composite air operation* avec plusieurs dizaines d'appareils utilisés simultanément dans les airs, et au niveau groupe aéronaval en mer. Nous ne pourrions probablement pas le faire tout seuls. Nous devons donc veiller à nous entraîner avec nos alliés et nos partenaires, en cherchant à maîtriser les aptitudes particulières de nation-cadre. C'est une responsabilité exigeante en termes de moyens, mais aussi en termes d'état d'esprit, car il faut pouvoir être rassembleur, c'est-à-dire comprendre et intégrer les contraintes qui pèsent sur les autres pour bâtir une stratégie en cohérence avec elles. Avant l'affrontement, nous devons être capables de faire face à des actions de contestation sous le seuil. Caractéristiques des stratégies hybrides, elles utilisent en particulier le champ informationnel et le cyberspace, notamment parce qu'il est difficile d'y repérer et attribuer l'origine des attaques. Il ne s'agit pas, à proprement parler, de se préparer, mais bien d'être présent et offensif, car ces champs de bataille sont déjà bien investis par les grands compétiteurs. Plus largement, la question de l'influence est capitale. Contrer nos adversaires sur ce plan et déployer une stratégie de contre-influence imposent une démarche globale et donc, par nature, interministérielle. À l'état-major des Armées, nous avons entrepris de nous doter d'une capacité d'organisation de la lutte informationnelle et de l'influence, mais

nous avons besoin de passer par une structure de coordination haute pour faire converger les efforts. Parmi les menaces, je n'oublie pas non plus le terrorisme. Une résurgence de l'État islamique est toujours possible, car plus de 50 000 daeshis vivent dans les camps de prisonniers du nord-est syrien, zone toujours très instable. Enfin, il faut nous tenir prêt à contrer les effets déléteres du changement climatique sur le territoire national. Ceux-ci vont probablement aller croissant, avec la multiplication des foyers d'incendie, par exemple dans l'Ouest en sus des zones plus traditionnelles du Sud-Est de la France, ou l'augmentation des épisodes cycloniques comme en ont récemment connu Mayotte et la Réunion.

Il y a aussi le volet « non opérationnel » de l'engagement à l'international : coopération, formation, échanges avec nos partenaires. En la matière, quelles offres communes Armées-Gendarmerie pourraient être envisageables ? Notamment en Afrique où la donne a évolué avec la sortie de Barkhane et les évolutions du contexte géopolitique. Quel rôle la France pourrait-elle y jouer désormais, sur le plan des coopérations de sécurité ?

Oui, nous avons certainement tout intérêt à avancer sur ce plan de façon coordonnée. La militarité de la Gendarmerie est, de ce point de vue, un atout et un gage de lisibilité pour nos partenaires. De plus, l'idée d'un continuum de sécurité pourrait les intéresser. C'est d'autant plus vrai que les caractéristiques d'un monde plus stratégique s'appliquent aussi à eux. L'Afrique est un bon exemple. Il est important de comprendre comment l'Afrique a changé. D'abord, il ne s'agit pas d'un continent homogène. Chaque pays a une histoire, des intérêts et des façons de faire qui lui sont propres. Le reconnaître, chercher à bien l'intégrer dans notre discours, c'est déjà un premier pas. Ensuite, il existe une forme de sentiment anti-français, mais cela ne prend probablement pas la forme d'un rejet massif comme les réseaux sociaux peuvent parfois le laisser penser en laissant libre cours à tous les propos, y compris les plus outranciers. Ce qui est certain, en revanche, c'est que nous devons mieux respecter les

aspirations de chaque pays. Concrètement, cela se traduit par le fait de construire les actions de coopération en fonction des besoins exprimés par les pays africains interlocuteurs. Cela prend évidemment un peu plus de temps, mais il y a un vrai gain d'efficacité sur le long terme, car les armées nationales sont les seules à pouvoir traiter véritablement les questions sécuritaires et notamment le terrorisme. Par ailleurs, il est certain que dans certains pays ou certaines zones de l'Afrique, le terrorisme est aussi une manière de masquer des trafics. Lutter en amont contre les filières d'approvisionnement et en aval contre les intermédiaires, cela peut constituer un axe de lutte intéressant pour des forces de gendarmerie. A mon avis, il est très complémentaire d'une action plus cinétique des forces armées.

Quelle est votre vision des enjeux et menaces concernant nos territoires outre-mer? Quelle action les Armées mènent-elles ou pourraient-elles mener à destination de ces territoires spécifiques ? Avec quelle articulation possible avec la Gendarmerie ?

Nos territoires d'outre-mer sont situés dans des zones assez différentes en termes d'enjeux sécuritaires. Cependant, aucun d'entre eux ne semble sous le coup d'une menace directe, y compris dans le Pacifique. Depuis 2023, nous avons renforcé le dispositif militaire pour mieux assumer la compétition. Pour autant, leur éloignement et leurs spécificités en font des cibles pour les manœuvres de déstabilisation. La crise en Nouvelle-Calédonie, dont l'origine est interne, a été instrumentalisée et probablement amplifiée par des acteurs extérieurs. La Gendarmerie dans ses missions de sécurité intérieure s'y est retrouvée en première ligne avec la Police nationale, et les forces armées les ont appuyées en contribuant à tenir des points stratégiques et en mettant des moyens à disposition, notamment dans le domaine des acheminements stratégiques. De manière générale, en jouant sur le binôme forces de souveraineté et moyens projetés, on peut parvenir à montrer notre détermination, y compris dans les outre-mers les plus éloignés de l'Hexagone. Il est important de s'appuyer sur nos partenaires

régionaux qui ont des intérêts différents. Pour les petits pays insulaires du Pacifique, la priorité va plutôt aux besoins en sécurité civile pour prendre en compte les impacts environnementaux du changement climatique. Pour des partenaires tels que l'Australie ou la Nouvelle-Zélande, il s'agit de démontrer notre interopérabilité au quotidien avec les forces présentes à proximité, mais aussi d'accueillir ponctuellement des forces supplémentaires comme nous l'avons fait en octobre 2022 lors de la mission Pégase ou bien dans le cadre de la mission Jeanne d'Arc avec l'exercice Croix du Sud en avril 2023.

Enfin, dans le contexte actuel, il y a un enjeu majeur de résilience et de cohésion nationale, qui concerne notamment les Armées et la Gendarmerie. Comment renforcer les forces morales de la Nation et comment contribuer à diffuser l'esprit de défense parmi la population ? Quelle place donner aux réserves dans ce contexte ?

La cohésion nationale n'est pas de la responsabilité des Armées, mais nous devons bien évidemment y contribuer. Notre surface de contact avec la population est assez faible malgré tout. De ce point de vue, la Gendarmerie a probablement plus d'atout à faire valoir grâce à son maillage territorial et sa proximité au quotidien. Néanmoins, nous faisons un effort vis-à-vis de la jeunesse. Nous entreprenons déjà un grand nombre d'actions de toute nature vers les jeunes, et nous voulons passer à la vitesse supérieure pour toucher les classes d'âge dans leur entièreté. C'est pourquoi nous travaillons avec l'Éducation nationale et notamment les Instituts nationaux supérieurs du professorat et de l'éducation pour fournir aux professeurs les moyens d'enseigner les questions de défense et ainsi diffuser l'esprit de défense. Simultanément, nous sommes en train de nous organiser pour atteindre l'objectif de doublement de la réserve. Au-delà du chiffre, nous cherchons surtout à adapter la réserve à l'évolution de la conflictualité et des modes de vie de la société.

TRENTE ANS DE CHOCS GÉOPOLITIQUES

Au-delà des frontières

Général de corps d'armée Olivier Kim

Au cours de ces trois dernières décennies, le système international n'a cessé d'être bouleversé par une succession de chocs géopolitiques, lesquels ont parfois dégénéré en crises majeures. On sait trop peu que la Gendarmerie nationale y a souvent été projetée dans une grande diversité de missions, grâce à son statut et à ses savoir-faire militaires. Alors même que le monde est entré à nouveau dans une période de forte incertitude, nous avons souhaité faire de cette dimension de notre action, tout à la fois méconnue et essentielle, le fil rouge de ce dossier principal. Par là même, un tel choix articule ensemble l'histoire, l'originalité et l'avenir de l'institution.

Histoire. Le 25 octobre 1415, le prévôt des maréchaux Le Gallois de Fougères est tué par les Anglais lors de la bataille d'Azincourt : il est le premier gendarme mort au combat. Depuis la prévôté, la maréchaussée, puis les gendarmeries royale, impériale et nationale ont toujours accompagné les armées françaises dans leur déploiement à l'intérieur comme à l'extérieur de nos frontières. De l'Ost médiéval jusqu'aux OPEX contemporaines, la gendarmerie a été de tous les conflits. Elle a notamment participé aux épopées du Premier Empire – avec de rudes batailles en Espagne – comme à celles du Second Empire. Quand Napoléon III décide de porter secours à son cousin l'empereur Maximilien, des gendarmes sont ainsi engagés au Mexique. Si les légionnaires fêtent toujours l'héroïque bataille de Camerone, en revanche tout le monde a malheureusement oublié ces prévôts qui ont pourtant constitué l'embryon d'une gendarmerie mexicaine¹. Au milieu du XIX^e siècle, on retrouve également trace du passage des gendarmes dans les concessions en Chine. Ils prennent part aux conquêtes coloniales de la III^e République. Ils versent le sang durant les deux guerres mondiales. Après la Libération, ils sont projetés en Allemagne. Entre 1945 et 1954, 14 000 d'entre eux se succèdent en Indochine². La gendarmerie est présente en Algérie. Trente ans plus tard, en 1991, elle accompagne l'opération Daguet lors de la première guerre du Golfe. Pour autant, en 1999, certains observateurs oublieux de cette longue histoire s'interrogeront sur l'engagement de la gendarmerie à l'international en général et au Kosovo en particulier... Par la suite, la présence de la gendarmerie en OPEX se banalisera définitivement avec les engagements en Côte d'Ivoire, en Afghanistan et, plus récemment, au Sahel.

Originalité. Paradoxe, oxymore, antinomie ? Si l'on donne à la sémantique tout son poids, alors que fait à l'étranger une Gendarmerie qui est par essence *nationale* ? Dès 1809, Napoléon I^{er} engage la gendarmerie impériale dans la « pacification des provinces septentrionales de l'Espagne »³. Elle y affronte ce qui constitue la première expression de la guérilla⁴ et met ainsi en œuvre une forme tout aussi inédite de contre-guérilla. Tout au long de notre histoire et plus récemment encore, notre engagement à l'étranger a toujours été et demeure une source considérable d'expérience, de robustesse et de résilience. Ce n'est donc pas sans raison si l'Union européenne et les Nations Unies évoquent régulièrement les « forces de sécurité intérieure robustes de type gendarmerie ». Avec ce numéro d'*Empreintes*, ces trente dernières années scandées par plusieurs crises et chocs géopolitiques majeurs sont, pour la première fois, abordées à travers le prisme des opérations encadrantes de la gendarmerie, en appui des missions militaires principales. En effet, dès la seconde phase d'un conflit, après celle de la reconquête de l'espace aéroterrestre, les populations civiles manifestent un besoin élevé de sécurité et de justice – en un mot : de retour à l'État de droit. Lors de mes missions en Afghanistan, combien de fois ai-je entendu cette remarque proférée par des Afghans qui, du régime des talibans, conservaient pourtant un souvenir pour le

1- Benoît Habersbusch, « L'emploi de la gendarmerie au Mexique (1861-1867), force prévôtale ou force de sécurité intérieure ? », *Revue historique des Armées*, n° 258, 2010, p. 3-13.

2- Erwan Bergot, *Gendarmes au combat – Indochine 1945-1954*, Paris, Presses de la Cité, 1985.

3- Gildas Lepetit, « Soumettre les arrières de l'Armée. L'action de la gendarmerie impériale dans la pacification des provinces septentrionales de l'Espagne (1809-1814) », *Stratégique*, vol. 93-94-95-96, n° 1-2-3-4, 2009, p. 259-277.

4- Gildas Lepetit, *Saisir l'insaisissable – Gendarmerie et contre-guérilla en Espagne du temps de Napoléon*, Rennes, Presses universitaires de Rennes et Service historique de la Défense, 2015.

moins négatif : « Du temps des talibans, la justice était dure, c'est vrai, mais au moins il y avait une justice ! Pourquoi la coalition soutient-elle des représentants corrompus qui détournent l'aide internationale ? » Entre 2009 et 2014, les 1 500 gendarmes français engagés là-bas ont ainsi tenté de constituer une gendarmerie afghane pour contribuer à l'établissement d'un État de droit durable⁵. En vain, car, malheureusement, le désengagement progressif de l'OTAN en a empêché la réalisation.

Avenir. Sur de tels théâtres d'opérations, l'engagement d'une force armée et de sécurité intérieure à statut militaire n'est pas contradictoire, loin s'en faut, avec la conception du général d'Armée Thierry Burkhard, chef d'état-major des Armées, sur le retour des conflits de haute intensité⁶, notamment aux marches de l'Union européenne depuis le 24 février 2022. Apparaissent ainsi de nouveaux horizons stratégiques, opératifs et tactiques. Dans cette perspective, si les circonstances le commandaient, la gendarmerie aurait vocation à exercer plusieurs missions traditionnelles essentielles dans le cadre d'une défense opérationnelle du territoire renouvelée⁷, telles que la garde des réseaux, des points sensibles et des points d'importance vitale. Les gendarmes départementaux seraient chargés de collecter du renseignement d'intérêt militaire, de rechercher et d'interpeller les possibles agents infiltrés par l'ennemi sur le territoire national. Aux gendarmes mobiles, il reviendrait de maintenir et, le cas échéant, de rétablir l'ordre public en cas d'opérations coordonnées par l'ennemi à des fins de déstabilisation, de subversion ou de désinformation. La Garde républicaine aurait mission, quant à elle, de renforcer la protection des institutions et des organes gouvernementaux. Par ailleurs, la gendarmerie interviendrait dans les nouveaux champs matériels et immatériels de conflictualité, notamment dans le cyberspace, la contre-ingérence informationnelle et la lutte anti-drones. Elle serait aussi amenée à accentuer son action de police judiciaire contre les réseaux de criminalité organisée, les trafics d'armes, d'explosifs et d'êtres humains. Le GIGN et les gendarmeries spécialisées (maritime, de l'air, des transports aériens, de l'armement et de la sécurité des armements nucléaires) y prendraient bien sûr toute leur place, de même que notre réserve bientôt forte de 50 000 effectifs. Enfin, nos capacités en matière de blindés, avec le nouveau véhicule Centaure d'intervention polyvalent de la gendarmerie (VIPG), et nos capacités de maîtrise de la troisième dimension, avec nos futurs hélicoptères H160 Pégase, constitueraient autant de moyens de participer à ces missions de protection du territoire en cas de conflit ou bien en projection sur des théâtres d'opérations étrangers.

Avec ce numéro, nous avons souhaité apporter une meilleure compréhension du rôle de la gendarmerie dans les grandes crises internationales récentes, celles d'hier (Irak, Balkans, Afghanistan, Sahel) et celles d'aujourd'hui (Ukraine). Plus largement, nous avons voulu revenir sur ces chocs majeurs qui ont successivement redessiné la géopolitique mondiale. Car, en trente ans, le monde a changé de visage. Et c'est aussi ce bouleversement que nous souhaitons éclairer à partir de notre engagement sur ces différents théâtres d'opérations. Point de vue singulier, j'en suis convaincu, et point de vue qui pourrait bien s'avérer utile dans les crises de demain. Un mot plus personnel pour finir : ce n'est pas sans émotion – ni même parfois sans une pointe de nostalgie – que je repense à ces expériences intenses que j'ai moi-même pu vivre en OPEX dans les Balkans, en Afghanistan et dans la bande sahélo-saharienne, ainsi que dans les nombreux pays où les prévôts ont accompagné nos Armées sur des théâtres d'opérations (Kosovo, Liban, Jordanie et Syrie, Mali, Niger, République centrafricaine) ou dans leurs missions de forces prépositionnées (Allemagne, Émirats arabes unis, Djibouti, Sénégal, Tchad, Gabon, Côte d'Ivoire). De ces séjours loin du pays natal, tout gendarme revient profondément marqué, peut-être même changé à jamais. Il en hérite une perception plus lucide du monde tel qu'il va, voire – qui sait ? – une forme de sagesse renouvelée qu'il saura mettre à profit dans ses missions sur le sol national.

5- Olivier Kim, « Vers une gendarmerie afghane », *Revue de la Défense nationale*, n° 769, avril 2014, p. 51-56.

6- Retour réaffirmé dans le compte rendu de l'audit du CEMA à l'Assemblée nationale, le 13 juillet 2022.

7- Olivier Kim, « L'action des forces », colloque « Défendre les territoires – Quels nouveaux défis pour la défense opérationnelle des territoires ? » organisé par l'AMGN (École militaire, 22 novembre 2022).

Le gendarme hors des frontières : cadres d'emploi

Pprès de 600 militaires de la Gendarmerie sont actuellement déployés en permanence à l'étranger, dans des contextes et des environnements très variés. Un tiers d'entre eux servent sur des théâtres d'opérations au sens large (incluant notamment la sécurité des ambassades), au service de diverses autorités d'emploi, notamment dans le cadre de différents mandats internationaux. En unités constituées ou bien en individuels, nombre de gendarmes ont ainsi été projetés à l'étranger au cours de l'histoire récente. Dans quels contextes et pour quels types de missions ?

1. Il y a d'abord la **protection des emprises diplomatiques dans les pays les plus sensibles**, avec parfois des dispositifs conséquents en raison du contexte sécuritaire. Par le passé, ce fut le cas notamment en Algérie. C'est aujourd'hui le cas en Irak, en Libye ou au Burkina Faso.

2. Il y a ensuite la **protection des sites français hors représentations diplomatiques**, dans le cadre d'un mandat d'une mission internationale.

3. La Gendarmerie est également amenée à **accompagner les forces armées françaises**, à l'instar des escadrons mobiles engagés en Côte d'Ivoire au sein d'un sous-groupement opérationnel en 2002-2004, puis dans le cadre de l'opération Licorne jusqu'en 2015.

4. Elle participe aux **contributions de la France dans ses engagements internationaux** (aussi bien multilatéraux que bilatéraux), sur un large spectre missionnel allant de la gestion de crise aux missions de sécurisation en OPEX, en passant par le maintien de la paix, la restauration de l'État de droit et la formation de polices locales.

- **Gestion de crise** : des gendarmes peuvent être projetés dans le cadre d'opérations extérieures de secours d'urgence, en appui des capacités humanitaires ou civiles, comme lors de catastrophes naturelles.

- Ce fut notamment le cas après le séisme de janvier 2010 en Haïti. A l'époque, deux escadrons mobiles sont déployés pour appuyer le dispositif international chargé de la gestion de l'urgence humanitaire et des risques liés à la saison cyclonique, ainsi que de l'organisation des élections.

- Par ailleurs, dans le contexte de la crise migratoire, la Gendarmerie participe également aux missions de l'agence européenne FRONTEX de sécurisation des frontières extérieures de l'Union européenne.

- On peut enfin citer les missions d'extraction de ressortissants français, comme par exemple au Tchad en 2008.

- **Maintien de la paix, stabilisation et rétablissement de l'État de droit** : la Gendarmerie est régulièrement engagée sur des théâtres d'opérations de ce type, dans le cadre de mandats de l'ONU, de l'OTAN ou de l'UE.
- À la fin des années 1990 et au début des années 2000, les militaires du Peloton de Gendarmerie de surveillance et d'investigation sont ainsi chargés, en Bosnie-Herzégovine, de recueillir du renseignement dans les zones de Mostar et Rajlovac, au profit de la Force de stabilisation de l'OTAN (SFOR).
- Entre 1999 et 2013, la Gendarmerie participe à la mise en œuvre de la *Multinational Specialized Unit* au Kosovo, aux côtés de carabiniers italiens principalement, pour des missions de maintien de l'ordre et de maintien de la paix, dans le cadre de la Force de l'OTAN pour le Kosovo (KFOR).
- En 2004, une centaine de gendarmes participent à l'opération Carbet en Haïti, dans le contexte de la mission de maintien de la paix des Nations Unies (MINUSTAH).
- Plus récemment, entre mars et juillet 2022, un peloton de gendarmes mobiles participe à la *Reserve Formed Police Unit*, aux côtés de gendarmes portugais et sous bannière de la Force de Gendarmerie européenne, au sein de la mission EULEX Kosovo. L'objectif est alors de contribuer au maintien de l'ordre public et à la tranquillité de la région durant la période des élections en Serbie.
- **Sécurité publique générale et tutorat des forces de sécurité locales** : la Gendarmerie est alors sollicitée pour faire bénéficier de ses savoir-faire opérationnels les populations des pays concernés.
- En 2014, elle participe ainsi à l'opération française Sangaris en République centrafricaine, avec deux pelotons de Gendarmerie mobile (41 militaires). Entre fin 2013 et 2016, l'armée française intervient en effet pour appuyer la Mission internationale de soutien, sous conduite africaine (MISCA-ONU), afin de stabiliser le pays en proie à des affrontements entre milices et factions rivales. Dans ce cadre, les gendarmes sont chargés de conseiller les forces locales de sécurité intérieure et de renforcer Sangaris sur les enjeux de police.
- En 2014-2015, toujours en Centrafrique, la Gendarmerie est engagée dans l'*European Union Force* (EUFOR), opération militaire des forces opérationnelles de l'UE dans le cadre de la Politique de Sécurité et de Défense commune. Le but est de protéger les populations civiles et de faciliter la fourniture d'aide humanitaire. Les gendarmes y participent au sein d'une *Investigation Police Unit* de la Force de Gendarmerie européenne.
- **Établissement et maintien d'un environnement sûr et sécurisé dans le cadre d'une OPEX** : l'Afghanistan en est un très bon exemple récent.
- Entre 2009 et 2013, la Gendarmerie participe à l'*International Security Assistance Force* (ISAF), soit la composante militaire de la coalition internationale opérant en Afghanistan (2001-fin 2014) sous mandat de l'ONU. Les gendarmes y conduisent plusieurs types de missions : GIGN, formation et conseil auprès des forces locales de sécurité, entraînement et formation dans les écoles de police. En 2011-2012, au plus fort de l'engagement français, la Gendarmerie y projette jusqu'à 210 de ses militaires.

La Gendarmerie dans la première guerre du Golfe (1990-1991)

COMMANDANT BENOÎT HABERBUSCH

« Je ne savais pas qu'il y avait des gendarmes, il ne faut surtout pas les oublier », déclare Pierre Joxe, alors ministre de la Défense, en rendant visite aux militaires de l'opération Daguet, le 15 mars 1991, à la Cité militaire du roi Khaled (CRK) en Arabie saoudite¹. Trente ans après la première guerre du Golfe, il importe de conserver la mémoire de ces gendarmes prévôtiaux qui ont participé à la dernière grande opération militaire de l'armée française de la fin du XX^e siècle. Au-delà des engagements individuels, cette expérience exceptionnelle nous renseigne sur une époque, pas si lointaine, où la Gendarmerie était pourtant assez différente de celle que nous connaissons aujourd'hui.

Les gendarmes qui répondent, le 10 juillet 1990, à l'appel à volontaires annuel pour servir en prévôté ne se doutent certainement pas de la portée de leur choix. L'invasion du Koweït par Saddam Hussein, du 2 au 4 août 1990, provoque une crise internationale à l'issue incertaine. À l'époque, l'Irak, fragilisée par le conflit mené contre l'Iran (1980-1988), peine à rembourser sa dette contractée à l'égard de son voisin koweïtien, cette ancienne province irakienne de Basra indépendante depuis 1961. Alors que l'opinion internationale est frappée par les images de l'agression irakienne et par certaines *fake news* savamment orchestrées (affaire des couveuses), les dirigeants s'inquiètent plutôt du devenir de l'immense ressource pétrolière du micro-État. À New-York, l'ONU, débarrassée de l'habituel blocage soviétique, et dans un contexte de fin de Guerre froide, ne tarde pas à réagir. Dès le 2 août, la résolution 660 condamne l'invasion. Le 6 août, la résolution 661 autorise un embargo sur l'Irak. Le même jour, le roi Fahd d'Arabie saoudite permet aux Américains de venir protéger son royaume. C'est le début de l'opération *Desert Shield* (« Bouclier du désert »).

Malgré son soutien passé au régime irakien à qui elle a vendu des armes durant la guerre Iran-Irak, la France rejoint la coalition menée par les États-Unis pour rétablir la légalité internationale. Le saccage de l'ambassade française au Koweït par les forces irakiennes, le 14 septembre 1990, renforce la détermination des autorités françaises. Le 29 novembre, un ultimatum d'évacuation du Koweït par l'Irak est fixé au 15 janvier 1991.

¹ La CRK, ou *King Khalid Military City* (KKMC), est une ville spéciale du nord-est de l'Arabie saoudite, conçue et construite par la Division Moyen-Orient, une unité du corps des ingénieurs des États-Unis dans les années 1970-1980.

En ce début des années 1990, l'armée française, qui repose encore sur la conscription, est surtout configurée pour faire face à une hypothétique invasion soviétique. Sa dernière projection d'envergure à l'extérieur remonte à la crise de Suez en 1956. Il en est de même pour la Gendarmerie qui déploie, à cette occasion, un escadron prévôtal. Par la suite, les interventions se font essentiellement en Afrique, avec des effectifs limités, comme lors de l'opération Tacaud au Tchad (1978-1980) qui mobilise deux mille militaires. Au début des années 1980, la guerre du Liban n'entraîne pas de flambée des effectifs qui demeurent au-dessous du seuil des trois mille militaires. Dans ce cadre, les gendarmes envoyés en prévôté ne représentent alors qu'une poignée de militaires gérés de loin par le Commandement de la Gendarmerie d'outre-mer (CGOM).

À la mi-janvier 1991, Saddam Hussein affirme que le Koweït « restera la 19^e province de l'Irak » et menace de faire de ce territoire « le théâtre de la grande bataille entre croyants et infidèles ». L'option diplomatique, marquée par la rocambolesque affaire des otages occidentaux, cède la place à l'option militaire.

La mise en œuvre de la Division Daguet

« Peu a été dit sur cette formidable réussite, en partie improvisée, de notre projection de forces, explique le général Bernard Janvier, alors futur chef de la Division Daguet. Nous avions l'habitude des théâtres africains, mais le niveau et la nature des forces, tout comme les modalités d'engagement, innovaient grandement »². La montée en puissance du dispositif français en Arabie saoudite s'échelonne par étapes. Le 14 septembre 1990, une demi-brigade légère blindée (trois mille cinq cents hommes) est engagée avec le renfort d'un régiment d'hélicoptères, ainsi que des éléments de l'armée de l'Air. À terme, la Division Daguet compte douze mille cinq cents hommes.

La Gendarmerie prévôtale est alors engagée simultanément dans trois opérations : Busiris aux Émirats arabes unis (un prévôt), Libage en Turquie (quatre prévôts) destinée à apporter de l'aide humanitaire aux Kurdes et Daguet, l'opération principale qui compte jusqu'à sept détachements entre le 29 septembre 1990 et le 21 mai 1991. Le redéploiement est continu en fonction de l'évolution des opérations. Les détachements sont créés en deux temps : entre septembre et octobre 1990 pour la phase d'installation du corps expéditionnaire, et entre janvier et février de l'année 1991 pour la phase de préparation de l'offensive alliée. Le premier détachement prévôtal s'installe, le 30 septembre 1990, à Yanbu, sur la Mer Rouge, principal port de débarquement des troupes. Les prévôts reçoivent la mission d'accompagner les convois jusqu'à CRK, soit plus de 1100 km à travers le désert, à raison d'un départ par semaine. Un autre détachement s'installe à CRK, le 3 octobre 1990, pour contrôler les soldats français qui y stationnent. Un troisième détachement, formé d'un capitaine et de deux sous-officiers, se positionne à Riyad, auprès du chef d'état-major³.

À l'échéance de l'ultimatum, la tension internationale remonte. « Sauf événement imprévu, donc improbable, les armes vont parler », prévient le président de la République François Mitterrand, à la télévision, le 16 janvier 1991. Le lendemain, l'opération « Tempête du désert » est lancée. Échaudée par l'expérience du Vietnam, l'armée américaine verrouille sa communication à base d'images d'une « guerre high tech », minimisant le coût humain. En France, la télévision, comme la chaîne La Cinq, bat le rappel des consultants militaires et autres experts patentés pour expliquer, à grand renfort de cartes et de maquettes, les opérations en cours.

² Général d'armée (2S) Bernard Janvier, « L'action de la Division Daguet (10 ans après) », operation-daguet.fr, 29 décembre 2014.

³ Jean-Philippe Berillon, *La Gendarmerie et les missions d'assistance extérieure dans le cadre des Nations Unies, du Sud Liban à l'opération « Turquoise »*, mémoire de DEA sous la direction d'André Martel, Aix-Marseille, 1996.

Le 28 janvier 1991, la Direction générale de la Gendarmerie nationale met sur pied un détachement prévôtal de circonstance pour suivre l'offensive française. Ces vingt-quatre gendarmes, issus de la Départementale et de la Mobile, sont placés sous les ordres du capitaine Lévêque. Regroupés à Carpiagne (Bouches-du-Rhône), ils embarquent le 12 février à Toulon. À l'exception d'une brève instruction portant sur les risques d'attaques bactériologiques et chimiques, dispensée sur le bateau, les gendarmes ne reçoivent aucune véritable préparation pour faire face à un conflit de haute intensité. Les missiles Scud et les mines constituent pourtant des menaces bien réelles.

Après avoir débarqué à Yanbu le 18 février, le détachement rejoint la Division Daguet positionnée sur le flanc est de la coalition, face à la frontière irakienne. Le 22 février, ses missions sont précisées. Pendant l'action offensive, la prévôté doit appuyer l'escadron de circulation pour faciliter le déplacement de la force et participer au recueil des prisonniers. Il faut ensuite suivre les militaires français dans la prise de l'objectif principal, la ville d'As Salman située à 150 km, qui possède un aérodrome et un nœud de communication stratégique. Le capitaine Lévêque reçoit du général Janvier l'ordre de veiller au comportement exemplaire des soldats français pendant et après les combats, « tant en ce qui concerne le respect des personnes, des biens personnels et collectifs, que de la stricte application des conventions de Genève, vis-à-vis des militaires comme des civils irakiens »⁴.

Les gendarmes prévôtiaux au cœur de « Tempête du désert »

Le 24 février 1991, les gendarmes pénètrent en Irak aux côtés des soldats français. « Nous nous sentons bien préparés, convaincus de notre puissance de feu, de notre entraînement et de la qualité de nos matériels. Mais en même temps, nous nous interrogeons sur ce qui nous attend à cinq kilomètres, derrière la frontière, derrière cette crête qui nous semble une montagne », décrit le commandant du 3^e régiment d'infanterie de marine (RIMA) de Vannes⁵. La confrontation avec la 45^e division d'infanterie irakienne s'avère moins difficile que prévu. « On s'attendait tous à plus de résistance de la part des Irakiens, raconte un prévôt. Mais vraiment, ils étaient épuisés [...]. Il n'y avait plus de postes radio et tous ces réservistes, lassés de dix ans de guerre, abrutis de bombardements, n'avaient qu'un souhait : se rendre »⁶. L'afflux de près de trois mille prisonniers représente une difficulté supplémentaire à gérer. Des gendarmes sont envoyés en renfort au camp de transit des prisonniers de guerre à Rafha (février-mars 1991).

On s'attendait tous à plus de résistance de la part des Irakiens, raconte un prévôt. Mais vraiment, ils étaient épuisés [...]. Il n'y avait plus de postes radio et tous ces réservistes, lassés de dix ans de guerre, abrutis de bombardements, n'avaient qu'un souhait : se rendre.

Le 26 février, les gendarmes investissent Al Salman avec le 3^e RIMA. La fouille de la ville dure dix-sept heures. Il ne reste alors qu'une dizaine d'habitants sur cinq mille. À ce stade des opérations, le principal danger ne vient pas de l'ennemi, mais des sous-munitions laissées par les Américains. Le lendemain, les gendarmes apprennent la libération de Koweït City. L'occupation d'Al Salman dure jusqu'au 25 mars 1991. La première semaine est consacrée à la garde des entrées de la ville et au stockage des armes. Une fois Al Salman nettoyée des bombes américaines, les habitants y reviennent après avoir été contrôlés.

⁴ Directive personnelle NMR/433/COV/COMDIV DAGUET/GEN du général Janvier, commandant la Division Daguet, en date du 13 février 1991..

⁵ « Général Bernard Thorette, commandant du 3^e RIMA au sein de la Division Daguet », *Armées d'aujourd'hui*, n°358, mars 2011, p. 46-47.

⁶ « En revenant d'Irak... », *L'Essor de la Gendarmerie nationale*, n° 213, juillet 1991, p. 16-19.

Le cadre légal d'action des « soldats de la loi » est rendu compliqué vis-à-vis de la population locale par l'absence de déclaration officielle de guerre de la France à l'Irak et du fait de la disparition de toute l'administration locale⁷. Toutefois, les relations avec la population ne soulèvent pas de difficultés majeures durant cette brève occupation. Les gendarmes se montrent surtout attentifs à la récupération des armes (plus de sept mille huit cents dans leur zone), notamment auprès des militaires français tentés d'en conserver certaines⁸. Comme leurs aînés, ils s'occupent de la police du champ de bataille en procédant aux constatations officielles des pertes. La Division Daguet déplore trois morts et trente-trois blessés.

Le 25 mars 1991, le retour au CRK apporte un soulagement aux prévôts restés sur la brèche depuis près d'un mois. La perspective du retour des troupes en métropole oblige à ne pas baisser la vigilance sur les armes récupérées, comme par exemple pour ce légionnaire en possession de soixante-quatre pistolets automatiques (PA) et une kalachnikov. Des prévôts stationnent un temps à Koweït City. Finalement, le détachement prévôtal embarque à Yanbu le 24 avril, pour arriver en France le 2 mai 1991. Malgré la joie des retrouvailles familiales, le retour aux réalités quotidiennes est parfois décevant : « Il y a le retour dans des compagnies où on accorde les repos qui n'ont pas été pris pendant le temps des opérations et où, dans d'autres, on extirpe un vieux texte qui stipule que les prévôts prennent leurs repos en campagne et qu'ils doivent immédiatement rattraper « le temps perdu »⁹.

Les enseignements de la première guerre du Golfe

« L'armée de Terre a ainsi pris la mesure de ce que pouvait être une opération majeure à 5 000 kilomètres de la France », explique le général Thorette¹⁰. Le retour sur expérience de l'opération Daguet dévoile, en effet, d'indéniables lacunes de l'armée française au regard de l'incroyable machine de guerre américaine. Certaines technologies, telles que le GPS, confirment leur importance vitale sur le champ de bataille. En matière d'organisation, les réflexions conduisent à la mise en place du Commandement des opérations spéciales (COS), de la Direction du renseignement militaire (DRM) ou encore de la Délégation à l'information et à la communication de la Défense (DICOD). Cependant, l'évolution majeure reste la professionnalisation de l'armée, entérinée avec la suspension du service national en 1997.

Du côté des gendarmes, le capitaine Lévêque pointe les nombreuses améliorations à apporter pour l'avenir. C'est au niveau du matériel que l'impréparation apparaît la plus criante. En matière de tenue, le treillis vert de dotation (proche de celui de l'armée irakienne !) n'est pas approprié pour le désert. Le casque F1 Gendarmerie, d'un bleu brillant avec sa grenade dorée, est tout aussi inadapté. Quant au masque à gaz, appelé Appareil normal de protection (ANP), amené par le personnel, sa qualité reste inégale : neuf masques sur vingt-cinq se sont déchirés facilement en raison de leur vétusté.

Arrivés sur le base de départ seulement trente-six heures avant l'offensive, les gendarmes ont été dépourvus de certains moyens, ce qui aurait pu avoir de lourdes conséquences : pas de munitions PA, pas de cartes, pas d'éléments d'identification amis sur les véhicules, pas même de chiffrement radio pour les transmissions ni de gilets pare-éclats. Seules les Peugeot P4 ont été appréciées, car elles ont fait leurs preuves sur tous les terrains. La mauvaise maîtrise de l'anglais dans cette mission internationale a également représenté un sérieux handicap. « Deux [gendarmes] parlent anglais correctement, deux autres se

7 Fiche relative à l'occupation d'Al Salman (fonds privé, collection particulière).

8 Note de service du 7 mars 1991 du capitaine Lévêque, commandant l'élément prévôtal (fonds privé, collection particulière).

9 « En revenant d'Irak... », *ibid.*

10 « Général Bernard Thorette, commandant du 3e RIMA au sein de la division Daguet », *ibid.*

faisaient comprendre – détail malheureux alors que les contacts avec les Américains ont été nombreux », regrette le capitaine Lévêque. Par ailleurs, l'éloignement de l'échelon de commandement, situé à 700 km à Riyad, a entraîné d'importants délais de livraison de documentation professionnelle, pouvant aller jusqu'à trois semaines. Finalement, le détachement est encore à l'image de la Gendarmerie de l'époque, avec ses dernières machines à écrire et sa bureautique balbutiante. Depuis lors, de nombreuses leçons ont été tirées de cet engagement en Irak. De nos jours, le Commandement de la Gendarmerie prévôtale (CGP), créé en 2012-2013, est parfaitement sensibilisé aux questions de formation, d'expertise et d'équipements des prévôts. L'environnement juridique a aussi évolué, avec la judiciarisation du champ de bataille et la disparition, en 2012, du tribunal aux armées de Paris (TAAP).

*

Le général Janvier a rendu hommage aux gendarmes prévôtaux intervenus en Irak en ces termes : « La Gendarmerie nationale a pris une part directe et importante au succès de la Division Daguet, que ce soit dans l'exécution des missions prévôtales que dans des actions particulières et délicates. Sous le commandement énergique, dynamique et habile du capitaine Lévêque, forte de vingt-quatre gradés et gendarmes venus d'horizons divers, cette unité a d'emblée acquis une solide cohésion, étant aussitôt reconnue au sein de la Division comme un atout essentiel et un élément exemplaire ». Au total, une soixantaine de gendarmes a vécu l'incroyable expérience de la première guerre du Golfe. Alors que certains prophétisaient la « fin de l'histoire » après l'effondrement du bloc de l'Est, la période qui s'est ouverte à partir de 1991 a correspondu, au contraire, à un développement des opérations extérieures dans lesquelles les gendarmes français et étrangers ont été amenés à remplir des missions variées dépassant largement le cadre traditionnel de la prévôté.

Voir, comprendre et rendre compte : la Gendarmerie nationale et le Rwanda

DAVID DOMINÉ-COHN

Entre 1990 et 1994, la Gendarmerie nationale entretient une relation suivie et intense avec le Rwanda : les gendarmes français sont donc appelés à être les témoins – parfois impuissants, mais bien souvent lucides – de la crise globale qui frappe alors le pays. Surtout à mesure que, de dictature militaire, le régime local se mue en un système génocidaire visant à la disparition des Tutsi. La Gendarmerie nationale a aussi été marquée par la mort de deux de ses sous-officiers (et de l'épouse de l'un d'entre eux) en avril 1994, lors du déclenchement du génocide¹.

Les gendarmes français ont une présence aussi continue que diverse dans le pays. Ils sont à la fois présents avec les attachés de défense – lesquels sont, durant toute la période, des officiers de l'Arme – et sous le statut de coopérants. Dans le cadre de la coopération, presque l'ensemble des formations de la Gendarmerie nationale va soutenir l'effort français pour stabiliser et moderniser la Gendarmerie rwandaise, perçue – à tort – comme un contrepoids efficace à la radicalisation de l'armée et du parti au pouvoir. D'où l'envoi au Rwanda de gendarmes départementaux et mobiles, d'officiers de police judiciaire, de gardes républicains, de motocyclistes et de membres du GIGN.

L'ouverture anticipée des archives françaises relatives au Rwanda de 1990 à 1994, à l'initiative du président de la République Emmanuel Macron et à la suite du rapport rédigé par la Commission d'historiens présidée par l'Inspecteur général de l'Éducation, des Sports et de la Recherche Vincent Duclert, a permis de documenter précisément le rôle et l'action des gendarmes français au Rwanda². Deux acteurs majeurs se distinguent alors : les deux attachés de défense successifs, les colonels Cussac et Galinié. Ils vont en effet jouer un double rôle au Rwanda : d'abord, comme chefs de la coopération militaire, ils vont contribuer au soutien direct et indirect au régime local ; ensuite, comme officiers supérieurs du poste diplomatique français, ils vont se faire les observateurs précis, lucides et même désabusés du naufrage rwandais en contribuant à l'effort français de renseignement sur le pays.

¹ ADIPO, 415COOP/1194, *Mission d'assistance militaire à Kigali, compte rendu du colonel Cussac et du lieutenant-colonel Maurin*, 19 avril 1994.

² *La France, le Rwanda et le génocide des Tutsi (1990-1994) – Rapport remis au président de la République*, Paris, Armand Colin, 2021 (également mis en ligne sur le site vie-publique.fr).

Une première coopération franco-rwandaise sous le signe de la Gendarmerie

Les relations entre la France et le Rwanda commencent à se formaliser dès 1962, quand est signé, le 20 octobre, un « accord d'amitié et de coopération » qui, à l'époque, ne comprend pas encore de volet militaire ou sécuritaire spécifique. Il faut attendre une initiative du président Giscard d'Estaing pour qu'un accord particulier d'assistance militaire soit signé, le 18 juillet 1975. Cet accord vise au développement des capacités de la Gendarmerie rwandaise, selon son article premier : « Le Gouvernement de la République française met à la disposition du gouvernement les personnels militaires français dont le concours lui est nécessaire pour l'organisation et l'instruction de la Gendarmerie rwandaise ». En outre, il « assure, dans la limite de ses moyens, la formation et le perfectionnement de cadres de la Gendarmerie rwandaise dans ses écoles militaires ». Des officiers rwandais seront ainsi régulièrement formés à l'École des officiers de la Gendarmerie nationale (EOGN) à Melun. En 1989, les gendarmes constituent une part importante de la coopération française au Rwanda, avec trois gendarmes officiers sur sept officiers coopérants au total et cinq gendarmes sous-officiers sur treize sous-officiers coopérants. Nulle autre armée étrangère ne comprend alors sur place autant d'effectifs. Toutefois, la guerre d'octobre 1990 – quand le Front Patriotique du Rwanda (FPR) bouscule l'armée rwandaise et que l'État demande l'aide de la France – signe la transformation d'une coopération militaire centrée sur la Gendarmerie en une coopération dont le centre de gravité sera progressivement assuré par des unités françaises de forces spéciales.

La fiction d'une coopération militaire limitée à la Gendarmerie dure encore quelques années. Il faut attendre l'été-automne 1992, quand plus de 70 personnels français viennent renforcer en particulier le commandement opérationnel des Forces armées rwandaises (FAR) avec d'importants moyens de renseignement électromagnétique, pour que le Gouvernement français, sous la pression des négociations d'Arusha, envisage une modification discrète des accords de défense. Néanmoins, la conséquence de la dominante historique de la Gendarmerie dans la coopération militaire au Rwanda reste l'attribution du poste d'attaché de défense à un officier de Gendarmerie. Ce sont donc deux officiers de l'Arme qui vont tenir un rôle central dans la transformation de la politique française au Rwanda.

Les gendarmes attachés de défense au Rwanda, des acteurs essentiels

Entre 1990 et 1994, deux attachés de défense se succèdent à l'ambassade de France à Kigali ; ils sont systématiquement issus de la Gendarmerie nationale. Il s'agit d'abord du colonel René Galinié jusqu'en juillet 1991, puis du colonel Bernard Cussac (décédé en 2021) jusqu'en avril 1994. De fait, ils se trouvent placés dans une double fonction. D'une part, ils doivent suivre l'évolution de l'armée rwandaise et se faire les analystes des évolutions militaires du pays ; d'autre part, ils sont chargés de mettre en œuvre les projets de coopération militaire décidés entre Paris et Kigali.

Les documents retrouvés par la commission de recherche et versés au Service historique de la Défense (SHD) dans le cadre des versements tardifs mettent en lumière la façon dont l'attaché de défense devient le relais direct d'une politique conçue au sein de l'état-major particulier du président de la République François Mitterrand. Des messages reçus par le colonel Galinié à partir du 24 octobre 1990 attestent

qu'il est une pièce essentielle du dispositif français au Rwanda, puisqu'il est aussi bien chargé de faire la liaison avec les autorités rwandaises que de s'assurer qu'il existe des « preuves » (pour reprendre la terminologie de son correspondant) de l'implication ougandaise dans l'offensive du FPR. Dans le même temps, l'attaché de défense est la principale source du renseignement français dans le pays. S'il n'est pas un officier de renseignement, ses très nombreux comptes rendus adressés au Quai d'Orsay comme à l'état-major des Armées (EMA) constituent l'une des principales sources d'information dans ce temps de crise. Dans une série de notes de la fin de l'année 1990, différentes autorités militaires françaises vont signaler aux autorités politiques à quel point se désengager du Rwanda est dans l'intérêt de la France : le secrétariat général à la Défense nationale (SGDN) en octobre, le chef de corps du 8^e régiment de parachutistes d'infanterie de marine (8^e RPIMa) en novembre, le chef d'état-major des Armées (CEMA) en janvier³. Cependant, durant tout le premier semestre 1991, la volonté explicite du président Mitterrand est réaffirmée à plusieurs reprises. Ce choix présidentiel désigne le Rwanda à l'EMA français comme un théâtre d'opération important malgré un impact stratégique faible. De fait, le président de la République s'implique personnellement dans la direction des opérations.

À cette époque, l'ampleur de la coopération militaire franco-rwandaise augmente. On passe de moins d'une vingtaine de coopérants dans des domaines techniques à plus d'une cinquantaine qui contribuent à la capacité rwandaise de résistance aux forces du FPR par leurs conseils donnés à tous les niveaux du commandement rwandais, comme en juin-juillet 1992 ou en février-mars 1993. Dès lors, les fonctions d'attaché de défense au Rwanda deviennent capitales dans le dispositif français. En effet, l'action française sur place ne s'inscrit que partiellement dans le cadre de l'opération extérieure *Norôît* ; l'essentiel passe au travers d'un puits de plusieurs détachements d'assistance, ce qui place cette partie majeure de la politique française sous la tutelle, non pas du ministère de la Défense ou des Affaires étrangères, mais du ministère de la Coopération. Les attachés de défense successifs se trouvent donc dans un enchevêtrement de responsabilités parfois contradictoires ; et ils doivent appliquer une politique dont le souci de discrétion – si ce n'est de dissimulation – conduit le plus haut niveau de l'État français à rechercher en permanence des relais dans ses propres administrations pour la mettre en œuvre.

Au printemps 1992, la question du remplacement de l'officier de Gendarmerie par un officier de l'armée de Terre est posée par l'état-major des Armées à l'issue d'un débat interne. La solution trouvée par l'EMA – et exposée dans une fiche – est la désignation d'un conseiller militaire au Rwanda afin de prendre en charge l'ensemble des fonctions de coopération militaire : « Conseiller militaire : Un officier de l'armée de terre pourrait être nommé comme adjoint à notre attaché de défense. Dans la pratique, il se verrait confier une mission temporaire de conseiller militaire des FAR »⁴. La place de l'attaché de défense se réduit progressivement à mesure que le rôle de l'adjoint Terre augmente et que la présence militaire française s'accroît⁵. À partir de la fin juin 1992, quand, face à l'offensive du FPR, un détachement d'opérateurs du 1^{er} RPIMa et d'artilleurs du 35^e régiment d'artillerie parachutiste (35^e RAP) vient renforcer très concrètement l'assistance militaire française au régime en place, le colonel Cussac devient alors un observateur précis et de plus en plus désabusé de la catastrophe à venir puis en cours.

³ SHD, GR 2000 Z 109 1, Note n°10341/SGDN/EDS/CD, 26 octobre 1990, « Rwanda : les limites de l'engagement français » ; SHD, GR 1997 Z 1813 21, Msg n°78/DEF/CEMA/CAB/910 du 13 novembre 1990, le timbre original du message étant : n°136 COMOPS *Norôît* du 9 novembre 1990 ; SHD, GR 1997 Z 1813/21, Msg n°3000, DEF/EMA/EMP3, 2 janvier 1991.

⁴ SHD, GR 2003 Z 17/7, Fiche de l'État-major n° 3100/DEF/EMA/EMP3.

⁵ SHD, GR 2003 Z 17/7, Télécopie AD Kigali à EMA Paris Emploi 3, 29 mai 1992 n°278/AD/RWA.

La difficile fonction des gendarmes attachés de défense au Rwanda : soutenir la politique française et rendre compte de la réalité du terrain

Les deux officiers de Gendarmerie qui se sont succédé au poste d'attaché de défense à Kigali se retrouvent placés dans une situation difficile, puisqu'ils sont chargés de renseigner l'EMA sur la situation militaire et sécuritaire rwandaise et, dans le même temps, de mettre en œuvre une politique française au Rwanda dont ils mesurent les limites. En effet, au printemps 1991, le général Varret, chef de la mission militaire de coopération au ministère de la Coopération, ne souhaite pas prolonger outre mesure le soutien aux forces rwandaises. Il est suivi en cela par son représentant sur place, le colonel Galinié, qui est à la fois attaché de défense et chef de la mission d'assistance militaire. Ce dernier, qui a été un relais efficace de l'Élysée dans le soutien apporté en urgence aux Rwandais en octobre de l'année précédente, n'en est pas moins un analyste lucide. Alors qu'il va quitter son poste début juillet 1991, il adresse un message de fin de mission, daté du 19 juin 1991, dans lequel il désigne quatre officiers rwandais comme appartenant au « premier cercle » extrémiste et antidémocratique⁶. Il souligne également les dangers de l'alignement français sur le président Habyarimana et les extrémistes qui le dominent.

S'il fluidifie dans un premier temps les échanges entre les différents acteurs français au Rwanda – car le regard du colonel Galinié était jugé trop critique par plusieurs acteurs locaux –, le changement d'attaché de défense n'entame pas pour autant les capacités d'observation de la situation au Rwanda. Ainsi, en février 1992, le colonel Cussac rappelle à Paris la médiocrité des forces rwandaises et donc, en creux, une forme d'inefficacité de l'action française⁷. La Gendarmerie est en particulier bien placée pour observer non seulement les Forces armées rwandaises, mais aussi la transformation – voire la radicalisation – de l'ensemble de l'appareil de sécurité du régime Habyarimana. En effet, alors que l'EMA suit de très près la situation militaire rwandaise, la Gendarmerie française, grâce à ses capteurs sur le terrain, peut, elle, se faire une idée différente de la situation. Les gendarmes français qui viennent soutenir les Rwandais observent la transformation progressive de la Garde présidentielle rwandaise en véritables « escadrons de la mort ». Le colonel Cussac s'ouvre au chef de la mission militaire de coopération à Paris du problème que constitue cette Garde présidentielle qui bénéficie, elle aussi, d'un Détachement d'assistance militaire et d'instruction (DAMI) :

Les gendarmes français qui viennent soutenir les Rwandais observent la transformation progressive de la Garde présidentielle rwandaise en véritables « escadrons de la mort ».

« La Garde présidentielle est critiquée. On lui reproche notamment sa participation aux actions de déstabilisation de l'opposition. Nous avons prévu de supprimer le DAM de 2 sous-officiers et de transformer le CEN [XXX] en poste de conseiller au Groupement mobile. C'est-à-dire de cesser nos activités au profit de la Garde présidentielle. Cette décision pourra être éventuellement réétudiée au printemps 1993, en fonction de l'évolution politique du Rwanda. »⁸

⁶ SHD, Versement tardif n°1, MilFrance Kigali, TA Kigali, 19 juin 1991.

⁷ SHD, GR 2003 Z 17/7, TO n° 092/AD/RWA, 26 février 1992 et 095/AD/RW, 27 février 1992.

⁸ ADIPO, 3711TOPO/ 242, Rapport du colonel Capodanno sur sa mission au Rwanda, 10 novembre 1992.

Ces remontées parviennent jusqu'à l'état-major particulier à l'Élysée qui mesure le danger et décide, en mars 1992, de ne pas prolonger l'entreprise⁹. En septembre 1994, les services d'analyse de la DGSE expliqueront :

« Dans les années qui ont précédé l'attentat contre le président Habyarimana, les opérations généralement menées par les « escadrons de la mort », véritable bras armé du « réseau Zéro », ont visé à déstabiliser les principaux partis d'opposition, à provoquer des désordres, voire même des affrontements sanglants, dans le but principal de saboter le processus de démocratisation et l'application des Accords d'Arusha. Outre la perturbation organisée de nombreuses réunions politiques de l'opposition, le « réseau Zéro » est fortement suspecté d'avoir encouragé, à plusieurs reprises, le développement des haines interethniques, dans le seul but de suspendre toute évolution politique susceptible de retirer une partie du pouvoir des mains des Hutus du nord »¹⁰.

Le 27 mai 1993, le colonel Cussac envoie à la Direction du Renseignement militaire (DRM) « la copie d'une note adressée par les partis MDR, PSD, PL au président de la République »¹¹, en insistant sur les trois points suivants :

« 1°. La réforme des états-majors de l'armée rwandaise et de la gendarmerie ainsi que le commandement des unités militaires et de la gendarmerie. »

« 2°. Le démantèlement de la Garde présidentielle réputée pour sa participation aux actes de violence et de vandalisme qui se commettent dans tout le pays et particulièrement dans la capitale. »

« 3°. Le départ des militaires français si ces derniers sont dans le pays pour ne veiller que sur la sécurité des expatriés et du seul président et non sur la sécurité de la population rwandaise. »¹²

L'attaché de défense informe donc Paris qu'une partie de la classe politique rwandaise constate une réelle dérive du régime dont la nature inquiétante, radicalisée et violente apparaît chaque jour davantage. À ses yeux, le pays est en train de s'effondrer. Cet effondrement qu'accompagnent de nombreuses violences et des actes de terrorisme semble peser de plus en plus sur l'officier de Gendarmerie. Dans son rapport de décembre 1993, on mesure sa difficulté face à la situation dont il doit rendre compte. Dans un premier temps, il s'intéresse aux déplacés Hutu et aux réfugiés ; il signale un attentat particulièrement violent, sans s'interroger vraiment sur ses auteurs ni se demander s'il a entraîné des représailles sur les Tutsi. Le colonel détaille ce qu'il appelle « la montée du banditisme », dont les soldats déserteurs des FAR constituent la colonne vertébrale. Avec le recul de l'histoire comme avec l'essentiel de la documentation francophone disponible en métropole à partir du printemps 1993, on peut y voir des signes de transformation du régime rwandais. L'attaché de défense s'en tient aux constats explicites et ne passe pas à l'analyse de la situation. Néanmoins, si sa conclusion réaffirme la politique que mène la France depuis trois ans au Rwanda (le soutien au président Habyarimana et la mise en accusation du FPR), c'est avec un commentaire personnel d'une rare force :

⁹ AN/PR-BD, AG/5(4)/BD/58, Note du général Quesnot et Thierry de Beaucé [ce dernier signe de façon manuscrite] au président de la République sous couvert du secrétaire général, 3 avril 1992.

¹⁰ DGSE/Diffusion, fiche particulière n° 19404/N du 22 septembre 1994.

¹¹ SHD, GR 2003 Z 17 15, AD Kigali, Télécopie à la DRM, 27 mai 1993. Le MDR est le Mouvement démocratique républicain, principal parti d'opposition (Hutu modéré) auquel appartenait la Première ministre Agathe Uwilingiyimana assassinée au début du génocide. Le Parti social-démocrate (PSD) et le Parti libéral (PL) sont deux autres partis d'opposition. Tous ont été créés en 1991, lors de l'introduction du multipartisme au Rwanda.

¹² SHD, GR 2003 Z 17 15, AD Kigali, Télécopie à la DAM, 27 mai 1993.

« Les spectateurs de cette bouffonnerie représentent un peuple qui est las de la guerre et des pirouettes politiques, qui aspire pour ces centaines de milliers à regagner leurs terres, à manger à leur faim et à envisager, pour leurs enfants, un avenir moins sombre qu'ils ont connu [sic]. Il semble malheureusement que ces préoccupations de bon sens soient très éloignées de celles de responsables politiques actuels ou futurs pour qui le bien commun devrait être une notion à développer. »¹³

Le colonel Cussac suggère donc qu'il y a, au Rwanda, une crise plus profonde, plus fondamentale qu'une simple campagne de déstabilisation conduite par une guérilla d'opposition. Cependant, on mesure aussi que l'officier peine à monter en analyse, sans en passer par un jugement de valeur porté sur une société et un pays qu'un séjour de trois années a dégradés à ses yeux. On peut aussi avancer l'hypothèse selon laquelle l'officier ne dispose pas de tout l'outillage culturel et conceptuel pour penser la crise qui vient (et qu'il a en réalité déjà sous les yeux). En cela, il n'est pas différent de ses contemporains qui, pour la plupart d'entre eux, estiment n'avoir pas besoin d'outils particuliers pour comprendre la situation rwandaise. Ainsi, la DRM, elle aussi destinataire des rapports de l'attaché de défense, juge son texte comme « convenant tout particulièrement à [ses] besoins »¹⁴.

Dans le même temps, les avertissements – car ce sont bien des avertissements – de l'attaché de défense ne recueillent pas non plus l'assentiment total du service de renseignement. En effet, le rédacteur de la fiche de liaison associée au rapport juge que le propos est « très intéressant », mais aussi « partiellement connu ». À plus haut niveau, l'analyse de l'attaché est édulcorée et le sous-directeur d'exploitation du service résume ainsi la situation :

« L'accord de paix d'Arusha contient à la fois les espoirs de tout un peuple et les germes de futurs affrontements en raison de l'importance accordée au FPR et à l'ethnie Tutsi sans commune mesure avec le pourcentage qu'ils représentent réellement. Tout dérapage du processus pourrait conduire à la reprise des affrontements. »¹⁵

Force est alors de constater qu'il ne s'agit plus de l'analyse proposée par l'attaché de défense. Plus généralement, les services français de renseignement se trouvent aussi dans une position délicate : comme la plupart des acteurs administratifs et politiques français, ils ne disposent que de peu d'informations et encore moins de capacité pertinente d'analyse de la situation, et ils subissent par ailleurs une pression considérable de la part du pouvoir politique, comme l'a mis en évidence le rapport Duclert.

*

En conclusion, on peut formuler un constat et trois remarques sur le rôle des deux officiers de Gendarmerie qui se sont succédé comme attachés de défense français au Rwanda entre 1990 et 1994.

Un constat d'abord : face à la crise que constitue la transformation du régime rwandais en État génocidaire, la question du soutien des directions et services français à l'effort de compréhension des attachés sur place se pose directement. Pour être comprise sur le moment, cette crise aurait imposé une révision totale des prismes qui étaient en vigueur à l'époque au sein de l'administration française. Une telle dé-

¹³ SHD, GR 2004 Z 169/3, Dossier n° 8 Attaché de défense, synthèse trimestrielle octobre-novembre-décembre 1993.

¹⁴ SHD, GR 2004 Z 169 3, Note de transmission résumant le rapport Paris, 28 décembre 1993, signée du général Fresnel, sous-directeur exploitation DRM.

¹⁵ *Ibid.*

marche ne peut être conduite à l'échelle d'un seul individu ; elle est, par définition, collective. Ainsi, pour intégrer à l'analyse produite par l'institution les lectures déjà existantes et largement diffusées à l'époque dans les champs académique et journalistique, il eût fallu organiser un dialogue constant visant à produire des analyses alternatives sur les faits rassemblés sur le terrain par les attachés de défense.

La première remarque est évidemment de l'ordre du regret à la mesure de la catastrophe historique que fut le génocide des Tutsi. Le recul du temps permet de mesurer l'ampleur des alertes – parfois simples – qui auraient pu ou dû être faites. Ce recul permet aussi de mesurer la faiblesse des appareils conceptuels à la disposition de ceux qui sont les premiers observateurs de l'État français sur le terrain, alors même que cet outillage conceptuel existait déjà. Il y a donc là un enjeu qui relève d'abord de la formation individuelle : développer la capacité de proposer – et d'accueillir – des analyses sur les phénomènes sociaux, de mobiliser les ressources disponibles dans les sciences sociales pour ne pas s'enfermer dans une lecture univoque des faits.

La deuxième remarque porte sur la complexité et la difficulté de cette fonction d'attaché¹⁶ qui oblige celui qui l'assume à être à la fois le bras actif et engagé de l'État français et l'observateur froid d'une situation étrangère – loyal et lucide tout à la fois. Il y a donc aussi un enjeu collectif : l'institution doit permettre à ceux qui ont le devoir d'accomplir leur mission d'en faire, en cas d'extrême nécessité, un retour d'expérience (RETEX) au bon niveau, voire au besoin une libre critique anticipée à destination du bon échelon hiérarchique.

La troisième et dernière remarque tient évidemment à la nécessaire attention qu'il convient de porter aux informations qui remontent du terrain. Régulièrement, les attachés de défense ont rendu compte des nombreuses difficultés que rencontrait la politique française au Rwanda. Cependant, dans ce cas particulier, leurs analyses n'auront eu qu'un poids relatif dans le processus de décision français. Sans doute peut-on le regretter. Comme de nombreux observateurs l'ont souligné, le génocide des Tutsi du Rwanda a mis à l'épreuve, en France, les conceptions que chacun pouvait avoir de l'État et de son service. Tout en rappelant que nul ne sert jamais seul...

¹⁶ La remarque vaut aussi bien pour les attachés de défense que pour les attachés de sécurité intérieure. Depuis le rattachement de la Gendarmerie au ministère de l'Intérieur en 2009, les gendarmes n'occupent plus de fonctions d'attachés de défense mais d'attachés de sécurité intérieure.

Kosovo : gagner la paix

COLONEL ALEXIS BOURGES

Le 10 juin 1999, la guerre du Kosovo prend fin. Pendant plus d'un an, elle a opposé la République fédérale de Yougoslavie, dirigée d'une main de fer par Slobodan Milosevic, à l'Armée de libération du Kosovo (UCK), appuyée par les forces de l'OTAN. Les troupes fédérales de Belgrade se retirent. Ce conflit vient clore le cycle des guerres balkaniques inauguré en 1991 en Slovénie, puis en Croatie et en Bosnie. Il marque la première intervention terrestre de l'OTAN en Europe depuis sa création en 1949. La dimension ethnique de cette guerre reste dans tous les esprits. Après le cessez-le-feu, le Kosovo est d'abord placé sous l'administration directe de l'ONU, en application de la résolution 1244 du Conseil de sécurité. La *Kosovo Force* (KFOR), mise en œuvre par l'OTAN sur mandat de l'ONU, s'interpose entre les communautés serbes et albanaises et devient leur interlocuteur. Le pays est à reconstruire et à pacifier...

Le premier détachement de gendarmerie (DetGend) qui inaugure le théâtre d'opération au sein de la KFOR (du 25 juin au 25 octobre 1999) est composé de cent vingt-cinq militaires répartis en cinq pelotons et commandés par un officier supérieur, conseiller auprès de la *French Framework Brigade* (FFB). La mission confiée dans la zone d'action de la brigade, quelques jours seulement après les frappes aériennes de l'OTAN, repose sur trois axes opérationnels :

- la prévôté, mission classique pour la Gendarmerie dans un tel environnement ;
- une mission globale de sécurité publique, qui est l'effet majeur recherché ;
- enfin, des missions de police judiciaire.

Sur le territoire national, les chefs opérationnels de la Gendarmerie sont régulièrement confrontés à des situations difficiles et à des crises d'intensité très variable. L'application de principes ajustés en fonction des données du terrain est une constante. Le Kosovo n'a pas échappé à cette règle de conduite. La réponse apportée par la Gendarmerie se construit avec les acteurs locaux : c'est une façon de coller au plus près du contexte social, économique et culturel du territoire concerné, et par là même d'y faire du « sur-mesure ». À 2 300 km de Paris, ce sont des maisons incendiées, des carcasses de voitures encore fumantes, parfois une odeur infecte de chair en décomposition qui nous accueillent... Les dernières unités combattantes serbes sont parties la veille. La population évite le contact.

Notre engagement, dans la plus exposée des cinq zones de déploiement de la KFOR, dans un « environnement opérationnel difficile » (comprendre : dans un conflit de haute intensité), est le résultat d'un schéma d'analyse cohérent. Notre statut militaire, adossé à notre expertise sur le territoire national et à notre expérience acquise lors des nombreuses actions de coopération à l'étranger, nous confère toute la légi

timité nécessaire à un tel déploiement sur un territoire étranger en crise. Les modes d'action immuables sur lesquels repose notre travail impliquent la recherche du contact et de la proximité avec la population. Ce concept global « deux-en-un » puise ses racines dans l'histoire propre de l'Institution. Il se fortifie à l'épreuve du temps et s'adapte en permanence aux évolutions technologiques.

Être au contact, conquérir la confiance

Tout se conquiert... Les gendarmes du DetGend ont dû s'intégrer dans un écosystème au sein duquel peu de bleu apparaissait jusqu'alors. S'intégrer d'abord auprès de leurs frères d'armes des Armées, puis auprès des forces de police et des armées étrangères qui partageaient la même portion de théâtre d'opération, enfin et surtout auprès de la population locale. Les marsouins, bigors et légionnaires, casqués du matin au soir et revêtus d'un gilet pare-balles, regardent avec curiosité les gendarmes en chemisette bleue, képi bien vissé sur la tête, qui œuvrent dans la même zone d'action.

Notre détachement est constitué de militaires aux galons or ou argent, aux profils hétérogènes. Les gendarmes mobiles, qui agissent en mode collectif, disciplinés, robustes et sportifs, sont mêlés à leurs camarades départementaux, plus indépendants, qui présentent un profil moins guerrier, certes, mais assument leurs missions de police judiciaire et de recherche du renseignement. Dans le domaine de la prise de contact, les deux subdivisions d'arme doivent faire preuve de la même efficacité.

Les marsouins, bigors et légionnaires casqués du matin au soir et revêtus de gilet pare-balles regardent avec curiosité les gendarmes en chemisette bleue, képi bien vissé sur la tête.

D'emblée, l'osmose semble bien mal engagée. Mais l'identité militaire, socle commun à l'ensemble des forces armées engagées, s'impose comme un vecteur d'unité. La capacité judiciaire que la Gendarmerie déploie et son aptitude à apaiser toute situation tendue rassurent les militaires des Armées que nous côtoyons et les soulagent lorsqu'ils sont confrontés à des situations qui relèvent davantage de la sécurité publique.

Coté Gendarmerie, l'appui des Armées n'est pas un vain mot. J'ai en mémoire une mission de police judiciaire d'ampleur au cours de laquelle les gendarmes, au volant de leur véhicule P4, appuyés par quatre hélicoptères de combat et précédés d'une section de chars Leclerc, ont surgi depuis un versant de la crête afin de permettre aux OPJ de mener leur perquisition en sécurité. Plusieurs opérations ont été conduites sur ce même modèle, visant des trafics d'armes, dans les trains notamment. Tout au long des patrouilles, les liens entre militaires de la Gendarmerie et des Armées se sont ainsi renforcés et ont rendu possible une remontée significative de renseignements.

La Gendarmerie toujours au centre du village, entre l'église et la mairie... c'est là une maxime universelle ! À Mitrovica, nous installons notre QG au cœur de la ville, dans le siège désaffecté de la Yugo Bank, à quelques centaines de mètres du pont d'Austerlitz. Les cantonnements sont situés juste au-dessus, afin de garantir une parfaite disponibilité des gendarmes et assurer une réponse rapide en cas de troubles. Ce fut le cas lorsqu'en plein dîner, au sixième étage de notre restaurant de fortune « Chez Claude » (du prénom du commandant du DetGend, le colonel Vicaire), une roquette venait d'être tirée à proximité immédiate de la Gendarmerie...

Dans le domaine comportemental, les fondamentaux conditionnent notre travail quotidien auprès de la population. S'oublier au profit de ceux dont on a la charge. Être vus, partout et de tous. Accepter, aussi, de ne pas tout voir pour faire baisser la pression. Rester humbles, avoir de la retenue, ne pas faire preuve d'ingérence dans une histoire qui nous échappe. La militarité impose l'adhésion à la mission jusqu'à son terme. Incarnée dans le territoire qui nous est confié, auprès d'une population qui y vit, elle exige le don de soi. La mission repose sur la richesse des contacts humains très vite établis et entretenus auprès des membres des deux communautés qui se vouaient une haine féroce, inscrite dans l'histoire à l'encre de sang.

Les uns comme les autres, Serbes et Albanais apprécient de voir le gendarme qui vient à leur contact, en chemisette, offrir une poignée de mains, une poignée de mots, aussi, appris pendant le trajet « aller » à bord du *Siroco* et enrichis au cours des semaines... Le respect de la parole donnée, la confiance réciproque, la neutralité, l'éthique, autant d'exigences qui permettent de rassurer la population sur nos intentions et de recueillir des témoignages. Une seule déception, un malentendu, une incompréhension auraient réduit à néant ces relations fragiles, acquises collectivement avec patience.

Le sens de l'action : s'adapter pour servir

La réalité des faits imposant souvent l'évolution du contour d'une mission, laquelle est toujours soumise aux « aléas du direct », rien ne se passe comme prévu ! Le contexte est hors-norme, mouvant et évolutif, comme toujours, sous le regard et la pression des médias. Il met à rude épreuve la capacité d'adaptation demandée à la Gendarmerie.

Dès l'après-midi de notre arrivée à Mitrovica, dans la seule véritable ville multiethnique du Kosovo, c'est une mission de maintien de l'ordre qui s'impose. Elle est pourtant formellement exclue du contrat initial de la KFOR. C'est la première d'une longue série, entre jets de pierres et slogans nationalistes... D'autres

opérations suivront, mises en œuvre selon un schéma en double action : une rangée de gendarmes équipés de façon légère, au contact des manifestants pour les apaiser, dans une logique de désescalade ; et, quelques dizaines de mètres en arrière, une rangée de blindés (français ou danois) en mesure de les protéger, par une manœuvre de bond offensif, si la situation venait à dégénérer.

15 octobre 1999 : le contexte est explosif... Plusieurs gendarmes sont blessés, avant qu'un manifestant ne soit neutralisé, alors qu'il était porteur d'une grenade défensive dégoupillée dans le creux de sa main.

15 octobre 1999 : le contexte est explosif... Plusieurs gendarmes sont blessés, avant qu'un manifestant ne soit neutralisé, alors qu'il était porteur d'une grenade défensive dégoupillée dans le creux de sa main. Dix jours auparavant, à Subkovac, une foule de trois mille Albanais avancent en cortège derrière les corps de dix-huit des leurs découverts dans un charnier. Par un dramatique hasard, la multitude croise dix Serbes dans leurs véhicules. L'un d'entre eux est assassiné sous nos yeux, deux autres sont battus à coups de

barres de fer, les sept derniers se font lapider. Nous tentons de nous interposer et de protéger les victimes, tout en protégeant de surcroît des tankistes russes à proximité. Des centaines d'Albanais en furie ont en effet retourné leur blindé et tentent d'y mettre le feu, alors que des soldats sont pris au piège à l'intérieur. L'affrontement aura duré deux heures... Parmi nous, il y a au total treize blessés, victimes de jets de pierre – dont notre chef, le colonel Vicaire, violemment touché au visage et évacué par hélicoptère. La notion de psychologie des foules s'est imposée à nous... Sa prise en compte est fondamentale en période de fortes tensions, au Kosovo comme d'ailleurs en France.

Dans un pays dévasté, dont les habitants sont encore en pleine sidération, la dimension d'aide à la population s'est rapidement imposée à nous, avec ou sans le concours des ONG. Comment oublier cette fillette qui présentait le défaut anatomique d'avoir six doigts sur sa petite main ? Nous l'observons. En lien avec l'hôpital militaire de campagne français établi à Mitrovica, et avec l'accord de ses parents, nous faisons en sorte qu'elle puisse bénéficier d'une opération chirurgicale. Succès médical tout autant qu'humanitaire !

Incendies volontaires, vols, disparitions, homicides... Tout au long de la mission, il faut traiter ce quotidien. Les gendarmes de la KFOR sécurisent, dissuadent, recueillent des plaintes, enquêtent, interpellent, recherchent des caches d'armes. La notion de risque mortel n'est pas une simple expression. Lors d'une opération, une grenade dégoupillée coincée au beau milieu d'un amas d'effets militaires serbes – abandonnés quelques jours auparavant – attendait que les gendarmes y plongent leur mains... Quant aux missions de contrôle des flux, elles restent classiques. Jusqu'au jour où l'un des responsables locaux de l'UCK, sanguin et impulsif, pointe son pistolet automatique sur le jeune lieutenant responsable du contrôle... Le quotidien effroyable est là, lorsqu'il s'agit de déceler l'existence de supposés charniers ou d'identifier les corps après qu'on les a localisés. Nous avons même dû nous improviser agents pénitentiaires pour assurer la gestion d'une prison que nous venions de rouvrir.

Le bilan de mes quatre mois au Kosovo peut donner le vertige, qu'il s'agisse du nombre d'événements vécus ou de leur intensité humaine et opérationnelle. Durant les trois premières semaines, outre les charniers, nous avons découvert plus d'une centaine de cadavres, nous avons reçu des plaintes pour une quinzaine d'enlèvements... Au cours de la mission, nous avons été amenés à identifier près de trois mille huit cents corps ; la plupart du temps, les victimes avaient été exécutées après avoir subi des actes de torture. En quatre mois, le peloton dont j'avais le commandement (vingt gendarmes mobiles et cinq gendarmes départementaux) a résolu, à lui seul, deux cent vingt-sept affaires criminelles. Ce qui a permis l'interpellation de nombreux auteurs d'assassinats et des trafiquants d'êtres humains qui opéraient au sein d'un vaste réseau de prostitution. Je n'oublierai jamais ces quatre jeunes femmes enlevées, battues et séquestrées, dont l'une était mineure et une autre mère de deux enfants...

L'importance du savoir-être

Au Kosovo, les savoir-faire de la Gendarmerie ont été quasi tous réunis et ont pu être ainsi valorisés. Les éléments constitutifs du gendarme se sont – simplement et naturellement – exprimés aux yeux de tous ceux que nous avons pu croiser. Nos joies, nous les avons trouvées en gagnant les cœurs, en suscitant le respect mutuel. Nous nous sommes fondus dans la communauté militaire, nous avons beaucoup donné, mais aussi énormément reçu.

Cette mission a donné l'occasion aux jeunes officiers engagés – dont j'étais – de vivre pleinement ce que « commander » veut dire, dans toutes les acceptions du terme. Nous avons touché du doigt la richesse qui s'attache aux principes fondamentaux de l'action du chef militaire, ceux-là mêmes que le maréchal Foch avait exposés dans ses *Principes de la guerre* et qui ont guidé chacune de nos décisions : liberté d'action, concentration des efforts, économie des forces.

Avec nos gradés de contact, nous avons perçu les subtilités liées au respect de l'intention politique, avec toute la sensibilité qui y est attachée. Il nous a fallu, au quotidien, intégrer la force du collectif – le plus étendu possible. Le maintien au plus haut de la santé morale de nos gendarmes constituait également

un enjeu d'une grande importance. Nous avons ainsi été les heureux bénéficiaires de la prise en compte des familles par la base arrière, élément-clé pour la santé psychologique des uns et des autres. Internet balbutiait encore, la téléphonie mobile faisait ses tout premiers pas et, déjà, les *fake news* qui pourtant n'existaient pas encore dans le dictionnaire se répandaient...

Au Kosovo, les plus jeunes d'entre nous ont appris en quatre mois ce que d'autres, dans un cadre plus conventionnel, ont dû découvrir en vingt ans. Chacun d'entre nous a puisé dans sa formation initiale et continue le savoir-être nécessaire à l'accomplissement de la mission qui nous avait été confiée. A l'issue de notre mandat, nous avons laissé un territoire plus en ordre qu'à notre arrivée, nous avons quitté une population qui avait accepté de nous accorder sa confiance. Nous avons œuvré pour elle et avec elle, en assurant les missions pour lesquelles notre expertise était requise, certes... mais aussi bien au-delà ! La mission, dans sa première tranche, est réussie. Après de nos camarades des forces armées, qu'ils soient français ou étrangers, nous avons démontré qu'avec eux nous partageons un socle de valeurs militaires telles que le sens du devoir, le culte de la mission, l'abnégation, le sang-froid devant l'adversité, toujours au service d'un usage maîtrisé de la force, et enfin une certaine idée de l'honneur.

Le jour du départ, nous nous tenons impeccablement alignés sur le côté droit de la route qui conduit le DetGend à l'aéroport. Trois chars Léopard II danois, canon hausse 45°, leurs équipages sous les armes, nous rendent les honneurs. Le chef de corps du bataillon danois, avec qui nous avons partagé tant de moments forts, commande le dispositif. C'est la toute dernière image que nous emportons avec nous du Kosovo...

Viols en temps de guerre, viols comme armes de guerre : réflexions d'une anthropologue

VÉRONIQUE NAHOUM-GRAPPE

« Personne n'a trouvé la rime juste ;
Au nom de l'écolière déchiquetée »
Serhiy Jadan¹

Le 22 octobre 2022, Pramila Patten, représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU chargée de la question des violences sexuelles dans les conflits, accorde un entretien important au journal *Le Monde* : « Des crimes de guerre atroces ont eu lieu en Ukraine : des viols et toutes sortes d'agressions sexuelles ont été perpétrés par les forces russes, de façon souvent systématique, avec une brutalité et une cruauté extrêmes. Les investigations sur des cas précis vérifiés prouvent qu'il s'agit d'une stratégie militaire visant à déshumaniser les victimes et à terroriser la population. Le viol en Ukraine est bel et bien une arme de guerre. C'est le cas depuis longtemps dans de nombreux conflits ».

Il ne s'agirait donc pas « seulement » de violences sexuelles commises sur des populations civiles par des soldats « ivres de vin et de sang » (pour citer Flaubert dans *Salammbô*), viols « de pulsion » qu'une situation de domination physique et politique – donc d'impunité – favoriserait dans les marges d'une victoire militaire. Mais bien de viols systématiques commis en tant qu'ils constitueraient une tactique de guerre. Il convient donc de distinguer ces deux types de crimes : les viols « en temps de guerre » d'une part et les viols « comme arme de guerre » d'autre part. Sans doute cette différence, brouillée sur le terrain, pourrait-elle se révéler utile à tous les corps de métier qui œuvrent à établir les faits, à l'instar des experts de la Gendarmerie nationale qui sont en première ligne du travail permettant la qualification judiciaire des crimes.

¹ Né en 1974, Serhiy Jadan est un poète, romancier et essayiste ukrainien. Très connu dans son pays, il est l'une des figures importantes de la littérature ukrainienne post-soviétique.

Viols « en temps de guerre »

Ces viols appartiennent au champ des « bavures » et « atrocités » qui sont condamnées par la plupart des règlements militaires des forces armées régulières, mais qui sont commises le plus souvent dans les marges incontrôlées des terres conquises. Ils restent extérieurs aux choix stratégiques et tactiques délibérés, n'ont aucun sens ni fonction du point de vue militaire. On les constate le plus souvent lors de ce temps provisoire où les instances de contrôle et de régulation de l'État n'existent plus : les structures institutionnelles antérieures ont disparu et n'ont pas encore été remplacées. Sur le terrain, ne règnent alors que l'armée d'occupation et sa loi du plus fort. Dans cet espace-temps anémique précédant le retour de la paix, ne restent que les solidarités horizontales (famille, voisinages, réseaux, etc.), souvent héroïques certes – mais les exactions, pillages, vols, viols, massacres risquent de se multiplier, dès lors qu'ils ne rencontrent pas d'opposition sérieuse, ni de frein interne. Ce qui est alors en jeu, c'est la culture au sein d'une armée, son rapport à l'éthique, au sens et à la gravité de son action (donner ou subir la mort). Dans le cadre d'une armée régulière, le partage de valeurs morales fondamentales – les plus simples et les plus profondes – explique notamment qu'en situation, alors même qu'il a la possibilité technique de commettre certains crimes, le combattant est le plus souvent inhibé par sa propre conscience et par le respect évident d'interdits fondamentaux.

Dans la guerre, la survie quotidienne des populations civiles dépend souvent de l'aide extérieure face à une armée d'occupation dominante, au sein de laquelle règne parfois une culture de la violence – voire de la cruauté – comme preuve de virilité. Les crimes des soldats sont quelques fois punis par leur hiérarchie, mais ils peuvent être aussi encouragés tacitement, voire récompensés. Dans les conflits du XX^e siècle, ils ont le plus souvent été tus, car les autorités politiques et les chefs militaires ont préféré « fermer les yeux ». Ils sont donc restés en périphérie de l'histoire des événements militaires, d'où une forme d'amnésie théorique sur la question des viols en temps de guerre. Même lorsqu'ils sont massifs, comme à Berlin occupée par l'armée soviétique au printemps 1945 ou à Nankin prise à l'hiver 1937 par les Japonais qui massacrent et violent à grande échelle, l'histoire de ces crimes est tardive².

Un cliché tenace voudrait que ces viols et autres atrocités fussent inévitables et « de tout temps ». De fait, ils constituent un motif régulièrement « naturalisé » dans l'imaginaire : depuis la guerre de Troie sans cesse réécrite par les auteurs classiques, les atrocités de guerre sont décrites comme des phénomènes liés à la fureur enivrée du héros contre un ennemi haï. C'est le cas chez Racine, dans *Andromaque* où « La victoire et la nuit, plus cruelles que nous, / Nous excitaient au meurtre et confondaient nos coups » (I, 2). Puis, revenu dans son palais en paix, Pyrrhus rejette l'inhumanité d'une cruauté qui survivrait à sa « fureur », hors de son contexte ponctuel d'ivresse vengeresse, et le conduirait par là même, s'il s'y abandonnait, à persécuter injustement les vaincus. Il y aurait donc clairement deux formes de cruauté meurtrière : d'une part, celle qui serait à l'œuvre en temps de guerre, consécutive aux fureurs humaines des guerriers poussés à leurs limites par la dureté inouïe des combats, et d'autre part, celle – froide – qui perdurerait malgré la paix revenue. Si la première relève d'un lieu commun auquel l'imaginaire collectif consent tacitement, la seconde, en revanche, est condamnée sans ambiguïté. En réalité, le postulat d'a-historicité du phénomène n'a jamais été démontré au plan historique : les études au cas par cas montrent au contraire que le traitement des populations civiles est hétérogène en fonction des diverses situations rencontrées.

² Depuis les années 1990, les sciences sociales s'y intéressent de plus en plus. Voir notamment Georges Vigarello, *Histoire du viol XVI^e-XX^e siècle*, Le Seuil, 1998 ; Françoise Héritier (dir.), *De la violence*, 2 t., Odile Jacob, 1997-1999 ; Raphaëlle Branche, Fabrice Virgili et al., *Viols en temps de guerre*, Payot, 2011. Voir aussi Raphaëlle Branche, « Des viols pendant la guerre d'Algérie », *Vingtème Siècle. Revue d'histoire*, 2002, n°75, p. 123-132. Les travaux de Stéphane Audoin-Rouzeau sont majeurs sur la culture du soldat, notamment *L'Enfant de l'ennemi 1914-1918*, Aubier, 1995, et *Combattre : une anthropologie historique de la guerre moderne (XIX^e-XXI^e siècle)*, Le Seuil, 2008.

Viols comme « tactique de guerre »

Il convient de distinguer les *viols comme tactique délibérée de guerre* – ceux que, précisément, évoque Pramila Patten et qui constituent une étrange et tragique originalité historique. Ainsi, en Ukraine, les atrocités (viols, tortures et massacres) commises par les forces de l'agresseur – régulières et paramilitaires – constitueraient une *arme de guerre* à part entière, pensée et prévue comme telle, au même titre que les bombardements. La distribution de Viagra aux soldats et la décoration par le président russe des forces impliquées dans les crimes de Boutcha sont, parmi d'autres, des signes qui illustrent l'impunité assurée par les autorités, mais aussi l'injonction – avec l'aide logistique – à pratiquer ce type d'action de guerre où le soldat doit « y mettre du sien ». Violer un être humain est un acte qui suppose domination physique, motivation physiologique et consentement moral de l'agresseur. Ce dernier doit, sur ordre, se dénuder pour perpétrer un acte qui l'avilit lui aussi, même s'il est encouragé et légitimé par la hiérarchie militaire et, surtout, par l'autorité politique qui a décidé la guerre.

Relativement récente, la question a commencé à émerger au début des années 1990 dans le contexte des conflits en ex-Yougoslavie. Dès 1991, en enquêtant dans les camps de réfugiés et les zones assiégées de la région, j'ai moi-même été stupéfaite d'entendre certains récits inimaginables en plein cœur de l'Europe, à la fin d'un XX^e siècle pourtant riche en désastres humains. Les premières dénonciations des viols systématiques commis par les forces de Belgrade en Bosnie datent de la fin 1992, sous la plume du journaliste américain Roy Gutman, correspondant de guerre pour *Newsday* et lauréat du Prix Pulitzer pour avoir révélé l'existence des camps serbes. Ses enquêtes et articles ont été traduits et publiés en France en 1994³. Dès 1993, les travaux du Comité Vukovar-Sarajevo, à l'initiative de la revue *Esprit*, ont donné lieu aux premières informations, en France, sur les viols et la « purification ethnique »⁴. Depuis lors, de nombreuses recherches, publications et thèses internationales, sans oublier bien sûr les travaux du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY), ont permis d'évaluer à entre 20.000 et 50.000 le nombre de victimes des viols systématiques en Bosnie (les viols en Croatie n'entrant pas dans ce décompte, ni ceux qui ont été perpétrés sur des hommes ou des enfants, pourtant nombreux et attestés)⁵.

De nombreuses recherches, sans oublier bien sûr les travaux du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, ont permis d'évaluer à entre 20 000 et 50 000 le nombre de victimes des viols systématiques en Bosnie.

Si les viols sont toujours des actes de violence où l'humiliation et la souffrance infligées constituent les leviers d'un asservissement de la victime dans l'assouvissement de son bourreau, il est rare qu'un commandement militaire les choisisse comme « tactique de guerre ». Le soldat violeur ne peut pas être un héros, et il est improbable que l'ordre de violer résonne avec autant d'évidence que celui de faire feu. C'est dans les dictatures que l'on constate l'usage politique de la cruauté contre les civils ; les formes de répression les plus sadiques y sont jugées particulièrement efficaces pour anéantir toute opposition ou différence, annihiler par la terreur toute volonté de résistance. Dans les zones occupées – aujourd'hui

³ Roy Gutman, *Bosnie, témoin du génocide*, préfacé par Véronique Nahoum-Grappe, Desclée de Brouwer, 1994.

⁴ Véronique Nahoum-Grappe (dir.), *Vukovar-Sarajevo, la guerre en ex-Yougoslavie*, Éditions Esprit, 1993. J'ai publié mon premier article sur le sujet en janvier 1993 dans *Le Monde*.

⁵ Voir notamment les travaux de la chercheuse Sabina Subasic et sa thèse de doctorat de droit international, *Les crimes de violences sexuelles en Bosnie-Herzégovine 1992-1995*, soutenue en 2014 à l'Université de Sarajevo.

en Ukraine comme hier en ex-Yougoslavie –, ces viols sont des tortures de répression et de domination politique. En revanche, leur usage strictement militaire est, lui, peu évident en dehors de cet objectif de torture. Pour comprendre, il faut donc revenir à la spécificité du crime de viol, analysé du point de vue anthropologique et au plus près du terrain.

Spécificités du crime de viol

Première spécificité : le viol est un *crime de torture*. Il utilise la sexualité comme instrument de violence : *faire l'amour* y devient *faire la haine*, littéralement. Car l'acte sexuel infligé convertit le mépris ou la haine de l'ennemi en action physique, il accomplit cette rage du corps dans l'acte sexuel violent : une pénétration pensée comme un *acte d'invasion identitaire* qui engendre deux souffrances à la fois, car l'extrême souffrance physique se redouble d'une atroce douleur psychologique et morale. Comme s'il s'agissait d'inscrire le sens de cette haine *jusqu'au plus profond de la subjectivité physique de la victime*. Et, parfois, à l'origine de ces pratiques transgressives, il y a un système d'ordres implicites qui autorise ou contraint plus ou moins violemment ses principaux acteurs – les soldats, deuxièmes couteaux en première ligne – à une jouissance sadique. En ce sens, le viol comme tactique de guerre est un crime contre la victime, mais aussi contre le soldat forcé à jouir de cette souffrance d'autrui. Et contre la sexualité humaine en général, laquelle se trouve pervertie dans le contraire de sa signification originelle : au lieu de donner plaisir et vie, elle devient l'arme qui produit souffrance physique et mort psychique.

Deuxième spécificité : le viol est un *crime de souillure*. Contrairement au meurtre crapuleux ou de vengeance, la destruction physique n'est pas son but premier, mais le massacre de la valeur identitaire d'un être humain, la profanation de son intimité corporelle sacrée. L'effet de honte, le déshonneur basculent du côté de la victime « salie ». Et la souillure est double. Physique d'abord : c'est la victime qui doit se laver. De nombreux témoignages de victimes de viols attestent ce besoin de nettoyer leur corps, de prendre une douche, de se *purifier* après les faits – ce qui, du même coup, détruit les preuves du crime –, alors même que le bourreau « s'en lave les mains ». La seconde souillure est morale : cette « tache » qui, elle, ne se lave pas et détruit l'identité sociale des femmes dans des cultures encore souvent traditionnelles où l'honneur de genre dépend de la maîtrise de la sexualité, cette dernière étant interdite lorsqu'elle est illégitime, d'où le tabou de la virginité féminine avant le mariage et la condamnation pénale de l'infidélité conjugale des femmes. Pour les hommes, dont la sexualité précoce et extraconjugale est en revanche plutôt perçue comme une performance positive qui prouverait leur virilité, l'honneur consiste à se faire les gardiens de la « vertu » des femmes de la famille, au besoin par la violence. Dans ce système de croyance qui accorde à la virginité féminine une valeur identitaire déterminante, la honte de la victime est extrême après le viol, et grand le risque d'être chassée du foyer, voire d'être assassinée par un père ou un frère humilié – crimes d'honneur familiaux que l'on constate encore à notre époque en de nombreuses aires culturelles.

Troisième spécificité : le viol est un *crime continu* dont les effets de destructivité perdurent dans le temps, contrairement à la violence d'une tentative de meurtre où la victime survivante pourra connaître, avec la cicatrisation des plaies, la fin de ses souffrances physiques. Dans le cas du viol, les conséquences psychologiques et le stigmate social marquent durablement la victime. A cet égard, cette persistance de la souffrance concerne surtout les femmes, qui de surcroît sont susceptibles de se retrouver enceintes. Historiquement, le drame de ces grossesses issues d'un viol, difficiles à cacher, a constitué une cause d'exclusion des femmes, et les enfants du viol ont le plus souvent été stigmatisés comme « bâtards ».

Non seulement la perte de l'honneur et de l'estime de soi constitue une source de violence sociale dirigée contre la victime, mais en outre la honte liée au viol peut provoquer une forme de destructivité intime, une négativité intérieure mortifère, taraudante, qui porte atteinte à la liberté du sujet dans le temps, à ses choix de vie futurs. En ex-Yougoslavie, la question a été particulièrement sensible après les guerres des années 1990, chaque cas nécessitant un suivi social et psychologique adapté. En Bosnie comme en Croa-

Dans le cas du viol, les conséquences psychologiques et le stigmatisme social marquent durablement la victime. À cet égard, cette persistance de la souffrance concerne surtout les femmes.

tie, quand la situation l'a permis, ce suivi (très peu médiatisé) a été mis en place, avec des experts formés en psychiatrie et des associations de femmes.

Quatrième spécificité : le viol est *un crime de domination*, où le rapport de force est clairement en faveur de l'agresseur. Sa commission en est rendue plus facile, sa laideur morale s'en trouve aggravée : entre un groupe de soldats armés et une famille désarmée, une femme isolée ou un enfant, l'inégalité des forces est telle que le crime de viol est aussi une violation des règles du combat à égalité, ainsi que des normes de civilisation minimale qui prescrivent de prendre soin des plus

vulnérables. La violence du viol est celle de la cruauté qui choisit sciemment le corps fragile comme cible privilégiée. En ce sens, le crime de viol est également un crime contre le lien social, contre l'humanité en tant que capacité de solidarité entre forts et faibles. L'inhumanité glaciale d'un système collectif où le viol et les tortures sont promus comme armes de domination et d'asservissement n'a plus rien à voir avec le cliché des viols de guerre ; c'est la perte de ce sol commun qui, en temps de paix et dans le cadre de l'État de droit, permet le lien social et la confiance minimale envers les institutions. Par conséquent, le viol comme tactique de guerre et de domination politique est un crime qui inverse le processus de civilisation et fait rétrograder le progrès si difficile vers une meilleure organisation politique et sociale entre les individus.

Enfin, cinquième spécificité : le viol est *un meurtre de la subjectivité morale* de la victime, ce qui permet de faire l'économie d'un assassinat physique. *In fine*, le but est de briser la victime pour mieux l'asservir, et, plus largement, de terroriser ses proches et la communauté à laquelle elle appartient afin de les soumettre eux aussi. Car la raison de ce type de viol est au bout du compte la prédation. Son usage vise à conforter l'oppression arbitraire du tyran et, par là même, sa domination économique à laquelle les victimes doivent consentir. Les crimes sexuels sont donc plus fréquents dans les situations de domination politique et institutionnelle, *a fortiori* dans les cas d'occupation d'un territoire par la violence. Ils y ont alors pour fonction de conforter cette domination par la terreur, à défaut du consentement. Le viol comme arme de guerre est ainsi une caractéristique des guerres cannibales dont la fin dernière est l'appropriation et la dévoration de tous les biens des vaincus, y compris de leurs corps et surtout de leurs esprits.

Le viol-arme-de-guerre comme système institutionnalisé

Comme jadis en ex-Yougoslavie, les viols sont aujourd'hui systématiques dans les régions ukrainiennes occupées par les Russes. Encouragés par les autorités d'occupation, ils sont même organisés pour faire un maximum de dommages. Avec la durée du conflit, le recours aux tortures et aux violences sexuelles s'enveloppe ainsi d'une froideur bureaucratique nécessaire à sa logistique. On est loin de la « fureur » pas-

sagère du vainqueur ; au contraire, l'inhumanité s'érige en système, avec la froide cruauté des camps de filtration et de torture créés dans des lieux *ad hoc*. Nombre d'habitants des régions occupées du Donbass ont témoigné de cette inhumanité systémique devenue l'*ordre des choses* : de jour comme de nuit, l'interdiction stricte de fermer la porte de chez soi, le soldat qui entre à l'improviste et téléphone à sa femme en Russie pour lui demander si elle accepte qu'il viole des femmes ukrainiennes et ce qu'elle souhaite qu'il prenne dans la maison de sa victime – et la femme qui répond oui et choisit... La torture et les violences sexuelles qui deviennent des pratiques régulières dans les commissariats locaux repris en main... C'est tout un système d'inhumanité ordinaire qui s'institue dans ces zones occupées depuis 2014 puis 2022.

À cet égard, le témoignage de Stanislas Asseyev, jeune journaliste blogueur du Donbass, est particulièrement intéressant. Enlevé et accusé d'espionnage, incarcéré entre 2017 et 2019, il a notamment passé vingt-huit mois dans la prison clandestine d'Isolatsia, dans le Donetsk, qui officiellement « n'existe pas »⁶. Libéré sous la pression internationale, il a raconté les crimes et tortures dont il a été témoin, parmi lesquels des crimes sexuels perpétrés en toute impunité au nom de la répression des opposants et sous couvert du FSB. Nombre de viols en territoires occupés sont ainsi commis dans des lieux d'incarcération parfois secrets, institutionnalisés et « systématisés ». La découverte de chambres de torture dans les régions libérées par l'armée ukrainienne démontre l'usage délibéré et normé des tortures sexuelles par l'envahisseur russe. On peut espérer qu'un jour le travail des historiens permettra de restituer les nombreuses sources permettant de documenter précisément ce système, comme par exemple les correspondances téléphoniques des soldats russes sur zone, entre eux et avec leurs familles, enregistrées en tant qu'archives.

Le viol-arme-de-guerre comme atteinte au lien de filiation

Là aussi, l'Ukraine occupée constitue malheureusement un exemple particulièrement révélateur, qui aide à comprendre l'objectif du bourreau et la forme de haine qui le motive contre la population qu'il cherche à effacer de son propre territoire. En effet, l'étude des phrases prononcées par les bourreaux à l'œuvre (recueillies parmi les témoignages de victimes dans des conditions de fiabilité et de sérieux à des fins judiciaires) permet à l'anthropologue de déceler les signes d'une intention particulière. Lorsque le soldat qui vient de castrer un homme ukrainien lui lance « tu n'auras pas d'enfants ukrainiens ! » ou bien que les violeurs assènent à la femme en sang « tu n'auras plus d'enfants ! », un sens explicite se dégage, qui vient s'ajouter aux traits distinctifs du crime de viol : le *crime contre la filiation*.

Le viol des Ukrainiennes vise à empêcher ou à « russifier » les naissances futures, en greffant « l'enfant de l'ennemi » sur l'arbre de la filiation collective.

L'envahisseur qui veut définitivement « russifier » les régions qu'il occupe tente ainsi d'effacer les traces, les signes, les emblèmes et surtout l'avenir de la nation : celle-ci doit disparaître, et même ne pas avoir existé, car « elle n'existe pas »... Toute l'entreprise de prédation en cours vise à cannibaliser un pays entier, à le détruire en le dévorant. Sur les terres conquises, la langue, les livres scolaires et les papiers d'identité doivent être changés ; les monuments doivent être détruits, les objets et sites artistiques pillés, comme la célèbre terre noire si riche rachetée de force par un oligarque russe (« Maintenant elle est russe ! »). C'est tout un

⁶ Stanislas Asseyev, *Un journaliste en camp raconte*, trad. Irina Dmytrychyne, Éditions Atlante, 2021.

paysage d'objets et de sons qui est visé par cette entreprise de « russification ». Dans la même logique, les enfants sont volés à leurs parents pour être « russifiés » en Russie profonde. Mais l'espace ne suffit pas, il faut aussi envahir la ligne du temps : que la « russification » soit « pour toujours et à jamais », puisqu'elle est censée être « depuis toujours ». Dès lors, le viol des Ukrainiennes vise à empêcher ou à « russifier » les naissances futures, en greffant « l'enfant de l'ennemi » sur l'arbre de la filiation collective dont imaginai-
rement les racines sont situées loin dans un passé commun. Arme de guerre, le viol constitue donc aussi l'instrument d'une volonté d'anéantissement du futur de la communauté porté par chaque génération. Il prend là tout son sens destructeur de *meurtre de genre* qui vise le lien de filiation et la transmission d'une identité collective, d'un héritage culturel.

Cet imaginaire de la destruction « pour toujours » de la nation ennemie conduit à donner un sens assez primitif à l'acte de violer une femme ; je l'avais moi-même rencontré dans une vieille chanson populaire serbe qui affirmait : *la femme que tu violes est vierge, tous les enfants qu'elle aura ensuite d'autres hommes seront de toi !* Ce qui est ici à l'œuvre, c'est une culture de la virilité fondée sur la croyance d'une transmission des identités collectives par la filiation, et donc par la sexualité – croyance fort banale sur le « lien du sang » qui circule de père en fils via le ventre des femmes. *In fine*, le viol comme arme de guerre est donc un crime contre le *genos*, c'est-à-dire la naissance, et relève par là même d'une entreprise *génocidaire*, non pas au sens juridique du terme, mais bien anthropologique. Ce qui n'interdit pas aux tribunaux d'en tenir compte.

Afghanistan 2011-2012 : une mission au bord du monde

GÉNÉRAL D'ARMÉE (2S) BRUNO JOCKERS

Après les attentats du 11 Septembre et treize années durant, de 2001 à 2014, la Gendarmerie nationale a participé à l'engagement de la France dans la guerre en Afghanistan. GIGN, gendarmeries spécialisées, départementales et mobiles, corps militaires de soutien, toutes les composantes ou presque de notre Institution ont été concernées par ce déploiement inédit. Au total, ce sont 1 300 gendarmes qui ont ainsi foulé le sol afghan au cours de cette période. En 2011, au plus fort de l'engagement de la France, j'ai moi-même rejoint Kaboul pour y prendre la tête de nos forces de Gendarmerie. J'ai assumé ce commandement pendant un peu plus d'un an, du 26 juin 2011 au 12 juillet 2012. Très instable, le pays était alors en proie à l'intense guérilla des rebelles Talibans. Lorsque je préparais mon départ, au détour de mes lectures, j'avais relevé un axiome tiré des productions doctrinales de l'état-major des Armées : « il ne s'agit pas de gagner les cœurs, mais de gagner les esprits ». En vérité, c'était là reconnaître aussitôt le caractère unique de cette mission, sur un théâtre d'opérations extérieures qui n'avait alors aucun équivalent au monde. Pour la revue *Empreintes*, je reviens sur cet engagement exceptionnel de la Gendarmerie « au bord du monde », où nos qualités ont été mises à rude épreuve et où le danger pouvait surgir à tout moment.

La Gendarmerie est projetée en Afghanistan dans le contexte d'une coalition internationale sous mandat de l'ONU, mais dont le bras armé – la force de frappe – est l'OTAN. Si l'Union européenne est elle aussi présente, notamment dans les missions de police civile, l'essentiel réside bien dans cette mission otanienne, avec ses deux entités complémentaires : l'*International Security Assistance Force* (ISAF) qui représente le volet opérationnel et la *NATO Training Mission-Afghanistan* (NTM-A) qui est en charge du volet de formation. En avril 2009, le sommet de Strasbourg avait consacré le retour de la France dans le système intégré de l'OTAN, et un point particulier de ce retour, l'engagement d'une force de type Gendarmerie – *Gendarmerie Type Force* (GTF) en langage onusien –, avait alors fait l'objet d'un échange entre les présidents Sarkozy et Obama. Cette GTF devait être en mesure d'aider à la restauration de l'État de droit en Afghanistan. C'est donc bien dans le cadre de l'OTAN que la Gendarmerie participe à l'engagement interarmées de la France au sein de l'Opération Pamir. L'objectif de cette mission des forces françaises est de conduire, pour l'ISAF, des patrouilles de sécurisation d'abord dans la province de Kaboul – vaste zone comprenant la capitale afghane et ses environs –, puis dans la province de Kapisa au Nord et le district de Surobi plus à l'Est. Nombre de nos gendarmes sont alors intégrés à la *Task Force La Fayette* (ou Brigade La Fayette), unité interarmes et interarmées des forces françaises en Afghanistan entre 2009 et 2012. Voilà pour le cadre stratégique global de notre déploiement. Dès lors, qu'en est-il du théâtre des opérations lui-même ? Autrement dit, dans quel univers allons-nous opérer ?

L'Afghanistan est un pays dont on peut assez facilement se faire une idée fausse. D'un point de vue géographique, il couvre plus de 650 000 km² (la France en fait environ 550 000). Surtout, c'est un pays très aride et très montagneux, dominé par le massif de l'Hindou Kouch et les contreforts de l'Himalaya, et seuls 10 % de son territoire sont situés en plaine. Le reste du pays est composé d'une alternance de plateaux et de vallées,

*J'avais noté une définition
de T. E. Lawrence qui
m'avait alors marqué :
« L'Afghanistan est un pays
au bord du monde ».*

à une altitude qui avoisine souvent les 2 000 mètres. Parmi les nombreuses lectures que j'avais faites avant mon départ, j'avais noté une définition de T. E. Lawrence qui m'avait alors marqué : « L'Afghanistan est un pays au bord du monde ». En effet, on éprouve une forme de vertige lorsqu'on pénètre dans le pays. A la stupéfaction de l'étranger, la modernité y est présente un peu partout, y compris là où on ne l'attend pas du tout, à l'image de ces bergers que j'ai souvent rencontrés munis de leur téléphone portable. Et pourtant, dans le même temps, on a l'impression d'être projeté en plein Moyen Âge. Dans certaines vallées, l'horizon de vie des villageois n'est pas même la vallée d'à côté... Pour essayer de comprendre l'Afghanistan, sans doute n'est-il pas inutile – j'y insiste – de se (re)plonger au préalable dans quelques lectures : bien sûr *Les Cavaliers* de Kessel, *Le Royaume de l'insolence* de Michael Barry, d'autres encore. La littérature historique est indispensable. À mes yeux, il est important de remonter le fil de

l'Histoire et de revenir notamment à ce fameux « Grand Jeu » qui a opposé Russes et Britanniques au XIX^e siècle, fixant les frontières du pays comme un État-tampon entre les deux empires. Dès lors, on comprend mieux pourquoi l'Afghanistan, dont la géographie est extrêmement morcelée, est une terre de conflits à tous niveaux : c'est moi contre mon frère, moi avec mon village et ma vallée contre la vallée voisine, mon clan contre l'autre clan, etc. Les lignes de séparation claniques l'emportent sur tout autre type de division. Le ciment culturel commun est essentiellement l'islam, le Coran, avec une majorité de sunnites et une petite minorité de chiites. Bref, c'est un pays qui nous est très largement étranger.

J'en reviens à l'objectif qu'avait alors fixé l'état-major des Armées : non pas « gagner les cœurs », mais « gagner les esprits ». Je n'ai cessé d'y penser avant et au cours de mon séjour sur zone – et depuis lors. D'emblée, on y admettait à juste titre que nous allions intervenir et travailler dans une culture, une société et des références qui n'étaient point les nôtres et dont nous peinerions à maîtriser les codes implicites. Par conséquent, il était illusoire de vouloir « gagner les cœurs ». Peut-être le lecteur en sera-t-il surpris, voire choqué. Il n'en demeure pas moins que nous ne sommes pas partis là-bas avec l'idée que nous allions fraterniser avec la population. Je le dis en toute honnêteté et en toute lucidité. L'objectif était de convaincre les Afghans qu'ils avaient tout intérêt à suivre le Gouvernement en place, ainsi que l'action de la coalition internationale. Un exemple : dans leur secteur d'intervention, les Britanniques ne cherchaient jamais à convaincre les villageois de ne pas poser d'engins explosifs improvisés, les fameux IED (*Improvised Explosive Devices*). En revanche, les villages où des IED avaient été découverts se voyaient retirer leurs subventions. La méthode était bien plus efficace, car elle mobilisait des calculs d'intérêts purement rationnels, et ses effets étaient immédiats. C'était là une façon de convaincre les esprits, à défaut de persuader les cœurs. En tout état de cause, nous ne sommes pas entrés en Afghanistan avec l'idée que nous allions changer le pays et sa population. Le croire *a priori* eût été une illusion ; le penser *a posteriori* serait une erreur. Par là même, nos gendarmes ne constituaient ni une force d'occupation, ni une force de contre-insurrection. Nous étions une force d'appui aux Afghans censés être en première ligne, qu'ils soient militaires ou policiers. Sans doute était-ce l'un des malentendus de cette mission : ce n'était pas l'OTAN qui partait à la conquête de l'Afghanistan, mais les Afghans qui devaient reconquérir leur propre pays et qui étaient pour cela appuyés et soutenus par la coalition internationale.

Dans ce contexte, quelles actions la Gendarmerie a-t-elle menées ? Bien sûr, nous avons d'abord assumé les missions traditionnelles de prévôté auprès des forces armées françaises déployées sur le terrain : police judiciaire au profit des Armées, procédures contentieuses entre militaires français et civils afghans, participation aux patrouilles de protection de nos forces. Par ailleurs, nos camarades prévôts ont dû constater le décès au combat des 90 militaires français tués en Afghanistan. À chaque fois, ces interventions très difficiles ont été menées dans des conditions particulièrement dures. Évidemment, le GIGN a lui aussi été projeté sur le terrain afghan. Ses missions dites *cordon and search* (bouclages et fouilles de zones à la recherche d'armes ou d'insurgés) étaient réalisées en coordination avec les forces spéciales des Armées. Le GIGN a été particulièrement engagé sur les actions d'ouverture de portes – techniques qu'il maîtrise parfaitement. Nous avons également rempli plusieurs autres types de missions, celles de police civile qui s'accomplissent hors du spectre otanien. Je songe notamment à la présence traditionnelle dans les laboratoires de police technique et scientifique. Nos techniciens en identification criminelle (TIC) ont ainsi œuvré à l'analyse des IED si meurtriers.

Cependant, la véritable nouveauté résidait dans l'objectif de restauration de l'État de droit. C'était là notre travail principal. Le premier volet de la mission consistait à accompagner la montée en puissance de l'*Afghan National Civil Order Police* (ANCOP). Un gendarme a ainsi été missionné directement comme conseiller auprès du chef de ces forces de police afghanes, tandis que des Afghans étaient envoyés se former au Centre national d'entraînement des forces de Gendarmerie (CNEFG), à Saint-Astier. Nous avons aussi le projet de créer un Centre de formation au maintien de l'ordre en Afghanistan même. S'il n'a pu malheureusement aboutir, l'ambition était toutefois bien là. Le deuxième volet impliquait la mise en action des POMLT, les *Police Operational Mentoring and Liaison Teams*. Il s'agissait d'unités de *mentoring* ou de « monitorat », soit l'accompagnement des policiers sur le terrain au cours de leurs missions. Celles-ci étaient accomplies par nos camarades afghans, j'y insiste, et non par les forces de la coalition. Mais il est vrai que, dans un pays en guerre, faire la part des choses est compliqué. Si vous participez, dans un cadre de *mentoring*, à la reconnaissance d'un axe de circulation où des engins explosifs ont peut-être été cachés, vous êtes en réalité tout autant exposé que si vous étiez vous-même envoyé en première ligne... Par conséquent, un tel concept opérationnel est difficile à tenir *stricto sensu* dans un pays en proie à la guerre civile, à la guérilla et aux attentats. Il faut en avoir conscience. Dans ce cadre-là, l'Afghanistan se prêtait pourtant assez bien au concept d'emploi de la Gendarmerie, en raison des savoir-faire propres à notre force. Par définition, l'Arme sait contrôler des espaces, être présente sur les axes de circulation, faire du contact au plus près de la population. C'est au cœur de notre métier : nous savons faire, comme nous savons nous adapter à tout type d'environnement (y compris les plus dégradés). Cette mission dite POMLT nous convenait donc parfaitement.

L'Afghanistan se prêtait bien au concept d'emploi de la Gendarmerie, en raison des savoir-faire propres à notre force.

Parmi les dispositifs importants que nous cherchions ainsi à développer, il y avait notamment l'inévitable apprentissage du *checkpoint*. C'était là un outil très utilisé, parce que fort utile : contrôler les axes, c'est toujours contrôler les mouvements de la population. Une autre priorité, tout aussi indispensable, était le contact avec les Afghans. C'est sur le marché de Tagab, dans le sud de la province de Kapisa, que pour la première fois les POMLT ont appris à la police afghane à faire du contact avec la population locale. Nos gendarmes se sont d'abord placés en position d'observation, laissant leurs camarades afghans déambuler d'un bout à l'autre du marché sans jamais s'arrêter nulle part ni parler à personne. En nous appuyant sur les

retours d'expérience du terrain, nous les avons aidés à analyser leurs méthodes dans le but de les faire évoluer. L'objectif était de leur faire comprendre qu'ils devaient s'immerger dans la population et faire partie, en quelque sorte, du « tableau quotidien ». Quoi qu'il en soit, il faut bien avoir en tête que ce volet de *mentoring* était aussi un volet de combat. Gendarme, POMLT, officier inséré, dès lors que vous portez une arme dans un pays en guerre, vous êtes un combattant. Les POMLT ont donc également été engagés sur des missions plus classiques de protection d'itinéraires, d'escorte de convois. Si l'on mesure cette mission de *mentoring*, on arrive à peu près au volume de travail réalisé par un escadron – soit la moitié du contingent de Gendarmerie déployé en Afghanistan –, ce qui donne une idée de l'importance accordée à ce volet de notre action.

Nous avons aussi eu la responsabilité de deux centres de formation de la police afghane. Le premier était situé à Mazâr-e Charff, quatrième plus grande ville d'Afghanistan, dans le secteur allemand, en plein pays tadjik, à environ 400 km de Kaboul. C'était le nord du pays, dans un environnement qui était loin d'être sécurisé, mais qui était toutefois plus calme qu'en bien d'autres points du territoire. Le second centre de formation était, lui, au sud-ouest de Kaboul, dans le Wardak, c'est-à-dire dans le secteur américain. C'est à dessein que les Américains avaient créé une école de police en plein cœur du pays Taleb, dans cette province du Wardak qui a toujours été l'une des plus instables et des plus agitées d'Afghanistan. Elle constitue l'une des portes d'accès à Kaboul, en théorie à une heure de route. Je précise bien « en théorie », car, même si nous étions géographiquement proches de la capitale, en réalité nous avons l'impression d'avoir été projetés dans un autre monde, loin de tout. La fameuse « heure de route » ne correspondait en rien à la réalité du terrain, le trajet pouvait souvent durer une demi-journée, voire davantage. A l'époque, cette école du Wardak n'en était pas moins le plus grand centre de formation de policiers afghans. Enfin, pour être complet, j'ajoute qu'un dernier volet de notre déploiement concernait les officiers insérés au sein des diverses composantes de la coalition, auprès de la mission de formation de l'OTAN, bien sûr, mais aussi auprès des différentes unités de lutte anti-stupéfiants, de lutte anti-corruption. Nous avons donc couvert un très large spectre d'expertises, de missions et d'interventions. Et si nous avons été capables d'assumer une telle diversité missionnelle, c'est bien parce que la polyvalence est consubstantielle à notre métier de gendarme, au quotidien comme dans les situations exceptionnelles, à l'intérieur comme à l'extérieur de nos frontières. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle nous avons également été en mesure, plus récemment, de projeter des gendarmes en Ukraine – certes dans un tout autre cadre stratégique.

*Si nous avons été capables
d'assumer une telle
diversité missionnelle,
c'est bien parce que
la polyvalence est
consubstantielle à notre
métier de gendarme.*

Au regard du grand nombre de missions qui nous avaient été confiées, la question du commandement s'est très vite posée. Il était en effet primordial de superviser l'emploi des unités pour que celles-ci intervinssent dans des conditions de sécurité et selon des principes d'action acceptables. Dès lors, la décision de créer un Commandement de la Gendarmerie (COMGEND) était incontournable. Si nous n'avions pas choisi cette voie, nous aurions pris le risque – j'en suis convaincu – de dévier de notre feuille de route. Prenons l'exemple des POMLT. Avant d'entamer une mission, il était nécessaire d'obtenir d'abord la validation tactique du commandant du groupe de POMLT et du commandant de la *Task Force La Fayette*. Puis, le COMGEND en appréciait la conformité aux principes d'emploi et donnait ou non son accord. Impliquant un double niveau de validation, cette procédure avait le mérite d'être à la fois sûre et réactive, car elle reposait sur une confiance mutuelle absolue entre le commandant des POMLT, la *Task Force* et le COMGEND. L'apport des retours du théâtre d'opérations constituait bien sûr un élément important dans la prise de décision. Une fois le feu vert obtenu, la mission dûment examinée et réfléchie pouvait enfin avoir lieu.

Pour ma part, qu'ai-je retenu de ce temps de commandement ? En tout premier lieu, bien sûr, l'importance de la préparation : partir en Afghanistan impliquait d'abord de relever ce défi à la fois individuel et collectif. Si la mission d'une POMLT durait six mois, elle réclamait également six mois de préparation préalable. C'est la raison pour laquelle la Direction générale de la Gendarmerie nationale (DGGN) a mis en place à l'époque un circuit de formation spécifique avec les Armées. Si nous ne l'avions pas fait, nous aurions sans doute déploré des morts dans nos rangs. Or, en Afghanistan, nous avons eu des blessés, oui, mais aucun d'entre nous n'y a laissé la vie. C'est là un motif de grande satisfaction et la confirmation que les modalités de préparation que nous avons mises en place avec l'aide des Armées étaient pertinentes.

Deuxième dimension essentielle : notre militarité et notre rusticité ont constitué des atouts considérables pour tenir le terrain et, par là même, réussir la mission. C'est ce qui nous a permis de nous intégrer sans grande difficulté dans le dispositif global. Au début, nous nous sommes focalisés sur l'action des POMLT qui opéraient dans les districts les plus difficiles du pays, Kapisa, Surobi et Tagab. Notre attention s'est alors portée en priorité sur la sécurité de ces unités et la manière dont elles accomplissaient leurs missions dans un environnement où nos gendarmes étaient particulièrement exposés. Assez vite, nos POMLT vont pourtant faire leurs preuves et trouver leur stabilité. Durant le premier mandat de six mois, certes nous tâtonnons un peu avec les Armées pour bien assurer le processus et la bonne intégration de nos forces, mais rapidement la « sauce prend », si j'ose dire. Les autres forces armées et la *Task Force* se rendent bien compte que les gendarmes, c'est de la présence sur le terrain et que la police afghane relève de ce même concept d'emploi.

Nos unités de Gendarmerie ont été quasiment les dernières à pouvoir encore sortir de leurs bases, alors même que Paris en avait sérieusement restreint la possibilité pour les forces armées françaises.

Bref, le travail se fait en bonne intelligence entre les uns et les autres. On peut compter sur nous ! À tel point que nos unités de Gendarmerie ont été quasiment les dernières à pouvoir encore sortir de leurs bases, alors même que Paris en avait sérieusement restreint la possibilité pour les forces armées françaises. Le Gouvernement considérait en effet que les pertes commençaient à devenir trop importantes. Cette inflexion de l'action de la France n'a pourtant pas concerné les gendarmes, lesquels ont pu continuer jusqu'au bout leurs missions au plus près de la police afghane. Ce concept de POMLT a donc été complètement validé et je pense qu'il pourra être reproduit demain sur d'autres théâtres d'opérations, en fonction des besoins et des circonstances. J'ajoute que la réussite de nos missions afghanes constituait un enjeu d'autant plus important pour nous qu'à partir de 2009, la Gendarmerie connaissait une nouvelle révolution dans son histoire. Elle quittait, en effet, son ministère d'origine, celui de la Défense, pour être intégrée au ministère de l'Intérieur. Participer à l'effort de guerre en Afghanistan aux côtés de nos camarades des Armées, c'était donc aussi démontrer que la Gendarmerie demeurerait une force militaire à part entière. Au moment où certains agitaient l'idée d'une fusion des deux forces de sécurité intérieure, notre action en OPEX illustrait parfaitement que nous n'étions pas réductibles à une simple force de police.

Troisième enseignement, la nécessité de s'adapter et de faire preuve de créativité pour surmonter les adversités. Car le contexte opérationnel n'a cessé d'évoluer. Au cours de notre engagement, le centre de gravité de la mission s'est même déplacé ; nous avons dû en tenir compte. Progressivement, la province du Wardak est devenue notre point central d'attention. Au printemps 2011, en effet, nous prenons position au cœur de cette zone Taleb où nous partons de rien. Tout est à faire ! Notre premier objectif est de construire une école de police, ce qui est bien entendu tout sauf simple dans cet Afghanistan en état de guerre.

Quarante gendarmes sont déployés, ainsi qu'un contingent de gendarmes européens issus de la Force de Gendarmerie européenne (FGE). Très vite, nous sommes la cible de tirs de roquettes. Cette école du Wardak est en effet encaissée entre des collines tenues par les Talibans – d'où proviennent les tirs – et le plateau du Logar qui n'offre pas non plus toutes les garanties de sécurité. Une seule route relie le camp du Wardak à Kaboul, la *Highway One*, et c'était celle qui comptait le plus d'IED au km². En quelques mois à peine, soixante-sept roquettes de 107 mm se sont abattues sur l'école et les gendarmes qui l'armaient. En juillet 2011, un camion bourré d'explosifs prend pour cible un campement américain tout près de nous. En août, un convoi de la Gendarmerie est attaqué par IED : un VAB (véhicule de l'avant blindé) est détruit et sept gendarmes sont blessés. Nous avons eu de la chance... C'est dans ce contexte-là que nous menons nos missions au Wardak. À l'automne 2011, un repli est envisagé. En effet, la pression des Talibans est de plus en plus forte – et les Américains, qui ont la responsabilité du secteur, sont peu motivés à l'idée d'assurer notre protection. Des mois durant, il nous a donc fallu surmonter toutes ces difficultés. Comment faire ? Nous passons alors un contrat avec une société d'hélicoptères locale qui utilise de vieux MI 8 bi-turbine présentant l'avantage de voler à haute altitude... avec d'anciens pilotes de l'époque soviétique ! Grâce à eux et à leurs aéronefs, nous allons pouvoir continuer à ravitailler le Wardak et, par là même, maintenir notre présence sur zone. De surcroît, nous parvenons à convaincre les Américains de mettre en place un ballon dirigeable dans le but de renforcer les capacités d'observation et de protection. Nous obtenons aussi l'aide de l'ANCOP et des forces de police afghanes pour sécuriser les abords du Wardak. En dépit des obstacles et avec l'appui de nos alliés, nous avons donc réussi à tenir le terrain envers et contre tout.

*La nécessité de s'adapter
et de faire preuve de
créativité pour surmonter les
adversités. Car le contexte
opérationnel ne cesse
d'évoluer.*

Quel bilan tirer de notre engagement ? Avec le recul, on perçoit mieux combien l'ANCOP a constitué une force de sécurité remarquable, réalisant un travail de qualité dans des circonstances ô combien difficiles. Malheureusement, cette réussite fut son point faible... Bien formée, entourée et commandée, elle n'a pas manqué d'attirer les convoitises. Et il nous est rapidement apparu que nos amis américains avaient une vision différente de cette police afghane. Pour eux, l'ANCOP devait surtout remplir des missions de contre-insurrection en appui de l'action des forces armées. A nos yeux, elle avait vocation à être bien plus que cela : une force de type Gendarmerie, susceptible certes d'être engagée au combat en unité constituée, mais avant tout vouée à contrôler le territoire, protéger la population, incarner l'autorité de l'État. Mais, en 2014-2015, l'ANCOP est finalement transférée au ministère de la Défense afghan. Elle devient dès lors une vraie force de contre-insurrection et le travail que nous avons réalisé avec et auprès d'elle est battu en brèche, détourné de son objectif initial. On peut le déplorer sans ambages – car, jusqu'alors, l'ANCOP avait été, et de loin, la force de police la plus aguerrie, la mieux entraînée et la plus fiable qu'ait jamais connue l'Afghanistan dans son histoire récente.

En 2012, la France se retire des opérations en Afghanistan. L'appréciation stratégique de la situation a changé. La volonté politique qui présidait aux décisions prises en 2008-2009 n'est plus là. En outre, l'échéance de l'élection présidentielle vient compliquer les choses, tandis que l'opinion publique semble se lasser des cérémonies d'hommage posthume à nos soldats tués là-bas. La France est d'ailleurs parmi les

tout premiers pays de la coalition à reconnaître que l'on ne pourra rester en Afghanistan indéfiniment et qu'il appartient aux Afghans de prendre leur propre destin en main. Le désengagement commence donc dès la fin 2011 et s'accélère tout au long de l'année 2012. Le Wardak est l'un des tout derniers secteurs que nous quittons, après avoir conduit l'un des ultimes convois sur la *Highway One*. Nous réalisons le transfert d'autorité de nos deux écoles de police aux Afghans, au cœur du Wardak comme à Mazâr-e Charîf. « Gagner les esprits », sans doute y sommes-nous parvenus durant un temps, un temps bien court, celui d'un engagement en OPEX ! Nous n'avions pas à nous substituer aux Afghans ; nous n'avons jamais cherché à le faire et, de toute façon, nous n'en aurions pas eu les moyens. Nous n'étions pas chez nous. Les Talibans le savaient bien, eux qui attendaient notre départ pour reprendre l'offensive idéologique et, à leur tour, conquérir les esprits. Le 12 juillet 2012, j'ai quitté ce pays unique que jamais je n'oublierai. Encore aujourd'hui, je songe à ces paysages majestueux qui ont saisi tant de conquérants depuis Alexandre le Grand. Je songe aux femmes et aux hommes qui tentent d'y vivre comme bon leur semble, dans le respect de leurs aïeux. Je songe à l'Histoire qui se répète et à l'Afghanistan, cette terre farouche que nul n'a jamais pu conquérir.

« C'était l'Afgha » : des gendarmes à Tagab

COLONEL ARNAUD PELLABEUF

Entre 2006 et 2013, le colonel Arnaud Pellabeuf a effectué trois séjours en Afghanistan, d'abord dans l'armée de Terre, puis en Gendarmerie. C'est le deuxième qu'il raconte dans son récit *Adieu Tagab*, publié en 2022 (Les Belles Lettres) au lendemain de la chute du pays. En 2011, alors jeune capitaine, il est projeté six mois durant à Tagab, dans la province de Kapisa à l'est de Kaboul. Il y commande une unité de gendarmes mobiles de l'escadron 13/2 de Marmande, dans le cadre d'une POMLT (*Police Operational Mentor and Liaison Team*) chargée de former et d'accompagner des policiers afghans dans leurs missions de rétablissement de l'État de droit et de protection de la population locale : patrouiller, mener des enquêtes, recueillir du renseignement... 2011, c'est l'année la plus meurtrière pour les forces françaises, avec vingt-six soldats tués. Dans ce contexte « incroyablement défavorable », marqué par la guerre et la pression incessante des talibans, les gendarmes de Tagab tentent de maintenir coûte que coûte le lien quotidien avec la population et avec des autorités aux loyautés fluctuantes. *Empreintes* publie ici quelques extraits de ce témoignage passionnant, sensible, lucide et mesuré.

Naissance et guerre

Ce jour du 6 juin restera à jamais gravé dans ma mémoire. La POMLT participait comme la quasi totalité des forces disponibles à l'opération « Condor Circle », qui revenait de façon récurrente. Elle avait pour but de sécuriser l'axe Vermont¹ pour y faire passer un convoi logistique français destiné à ravitailler nos bases avancées. Parti de Kaboul, le convoi remontait vers le nord, passait devant Bagram, puis bifurquait à l'est vers Nijrab avant de redescendre plein sud sur Tagab, son point d'arrivée. Sur chacune des deux FOB² avaient lieu des opérations relativement longues de déchargement avant que le convoi composé de plusieurs dizaines de camions et de véhicules d'escorte ne puisse reprendre la route. Une fois le déchargement terminé à Tagab, le convoi repartait en sens inverse pour retourner vers Kaboul. En ce qui nous concerne, nous devions être en place bien avant le passage du convoi, et ne pouvions nous désengager qu'après qu'il serait repassé devant nous. Cela pouvait représenter jusqu'à une dizaine d'heures d'opération hors de la FOB. Pannes de véhicules, IED, embuscades, temps de déchargement, tout cela rendait les choses fort aléatoires. [...]

Les premiers à sortir étaient les sapeurs du DOIP, le détachement d'ouverture d'itinéraire piégé. Ces soldats du génie s'assuraient, avant le déplacement des troupes, que la route, ainsi que les lieux de stationnement, n'étaient pas truffés d'engins explosifs de toute sorte. Ces trompe-la-mort, équipés de véhicules blindés

¹ La route Vermont est l'axe stratégique qui permet l'approvisionnement de la vallée de Tagab. Pour la sécuriser, plusieurs postes sont répartis tout du long, à intervalles réguliers, ce qui n'est pas sans rappeler la fameuse RC4 de l'Indochine française.

² *Forward Operational Base* : base opérationnelle avancée ; la zone placée sous responsabilité française comprend la province de Kapisa et le district de Surobi. Trois FOB françaises constituent les bases avancées d'opération, deux en Kapisa, les FOB de Nijrab et de Tagab, et une en Surobi, la FOB de Tora.

spécifiques évoquant un bestiaire de science-fiction, vérifiaient chaque centimètre carré de terrain. Certaines portions se faisaient en véhicule, d'autres à pied avec les soldats munis de détecteurs de métaux, les fameuses « poêles à frire ». Il n'était pas rare qu'ils découvrent des IED. La plupart « dormants », c'est-à-dire pas encore reliés à un détonateur, d'autres actifs et destinés à un emploi immédiat. Dans un cas comme dans l'autre, il fallait les désamorcer. Le détachement était aussi régulièrement la cible de tirs insurgés et une section de combat protégeait ceux qui déminaient. Il faisait l'admiration de tous et nous sortions sans crainte de la FOB lorsque l'on nous rendait compte que le DOIP avait terminé son ouverture de route.

Le calme dura peu, on nous signalait à la radio l'arrivée d'un groupe insurgé par la zone verte, un peu plus au sud de notre position.

C'est ce qui se passa ce matin du 6 juin. On nous annonça la fin de la reconnaissance par le DOIP et l'autorisation de nous déployer. Les unités quittaient la FOB dans un ordre prédéfini. Quand vint notre tour, nous prîmes la route pour nous mettre en place à l'endroit convenu. Une heure plus tard le dispositif était opérationnel et les contrôles sur l'axe effectifs. Le calme dura peu, on nous signalait à la radio l'arrivée d'un groupe insurgé par la zone verte, un peu plus au sud de notre position. Il tomba sur des miliciens de l'*Afghan Local Police* qui engagèrent le combat, l'empêchant d'atteindre le bord de la route pour y monter une embuscade contre notre convoi. Les hostilités durèrent une grosse demi-heure, durant laquelle plusieurs ALP furent blessés. Quant aux Talibans, il était toujours difficile d'obtenir un décompte précis de leurs pertes. Ils avaient pour habitude de ne jamais laisser d'hommes sur le terrain, qu'ils soient morts ou blessés. Il nous fallait attendre que les policiers nous renseignent, tout en sachant que les chiffres qu'ils fournissaient étaient à prendre avec des pincettes. Il y a encore des coups de feu sporadiques lorsque je suis contacté sur le réseau haut. On m'indique que je vais être appelé sur mon téléphone portable. Ce n'est absolument pas la procédure habituelle. Je me lève aussitôt pour chercher un endroit où je pourrais capter, une gageure dans la zone où je me trouve. Je réfléchis à toute allure, essayant de deviner ce que l'on me veut. Une malheureuse barre de réseau apparaît enfin sur mon téléphone local. Je n'ai pas longtemps à attendre avant de le sentir vibrer et je décroche en essayant de rester stoïque.

« Allô mon capitaine, c'est Jordy. Vous m'entendez ? »

Jordy est un gradé de l'escadron avec lequel je m'entends particulièrement bien. La voix est chaleureuse et joyeuse, et je me détends instantanément.

« Je t'écoute, Jordy, qu'est ce qui se passe ? »

– Mon capitaine, j'ai la joie de vous annoncer que vous êtes l'heureux papa d'un petit Baudouin ! »

Je ne réponds pas tout de suite. Les pensées les plus variées se bousculent dans ma tête et un flot d'émotions contradictoires me submerge. Je bafouille un « Comment ? Déjà ? » maladroit, en même temps que les larmes me montent aux yeux. Larmes de joie pour ce fils qui vient de naître. Larmes de tristesse de n'être pas là aux côtés de ma femme pour la soutenir et accueillir ce petit homme. [...]

J'entends soudain mes gendarmes m'appeler, avec une certaine excitation dans la voix. « Mon capitaine, venez voir, y a des gusses en civil qui grimpent sur la montagne devant nous ! »

– Et donc ?

– Ils sont armés ! Kalach et RPG ! »

Je me précipite sur le mur d'enceinte formé par les *bastion walls*. À mes pieds, la route Vermont. Puis une bande de zone verte peu large et une autre montagne pelée qui nous fait face. Et, sur la pente distante d'à peu près 600 mètres, on peut voir en effet deux hommes qui montent vers le sommet. Leur vitesse est ahurissante. De vrais chamois. Aux jumelles, on les voit très distinctement. Ils sont en civil et sans brassard. L'un d'eux porte effectivement une kalachnikov en bandoulière, l'autre un RPG-7 dans le dos. Il est évident qu'ils arrivent de la zone où vient de se dérouler l'accrochage entre insurgés et ALP.

Je fais mettre en position mes deux tireurs de précision avec leur fusil à lunette, ainsi que la mini-mitrailleuse. Pour faire bonne mesure, j'oriente également les mitrailleuses lourdes de mes trois VAB. Ils ne peuvent pas nous échapper. Je rends compte à la radio, espérant obtenir plus de renseignement.

« Marshal³. De ma position, 600 mètres plein est, deux civils armés en train de grimper sur la montagne qui nous fait face. Une AK47, un RPG-7, aucun signe distinctif. En mesure de neutraliser. » J'attends un peu, probablement le temps qu'il faut au poste de commandement pour localiser sur une carte ma position et celle de l'ennemi présumé.

« Marshal ? Est-ce que vous avez une PID⁴ ?

– Marshal, négatif, pas pour l'instant. »

Tout me porte à croire qu'il s'agit bien de Talebs. On commence à bien connaître la zone, et il n'y a pas d'amis qui aient quoi que ce soit à faire sur cette montagne. Qui plus est, les deux hommes sont en civil et ne portent pas de brassards. Il vient d'y avoir des combats dans le secteur.

« Qu'est-ce qu'on fait, mon capitaine ?

– Attendez et ne tirez que sur mon ordre ! »

Je me tourne vers les policiers qui nous ont rejoints et dis à l'interprète : « Demande-leur si c'est des Talibans ou des miliciens ALP ! Je dois savoir, vite ! »

Le plus gradé sort son téléphone et entame une discussion animée.

« Va y avoir un feu d'artifice pour la naissance de Baudouin ! » Visiblement, la nouvelle s'est répandue parmi mes hommes. Ils sourient, tout en restant concentrés sur nos cibles.

« Mon capitaine, d'ici moins de trente secondes ils auront atteint le sommet et disparaîtront. Qu'est-ce qu'on fait ? » La tension se fait de plus en plus forte. Ils vont nous échapper. Nous sommes en train de voir disparaître la possibilité d'abattre deux ennemis.

« Mon capitaine, quinze secondes ! »

Tirer ou ne pas tirer ? Baudouin, les Talibans, les ALP, les policiers.

La situation m'échappe.

« Ne tirez pas ! Laissez tomber ! »

Je comprenais d'un coup qu'il n'y avait qu'une seule chose dont j'étais sûr. Justement que je n'étais sûr de rien.

Je comprenais d'un coup qu'il n'y avait qu'une seule chose dont j'étais sûr. Justement que je n'étais sûr de rien. En essayant malgré la pression de prendre un peu de hauteur, je m'étais aperçu que les conditions n'étaient pas réunies, que mon esprit s'embrouillait et que la nouvelle de la naissance m'empêchait d'être pleinement lucide. Une certitude s'était dégagée d'un seul coup : il valait mieux laisser filer deux ennemis que d'abattre deux innocents. Les deux hommes disparurent de notre champ de vision. Mes gendarmes se relâchèrent et me regardèrent. Aucun reproche dans leurs yeux. Personne ne pipait mot. Le calme fut rompu par la sonnerie d'un téléphone. J'attendis que les interprètes me traduisent. « Un poste de

³ Indicatif radio du capitaine Pellabeuf.

⁴ Positive identification, terme employé lorsqu'on est certain d'avoir affaire à un ennemi.

miliciens ALP a été construit là-haut cette semaine. Ils ont oublié de prévenir tout le monde. Les deux qui sont montés sont des miliciens qui combattent les Talibans. » Un frisson me parcourut la nuque. J'étais à la fois immensément soulagé d'avoir pris la bonne décision et rétrospectivement honteux d'avoir à plusieurs reprises failli donner l'ordre de tir. Ces deux-là ne sauraient jamais ce à quoi ils venaient d'échapper. Quant à moi, je n'ose imaginer ce qui se serait passé si j'avais fait descendre deux alliés. Je rallumai une cigarette et respirai profondément. Un par un, via notre réseau radio interne, les gendarmes me félicitaient pour la naissance de Baudouin. Ce fut un beau moment, à la fois heureux et triste. Je venais de faire le calcul, il me restait cinq mois avant de pouvoir connaître mon petit bonhomme.

13 juillet 2011, une journée noire

Nous étions sur un poste de police en bordure de Vermont, quelques kilomètres au nord de la FOB. Profitant du déploiement de forces lié au passage d'un convoi, les gars des actions civilo-militaires⁵ avaient organisé ce jour-là une *shura*. Cette assemblée de notables devait permettre de faire le point sur l'état d'avancée de différents projets de développement dans la province, lancés par les Français et les Américains. Distribution de couvertures, amélioration du système d'irrigation, forage de puits, construction d'hôpitaux. Sans surprise, les distributions de couvertures étaient faites par les Français, et les constructions d'hôpitaux financées par les Américains. On a les moyens qu'on a. Environ quarante *maleks*, les sages à la barbe blanche, s'étaient rendus sur place à l'invitation des équipes CIMIC françaises et US.

C'est à 11 heures que tout bascula. On entendit une forte explosion, rapidement suivie d'un déchaînement de tirs de toute sorte.

Raptor⁶ était en charge de la sécurisation du rassemblement qui se tenait à Joybar, petit village de la vallée de Tagab situé au nord de la base, à peine distant d'un kilomètre. Les hommes du groupement de commandos parachutistes, les GCP, avaient été déployés à cette occasion et l'un de leurs groupes de combat se tenait à proximité de l'axe Vermont. Branchés sur le réseau haut, nous suivions les événements à la radio, impatients de voir passer le convoi, synonyme d'une fin de mission que nous espérions rapide. C'est à 11 heures que tout bascula. On entendit une forte explosion, rapidement suivie d'un déchaînement de tirs de toute sorte.

D'initiative, je fais bloquer la route dans le sens nord-sud pour éviter à des civils de tomber sur la zone des combats. De longues minutes s'égrenent, qui nous semblent une éternité. Les comptes rendus radio sont imprécis, signe de la grande confusion qui doit régner sur place. Sur notre poste, la tension grimpe en flèche. Je sens mes hommes à cran. Rien n'est pire que de ne pas savoir. Nous entendons que la QRF⁷ est envoyée en renfort à hauteur de Joybar. Nous sommes 2,5 kilomètres plus au nord, et le simple fait d'avoir entendu l'explosion aussi distinctement prouve qu'elle a été extrêmement puissante. Or les insurgés ne disposent d'aucune arme de cette catégorie. Nous nous perdons en conjectures. Biboul a le poste radio greffé à l'oreille et note fébrilement les comptes rendus qu'il parvient à comprendre. Les voix qui s'échappent de l'écouteur semblent choquées, sous le vernis professionnel de la procédure radio.

⁵ CIMIC, *civil-military cooperation* : unité qui a en charge le lien avec les acteurs locaux et contribue à la reconstruction du pays.

⁶ Raptor désigne, au nord en Kapisa, le groupement tactique constitué autour du 1^{er} régiment de chasseurs parachutistes.

⁷ Quick Response Force, unité de réaction rapide : terme désignant généralement une unité de combat en réserve d'intervention sur la base, capable de renforcer sur très court préavis une unité en difficulté à l'extérieur.

Enfin nous sommes rejoints par trois pick-ups de la police en provenance du sud. Le colonel Shah Agah, remplaçant de Pacha Gul et nouveau patron des policiers du district de Tagab, en descend, escorté par plusieurs de ses hommes qui ne le quittent pas d'une semelle. Après m'avoir salué, il s'entretient avec mon interprète puis se tourne vers moi. « Marshal, le colonel dit qu'il présente ses condoléances. Plusieurs soldats français sont morts. Il s'agirait d'une attaque-suicide. Deux hommes sont arrivés sur une moto. Le passager est descendu, il a marché vers les soldats français et s'est fait exploser. » Je blêmis instantanément. J'ai du mal à y croire, j'espère de toutes mes forces qu'il est mal renseigné. Au fond de moi pourtant, je sais déjà qu'il a dit vrai. Avec les précautions oratoires d'usage, je fais passer l'information à tous mes hommes sur notre réseau interne. J'ordonne aux mentors de ne plus s'exposer sur la route et de laisser les policiers afghans faire leur travail en les surveillant à distance. Un de mes VAB est placé de façon à pouvoir tirer à la mitrailleuse sur tout véhicule qui tenterait de forcer le barrage. Aucun Afghan hormis nos policiers ne doit plus s'approcher de mes gendarmes.

En moi-même je pensai que l'ennemi avait réussi son coup. En plus des morts, ce qui venait de se produire aurait d'énormes conséquences sur notre rapport à la population locale. Pour nous protéger nous allions nous couper d'eux. Aucun Afghan ne pourrait plus s'approcher sans qu'on ne braque une arme sur lui en lui intimant l'ordre de soulever sa veste pour vérifier qu'il n'y cachait pas une ceinture d'explosifs. Fiers comme ils étaient, ils vivraient cela comme autant d'humiliations. Dans une guerre de contre-insurrection, où l'on cherche selon la formule consacrée à « gagner les cœurs et les esprits », c'était imparable. [...] Le 13 juillet 2011 marqua une première bascule pour le mandat français.

Différences culturelles

Au quotidien, notre travail avec les Afghans était compliqué pour de nombreuses raisons. L'une d'elles tenait aux différences de culture. Au cours de la préparation, nous avons suivi des cours sur l'histoire du pays ainsi qu'une vague conférence sur « tout ce qu'il ne faut pas faire ». On y avait notamment

Les Afghans ne s'offusquaient pas que des étrangers ne respectent pas leurs coutumes à la lettre. Sensibles à nos efforts, tant que nos gestes, même malencontreux, ne visaient pas ouvertement et volontairement à les humilier, ils ne nous en tenaient aucune rigueur.

appris qu'il ne fallait pas montrer ses semelles au cours d'une conversation, geste considéré comme particulièrement malpoli, voire insultant. Plus grave, utiliser sa main gauche pour boire ou manger. La main gauche étant la « main du diable », la nourriture ou la boisson deviennent donc impures lorsqu'elles sont portées à la bouche par ce biais-là. Manger debout ne se fait pas non plus. Interdit également de tapoter les têtes des petits enfants. Ne pas montrer de photos de famille, signe de faiblesse s'il en est. Et bien sûr, la fierté légendaire du peuple afghan impose de ne jamais refuser quoi que ce soit venant d'eux, sous peine de les vexer mortellement.

En somme, on avait reçu une liste d'interdits, accompagnée d'une sévère mise en garde au cas où nous serait venue à l'esprit l'idée saugrenue de nous en affranchir. Tout cela n'était pas complètement faux en soi, mais ne tenait aucun compte de la réalité objective du terrain. Effectivement, il était déjà arrivé que des soldats étrangers soient abattus par des paysans afghans chatouilleux. Après avoir pissé contre le mur d'une maison par exemple. Mais le cas était rarissime, et on tue parfois en France pour un regard ou une cigarette. Les Afghans n'étaient pas des barbares incultes et ils ne s'offusquaient pas que des étrangers

ne respectent pas leurs coutumes à la lettre. Sensibles à nos efforts, tant que nos gestes, même malencontreux, ne visaient pas ouvertement et volontairement à les humilier, ils ne nous en tenaient aucune rigueur. En tous cas pas plus que nous Français vis-à-vis d'un Américain qui étalerait le foie gras comme du pâté ou mettrait des glaçons dans un grand cru classé de Saint-Émilion. Les Afghans commençaient en plus à avoir l'habitude de traiter avec des Occidentaux aux mœurs bizarres. Ils en souriaient plus qu'ils ne s'en formalisaient. [...]

Heureusement pour nous, en terme d'impairs et d'incompréhension culturelle, il y avait les Américains qui nous battaient à plate couture. Nous travaillions parfois avec la PRT, la *Provincial Reconstruction Team*. Cette unité était l'équivalent US de nos actions civilo-militaires. Il leur arrivait de se joindre à nous pour rendre visite aux cadres de la police au commissariat. Je les ai vus là-bas enchaîner erreur sur erreur, avec pour conséquence de se faire cordialement détester des Afghans. Les soldats américains que nous côtoyions ne quittaient jamais leur casque ni leur frag, même au sein d'une zone sécurisée par des alliés, pas même dans un bâtiment au cœur du vaste terrain du commissariat. Pire, ils gardaient scotchées sur le nez leurs sempiternelles lunettes de soleil, tout en vous parlant. Ils vous serraient la main en conservant leurs gants. Bref, toute leur attitude transpirait l'orgueil, que les Afghans traduisaient immédiatement comme étant du mépris. Le fait qu'ils soient riches et distribuent beaucoup d'argent n'arrangeait rien, bien au contraire. On en veut toujours secrètement à celui qui nous fait l'aumône. À côté d'eux, nous étions, nous Français, les rois de l'acculturation.

Qu'on ne se méprenne pas. Les Américains étaient bons et même très bons. Ils allaient au feu sans sourciller. Ils pouvaient enchaîner des mandats de douze mois en Irak puis de quinze en Afgha, ou l'inverse. La plupart respiraient la sympathie. Le chef de la PRT avec qui j'ai souvent échangé était un homme cultivé, un réserviste qui dans le civil était professeur d'histoire. Mais leur pays est si vaste, leur histoire si récente et leur puissance si énorme qu'ils étaient tout simplement incapables de se rendre compte de l'image qu'ils renvoyaient. En fait, ils s'en foutaient, n'imaginant pas une seule seconde que quoi que ce soit dans leur comportement puisse être mal considéré. Après tout, à part nous, tout le monde n'a-t-il pas envie d'être Américain ?

Reprendre l'initiative

L'été s'avancait et les opérations se compliquaient. La pression insurgée se faisait plus forte. Comme toujours l'été, bien sûr. Mais l'annonce du retrait français par le président doublée d'un calendrier de retour n'avait rien arrangé. Ce retrait décidé pour de pures raisons de politique intérieure et d'opinion publique eut pour nous des répercussions particulièrement fortes. Sur nos relations avec les Afghans tout d'abord, déjà pas simples. Tous ceux qui s'étaient engagés à nos côtés vivaient cela assez mal. Ils ne nous en voulaient pas personnellement, mais tout de même. Pour la population et plus encore pour les forces de sécurité, armée comme police, la confiance difficilement acquise – si tant est qu'elle l'ait jamais vraiment été – était rompue. Sur nous-mêmes ensuite. Nous sentions bien que le travail était loin d'être terminé et que nous n'aurions pas le temps. À quoi bon continuer à risquer sa peau pour un combat perdu d'avance ? Sur les insurgés enfin, qui y voyaient à juste titre une victoire majeure. Ils avaient fait basculer l'opinion publique française et allaient ainsi se retrouver seuls face à une population fatiguée par des années de guerre et des forces de sécurité nationales loin d'être à niveau et déjà exsangues.

Les morts français au combat pesaient lourd dans la balance. Pour reprendre l'initiative, le battle-group Raptor allait mener une grosse opération offensive censée marquer les esprits et nous redonner un peu d'air.

Les morts français au combat pesaient lourd dans la balance. Pour reprendre l'initiative, le *battle-group* Raptor allait mener une grosse opération offensive censée marquer les esprits et nous redonner un peu d'air. Aucune participation policière à l'opé qui se ferait donc sans nous et débiterait de nuit pour la mise en place. Le matin de l'opération, je suis réveillé en sursaut à l'aube par un coup de fil du poste de commandement qui me convoque avec effet immédiat. Le temps d'enfiler un treillis et je me retrouve à prendre les consignes. Raptor, suivi pour l'occasion par la journaliste Patricia Allémonière, est tombé sur du dur. Les forces sont au contact depuis déjà quelques heures et se retrouvent fixées, incapables ou presque de manœuvrer. Toutes les troupes combattantes sont injectées en renfort dans la bataille, la FOB se vide. Nous sommes la dernière unité opérationnelle à y être présente. Je propose la mise à disposition de la POMLT pour assurer la défense de la base. Tout, sauf rester inactifs. En liaison avec Xavier, le capitaine major de camp, je donne les ordres de mise en place de mes VAB, déployés afin de riposter à un « coup de main » ennemi contre la FOB.

Les combats font rage. En vol stationnaire au-dessus de la base, un hélicoptère d'attaque français, le Tigre, tire ses obus de 30 mm sur des positions ennemies. Un hélicoptère américain d'évacuation sanitaire se pose de façon incroyable au plus près des combats pour extraire un blessé grave et le mort français de cette journée. Il s'agit d'un lieutenant du commando parachutiste, Valéry Tholy. Celui-là même qui venait de relever le lieutenant Thomas Gauvin, tué avec son groupe dans l'attentat-suicide du 13 juillet... Il me reste quelques hommes qui tournent en rond, le visage grave. Je les envoie en renfort auprès du corps médical à l'infirmerie. Ce fut une journée très dure. Raptor finit par rentrer sur la base, après un décrochage compliqué sous le feu ennemi. Nous venions de vivre la deuxième bascule du mandat. Patricia Allémonière, blessée durant les combats, témoignait face caméra pansement au menton et bras en écharpe, du courage des soldats français. La France redécouvrait qu'en Afghanistan c'était une guerre « pour de vrai ».

2001-2021 : les talibans ont-ils changé ?

VICTORIA FONTAN

En 2021, les talibans ont repris le pouvoir à Kaboul après un processus de paix (accords de Doha) brutalement interrompu et l'abandon du pays par le régime alors en place. Plus de trois ans après, la communauté internationale demeure bloquée sur la question de la reconnaissance de l'entité talibane¹. Désireuses de rester actives dans cette région stratégique, de nombreuses missions internationales en Afghanistan souhaiteraient renouer avec les autorités, mais craignent d'en payer le prix politique auprès de leurs opinions publiques respectives. « Si seulement » les talibans se comportaient « mieux » et acceptaient quelques concessions... Plusieurs pays européens, ainsi que les États-Unis eux-mêmes, pourraient alors reprendre leurs activités dans le pays. Conscients de ces dynamiques, les talibans ont d'abord cherché à « corriger » les erreurs stratégiques qui leur avaient brutalement fait perdre le pouvoir en 2001. Seront-ils en mesure de maintenir et consolider leur pouvoir sur le long terme ? Leur reconnaissance internationale changerait-elle la donne ? Mais, au fond, les talibans ont-ils changé, ne serait-ce qu'un tout petit peu ?

Après août 2021, le nouveau mandat des talibans, groupe insurrectionnel ayant pris le contrôle de l'État, a soulevé de nombreuses questions sur la réalité et la véracité de leur évolution depuis les années 1990 jusqu'à aujourd'hui. L'ultime étape de leur reprise concrète du pouvoir, qui s'est déroulée de manière relativement pacifique (leur entrée dans Kaboul n'a donné lieu qu'à quelques échauffourées ponctuelles), a marqué une nouvelle phase dans l'histoire de leur mouvement. Elle a également révélé les limites de la « reconstruction libérale » du pays, dont le régime n'avait de démocratique que le nom et ne s'adressait qu'aux couches les plus aisées de la population. Alors que les quelques acquis de la République islamique d'Afghanistan (2004-2021) ont fondu comme neige au soleil, le mouvement des talibans a-t-il changé en quoi que ce soit au cours de ces vingt dernières années ? Présente-t-il quelques traces d'un degré même minimal de « modernisation » qui serait acceptable ? Autrement dit, les talibans seraient-ils devenus « frquentables » ? Est-il possible de prendre langue avec eux ?

Dans leur communiqué de presse du 15 août 2021, le jour de la prise de Kaboul, les talibans ont choisi leurs mots avec soin : ils prennent acte du vide politique dans la capitale et affirment avoir investi les lieux dans le but de protéger la population contre les pillards². Si cette déclaration n'a trompé personne, elle a toutefois montré un changement intentionnel dans leur stratégie de communication, visant à gagner une reconnaissance internationale rapide – qu'ils n'ont certes pas obtenue à ce jour. Après avoir pris la place laissée

1 « La reconnaissance des talibans dépendra de la levée des mesures contre les femmes », *La Presse*, 21 juin 2023

2 « Taliban enters Afghan presidential palace after Ghani flees », *Al Jazeera*, 15 août 2021

vacante par l'administration Ghani-Abdullah que la majorité de la population considérait comme inapte et corrompue, les talibans se sont ainsi montrés particulièrement attentifs aux messages qu'ils souhaitent faire passer : en interne, en établissant rapidement les prémices d'un régime autoritaire ; à l'international, en cherchant à démontrer leurs efforts inédits en matière de gouvernance et d'administration publique. Une telle stratégie de communication à multiples facettes, même soigneusement mise en œuvre pour s'adapter à différents publics, peut-elle cependant déclencher le scénario géopolitique recherché : la stabilité politique en Afghanistan ? Un coup d'œil comparatif sur les deux expériences de régime taliban peut apporter des éléments de réponse. En examinant les caractéristiques propres à chacune de ces deux périodes et en soulignant les similitudes et les évolutions du contexte géopolitique, peut-être serait-il également possible d'identifier des voies pour sortir de l'impasse de la reconnaissance du régime.

Une tentative pour construire une nouvelle légitimité politique

Dans les années 1990, l'arrivée des talibans au pouvoir a été précédée par une décennie de guerre civile en Afghanistan. Dans ce contexte chaotique, les talibans ont émergé comme un groupe militant qui promettait la stabilité et la restauration de la loi islamique. En 1996, ils réussissent à prendre le contrôle de Kaboul et à établir leur régime autoritaire. Cette période est alors marquée par une interprétation stricte de la charia, des restrictions sévères imposées aux femmes et l'accueil de groupes terroristes djihadistes tels qu'Al Qaïda. Les images d'exécutions publiques, la destruction des fameux bouddhas de Bamiyan ou celle d'instruments de musique sont emblématiques de cette première époque – dont de nombreux jeunes Afghans n'auraient jamais pensé qu'elle reviendrait...

Qu'en est-il, justement, après leur retour au pouvoir à l'été 2021 ? Au cours des premières semaines, les talibans cherchent d'abord à se présenter comme un mouvement plus « modéré » et pragmatique. Ils se disent disposés à coopérer avec la communauté internationale et à respecter certains droits fondamentaux. Ils s'affirment également capables de fournir les services élémentaires à la population, contrairement aux années 1990. Qu'est-ce qui explique une telle évolution stratégique ? Selon un de leurs soutiens qui les a conseillés lors des négociations de Doha³, les talibans ont tiré les leçons de 2001 et ont compris qu'ils devaient « gagner les cœurs et les esprits » des Afghans pour ne pas risquer de s'aliéner leur base sociale, principalement pachtoune. S'il leur faut rester fidèles aux discours et aux objectifs qui leur ont apporté le soutien populaire nécessaire pour accéder au pouvoir – y compris, sous prétexte de religion, la répression contre les catégories les plus vulnérables, femmes et Hazaras en première ligne –, ils doivent aussi transformer leur victoire militaire en victoire politique pour être en mesure de gouverner dans la durée. Et ce, avec l'approbation d'une majorité des Afghans et non seulement en jouant sur les divisions communautaires et le ciblage des femmes et de minorités boucs émissaires⁴.

Au cours des années 1990, les talibans se caractérisaient par leur isolement et ne souhaitaient pas interagir avec la communauté internationale, au nom d'une revendication de pureté religieuse. Depuis 2021, en revanche, on a pu constater un changement significatif dans leur approche : cherchant à rompre avec leur image antérieure d'acteurs exclusivement locaux, les nouveaux maîtres de Kaboul ont fait en sorte d'établir des relations diplomatiques avec plusieurs pays tels que la Chine, la Russie, le Qatar, l'Iran et, dans une moindre mesure, les États-Unis⁵. Sans doute cette volonté d'entrer en contact avec le reste du monde

³ L'entretien avec cet universitaire soutien des talibans a eu lieu à Doha, au Qatar, le 15 juin 2023.

⁴ Andrew Watkins, *One year later: Taliban reprise repressive rule, but struggle to build a state*, United States Institute of Peace (USIP), 17 août 2022

⁵ Aaron Y. Zelin, *Looking for legitimacy: Taliban diplomacy since the fall of Kabul*, The Washington Institute, 15 août 2022

a-t-elle en partie influencé la perception globale des gouvernements occidentaux. Ce qui a probablement alimenté les *narratifs* selon lesquels il était plus important de mettre fin à une guerre de vingt ans et d'assurer à la population un état de sécurité relative que de garantir les droits humains fondamentaux pour tous. De même que la question des droits des femmes afghanes a été reléguée en marge des négociations de paix à Doha en 2019, la question des droits humains fondamentaux a été d'emblée perçue comme un obstacle à la satisfaction du besoin de sécurité dans le pays et la région. C'est ainsi que l'on a pu penser mettre un terme au « problème afghan », lequel a coûté au contribuable américain pas moins de 2,313 trillions de dollars⁶...

Derrière l'apparente libéralisation, une nouvelle restriction des droits des femmes

Dans les années 1990, les talibans ont mené des politiques ultra rigoristes et imposé des interdictions extrêmement strictes concernant les droits humains fondamentaux et notamment les droits des femmes. Après 2021, ils semblent d'abord esquisser une approche légèrement différente, avec quelques signes d'une ouverture toute relative. Leurs déclarations selon lesquelles les femmes peuvent désormais participer à la vie publique – certes sous certaines conditions – marquent alors une évolution par rapport aux restrictions précédemment imposées. On voit ainsi des images de salles de cours, dans des universités publiques, où certes femmes et hommes sont séparés par un rideau, mais où les femmes peuvent encore étudier. En réalité, cette très relative ouverture s'est vite refermée⁷...

Alors que peu d'États étaient en mesure d'assumer le coût politique d'une reconnaissance des talibans comme dirigeants de l'Afghanistan, ces derniers ont dû se forger une légitimité purement locale, dans les secteurs du pays qui ne leur étaient pas encore acquis, notamment dans les centres urbains. N'ayant pas les moyens d'influer sur le désastre de la situation économique et humanitaire, ils ont d'autant plus facilement ciblé les femmes et leur place dans l'espace public que le pays est extrêmement traditionaliste et conservateur sur le plan des mœurs et des valeurs. Les talibans ont ainsi très vite durci leur emprise sur les Afghanes, majorité numérique et désormais minorité sociale la plus importante du pays. Ce faisant, ils poursuivaient aussi un autre objectif : utiliser la question des femmes comme un « argument » tactique pour obtenir plus de concessions de la part de la communauté internationale, notamment sur le dégel des réserves financières afghanes saisies en août 2021.

Les femmes sont d'abord bannies de l'enseignement secondaire en mars 2022. Puis, en août de la même année, nos étudiantes de l'Université américaine d'Afghanistan sont empêchées de monter dans l'avion qu'elles devaient prendre pour aller étudier au Qatar. En décembre, après avoir soi-disant trouvé de la drogue dans les dortoirs de l'Université (pourtant sous occupation talibane depuis plus de dix-huit mois...), le régime étend l'interdiction de fréquenter l'enseignement supérieur à l'ensemble des Afghanes. La réalité de la politique constatée sur le terrain vient brutalement contredire la teneur des déclarations initiales. L'apparente « libéralisation » revendiquée au début est bien loin...

⁶ « Human and budgetary costs to date of the U.S. war in Afghanistan, 2001-2022 », *The Costs of War*, Watson Institute International & Public Affairs, Brown University, Août 2021

⁷ Pour comprendre l'évolution rapide de la situation imposée aux femmes depuis la chute de Kaboul, on pourra se reporter à Belquis Ahmadi et Scott Worden, *The Taliban continue to tighten their grip on Afghan women and girls*, United States Institute of Peace (ISIP), 8 décembre 2022

Fonder l'unité nationale sur l'oppression des minorités

Incapables de constituer un gouvernement légitime aux yeux de la communauté internationale, les talibans ont trouvé un autre moyen de consolider leur pouvoir auprès de la population, à travers le subtil équilibre entre l'octroi de services de base (tels que l'électricité ou l'aide humanitaire) et la mise en place d'un étroit système de restrictions politiques. En apparence assoupli, en réalité durci, ce système exige un soutien indéfectible au nouveau régime. Autrement dit, plus la longueur de la barbe augmente, moins la vie est difficile pour de nombreux Afghans qui ne sont ni talibans ni pachtounes...

Au cours de sa phase de consolidation, le nouveau régime a désigné les minorités comme des menaces potentielles pour la stabilité du pays. Il a revendiqué la défense de l'islam politique, en le fondant sur un groupe ethnique et religieux majoritaire, dans le but de conserver un large soutien populaire et de susciter un sentiment d'unité nationale à travers la justice religieuse et contre des « ennemis naturels » fabriqués en interne. Présentant les minorités comme étrangères et/ou antipatriotes, les talibans ont mis en place un récit manichéen du « nous contre eux » qui vient alimenter la division et l'hostilité. Ainsi, les femmes afghanes, manifestant pour leurs droits, sont devenues du jour au lendemain la plus grande minorité politique du pays, souffrant des nouvelles restrictions les ciblant sous le couvert de la préservation de l'unité nationale et de la pureté religieuse.

Dans un deuxième temps, les talibans ont exploité les préoccupations sécuritaires, ainsi que la menace terroriste de l'État islamique. Ils ont sciemment exagéré la situation afin de justifier de nouvelles mesures oppressives contre les minorités. De nombreux domiciles privés ont été perquisitionnés, des écoles ont été fermées et des dirigeants communautaires qui contestaient avec courage les interdits et les fermetures scolaires ont été arrêtés. En cherchant à manipuler la peur qu'ils ont suscitée, les talibans se sont efforcés de légitimer leur politique autoritaire, non seulement auprès de la population afghane, mais aussi de la communauté internationale. Avec ce type de stratégie, l'ancien groupe insurrectionnel devenu un État autoritaire a cherché à consolider son pouvoir, conserver le soutien de sa base populaire et transformer les minorités en « paratonnerres », victimes d'une répression croissante.

Dès lors, comme toujours pendant la phase de consolidation d'un État autoritaire, les minorités (religieuses, ethniques, de genre) sont progressivement prises pour cibles par les autorités. Elles constituent des citoyens de seconde catégorie, victimes de persécutions susceptibles de déboucher sur une emprise de nature totalitaire. Tel est bien aujourd'hui l'enjeu majeur en Afghanistan. Dans quelle mesure l'ambition totalitaire va-t-elle coexister avec les dérives autoritaires ? Dès les années 1950, Hannah Arendt avait bien analysé le phénomène dans *Les Origines du totalitarisme* : si les régimes totalitaires sont toujours autoritaires, en revanche les régimes autoritaires ne sont pas tous totalitaires. Si les systèmes autoritaires peuvent tolérer certaines libertés individuelles dès lors qu'elles ne remettent pas en cause le pouvoir central, les systèmes totalitaires ont, quant à eux, l'objectif de contrôler tous les aspects de la vie publique et privée. Dans le cas de l'Afghanistan, deux sociétés – celle qui se contente de baisser la tête et celle qui est directement persécutée – coexistent aujourd'hui dans un espace gradué de l'autoritarisme au totalitarisme. Dès lors, la question qui se pose est la suivante : les minorités persécutées ne vont-elles pas grossir au fil du temps pour finir par constituer la majorité de la population ? L'avenir le dira.

*

Entre les années 1990 et 2021, la pratique du pouvoir par les talibans a donc un peu évolué. Certes, des constantes idéologiques fortes demeurent : l'interprétation rigoriste et littéraliste de l'islam, l'ambition de gouverner selon la charia. Mais ils semblent aussi davantage conscients des réalités géopolitiques et de la nécessité d'un minimum de coopération internationale. Sur le fond, les talibans ont-ils changé depuis leur première expérience à la tête de l'Afghanistan ? Clairement, la réponse est non. Pour autant, sans doute reste-t-il de minces opportunités à saisir si l'on souhaite favoriser ou encourager quelques évolutions positives dans le pays... Il y a des voix qui contestent – y compris au sein du mouvement – le sort réservé aux femmes et aux minorités ethniques. S'il n'y a pas de reprise de la guerre civile, laquelle ne manquerait pas de renforcer l'emprise totalitaire du régime sur la population, et que les acteurs occidentaux continuent à travailler avec leurs interlocuteurs afghans (talibans inclus), l'Afghanistan aura une infime chance d'évoluer progressivement de l'intérieur. Sur le plan géopolitique, maintenir le régime taliban à l'écart de la communauté internationale ne fera que renforcer sa dérive totalitaire, à l'instar de l'embargo contre Cuba pendant des décennies. En reconnaissant les talibans, la communauté internationale pourrait en quelque sorte les prendre à leur propre piège, les obligeant à montrer leur vrai visage aux Afghans et à répondre à leurs revendications. Ils révéleraient alors leur incapacité à assumer les fonctions régaliennes et économiques les plus élémentaires. Cela ne pourrait qu'aider la population afghane, notamment ses minorités aujourd'hui opprimées.

Interventions militaires et construction de l'État : prendre en compte l'anthropologie politique

OLIVIER ROY

La coopération internationale ayant pour but d'aider un État à monter des institutions ou des forces de sécurité sur un modèle qui fonctionne dans le pays « émetteur » n'a rien de nouveau. La coopération militaire a une longue histoire en France. Elle suppose une sorte d'homologie entre l'État qui la fournit et celui qui la reçoit. Quelle que soit la nature du régime (démocratique ou non), la structure des institutions et leur rapport à l'État doivent être proches : un pouvoir identifiable, un gouvernement organisé en ministères, une armée disciplinée et centralisée, une diplomatie professionnelle, etc. Mais comment penser une coopération technique quand la question de l'État n'est pas résolue ? Peut-on alors travailler avec un « bout d'État » (voire le créer), sous la forme d'une institution qui fonctionnerait « sur elle-même » dans la mesure où elle ne serait pas intégrée à un système institutionnel plus large coiffé par un véritable État ? Dans le domaine de la coopération militaire et policière, peut-on créer une armée ou une police sans État, au risque de contribuer à mettre en place une milice de plus ?

Ce problème est au cœur du débat sur le « droit d'ingérence », qui s'est développé après la guerre du Biafra (1967-1970) où l'on a vu apparaître les premières ONG dans le sens moderne du terme (en l'occurrence Médecins sans Frontières). L'idée était alors que la communauté internationale avait non seulement le droit, mais aussi le devoir d'intervenir – sans forcément l'aval des gouvernements locaux – dans des pays en guerre, lorsque la population civile était en grave danger. D'abord limitées à l'humanitaire (en Éthiopie et en Afghanistan dans les années 1980), les interventions ont pris une dimension militaire à partir des années 1990, largement du fait des conséquences de la chute de l'Union soviétique qui a « libéré » le terrain pour de telles opérations, d'autant plus que les nouveaux États qui surgissaient alors étaient faibles et souvent en conflit les uns avec les autres (comme dans les Balkans). Bosnie, Afghanistan, Irak, Kosovo, Libye, Somalie, Mali (et le Sahel en général) ont illustré ce nouvel interventionnisme.

Le cadre juridique étant évidemment flou, la plupart du temps les interventions ont été la conséquence d'initiatives unilatérales de pays occidentaux, avec ou sans mandat de l'ONU. De surcroît, elles reposaient toutes sur de profondes ambiguïtés : l'intervention se justifiait-elle parce qu'un État était défaillant (Mali), inexistant (Kosovo) ou bien dangereux (Afghanistan des Talibans, Irak de Saddam Hussein, Libye de Kadhafi) ? Fallait-il d'abord renverser un État existant (ou plutôt le régime qui le tenait), parce qu'il se retournait

contre sa propre population (la Libye en 2011) ou parce qu'il menaçait la sécurité mondiale (argument des États-Unis pour intervenir en Irak en 2003) ? Comment aider de nouveaux États (en particulier en Asie centrale) qui n'en avaient au début que le nom et se caractérisaient par une absence de tradition étatique locale, voire un sentiment national très faible ? Dans ce cas, la coopération relevait plus des institutions internationales (ONU, OSCE) que des États occidentaux, même si ces derniers fournissaient l'essentiel de l'encadrement de l'assistance.

Anthropologie politique vs. politique de la table rase

Dans tous les cas, les puissances intervenantes se sont trouvées devant la tâche de « construire » un État, ou du moins de mettre en place des institutions qui rendraient possible sa construction ou pallieraient au moins provisoirement les méfaits de son absence. Bien sûr, on considérait comme souhaitable de traiter avec un État légitime issu d'élections supposées libres. Cela correspondait, en outre, à une vision « constitutionnaliste » de ce que doivent être les institutions d'un pays : on part du fait de l'État, puis on construit sous son égide une pyramide d'institutions censées à la fois être l'instrument de sa politique et servir la société civile en assurant une continuité de l'État par la fonction publique, indépendamment des vicissitudes politiques et des crises de régime. Bref, on dissociait l'appareil d'État du gouvernement. Il y avait donc un volet politique (qui dirige l'État ?) et un volet technique (mise en place d'institutions), et les deux étaient censés fonctionner en parallèle.

En réalité, ce n'est pas ainsi que les choses se passent. Même quand des élections ont eu lieu (Afghanistan, Irak, Bosnie), elles n'ont jamais débouché sur la mise en place d'un État qui soit à la fois stable, légitime et efficace. Dès lors, la communauté internationale a dû prendre en charge la dimension « technique » de la gouvernance. Or, la dissociation entre « politique » et « technique » va rapidement se révéler problématique, car elle suppose que l'on puisse construire des institutions de manière autonome, sans prendre en compte leur dimension politique. Et surtout en ignorant non pas tant la politique locale (les rapports de pouvoir entre personnalités et groupes politiques) que ce que j'appelle l'anthropologie politique, c'est-à-dire la manière dont le pouvoir s'articule sur une société donnée, laquelle a toujours sa structure sociale et économique, son histoire et sa culture politique. On ne travaille jamais à partir d'une table rase. Et pourtant, la plupart du temps, on a fait comme si...

*On ne travaille jamais à partir
d'une table rase. Et pourtant,
la plupart du temps, on a fait
comme si...*

La plupart des politiques d'assistance se sont d'abord construites sur le papier, à partir d'une vision le plus souvent ex *nihilo*, ou bien – ce qui n'est pas mieux – d'une vision simpliste des tensions politiques (par exemple tout réduire à l'opposition entre Hutus et Tutsis au Rwanda). Le cas extrême de la table rase est l'Irak en 2003. Les États-Unis ont d'abord mis de côté, voire détruit, l'appareil d'État existant ; une administration provisoire a été mise en place, chargée de reconstruire un nouvel État sans rapport avec l'ancien. Le corps des officiers a été dissous pour faire place à une nouvelle armée « professionnelle », formée et entraînée par les États-Unis, avec pour seule fonction officielle d'assurer la défense de la nation. L'Afghanistan, elle, a évité l'administration provisoire en 2001 : les ex-moudjahidines ont gardé la haute main sur la vie politique et la gestion de leurs fiefs territoriaux, mais la coalition internationale s'est efforcée de construire – parallèlement à la nébuleuse des pouvoirs locaux et corrompus – un nouvel appareil d'État, professionnel et technique. Les puissances intervenantes se sont réparti les tâches et chacune avait son bout d'appareil d'État à former et mettre en place. Enfin, en Bosnie-Herzégovine, le pouvoir politique a été ramené à une

sorte d'usine à gaz, coûteuse et ingérable, avec un feuilleté de compétences qui se recoupent, se redoublent et se paralysent : le pays est de fait sous tutelle de l'Union européenne.

Stratégie globale, approche culturelle et gestion du temps long

Tout ceci soulève évidemment une série de problèmes. D'abord, la gestion de la coopération par une coalition internationale revient en fait à segmenter encore plus l'administration et les institutions du pays concerné. Quand un pays intervenant s'occupe de la justice, un autre de l'armée, un troisième de la police, quand la Banque mondiale gère la banque nationale et qu'une multitude d'ONG devenues professionnelles développent chacune leur programme spécifique, et ce, sans vision d'ensemble, sans se préoccuper des contraintes administratives et en recrutant directement leurs employés locaux (très souvent issus des élites universitaires ou administratives, ce qui accentue la fuite des cerveaux) – tout cela contribue à affaiblir l'idée même d'un État central et à créer des féodalités où la loyauté va à l'employeur direct. Cela favorise ainsi le retour à un système de sous-traitance, voire de privatisation des prérogatives régaliennes. En outre, les subventions directes permettent de contourner le budget de l'État et minent tout effort pour mettre en place un véritable système fiscal. Bref, dans ce cadre-là, mettre sur pied des unités de militaires, de gendarmes ou de policiers bien entraînés peut involontairement contribuer – au lieu de renforcer l'État – à créer une milice supplémentaire. Certes, celle-ci peut être dotée d'un esprit de corps, mais elle agira de manière autonome et présentera le risque de voir le corps se débander en cas de faillite de l'État, chacun de ses membres suivant ses accointances personnelles – comme ce fut le cas en Afghanistan, en août 2021.

Ensuite, l'expertise mise en œuvre est en général purement technique (notamment avec des stages de formation pour les juges ou les policiers) et elle ignore ou contourne les spécificités du pays concerné. Dans le cadre de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE), l'*Office for Democratic Institutions and Human Rights* (ODIHR) a formé des juges, des procureurs et des policiers dans les pays nés de l'effondrement de l'URSS après 1991, en appliquant un modèle « hors-sol » de ce qui serait l'idéal du fonctionnaire respectueux des droits de l'Homme et de la démocratie. Or, les techniques de formation de cadres administratifs et d'entraînement de soldats sont rarement adaptées au terrain, parce que les conseillers et les formateurs passent peu de temps dans une mission donnée et tournent souvent d'un pays à l'autre. La tendance est donc d'adopter un cadre « unisexe » ou « *one size fits all* ». Pourtant, il ne s'agit pas simplement d'ignorance : il y a le plus souvent une expertise disponible sur les pays concernés, en particulier chez les universitaires (sociologues et anthropologues). Il n'y a guère que la Libye sur laquelle on disposait de très peu de savoir. Le problème ne réside pas non plus dans un supposé anti-intellectualisme parmi les conseillers. Bien au contraire, j'ai moi-même pu constater qu'ils lisent la littérature dédiée et cherchent un savoir par eux-mêmes, quand ils n'ont pas reçu une formation préalable à leur mission. Le problème, c'est en vérité le mandat et le temps. Et le mandat, c'est le cadre de la mission, lequel est toujours précis et de court terme.

Or, la construction d'un État suppose un temps long. Et, surtout, elle nécessite que l'on s'appuie sur la culture politique du pays où l'on opère. Il est faux de dire qu'il est des pays sans État. L'Irak, l'Afghanistan, la Libye ont des traditions étatiques, les États du Sahel ont aussi hérité d'une tradition coloniale qu'ils ont davantage reprise que rejetée. Le problème pour les acteurs locaux n'est pas tant de détruire l'État que de « se brancher » sur lui. Et si les acteurs extérieurs leur apportent plus de bénéfices potentiels, alors ils « se brancheront » sur eux et contribueront ainsi à affaiblir l'État même qu'on leur demande pourtant de construire.

Plus profondément, on constate souvent que les intervenants extérieurs ne veulent pas trop en savoir sur la société du pays où ils opèrent. Ils préfèrent s'en tenir à un mandat simple où leur action est définie de manière précise et limitée. Il y a au moins un cas où l'intervenant extérieur a délibérément et sciemment rejeté toute expertise préalable sur le pays d'intervention : c'est celui des États-Unis en Irak en 2003. La vision des « néo-conservateurs » américains était purement idéologique : ils étaient de vrais universalistes qui pensaient que la Constitution américaine était bonne pour tout le monde et que la mise en place d'un État de droit démocratique résoudrait tous les problèmes, sans qu'il y ait besoin de s'embarrasser d'anthropologie sur les tribus ou les communautés religieuses locales. Les officiers américains qui sont entrés à Najaf, en 2003, ignoraient non seulement le poids de l'ayatollah chiite Ali al-Sistani (d'origine iranienne) dans la politique et la société irakiennes, mais aussi tout simplement son existence. On a vu le résultat. Il reste maintenant aux Irakiens à trouver une solution entre eux.

Bâtir des alliances locales, construire un projet d'avenir

En Afghanistan, les experts ont certes été consultés, mais les deux contraintes – celle du mandat et celle du temps – n'ont pas favorisé le développement d'un vrai savoir sur le pays. D'une manière générale, les conseillers civils et les acteurs militaires se refusent à reprendre une logique de type « néo-colonial » où l'on étudierait les interactions des groupes locaux et où l'on s'efforcerait de construire des réseaux d'alliances et d'influence en prenant en compte la complexité des structures sociales. Parce que, justement, on ne veut pas rester sur le long terme, on ne souhaite pas revenir à une structure « coloniale » de gestion de la société en s'appuyant sur un savoir anthropologique. Contrairement à une critique souvent émise contre les interventions militaires, celles-ci sont peut-être *impérialistes* (dans le cadre d'une vision globale de la sécurité), mais en réalité elle ne sont pas du tout *néo-coloniales*

(avec l'objectif d'établir un contrôle des sociétés grâce à un savoir anthropologique et à la manipulation des cultures locales). Les intervenants s'en tiennent à leur mandat technique : éliminer les « terroristes », former une armée locale, renforcer l'État mis en place. Or, cela se fait au détriment d'une approche véritablement politique qui s'interrogerait sur ce qui fonde la légitimité d'un État aux yeux de la population. Dans la thèse qu'il a consacrée à l'*International Security Assistance Force* (ISAF) en Afghanistan, le chercheur Eric Sangar (IEP de Lille/Laboratoire CERAPS de l'Université de Lille) a ainsi comparé la pratique du terrain par le corps britannique et par le corps allemand¹. Il cherche à déterminer si et dans quelle mesure la riche expérience coloniale de l'armée britannique dans la région avant 1947 a influencé le savoir et la pratique de ses officiers contemporains, par opposition à une armée allemande sans véritable passé colonial. Il conclut sur le fait que le savoir « colonial » a été délibérément ignoré par les Britanniques. A tort ou à raison, les officiers interrogés refusent de penser leur action présente dans une continuité néo-coloniale.

Contrairement à une critique souvent émise contre les interventions militaires, celles-ci sont peut-être impérialistes (dans le cadre d'une vision globale de la sécurité), mais en réalité elle ne sont pas du tout néo-coloniales.

¹ Eric Sangar, *Historical Experience : Burden or Bonus in Today's Wars ? The British Army and the Bundeswehr in Afghanistan*, Freiburg, Rombach Verlag, 2014

Les puissances intervenantes n'ont pas su trouver le « narratif » (qui n'est pas de la simple propagande, mais implique un projet d'avenir) qui aurait pu susciter sur le long terme une adhésion de la part des populations concernées. Sur le court terme, l'argument a pu être de mettre fin à un régime supposé honni (Afghanistan, Libye, Irak) ou bien à une menace de massacres (Mali) – mais, dans les deux cas, cela a plutôt entraîné une passivité de la population locale, devenue spectatrice de son propre « sauvetage ». Comme l'intervention n'a rien résolu et que le conflit s'est enlisé, deux types de discours contradictoires ont été mis en avant par les Américains : le discours abstrait de la démocratie et de la liberté (Afghanistan, Irak), qui s'adresse à un peuple lui aussi abstrait et qui, malgré une participation massive aux premières élections, a vite montré ses limites ; et le discours de l'appel aux intérêts locaux (le *surge* en Irak), lequel présente l'inconvénient de jouer sur les rivalités et tensions locales et donc d'accroître la fragmentation de la société. Plus conscients des limites de l'exercice (peut-être le souvenir de la guerre d'Algérie ?), les Français ont évité ces opérations de *PsyOps*, les déléguant aux autorités locales ; mais, par là même, ils sont apparus comme soucieux avant tout du *body count*. Dans tous les cas, même si l'on construit un « narratif » crédible, il doit se transformer en vraie politique sur le terrain, ce qui suppose une intervention dans la société civile (dont personne, ici, ne voulait).

Là aussi, le deuxième facteur décisif est donc bien le temps. Les conseillers et militaires ne passent que quelques mois sur un terrain, ils tournent souvent sur plusieurs terrains différents, ils ne peuvent et ne veulent pas s'investir plus en profondeur. Ils en restent donc à une vision technique de leur travail, avant de remettre les clés du champ de bataille à des homologues locaux qu'ils ont formés. Les contraintes du mandat et du temps vont donc dans le même sens : éviter de s'investir dans la prise en compte de l'anthropologie politique locale.



Qu'en conclure ? Dans tous les cas évoqués, une intervention militaire d'urgence a pu paraître inévitable et justifiée (en Bosnie en 1995, en Afghanistan en 2001, au Mali en 2013), mais les politiques de stabilisation qui ont suivi ont soit été des échecs, soit abouti à des accords précaires (accords de Dayton) qui ont gelé la situation sans stabiliser les institutions politiques. En vérité, il n'existe pas de « techniques » de construction d'un État. Chaque contexte est singulier : intervenir sur des théâtres très différents les uns des autres en utilisant le même concept d'intervention (tel que la « guerre contre le terrorisme ») et les mêmes kit de formation est une garantie d'échec. Indépendamment des causes de court terme qui ont justifié l'intervention, il faut penser la construction de l'État à partir des traditions politiques locales et prendre en compte l'anthropologie politique de chaque pays. En la matière, il n'y a pas de demi-mesure : soit on part aussitôt après l'intervention, soit on reste sur le long terme – mais alors, dans ce dernier cas, il convient de laisser aux acteurs locaux la responsabilité de la gestion de leur pays, et donc de s'investir dans une approche politique du pays que l'on veut aider, en évitant les bricolages de court terme.

La fin de la « guerre globale contre le terrorisme »... et après ?

MARC HECKER
ELIE TENENBAUM

Le 15 août 2021, Kaboul tombait aux mains des Talibans, précipitant le départ des dernières troupes occidentales. Le cycle stratégique de la « guerre globale contre le terrorisme », enclenché vingt ans plus tôt avec les attentats du 11 septembre 2001, s'achève donc par un échec retentissant pour les Américains et leurs alliés. Le 24 février 2022, la Russie envahissait l'Ukraine. Cet événement marque l'ouverture d'un nouveau cycle stratégique, en germe depuis plusieurs années, celui de la compétition de puissance. Deux documents publiés à la fin 2022 – la *National Security Strategy* aux États-Unis et la Revue nationale stratégique en France – prennent acte de ce changement d'ère qui se traduit par un bouleversement des priorités en matière de défense et, plus largement, de politique étrangère. Le terrorisme est relégué à l'arrière-plan, tandis que les postures de plus en plus agressives de la Russie et de la Chine apparaissent comme les principaux défis de la décennie à venir. Avant de s'interroger sur les formes que pourraient revêtir le terrorisme et le contre-terrorisme à l'heure de la compétition de puissance, un retour en arrière sur les grandes phases de la « guerre contre le terrorisme » s'impose.

2001-2006 : les guerres de l'après-11 septembre

Les attaques du 11 septembre 2001 constituent une surprise doublée d'une rupture stratégique. Par leur effroyable bilan, elles transforment la perception d'Al-Qaïda et du djihadisme, élevés soudainement au rang de menace existentielle. Pour faire face à cet ennemi, le président américain George W. Bush déclenche rapidement « la guerre globale contre le terrorisme », annonçant que cette guerre ne cesserait que lorsque Al-Qaïda, les acteurs soutenant cette organisation et tous les « groupes terroristes de portée mondiale » auraient été défaits. La lutte contre le terrorisme, jusqu'alors une affaire de services spécialisés, est tout à coup propulsée au rang de clé de voûte de la politique de sécurité nationale des États-Unis et, par extension, d'une grande partie de leurs partenaires en Europe, au Moyen-Orient et en Asie.

Le premier front est l'Afghanistan, où les talibans ne résistent que quelques semaines à la puissance de feu adverse. Le deuxième front, ouvert en 2003, est l'Irak. Si la France participe dès le départ au premier, elle refuse de s'engager dans le second au motif que les deux justifications avancées par Washington – la présence d'armes de destruction massive et le soutien apporté par Saddam Hussein à Al-Qaïda – sont fallacieuses. Les États-Unis et leur *coalition of the willing* renversent sans grande difficulté le régime baasiste, mais ils ne parviennent pas à stabiliser le pays. Al-Qaïda y crée sa première « filiale » internationale, des djihadistes affluent de toutes parts et la guerre civile s'intensifie.

2006-2011 : l'ère de la contre-insurrection

Confrontés à une véritable insurrection en Irak et à une instabilité grandissante en Afghanistan, les États-Unis réussissent le tour de force de modifier leur stratégie en pleine guerre. En 2006, paraît le *Field Manual 3-24* dédié aux opérations de contre-insurrection.

Mobilisant les enseignements de la pacification coloniale et des guerres de décolonisation, ce manuel met en avant le caractère central de la population dans les conflits asymétriques. D'où l'importance d'apporter la sécurité et des services aux civils, dans le but de « conquérir les cœurs et les esprits ». Pour ce faire, un ratio de « 20 à 25 contre-insurgés pour 1 000 habitants » serait nécessaire.

Les États-Unis réussissent le tour de force de modifier leur stratégie en pleine guerre. En 2006 paraît le Field Manual 3-24 dédié aux opérations de contre-insurrection.

Pour mettre en pratique cette stratégie, les États-Unis misent sur trois axes : déployer davantage de troupes au sol (le *surge*), former des centaines de milliers de forces de sécurité locales et « retourner » des tribus favorables à Al-Qaïda. Cette stratégie fonctionne relativement bien en Irak, où le niveau de violence est réduit de trois quarts entre 2007 et 2011. Elle est toutefois très coûteuse, tant d'un point de vue humain que financier. Barack Obama, devenu président des États-Unis en 2008 au plus fort de la crise financière, promet de mettre fin à ces déploiements massifs pour consacrer davantage de ressources à la relance de l'économie américaine et, en matière de politique étrangère, pour se concentrer davantage sur l'Asie. En 2011, les États-Unis se retirent d'Irak et annoncent la fin prochaine de leur engagement en Afghanistan – espérant alors le finaliser pour 2014.

2011-2014 : le « Printemps arabe » et la relance du djihadisme

2011 est une année charnière. Elle aurait pu marquer la fin de la « guerre globale contre le terrorisme » avec l'élimination d'Oussama Ben Laden au Pakistan et le retrait d'Irak. Elle est au contraire caractérisée par la relance de ce cycle stratégique avec le déclenchement du « Printemps arabe » et son évolution en guerre civile dans plusieurs pays. La Libye – où la France, le Royaume-Uni et les États-Unis décident d'intervenir face au colonel Kadhafi – et la Syrie sont particulièrement déstabilisées. Le nouvel émir d'« État islamique d'Irak » (EI), Abou Bakr al-Baghdadi, envoie l'un de ses lieutenants en Syrie pour y développer un groupe djihadiste, le Jabhat al-Nosra. En 2013, ce dernier et sa « maison-mère » se séparent brutalement, occasionnant une rupture durable entre Al-Qaïda et l'EI, rebaptisé « État islamique en Irak et au Levant » dont l'acronyme en arabe est *Daech*.

La relance du djihadisme ne manque pas d'affecter la France. Dès 2011-2012, les premiers individus quittent le territoire national pour se rendre en Syrie. Le flux s'accélère au cours des années suivantes, jusqu'à dépasser le millier d'individus et faire des Français le plus important « contingent » de djihadistes parmi les ressortissants des pays occidentaux. Par ailleurs, l'installation de groupes liés à Al-Qaïda au nord du Mali conduit la France à déclencher l'opération Serval à l'appel du gouvernement malien et avec l'assentiment de l'ONU. A cette occasion, le ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian affirme que la France est en « guerre contre le terrorisme ». Cette déclaration marque une évolution nette de la posture française. Jusqu'alors, si Paris entend bien lutter contre des mouvements djihadistes par des moyens militaires, l'expression de « guerre contre le terrorisme » est toutefois récusée, comme dans le Livre blanc sur la sécurité intérieure face au terrorisme en 2006.

2014-2017 : l'apogée de Daech

Ce glissement rhétorique ne fait que se confirmer dans les années qui suivent. En 2014, Daech crée une surprise stratégique en fusionnant les théâtres syrien et irakien, en conquérant de grandes villes dont Mossoul, en y exerçant une gouvernance fondée sur la charia et en annonçant le rétablissement du califat. L'ultra-violence de cette organisation, à l'égard notamment des populations yézidiées, pousse les États-Unis à se réengager dans la région. À l'été 2014, une coalition internationale contre Daech est mise en place. La France en est l'un des principaux contributeurs, procédant à des frappes en Irak dès 2014, puis en Syrie dès 2015.

Le premier attentat de Daech en Europe a lieu avant ces frappes : il est perpétré par un Français, Mehdi Nemmouche, au Musée juif de Bruxelles en mai 2014. La campagne de terrorisme prend ensuite de l'ampleur, avec des attaques particulièrement meurtrières, comme celles du 13 novembre 2015 ou du 14 juillet 2016 en France. Elle s'étend géographiquement à une douzaine de pays d'Europe. Daech cible aussi des États tels que la Russie ou l'Iran, tout en établissant des « provinces » dans une bonne partie du monde musulman.

2017-2021 : la fin d'un cycle stratégique

À force de provocations, Daech s'attire tellement d'ennemis – localement, régionalement et internationalement – que le groupe finit par plier, puis par rompre. En 2017, il perd successivement ses « capitales », Raqqa et Mossoul. Son territoire continue de s'effriter jusqu'en 2019, où il cède son dernier réduit de Baghouz. La même année, Abou Bakr al-Baghdadi est éliminé. La perte du sanctuaire syro-irakien conduit des acteurs politiques de premier plan – comme le chef du gouvernement irakien ou le président des États-Unis – à déclarer victoire.

Toutefois, plusieurs éléments amènent à tempérer cet optimisme. Tout d'abord, si Daech est fortement affaibli, il n'a pas abdiqué : il possède encore plusieurs milliers de combattants en zone syro-irakienne et des abcès de fixation perdurent, comme les camps et prisons du nord-est syrien où s'entassent nombre de djihadistes avec leurs familles. Certaines « provinces » du califat demeurent très actives et de nouveaux affiliés sont apparus sur le continent africain. Ensuite, l'idéologie salafito-djihadiste continue de circuler largement – en dépit des efforts de « contre-discours » déployés depuis deux décennies – et les conditions socio-politiques ayant permis le développement du djihadisme demeurent – voire s'aggravent – dans plusieurs pays.

Si Daech est fortement affaibli, il n'a pas abdiqué : il possède encore plusieurs milliers de combattants en zone syro-irakienne et des abcès de fixation perdurent.

Enfin, si l'attention a été focalisée sur Daech depuis la proclamation du califat, il ne faut pas pour autant oublier Al-Qaïda. L'organisation créée par Oussama Ben Laden fait preuve d'une étonnante résilience, qui s'explique notamment par sa capacité à nouer des alliances locales. On l'observe en Afghanistan, bien sûr, où les talibans, toujours proches d'Al-Qaïda malgré leur actuelle discrétion sur cette vieille alliance, ont fini

par triompher de l'Amérique et reprendre le pouvoir à Kaboul. C'est aussi le cas en Afrique, en Somalie où le groupe qaïdiste al-Shebab tient le haut du pavé face aux forces internationales, ainsi qu'au Sahel où les différentes forces contre-terroristes – dont les armées françaises, dans le cadre de l'opération Barkhane – ne sont pas parvenues à endiguer le « Groupe de soutien à l'Islam et aux musulmans » (GSIM ou JNIM pour l'acronyme en arabe) et ont été contraintes de réduire leur empreinte au sol.

2022 et après : terrorisme et contre-terrorisme à l'heure de la compétition stratégique

Si les événements mentionnés en introduction – le retrait de Kaboul en août 2021 et l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022 – ont marqué le passage d'un cycle stratégique à un autre, le djihadisme n'appartient pas pour autant au passé. Il est vrai que la menace est aujourd'hui globalement moins prégnante, à l'exception notable du Sahel. Dans les pays occidentaux, on a assisté ces dernières années au développement du « terrorisme d'inspiration » – c'est-à-dire sans lien de commandement ni de contrôle avec une organisation – qui s'est traduit par des attaques rudimentaires peu létales. De 2017 à 2022, le terrorisme a ainsi tué dix fois moins de personnes en France que lors de la période 2012-2017. Cette évolution doit cependant être relativisée par le nombre relativement important d'attentats déjoués (une quarantaine au cours de la même période).

De 2017 à 2022, le terrorisme a ainsi tué dix fois moins de personnes en France que lors de la période 2012-2017. Cette évolution doit cependant être relativisée par le nombre relativement important d'attentats déjoués.

En parallèle, le terrorisme lié à d'autres idéologies tend à se développer. Les mouvances d'ultra-droite sont particulièrement actives aux États-Unis, où le « terrorisme domestique » (*home-grown terrorism*) est désormais considéré par les autorités comme une menace plus importante que le djihadisme. Cette analyse fait suite à plusieurs attentats ayant ciblé des minorités (Afro-Américains, Latinos, juifs, communauté LGBT, etc.) et à l'invasion du Capitole par des partisans de Donald Trump en janvier 2021. En Europe, des attaques xénophobes, racistes, antisémites, anti-migrants ou homophobes ont aussi eu lieu dans plusieurs pays, notamment en Allemagne.

L'ultra-gauche est souvent citée en miroir de l'ultra-droite, mais, pour l'heure, les velléités de passage à l'acte terroriste sont moins tangibles. Les évolutions d'autres tendances méritent aussi d'être suivies attentivement, du régionalisme à l'écologie radicale, sans oublier plusieurs nébuleuses idéologiques aux contours incertains (anti-élites, anti-système, etc.). Celles-ci ont tant proliféré depuis la pandémie de Covid-19 que des chercheurs américains les ont qualifiées d'« extrémisme violent composite ». Par ailleurs, les menaces crédibles émanant de la criminalité organisée, qui ont récemment pesé sur des personnalités politiques en Belgique et aux Pays-Bas, laissent craindre le développement du « narco-terrorisme » en Europe.

Enfin, le développement de « stratégies hybrides » par certains États, sur fond de compétition stratégique, peut laisser craindre une instrumentalisation grandissante du terrorisme par des acteurs étatiques. Ce

phénomène avait déjà été observé pendant la Guerre froide. Il avait ensuite baissé en intensité, sans pour autant disparaître : en 2021, un diplomate iranien a ainsi été condamné à vingt ans de réclusion en Belgique pour une tentative d'attentat contre des opposants à Villepinte, trois ans auparavant. La Revue nationale stratégique parue en novembre 2022 envisage un possible recours au « terrorisme d'État » par la Russie et son utilisation de « proxies ».

*

Les menaces terroristes restent donc nombreuses, alors même que le terrorisme ne cesse de reculer dans les priorités stratégiques. La fin du cycle 2001-2021 va se traduire par un moindre investissement dans ce domaine. Il ne sera plus question, par exemple, d'engager de grandes campagnes contre-insurrectionnelles à des milliers de kilomètres du territoire national. Compte tenu de la transformation du contexte stratégique, une telle réduction des ambitions est compréhensible et sans doute raisonnable, mais elle ne doit pas se faire au prix d'un oubli ou d'une sous-estimation de la menace – oubli qui s'est payé au prix fort en 2001 comme en 2011. Le reflux relatif de la mouvance djihadiste s'explique largement par la pression constante de l'antiterrorisme depuis deux décennies. Si cette pression venait à être trop relâchée, les djihadistes risqueraient d'en profiter pour remonter en puissance. Les menaces ne s'annulent pas mutuellement, elles tendent malheureusement à s'additionner. Les défis stratégiques majeurs que posent la Russie et la Chine ne doivent pas nous conduire à oublier le terrorisme, au risque d'un réveil brutal d'ici quelques années.

Avec les Armées au Sahel : le rôle de la Prévôté (2013-2023)

GÉNÉRAL DE BRIGADE LAURENT HAAS

Présente aux côtés des Armées depuis le Moyen Âge, la Prévôté constitue l'ancrage militaire le plus ancien de la Gendarmerie nationale¹. Issus de toutes les subdivisions de l'institution, les prévôts, quel que soit leur grade, sont préparés et formés sur le standard le plus exigeant comme ce fut le cas des opérations au Sahel. Ils sont ainsi en mesure de remplir, auprès des Armées, un large éventail de missions qui concourent à la gestion militaire et civile des crises sur l'ensemble des théâtres d'opération.

L'exercice de la justice dans l'environnement des troupes est apparu en France au XIII^e siècle. La Prévôté, à laquelle cette mission incombe depuis l'origine, a vu son champ de compétences et son organisation évoluer au fil du temps², jusqu'à la création, en 2012, du Commandement de la Gendarmerie prévôtale (CGP). L'emploi de ses unités relève à la fois du chef d'état-major des Armées et des magistrats spécialisés du Tribunal judiciaire de Paris (section AC3 du parquet de Paris). Elle est organisée en trois échelons de responsabilité. Rattaché au Commandement de la Gendarmerie d'outre-mer (CGOM) depuis le 1^{er} août 2021, le CGP sélectionne, forme et projette les prévôts sur les théâtres d'opération. Il oriente et contrôle l'action des détachements prévôtaux. En aval, sur les théâtres de projection, les chefs de détachement, placés auprès de l'autorité militaire commandant les opérations ou les forces, ont un rôle de conseil et de conduite. Placées sous leur autorité, les brigades prévôtales sont chargées d'exécuter les missions pour lesquelles environ cent quarante officiers et sous-officiers sont formés chaque année, dans le cadre des stages de préparation prévôtale organisés par le CGP et des « validations avant projection » organisées par les Armées.

Quelles sont les missions de la Prévôté ?

Au regard de la sensibilité politique et médiatique que revêt l'engagement des forces armées sur les théâtres d'OPEX, le traitement des affaires pénales militaires constitue un enjeu majeur. C'est la raison pour laquelle la mission de police judiciaire aux Armées est prioritaire. Officiers de police judiciaire des forces armées (OPJFA), les prévôts sont habilités à conduire des investigations judiciaires, sur place et dans les meilleurs délais, lorsqu'un crime ou un délit est supposé avoir été commis par ou bien contre un militaire français. Le CGP dispose d'une section de recherches à compétence nationale, laquelle peut, selon les besoins, être engagée à l'étranger en appui des détachements prévôtaux ou bien poursuivre leurs investigations sur le territoire national.

¹ L'édit de 1373 du roi Charles V dispose : « Le prévôt du Connétable est chargé de connaître les crimes et les maléfices qui se commettent dans les Armées par les gens de guerre ».

² L'instruction ministérielle n°8164/ARM/CAB/CM14 du 30 septembre 2021 précise l'organisation et le service de la Prévôté hors du territoire de la République en temps de paix. En outre, le Code de justice militaire précise l'exercice et l'organisation de la justice militaire sur et hors du territoire en temps de guerre.

Les prévôts exercent par ailleurs des missions de police générale. Ils appuient alors le commandement des forces dans le but de prévenir les incidents et les troubles à l'ordre public susceptibles d'impliquer les militaires des Armées. Au profit de ces derniers, ils effectuent des escortes et des constatations, et ils contribuent au règlement de contentieux civils. Présents aux côtés des Armées dans les moments les plus difficiles, ils jouent un rôle essentiel dans le traitement des affaires mortuaires. Enfin, l'autorité militaire confie généralement à la Prévôté la relation avec les autorités judiciaires et les forces de sécurité locales. Les informations recueillies et les canaux de coopération ouverts dans ce cadre contribuent ainsi à prévenir les atteintes à la sécurité de nos soldats et de leurs emprises.

Aux côtés des Armées, les gendarmes prévôtaux acquièrent une expérience précieuse des conflits armés et des conditions extrêmement dégradées, ce qui renforce leur aptitude à aborder les situations de crise sur le territoire national, lorsqu'ils retournent dans leurs unités. Dans l'hypothèse d'un engagement majeur, le CGP a formé plusieurs centaines de prévôts depuis 2022.

La Prévôté et l'opération Barkhane

Entre 2013 et 2023, la Prévôté a bien sûr été engagée au Sahel avec les Armées dans le cadre des opérations Serval puis Barkhane. Cette projection a été exemplaire de l'engagement du CGP. Quelle forme a pris le dispositif ?

À l'époque, au moment de Barkhane, les prévôtaux sont engagés sur quinze théâtres d'opération extérieure, de l'Europe à la Corne de l'Afrique, en passant par la Centrafrique, le Levant et la péninsule arabique. À elle seule, l'Afrique subsaharienne compte alors sept détachements prévôtaux qui relèvent respectivement des aires de responsabilité des éléments français au Sénégal (EFS), au Gabon (EFG) et des forces françaises stationnées à Djibouti (FFDj).

Dans l'aire de responsabilité des EFS, le dispositif constitué de deux détachements permanents au Sénégal (Dakar) et en Côte d'Ivoire (Abidjan) est alors complété par deux détachements de l'opération Barkhane : l'un au Niger (Niamey) et l'autre au Tchad (N'Djamena). C'est cet ensemble qui a concentré le plus fort des effectifs prévôtaux déployés en opération avec nos Armées. La réarticulation logistique de Barkhane s'est ainsi opérée depuis le Niger vers les ports du golfe de Guinée. Le matériel transporté en convois a majoritairement été celui qui était employé auparavant au Mali. Il a été remis en condition opérationnelle en France, après des mois d'usages intensifs dans la bande sahélo-saharienne. Dans ce contexte, les prévôts ont été intégrés aux convois et y ont joué le rôle d'interface avec les forces de sécurité locales pour la prévention et la gestion des événements de toutes sortes.

La présence d'un conseiller issu de la Gendarmerie (CONSGEND) auprès du général commandant Barkhane (COMANFOR) a constitué un atout majeur pour la fluidité des interactions avec le poste de commandement interarmées de théâtre (PCIAT) de l'opération. Constamment en lien avec le CGP, le CONSGEND a été à la fois force de proposition et acteur de la cohérence des services rendus par la Gendarmerie sur zone. En effet, les missions traditionnellement dévolues à la Prévôté dans les champs de la prévention et de la répression s'étendent à la protection des Armées et de nos soldats contre les atteintes dont ils peuvent être victimes sur les théâtres d'OPEX. Dans cette perspective, la Gendarmerie prévôtale a exercé la fonction d'agrégateur des compétences et expertises disponibles. Des spécialistes de la Gendarmerie de l'Air sont ainsi venus renforcer les effectifs de certaines brigades prévôtales.

Dans un premier temps, la fin de l'opération Barkhane décidée par le président de la République n'a pas pour autant signifié le retrait de toute présence militaire française au Sahel. En effet, il s'est d'abord agi d'appuyer, aider, former, coopérer avec les forces locales. Nous sommes alors entrés dans une nouvelle dynamique, laquelle se fondait sur une logique partenariale centrée sur l'appui et le soutien aux armées africaines. Celles-ci ont pris en charge la responsabilité des opérations contre les groupes terroristes locaux. À ce moment-là, cela répondait à une demande assumée des autorités des pays concernés. Aux

côtés des Américains et des Européens, le dispositif militaire français visait ainsi à permettre la mise en œuvre de solutions africaines qui tiennent compte des sensibilités, des besoins et des priorités de chaque partenaire, au travers d'une co-construction du dispositif sécuritaire.

Conduite en partenariat avec les membres du G5 Sahel, l'opération Barkhane a été lancée le 1^{er} août 2014, prenant la suite de l'opération Serval au Mali. Reposant sur une stratégie de partenariat avec les principaux pays d'Afrique de l'Ouest, elle a regroupé environ 3 000 militaires ayant pour mission de lutter contre les groupes armés terroristes. En raison de l'évolution du contexte régional et international, la force Barkhane a fait évoluer son organisation et ses modes d'action selon une approche dite « 3D » (diplomatie, développement, défense), conformément aux attentes du président de la République qui souhaitait transformer profondément le dispositif militaire français au Sahel. Depuis la fin de Barkhane en 2022-2023, la France continue d'adapter son dispositif.

Dans ce contexte stratégique renouvelé, la Prévôté a alors constitué un élément clé de la reconfiguration de notre effort militaire au Sahel, jusqu'en 2023. Grâce à ses détachements, elle a été en mesure d'appuyer les Armées pour renforcer le partenariat militaire opérationnel (PMO), tout en contribuant à rassurer nos partenaires occidentaux par sa dimension de lutte et de prévention des exactions de tous ordres. Elle a également participé à la réponse au terrorisme, y compris par le procès pénal, c'est-à-dire par la « judiciarisation de l'avant » plutôt que par des traitements plus expéditifs. Enfin, elle est intervenue lors d'événements majeurs, à la demande de nos partenaires ou bien pour défendre les intérêts de la France.

L'« Initiative Prévôtés pour le Sahel »

Pour tenir compte des évolutions de l'environnement stratégique, la Gendarmerie a, par la suite, lancé l'« Initiative Prévôtés pour le Sahel », qui constituait à la fois un objectif et une méthode de travail. Le but était de garantir la cohérence d'ensemble, la conformité conceptuelle des projets menés sous le label de la Prévôté (ou des projets qui s'y référaient)

et leur intégration dans la stratégie de présence et d'action des Armées. Pensée à l'origine pour la zone sahélienne, cette démarche a ensuite englobé l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale où l'évolution du contexte politique et sécuritaire avait mis en relief des besoins comparables.

Confiée au Commandement de la Gendarmerie prévôtale, l'« Initiative Prévôtés pour le Sahel » était aussi une méthode de travail qui a permis de fédérer et de favoriser des synergies entre les opérateurs ministériels ou étrangers et la Gendarmerie nationale. Il s'agissait notamment de mener des projets de coopération entre les prévôtés des différents pays concernés. La montée en puissance d'un cours prévôtal à vocation régionale, installé au Cameroun à l'été 2022 au sein de l'École internationale des forces de

sécurité (El FORCES) d'Awaé, ainsi que les formations en cours d'ingénierie ou de conduite au profit des gendarmeries de plusieurs pays de la région (ainsi que de Djibouti), ont illustré les partenariats rendus possibles par cette démarche.

Depuis lors, la situation a de nouveau changé, en raison d'évolutions politiques dans plusieurs pays sahé-liens tels que le Mali, le Burkina Faso et le Niger. Toute aide ou tout accompagnement technique, opérationnel et financier de la France à leur égard a été suspendu. L'évolution de la relation de notre pays avec les pays de la sous-région et la réarticulation du dispositif français en Afrique ont conduit à une transformation de notre engagement. Un Commandement pour l'Afrique (CPA) a été créé, qui définira désormais une nouvelle manière d'agir pour la France. Dans ce cadre, la Prévôté s'adaptera, comme elle l'a toujours fait.

Stratégies de désinformation en Afrique de l'Ouest : un signal d'alarme

GUILLAUME SOTO-MAYOR

La centralité de la désinformation dans les dernières campagnes politiques ou dans les soutiens aux coups d'État récents en Afrique a suscité l'intérêt de bon nombre d'analystes. Plusieurs d'entre eux ont conclu que le succès de ces campagnes de désinformation s'expliquait par un supposé « coup de grâce » porté à la « Françafrique » et par la remise en question d'une forme de « néo-colonialisme », accompagnés d'un retour au premier plan de la Russie dont ces campagnes constitueraient un instrument de puissance efficace. Si ces réponses détiennent sans doute une part de vérité, elles semblent toutefois très incomplètes dans la mesure où elles sous-estiment les changements profonds de société et de perception auxquels désinformations et mésinformations font écho. A cet égard, le succès de la désinformation au Sahel et en Afrique de l'Ouest est un signal d'alarme autant qu'un révélateur d'une révolution sourde actuellement en marche à travers tout le continent et qui obligera dirigeants, diplomates et hommes d'affaires à revoir leurs pratiques.

Aussi rapide que l'arrivée des réseaux sociaux, les campagnes de désinformation ont pénétré tout le continent africain à une vitesse impressionnante. Selon le neuroscientifique Albert Moukheiber, une *fake news* se partage six fois plus vite qu'une véritable information. Quelques précisions conceptuelles : la désinformation est une information (au moins en partie) fausse, conçue, manipulée et partagée dans le but de tromper les destinataires. La mésinformation, quant à elle, est une information erronée mais partagée de bonne foi. Elle repose sur une croyance et se distingue de la désinformation qui implique une manipulation volontaire. À l'ère des réseaux sociaux, l'efficacité de la propagande et de la désinformation résulte du fait que les personnes qui y sont exposées les relaient sans nulle intention de tromper. C'est ainsi que les réseaux sociaux transforment de la désinformation en mésinformation. Plus les producteurs de désinformations sont habiles, plus leur objectif final est complexe à identifier...

Pourquoi est-il si difficile de lutter contre la désinformation et la mésinformation ? La réponse tient au fait que, souvent, elles nous conviennent ou nous arrangent, en nous permettant de conforter notre point de vue (biais de confirmation), de réorganiser la réalité pour corroborer une croyance préexistante ou bien d'expliquer l'inexplicable dans une société frappée d'« infobésité », submergée d'informations complexes et

*À travers un biais
d'intentionnalité, nous sommes
naturellement enclins à
chercher une raison, un bouc
émissaire aux crises que nous
traversons.*

parfois contradictoires. À travers un biais d'intentionnalité, nous sommes naturellement enclins à chercher une raison, un bouc émissaire aux crises que nous traversons. Or, la propagation de rumeurs, par exemple sur l'origine du Covid ou de désastres naturels, peut avoir des conséquences dramatiques. Selon le chercheur en sciences cognitives Hugo Mercier, partager du contenu sur les réseaux sociaux crée un sentiment d'appartenance à un groupe et donne l'impression d'un surcroît de conscience et de lucidité en dépit, voire contre les autres, les croyances dites *mainstream* et les élites jugées corrompues. Cette « rébellion de l'esprit » est perçue comme un moyen de défier des institutions qui génèrent une méfiance croissante.

En parallèle, nous existons souvent dans une illusion de la connaissance et nous recevons une injonction permanente à prendre parti, souvent de façon manichéenne. « Je ne sais pas » n'est pas considéré comme une opinion. Dans ses travaux de psychologie sociale, Robert Brotherton montre ainsi que la peur et la pression du groupe peuvent renforcer ce biais. On se raconte que, depuis des millénaires et en tant que collectif (un peuple, un pays, une corporation), des forces extérieures nous voudraient du mal, en voudraient à nos ressources et notre sécurité, etc¹. Dès lors, se montrer insensible à cette menace peut être interprété et dénoncé comme une trahison. C'est le cas aujourd'hui au Mali. Cela explique que l'information soit souvent relayée mécaniquement, sans être vérifiée au préalable et notamment quand elle provient d'une source familière.

Les moyens de la désinformation en Afrique

En dix ans, le numérique a fait un bond en avant et irrigue désormais les populations africaines, notamment grâce au déploiement massif d'infrastructures de télécommunication. En 2010, le taux de pénétration d'Internet sur le continent était de 2,1%. Il dépasse désormais 40%. Pour la téléphonie mobile, la progression est spectaculaire : 85% des Africains sont équipés d'un téléphone portable, alors qu'ils n'étaient que 1% en 2000. Les projets de déploiement de réseaux de téléphonie mobile et de fibre optique sur le continent fleurissent. Cette forte demande a permis de faire naître la première usine panafricaine de fibre optique, laquelle s'est installée au Maroc en mai 2018. En conséquence, l'Afrique est le continent où la croissance du taux de pénétration des réseaux téléphoniques est la plus élevée de la planète : sur l'année 2018 ces taux ont progressé de 460% pour le Mali, 204% pour le Bénin et 144% pour le Sierra Leone.

Les vecteurs et les techniques de cyber-influence ne consistent pas en une simple interaction entre des médias et des sociétés. La cyber-influence résulte de la combinaison d'actions complexes entre des plateformes numériques, des médias, un contexte social et de nombreux acteurs (population, journalistes, etc.). La manipulation de l'information peut s'organiser à travers différents supports numériques, de Yahoo aux

¹ Robert Brotherton, *Bad news. Why we fall for fake news*, New York, Bloomsbury Publishing, 2020.

forums de discussion (*4chan*, *2channel*, etc.), des applications de messagerie aux réseaux du *darknet* et aux vols de documents. En Afrique, les *bots*, *trolls* et *deepfakes* seraient également utilisés de manière croissante dans des campagnes de désinformation. Formidables caisses de résonance, des sites ou pages d'information (ou de désinformation), financés par des États ou ayant des tendances politiques et idéologiques proches de ces derniers, sont également utilisés.

En Afrique, le principal moyen de connexion à Internet étant le smartphone, les applications de messagerie de type WhatsApp, Telegram, Viber ou Signal jouent un rôle central dans les campagnes de manipulation de l'information. Par ailleurs, l'inscription et le téléchargement de ces applications étant gratuits, il n'existe pas de réelles barrières d'entrée dans le réseau. Des groupes de discussion rassemblant un nombre très important d'utilisateurs se créent. Ces groupes bénéficient d'une absence totale de modération ; par conséquent, l'exposition aux rumeurs y est très importante. En Gambie, des chercheurs estiment qu'en 2021 l'application WhatsApp a pris la place des médias traditionnels, radio, télévision et journaux, lors de la campagne présidentielle.

Salafistes et Russie, acteurs et stratégies de la désinformation en Afrique de l'Ouest

Les maîtres de la désinformation utilisent les dernières avancées des sciences sociales, de la sociologie et de l'anthropologie ou des neurosciences pour mener à bien leurs campagnes. C'est en analysant les ressorts de ces campagnes d'influence et en utilisant les mêmes armes analytiques qu'il est possible de décrypter les mécanismes qui font leur succès, mais aussi d'anticiper les alliances d'intérêts dans le cyberspace, ici entre les acteurs salafistes et la Russie.

Les salafistes ont très vite compris l'importance de développer une stratégie d'influence dans l'espace médiatique.

Au Sahel et en Afrique de l'Ouest, la stratégie de « conquête des âmes et des cœurs » mise en œuvre par des acteurs prosélytes salafistes est particulièrement élaborée, car elle s'appuie sur une connaissance fine du sentiment d'exclusion de certaines populations au sein des structures traditionnelles locales, de leur manque de reconnaissance et de représentation dans l'espace politico-médiatique et sur leur impression d'abandon par les pouvoirs publics. Ainsi, les acteurs religieux radicaux sont très actifs dans les banlieues et les périphéries des centres urbains, dans les régions rurales, où se concentrent les populations les plus pauvres, mais aussi auprès des groupes ethniques les plus discriminés.

Les salafistes investissent le cœur de la vie sociale en construisant des infrastructures (puits, écoles, mosquées, etc.) dans des lieux stratégiques, en y installant aussi un accès à l'électricité et au wifi. Ils orientent ainsi progressivement les communautés vers certains prêches et formations coraniques, vers des émissions religieuses et des sources d'information orientées. La maîtrise de l'espace religieux est fortement corrélée au conditionnement de l'imaginaire religieux collectif. L'influence sur le cadre référentiel est déterminant pour dicter le comportement des individus (des codes vestimentaires à la non-mixité des lieux publics) ; cela passe également par l'organisation de campagnes pour la fermeture de certains lieux (bars, boîtes de nuit).

Les salafistes ont par ailleurs très vite compris l'importance de développer une stratégie d'influence dans l'espace médiatique. Ils ont été parmi les premiers à mettre en place des radios et chaînes de télévision, à audience locale ou nationale, avec des focus religieux. Au Sénégal, les radios privées comme Sud FM et Radio Dunya, développées dans les années 90, ont été les principaux vecteurs de diffusion idéologique utilisés par les Ibadous (musulmans rigoristes et identitaires). La Radio Dunya a été créée en 1995 par Ibrahima Khaliloulah Diagne, alias Ben Bass (en référence à Ben Baz, le mufti saoudien), avec des financements de la Banque islamique de développement dont le siège se trouve à Djeddah, en Arabie saoudite. À travers tout le Sahel, les salafistes ont également investi dans les nouveaux médias télévisés (par exemple en créant Sunna TV au Mali), et sur les réseaux sociaux.

Dans leurs campagnes d'influence médiatiques, c'est bien une vision du monde et une appartenance alternative que proposent les propagandistes salafistes à leur public. Ancrés dans les enjeux sociaux contemporains, ces médias abordent des sujets très divers tels que le rapport de l'islam aux droits humains, à la démocratie et à l'éducation religieuse, ou encore les mœurs, l'insécurité, la laïcité, le changement climatique. Les positions souvent radicales sont renforcées par le succès des théories complotistes dans toutes les sphères religieuses locales, du chiisme au soufisme en passant par les salafistes (où elles sont particulièrement présentes). De nombreuses théories complotistes sont ainsi orientées contre la France, particulièrement depuis 2013 avec le lancement de l'opération Serval au nord du Mali. Plusieurs leaders salafistes ont alors accusé la France de financer et d'armer les groupes terroristes au Nord-Mali, les Touaregs et le MNLA, de profiter de la guerre pour vendre des armes et de chercher à accaparer les ressources du Sahel. Par ailleurs, le budget de fonctionnement de l'Union européenne et des Nations Unies a été mis en parallèle avec leur inefficacité supposée sur le terrain pour tenter de démontrer que leur présence répondait à d'autres objectifs. Enfin, nombre de ces acteurs radicaux ont contesté le caractère scientifique des messages occidentaux sur les épidémies et les vaccins.

Selon les « infox » diffusées par les salafistes et leur matrice de compréhension du monde, le principal danger serait en réalité le travail de sape des fondations morales, politiques et économiques des sociétés locales par de supposés lobbys sionistes, américains et/ou francs-maçons cherchant à dévoyer les valeurs traditionnelles. Cela s'incarnerait par une perte d'autorité et de respect dans les familles où les femmes et les enfants, imprégnés des enseignements « pervers » de l'Occident, chercheraient à prendre leur indépendance par rapport aux chefs de famille. Les enfants et les femmes gagneraient ainsi le droit jugé choquant de traîner leur père ou leur mari devant un tribunal. Dès lors, pour les salafistes, tous les concepts occidentaux comme la démocratie, la liberté d'expression, la lutte contre la peine de mort, les droits des femmes, les droits de l'enfant, la liberté des mœurs, la liberté d'orientation sexuelle doivent être farouchement combattus, car ils déstabiliseraient le socle moral des familles et des communautés. Des *fake news* rappelant les dangers que susciterait la diffusion de ces concepts sont ainsi régulièrement diffusées.

Ces « infox » dénoncent par exemple l'homosexualité comme une « maladie à combattre » par tous les moyens. Les salafistes accusent régulièrement des associations et personnalités d'être pro-LGBT et de « diffuser l'homosexualité », ils les menacent et les ostracisent. Habilement, de nombreux salafistes se prévalent du soutien d'autres courants religieux dans cette lutte pour « purifier » la société de ses « déviations », ce qui permet de normaliser leurs discours et de créer de nouveaux ponts de diffusion, d'élargir leur audience en se présentant aux yeux de l'opinion publique comme les gardiens de l'orthodoxie sociale.

et non pas seulement comme les représentants d'un conservatisme religieux. L'ampleur de leur audience s'explique notamment par ce choix stratégique. Les élites politiques, économiques et religieuses sont dénoncées comme complices de ces « dérives morales » et des « ingérences étrangères », supposément contraires aux intérêts du peuple. De manière subtile, les salafistes utilisent également les réseaux sociaux pour critiquer les soufis, dont ils accusent les leaders de prendre part à un système de corruption à leur avantage et de maintenir des pratiques syncrétiques anti-islamiques.

De plus en plus présente dans la zone, la Russie, quant à elle, tire profit de la frustration des populations locales et se fait le porte-parole d'un discours anti-occidental : refus de l'ingérence, lutte contre l'exploitation, le racisme et le néocolonialisme. Moscou cherche ainsi à illustrer la supposée « décadence morale » de l'Occident en la faisant résulter, là aussi, de l'émergence des mouvements LGBTQ, de la défense de l'environnement, de l'immigration et de l'accueil de populations étrangères. Sur place, les relais de Moscou mettent en avant les traditions familiales russes et la place centrale occupée par « l'homme fort » incarné dans la propagande russe par Vladimir Poutine lui-même. Les agents et soutiens de cette propagande visent ainsi à attiser les tensions entre les communautés et à illustrer la difficulté, voire l'impossibilité, du vivre-ensemble. La connexion entre les deux stratégies d'influence, russe et salafiste, devient alors évidente.

La Russie tire profit de la frustration des populations locales et se fait le porte-parole d'un discours anti-occidental.

Or, ces discours se généralisent et sont désormais repris par des hommes politiques locaux importants, lesquels montrent par là leur incapacité à mobiliser sans un tel levier, ainsi que leur soumission aux wahhabites dont ils sont désormais dépendants pour leur réélection. Dans ces mêmes milieux, la Russie ne choisit pas ses relais d'influence au hasard. Au Mali, c'est le cas de l'imam « Mahi » Ouattara, de Mohamed Sadio Touré, président du comité national jeunesse de la Coordination des Mouvements, Associations et Sympathisants (CMAS) de l'imam Mahmoud Dicko, ou encore de Khalil Soumayé. Tous sont des prédicateurs particulièrement influents et très actifs sur les réseaux sociaux. Proche de la Russie et recrue de choix de la CMAS, Yacouba Doucouré, fils d'un théologien important, a fondé le Groupe des Patriotes Maliens qui alimente la propagande anti-française sur les réseaux sociaux. Dès 2018, Doucouré et Fodé Sidibé, autre activiste de la société civile malienne, ont organisé plusieurs manifestations à la fois anti-Barkhane et pro-Russie. Ils alimentent également les théories complotistes évoquées plus haut et cherchent à saboter l'image de la France et des Occidentaux dans l'opinion publique, avec le soutien de trolls russes.

*

Le contexte social, religieux, économique et politique dans lequel s'inscrivent les campagnes de désinformation au Sahel et en Afrique de l'Ouest, l'habileté des acteurs qui les conduisent et les alliances de circonstances entre les deux pôles russe et salafiste expliquent la puissance d'écho du phénomène dans les sociétés locales. Les conséquences transverses de ces fausses informations, les clivages et la violence

qui les accompagnent souvent restent encore largement sous-estimés. La permissivité des sociétés locales aux *fake news* est un signal qui ne doit pas être pris à la légère. Le succès de ces campagnes illustre et se bâtit bien sur une remise en question profonde des modèles de société ou de l'aide internationale tels qu'ils ont été soutenus et diffusés par la communauté internationale en Afrique depuis 1945. L'émergence de formes concurrentes de modernité, encadrées par des acteurs religieux ou politiques, fondées sur des perceptions différentes de la légitimité, de la justice, de l'intégrité, de la réforme et de l'efficacité, définira sans doute, pour les années à venir, la régulation des espaces sociaux et la possibilité d'une coexistence durable entre communautés locales.

Un gendarme au cœur du brasier malien

ADJUDANT-CHEF JEAN-ÉRIC L.*

De janvier à septembre 2019, l'adjudant-chef Jean-Éric L., garde républicain, est déployé au Mali pour le compte de l'ONU. Aux côtés d'autres militaires issus d'une centaine de pays différents, sa mission consiste à assurer le maintien de l'ordre à Tombouctou, « cité aux 333 saints » et berceau de l'islam au Sahel, classée au Patrimoine mondial de l'humanité. Chaque jour ou presque, il consigne dans des carnets ses expériences, ses réflexions et ses sentiments, rapporte anecdotes, choses vues et conversations. Le tout compose *Tombouctou. Journal de marche Mali 2019* qu'il a publié aux Éditions Perrin et Pierre de Taillac. Il livre ainsi un témoignage exceptionnel, à hauteur d'homme, qui plonge le lecteur au cœur du brasier malien alimenté par la guerre civile, le djihadisme et les coups d'État, et où la France s'est retrouvée en toute première ligne de 2012 à 2022. *Empreintes* en publie quelques extraits qui montrent bien la diversité des situations opérationnelles et la volatilité du contexte local.

Vendredi 1^{er} février

Première patrouille. C'est à compter de cet instant que ma mission commence vraiment ; me voici plongé dans l'action et dans le cœur du sujet. Je me hisse à l'arrière d'un véhicule et nous partons sous l'appui d'un blindé nigérian. Toute une série de postes de contrôle nous sépare du monde extérieur. [...] Après le dernier contrôle, nous parcourons 1 000 mètres sur une route à moitié défoncée et voici qu'apparaissent les premières « maisons » de Tombouctou, en fait quelques huttes traditionnelles touarègues. Premier contact avec cette ville mythique dans un sentiment mêlant excitation et appréhension. Un peu plus loin, c'est la fin de la route goudronnée et le début de la « ville ». Les rues ne sont que des enchevêtrements de pistes sablonneuses, plus ou moins larges, à l'intérieur desquelles la circulation est difficile. [...] Nous avons constamment le souci de ne pas nous engager dans un espace trop étroit, qui pourrait empêcher une éventuelle manœuvre de dégagement. De plus, notre blindé appui, plutôt imposant, m'a l'air un peu pataud et peu manœuvrable.

Nous nous arrêtons fréquemment pour faire quelques mètres à pied, au marché notamment. Ça fait partie de la mission : prendre contact avec la population, nous montrer, installer un climat de confiance et sécuritaire qui est le préalable à la reprise du contrôle par le pouvoir politique. Dès que nous nous arrêtons, les Nigériens débarquent et se postent tout autour de nous pour assurer notre protection. Ils sont pleins de bonne volonté, mais manquent visiblement d'entraînement et ont du mal à appréhender leur mission

* Pour d'évidentes raisons de sécurité, l'anonymat du militaire est préservé.

et leur rôle. Avec diplomatie, je me permets *in situ* de leur donner quelques conseils. Leur mission principale est d'assurer notre sécurité, alors je me sens tout de même un peu concerné. [...] À ce stade, je me rends compte que nos méthodes françaises (la MRT – méthode de raisonnement tactique –, les cadres d'ordres, la prise en compte d'un environnement, le placement des appuis...) constituent une sorte de boîte à outils indispensable et sécurisante, aux principes applicables efficacement en tous lieux et en toutes circonstances. Message à transmettre à nos jeunes, qui parfois doutent de leur pertinence... J'applique en permanence mes connaissances en IP (intervention professionnelle) et en combat ; ça permet au moins de maîtriser le proche environnement et de travailler dans des conditions de sécurité optimales. On se rassure comme on peut.

Des poignées de main amicales s'enchaînent, des tapes sur l'épaule, des invitations à boire le thé et une dame nous offre quelques brochettes de viande grillée. Dans ce type de situation, je me rends compte que je ne suis pas seulement « moi », mais pour eux, je suis « la France ».

L'atmosphère est détendue. Aucune tension apparente. Et même si je sens quelques regards hostiles, la plupart des gens sont avenants et nous adressent de larges sourires, dès lors que l'on s'intéresse à eux. C'est incroyable comme un simple *bonjour* ou un *as-sa-lam alaykoum* peut ouvrir des portes et des cœurs. Des poignées de main amicales s'enchaînent, des tapes sur l'épaule, des invitations à boire le thé et une dame nous offre quelques brochettes de viande grillée. [...] Dans ce type de situation, je me rends compte que je ne suis pas seulement « moi », mais pour eux, je suis « la France ». Et l'interprète qui m'accompagne me le confirme : les habitants de Tombouctou sont profondément reconnaissants de l'intervention de la France début 2013. L'occupation djihadiste de la ville n'a duré que neuf mois, mais elle a été dévastatrice, meurtrière, et a profondément marqué les esprits. Les locaux sont à des années-lumière de cette charia que l'on voulait leur imposer. Tombouctou est un berceau du soufisme. L'islam pratiqué ici est tout ce qu'il y a de plus paisible et tolérant. Nul ne voulait se plier aux règles obscurantistes de ces barbares. Lorsque les légionnaires français ont repris la ville, ils ont été accueillis comme des libérateurs sous les acclamations de la population. Des petits drapeaux français ont fleuri partout, détrônant même le drapeau national malien. [...]

dément reconnaissants de l'intervention de la France début 2013. L'occupation djihadiste de la ville n'a duré que neuf mois, mais elle a été dévastatrice, meurtrière, et a profondément marqué les esprits. Les locaux sont à des années-lumière de cette charia que l'on voulait leur imposer. Tombouctou est un berceau du soufisme. L'islam pratiqué ici est tout ce qu'il y a de plus paisible et tolérant. Nul ne voulait se plier aux règles obscurantistes de ces barbares. Lorsque les légionnaires français ont repris la ville, ils ont été accueillis comme des libérateurs sous les acclamations de la population. Des petits drapeaux français ont fleuri partout, détrônant même le drapeau national malien. [...]

Jeudi 19 septembre

Ambiance de guerre civile à Tombouctou. Dans ces contrées peuplées d'esprits surchauffés, il ne faut pas grand-chose pour que tout bascule. Depuis le récent blocus du camp, nous sentons que quelque chose a changé. Les populations nous sont manifestement plus hostiles. La défiance s'installe. Les lignes de fracture bougent et rien n'est jamais figé, rien n'est jamais gagné.

Cette journée fut la plus longue et la plus épuisante de ma mission. En l'espace de quelques heures, j'ai subi toute la panoplie des situations possibles : situation de combat urbain et motorisé, rétablissement de l'ordre, évacuation de civils, jets de pierres, couteaux, tirs d'armes automatiques. Des fous furieux ont même tenté d'incendier le véhicule dans lequel je me trouvais. Des situations explosives et tendues, j'en ai connu d'autres, mais jamais d'une telle intensité.

Genèse d'une journée décidément pas comme les autres. Je suis commandé de service pour effectuer une patrouille à Toya, mais le programme est changé du fait d'une série d'événements survenus dans la nuit

en ville. Le *regional commander* préfère nous réorienter sur Tombouctou afin de récolter du renseignement et apprécier l'ambiance. Celle-ci s'est considérablement dégradée depuis les dernières manifestations et le blocus du camp. Chaque jour, le quartier Abaradjou, le plus sensible de la ville, est le théâtre d'assassinats, d'agressions ou d'enlèvements. Cette nuit, une fusillade a éclaté, faisant deux victimes, on compte une maison pillée et plusieurs véhicules incendiés. La tension est à son maximum entre les Songhaïs et les Arabes.

Nous arrivons au commissariat de la ville pour prendre la température. Je rencontre le directeur de la police, qui me fait part de son inquiétude. Il m'apprend que les chefs communautaires vont tenter de se rencontrer pour apaiser les tensions, mais que, pour le moment, le climat est davantage à l'affrontement qu'au dialogue. Je le sens extrêmement tendu et je lis de la peur sur son visage. Il me demande alors si je peux rejoindre une patrouille de police qui est déjà sur place afin de me faire une idée plus précise de la situation et peut-être participer à la pacification du quartier. L'idée me plaît : le renseignement est de bien meilleure qualité lorsqu'on va le chercher directement à la source et en évitant ainsi qu'il soit pollué par les appréciations des uns et des autres. Je réunis rapidement mon effectif nigérian pour leur faire part de la situation et nous nous dirigeons sur les lieux.

L'ambiance en ville est électrique. Nous apercevons des gens qui courent en tous sens, certains armés de fusils, d'autres équipés de bâtons ou de machettes. Cela n'augure rien de bon et j'ai immédiatement la sensation d'être au milieu d'une poudrière qui n'attend qu'une étincelle pour exploser. À Abaradjou, nous dépassons des groupes de jeunes survoltés et très probablement drogués. Les stupéfiants font des ravages dans ces quartiers. Un peu partout, des traces d'incendie sont visibles et témoignent d'affrontements récents, dont l'ampleur est bien plus importante que ce que nous imaginions.

Nous arrivons en vue de notre objectif, mais nous sommes rapidement bloqués par un barrage tenu par une centaine de jeunes, derrière et devant une barricade de fortune, ivres de haine et de rage, à une quinzaine de mètres de notre véhicule. Derrière eux, nous apercevons des scènes d'affrontements et nous voyons très distinctement des jets de pierres. La foule est hostile et violente mais n'ose cependant pas s'approcher de nous, étant tenue en joue par le calibre 50 de notre blindé appui. Aucune trace d'une quelconque patrouille de police, qui était pourtant censée se trouver sur les lieux. Sans elle, nous ne pouvons rien faire, hormis nous défendre. Nous n'avons aucun mandat exécutif et nos actions sur le terrain doivent toujours être appuyées par les forces locales. Nous sommes absolument seuls, deux blindés et douze hommes, au cœur d'un quartier résolument hostile et au beau milieu d'affrontements interethniques.

Je rends compte immédiatement de la situation et reçois en retour l'ordre express de nous désengager rapidement. Mais, en quelques secondes, un large mouvement de foule entoure nos véhicules. Nous perdons le contact visuel avec notre appui. Mon pilote commence à paniquer... clairement pas le moment. Certains individus se mettent à nous jeter des projectiles, d'autres nous font des gestes très explicites (simulacre d'égorgement avec leurs couteaux), mais le gros de la foule semble s'enfuir, emportant avec eux un blessé ensanglanté qui vient visiblement de se faire lyncher par le parti adverse. L'espace d'un

Nous apercevons des gens qui courent en tous sens, certains armés de fusils, d'autres équipés de bâtons ou de machettes. Cela n'augure rien de bon et j'ai immédiatement la sensation d'être au milieu d'une poudrière qui n'attend qu'une étincelle pour exploser.

instant, la route se libère devant nous. Mon chauffeur, effrayé et tétanisé, ne bouge pas. Je dois le secouer pour qu'il retrouve ses esprits et lui donne l'ordre de foncer dans le barrage, constitué de matériaux légers et enflammés. Notre véhicule blindé devrait pouvoir le pulvériser assez facilement. Il se réveille enfin et appuie sur l'accélérateur, droit devant. Comme je l'avais espéré, l'obstacle ne nous ralentit guère et nous passons au travers sans dommage sérieux, juste un bon choc à l'avant et quelques secousses au-dessous.

Nous nous retrouvons alors sur notre objectif, cette place de la Flamme-de-la-Paix (la bien mal nommée) où nous devons retrouver la police locale. Tour d'horizon : toujours seuls. Nous découvrons de nouveaux affrontements entre des jeunes Noirs d'un côté et des Arabes de l'autre, qui courent en tous sens. Nous sommes de nouveau pris à partie par des jets de pierres. Nous sommes la cible commune de ces deux communautés qui pourtant ne peuvent pas s'encadrer. La situation n'est pas plus confortable qu'avant le barrage, mais au moins les dimensions de cette place nous permettent de manœuvrer. La foule n'est plus directement au contact, ce qui me laisse quelques secondes pour faire un petit point de station et jeter un œil sur mon GPS pour déterminer la meilleure solution de décrochage. Je décide de rebrousser chemin et d'aller nous repositionner devant le commissariat. Nous recevons des projectiles de tous côtés et je me mets à prier pour qu'au milieu de ce bordel, notre véhicule ne s'ensable pas, ce qui nous mettrait dans une merde inextricable. Et pas question d'appeler à l'aide, la cavalerie n'arrive jamais à l'heure, surtout ici.

Intifada à Tombouctou... Des coups de feu claquent, des rafales d'armes automatiques se font entendre. Impossible de déterminer l'origine de ces tirs, pas plus que les cibles, mais ces détonations sont toutes proches. J'apprendrai un peu plus tard par un staff local habitant ce quartier que nous étions bien visés... [...] Le chemin retour vers le commissariat s'avérera être un véritable jeu du chat et de la souris. Nous sommes la souris. Les manifestants arrivent de partout et commencent à monter des barricades dans presque toutes les rues pour isoler le quartier et ainsi pouvoir le nettoyer tranquillement. Le nez collé sur mon GPS, nous parvenons à les éviter un à un au prix d'un louvoiement permanent, de demi-tours en urgence, de déviations improvisées. Nous nous arrêtons, observons, redémarrons, marche avant, marche arrière, etc. Nous n'en menons pas large, mais je suis hyperconcentré sur l'itinéraire. Avant que la nasse ne se referme, nous parvenons à sortir de ce merdier.

[*Des militaires maliens arrivent alors sur zone.*] À l'entrée d'Abaradjou, la colonne est stoppée par des manifestants survoltés qui en bloquent maintenant tous les accès. Les forces maliennes débarquent, déboulaient et nonchalantes, face à une foule hostile et très remontée. Le barrage des policiers est rapidement débordé, et de nombreuses personnes véritablement haineuses se fraient un chemin jusqu'à nous en nous jetant des pierres et en nous menaçant de mort. Quelques-uns parviennent jusqu'à nos véhicules, armés de gourdins. La radio est inopérante, je ne parviens pas à établir le contact avec l'autre véhicule. Tant pis. Je décide donc de descendre, de m'exposer, et je me dirige très rapidement vers notre appui pour lui donner de nouvelles conduites à tenir. Je suis dehors en train de donner des directives au blindé nigérien en vue de notre décrochage et je profite de l'occasion pour attraper violemment l'un d'eux, qui est descendu de son véhicule pour prendre des photos, au mépris total de sa propre sécurité. Le *team leader* nigérien me hurle de regagner mon véhicule avant que je ne me fasse étripper. Je suis blanc, j'attire la haine davantage que les autres. Je sprinte jusqu'à mon blindé, sans ressentir les 20 kilos d'équipement qui m'alourdissent. L'adrénaline décuple les capacités physiques. Durant cette course folle, je reçois plusieurs projectiles et un gros pavé manque de m'atteindre au moment où je referme ma porte et la verrouille. Il était moins une.

Les Maliens sont incapables de rétablir l'ordre et nous demandent alors de partir, pour notre propre sécurité. Sous des jets de pierres et de projectiles divers, nous faisons à nouveau demi-tour. La tension est inouïe, je n'ai jamais vu ça. Ces gens veulent tuer, clairement. Nous entendons à nouveau des tirs d'armes

automatiques dont l'origine est très difficile à déterminer, mais je n'ai pas envie de mettre pied à terre pour mener l'enquête. C'est le chaos et je suis au milieu. Je n'ai pas le droit de paniquer. Je suis responsable de ma patrouille, de la sécurité de mes hommes. Chaque ordre doit être calculé, chaque action doit être un minimum réfléchie et pensée.

Najib, mon collègue jordanien qui conduit, commence à percuter, mais après son demi-tour il se dirige vers le commissariat. Je l'arrête aussitôt. Le bâtiment est situé à 300 mètres seulement et, vu la situation, ça ne m'étonnerait pas que l'endroit devienne rapidement une cible. Évitions de nous y enfermer et dirigeons-nous plutôt vers le camp FAMA [*NDLR forces armées maliennes*], qui se situe au bout de la rue. La configuration des lieux nous permettra, le cas échéant, d'organiser une défense ferme. [...] Entre-temps, mes craintes se confirment au niveau du commissariat : une centaine de manifestants y sont rassemblés et exigent maintenant que les policiers leur livrent des armes. La violence gangrène peu à peu toute la

La tension est inouïe, je n'ai jamais vu ça. Ces gens veulent tuer, clairement. Nous entendons à nouveau des tirs d'armes automatiques dont l'origine est très difficile à déterminer.

ville. D'autres manifestants convergent vers la place du gouvernorat, en provenance de l'axe sud qui mène à l'aéroport et donc au camp. Nous sommes à nouveau cernés. Ceux-là sont armés un peu plus lourdement. Nous entendons alors des rafales d'armes automatiques provenant du nord de notre position, assez proche. D'après ce que j'arrive à comprendre à la radio, les militaires maliens sont débordés et commencent à procéder à des tirs de sommation à balles réelles. [...]

Je rends compte à ma hiérarchie de l'évolution de la situation. Je suis leurs yeux sur le terrain. Je leur suggère d'ailleurs que tout mouvement de véhicules ONU soit interdit en ville jusqu'à ce que la situation soit sous contrôle. En retour, je reçois une

nouvelle mission qui me semble alors impossible : procéder à l'évacuation des personnels ONU qui sont en ville et les escorter vers le camp. Mission bien pourrie, d'autant plus que, sur le moment, je n'ai aucune idée de l'endroit où se trouvent ces gens. En grattant un peu, je finis par le découvrir et organise dare-dare mon équipe pour remplir cette mission le plus rapidement possible. Fort heureusement, nombreux sont ceux à être déjà rentrés d'initiative. Deux sont encore au niveau de la préfecture toute proche, et deux autres sont à la protection civile. Pour les atteindre, je dois traverser la place vers laquelle convergent maintenant plusieurs centaines d'excités. Pas le choix, il nous faut traverser cette tempête. Par je ne sais quel miracle, nous passons à travers cette foule sans encombre. C'est à peine croyable. Rien n'est jamais cohérent par ici. Je m'étais préparé à l'éventualité de peut-être procéder à des tirs de dispersion, voire de foncer dans la foule pour nous dégager, mais non... Tout le monde s'écarte pour nous laisser passer. Est-ce notre calibre 50 qui les invite à la sagesse ? Peu importe. L'essentiel, c'est de quitter ce guépier, d'extraire les civils et de regagner le camp. [...]

La situation a encore évolué, négativement. Les deux individus responsables de la fusillade de la nuit dernière ont été identifiés, localisés et veulent se constituer prisonniers à la MINUSMA. Je les comprends. La foule réclame leur tête (au sens propre) et la police est incapable d'assurer leur sécurité. Nous sommes donc mobilisés pour une nouvelle mission : nous rendre sur place, extraire les individus avec autorisation d'emploi de la force et les évacuer dans un endroit sûr où la justice pourra s'occuper d'eux. Sur le papier, c'est très facile. La réalité giflera notre optimisme. Reste que, pour cette mission, nous avons de gros moyens : huit blindés, soixante-quatre personnels. Je rassemble immédiatement tout mon monde et organise le dispositif sous le regard approbateur de mon commandant. [...] Nous atteignons rapidement Abaradjou, qui ressemble désormais à un champ de bataille. Toujours le nez planté sur mon GPS, j'indique

le chemin. Soudain, nous nous retrouvons dans la même situation que le matin même : un barrage devant nous, tenu par plusieurs dizaines de furieux qui nous menacent avec des bâtons et des coupes-coupes. D'autres, armés de pistolets automatiques et d'armes longues, restent en retrait. Impossible d'aller plus loin. Ils s'approchent de nous rapidement. Impossible de reculer non plus : les blindés qui nous suivent sont collés à nous. Pris au piège. Quelques individus semblent tenter de calmer la foule, mais ils sont eux-mêmes pris à partie et plus rien ne retient cette vague hurlante. [...] Ultime tentative cependant : nous parvenons à nous approcher, par une ruelle du côté est, à quelques dizaines de mètres de notre objectif.

La situation semble échapper à tout contrôle. Quelques minutes plus tard, de retour au commissariat où nous nous plaçons en réserve et disposons nos véhicules façon Fort Alamo, nous apprenons que des tirs ont mortellement atteint une famille, tuant net deux enfants et leur maman...

Mais impossible de mettre le pied à terre pour aller les exfiltrer. La foule est là, et sa pression est écrasante. Les FAMA ne parviennent plus à les contenir. Échec total. Le véhicule est à nouveau bombardé de pavés qui rebondissent sur le blindage et détruisent les superstructures. Le rétroviseur est pulvérisé, des bruits sourds et secs se font entendre sur le toit. On nous canarde depuis les hauteurs aussi...

Nous reculons et décidons de nous désengager. Tant pis pour ces deux criminels. Au même moment, des coups de feu claquent. Les soldats maliens perdent pied et se mettent à tirer ; la riposte ne se fait pas attendre dans le camp d'en face. La foule reflue, surprise et apeurée par ces détonations. La situation semble échapper à tout contrôle. Quelques minutes plus tard,

de retour au commissariat où nous nous plaçons en réserve et disposons nos véhicules façon Fort Alamo, nous apprenons que des tirs ont mortellement atteint une famille, tuant net deux enfants et leur maman... Des Arabes abattus par des soldats maliens noirs... Une catastrophe. Nous imaginons tout de suite le pire. Les Arabes ne laisseront jamais passer cela, d'autant que cette pauvre famille n'avait rien à voir dans l'histoire. Le brasier ne fait que commencer. Les Arabes sont très minoritaires à Tombouctou, mais ils sont très organisés, relativement riches et, surtout, ils sont armés. La nuit s'annonce chaude et longue.

La Russie en Afrique aujourd'hui, un retour en force

CYRILLE BRET

Depuis plusieurs années maintenant, la Russie fait un retour remarqué en Afrique, se posant très souvent comme rivale de la France. Après une longue décennie d'absence dans les années 1990, elle reconstitue son influence en Afrique centrale, en Afrique occidentale et dans le nord du continent. Forum Russie-Afrique, sociétés militaires privées, médias classiques, réseaux sociaux, *fake news*, compagnies minières, etc., la Russie utilise de nombreux leviers d'action pour s'imposer. Toutefois, bien des Africains s'interrogent : la Russie a-t-elle une politique africaine comme l'URSS en avait articulé une au long du XX^e siècle ?

Les succès récents de la Russie en Afrique sont d'autant plus éclatants qu'ils sont fortement médiatisés par les Russes et les pro-Russes eux-mêmes : au Mali comme au Burkina Faso, la Russie prétend supplanter la France sur tous les plans. En Libye, elle affirme détenir une partie de la solution. Le retour de l'influence russe sur le continent est un défi géopolitique considérable. Presque une mission impossible tant la donne a changé en Afrique. La Russie doit compenser une longue décennie d'absence, considérée en Afrique comme un reniement historique de l'héritage soviétique. Et comme une marque de désintérêt. La décennie 1990 a en effet été mise à profit par plusieurs puissances : la Chine est devenue le premier partenaire économique de l'Afrique avec plus de 200 milliards de dollars d'échanges en 2019, avant la pandémie de COVID 19 ; des puissances régionales se sont affirmées comme le Nigeria et l'Éthiopie ; enfin, la France a assumé un rôle-clé dans la lutte contre le djihadisme dans la bande sahélo-saharienne avec les opérations Serval (2013) et Barkhane (2014). Autant dire que la reconstruction de l'influence russe en Afrique était loin d'être évidente. Quels sont les ressorts et quelles sont les limites de ce retour ?

La dilapidation de l'héritage soviétique

À sa naissance, lors de la dissolution de l'URSS, la jeune Fédération de Russie s'est détournée de l'Afrique subitement et explicitement. Elle a fermé en quelques mois une dizaine de représentations diplomatiques, réduit son réseau d'instituts culturels, cessé d'accueillir étudiants et professionnels africains dans ses universités ou encore annulé son aide militaire aux gouvernements (et aux guérillas) pro-soviétiques. Même si elle était l'héritière de l'URSS, la Fédération de Russie n'a pas repris la vocation africaine affirmée par le Komintern en 1992 : le régime communiste et l'économie dirigée cessaient d'être attractifs en Russie comme en Afrique.

Les ressources dont disposait la Russie pour son influence extérieure étaient très limitées en raison d'une triple crise économique, financière et budgétaire culminant en 1998.

En outre, les ressources dont disposait la Russie pour son influence extérieure étaient très limitées en raison d'une triple crise économique, financière et budgétaire, culminant en 1998. La priorité du président Eltsine (1991-1999) et de son ministre des Affaires étrangères Alexandre Kozyrev était alors de rejoindre le groupe des États occidentaux. Ainsi, une fois passé le premier choc de la disparition de l'URSS, la Fédération a reconstruit sa posture stratégique autour du partenariat avec l'Union européenne (1994), du G7 devenu G8 pour l'accueillir (1997) et du Conseil Russie-OTAN (2002). De même, loin de se tourner vers l'Afrique, elle s'est réconciliée avec la République populaire de Chine en créant l'Organisation de Coopération de Shanghai (2001). En somme, la nouvelle Russie avait tout à la fois renoncé au legs soviétique en Afrique et à toute ambition sur le continent. Le paradoxe était alors éclatant. En effet, au début des années 1980, l'URSS pouvait apparaître à certains comme la principale puissance non africaine active en Afrique. La stratégie africaine développée par l'URSS avait en effet des racines profondes. Dès l'entre-deux-guerres et plus encore après la Deuxième Guerre mondiale, l'URSS avait soutenu (financièrement et militairement) plusieurs mouvements indépendantistes, dans le but avoué d'arracher les futurs États à l'influence française, britannique ou encore belge et portugaise. L'objectif était de leur faire adopter un modèle de développement économique et un régime politique communistes ou inspirés du communisme.

Durant les années 1960, l'URSS et le PCUS avaient une influence directe considérable : au Sénégal, au Mali et en Côte d'Ivoire, Senghor, Keïta et Houphouët n'hésitaient pas à revendiquer une grande proximité avec Moscou. La rupture de la Guinée de Sekou Touré avec la France avait précipité le pays dans l'orbite soviétique. En Égypte, les conseillers soviétiques influençaient profondément la présidence de Nasser ; en Angola et au Mozambique, l'URSS soutenait les mouvements armés, y compris par le biais des troupes cubaines déployées sur place ; les échanges étaient intenses avec la Libye ou l'Éthiopie. En outre, l'URSS jouissait d'un large prestige en raison de son rôle dans la lutte contre le régime d'apartheid en Afrique du Sud. Consécration d'une stratégie plusieurs fois décennale, l'URSS disposait d'institutions militaires sur le continent et contribuait à former cadres militaires et civils dans ses académies militaires, ainsi qu'au sein de la célèbre Université Patrice-Lumumba de Moscou. Les leviers d'influence étaient tout à la fois militaires, techniques, éducatifs, financiers, etc. Médecins, officiers, agronomes formés en URSS ont accompagné les premières décennies d'indépendance dans de larges zones en Afrique.

En somme, pour la présidence Poutine, depuis 2000, le défi africain était immense : il s'agissait de compenser un désintérêt qui contrastait violemment avec l'investissement considérable antérieurement consenti par le pouvoir soviétique.

Reconstitution d'une certaine influence

Grâce à la reconstruction de son outil militaire et de ses ressources économiques durant la décennie 2000 (environ +5% de croissance du PIB par an entre la crise de 1998 et celle de 2008), la Russie a essayé de mettre à profit le désengagement américain pour réinvestir certaines zones.

Elle a d'abord réactivé ses anciens liens militaires et techniques hérités de l'ère soviétique, tout comme elle a repris, en Asie, les échanges avec ses alliés historiques, l'Inde et le Vietnam. Ainsi, en Algérie, en 2006, la Russie a annulé pour 5 milliards de dollars de dette. En échange, l'Algérie a passé pour 6 milliards de dollars de commandes de matériels de défense à la Russie et a conclu un partenariat entre Sonatrach et Gazprom pour la rénovation des gazoducs algériens. En 2015, en Égypte, à la faveur de l'isolement du nouveau président Al-Sissi, elle a conclu une série de contrats, dans le domaine militaire mais aussi dans le domaine civil, pour la construction d'une centrale nucléaire.

La Russie a également innové en se portant vers des zones où l'héritage était nul ou presque oublié. En 2017, elle a conclu un accord de coopération militaire avec la République centrafricaine. Dans ce cadre, la Russie a constitué un véritable bastion dans plusieurs domaines. En 2022, le gouvernement putschiste du capitaine Traoré s'est tourné vers la Russie et la société de mercenaires Wagner pour contrer l'influence française. Au Mali, avec l'annonce du retrait des troupes françaises, plusieurs mouvements politiques et des parties de l'opinion publique se sont tournés vers les réseaux russes, contre la présence française. Maniant *fake news*, rumeurs et médias sociaux, la Russie a réussi à s'imposer comme un allié de remplacement de la France dans l'opinion.

Maniant fake news, rumeurs et médias sociaux, la Russie a réussi à s'imposer comme un allié de remplacement de la France dans l'opinion.

La stratégie russe est assurément opportuniste : elle exploite les circonstances pour évincer les influences françaises et occidentales. Mais elle est également construite patiemment sur certains atouts. Ainsi, la Russie a de nouveau élargi son réseau diplomatique sur le continent depuis une décennie et elle dispose d'un représentant spécial pour l'Afrique et le Moyen-Orient en la personne du vice-ministre des Affaires étrangères Mikhaïl Bogdanov. Le ministère des Finances russe a également su annuler ou réduire les dettes bilatérales de certains États africains. En outre, la Russie a mis sur pied un Forum Russie-Afrique sur le modèle de ceux de la Chine et de l'Union européenne. En octobre 2019, le président russe a réuni, pour le premier sommet Russie-Afrique, quarante-trois chefs d'État et de gouvernement autour de lui à Sotchi. Les étudiants d'Afrique sont de retour dans les universités russes, notamment dans les domaines techniques où l'excellence russe est largement reconnue : agronomie, électronique, médecine, etc.

Dans une dimension moins officielle, la Russie utilise la société militaire privée Wagner comme fer de lance. Très proche du Kremlin, elle assure des missions auprès de plusieurs gouvernements au Mali, au Burkina Faso, en Centrafrique, etc. Elle serait active dans une dizaine de pays, soit comme garde prétorienne, soit comme contingent d'instructeurs. Cette société est particulièrement active dans des régions d'influence traditionnelle de la France et dans des zones où les forces armées françaises ont été aux avant-postes de la lutte contre les mouvements et les groupes djihadistes.

Dans le cas du Mali et de la Centrafrique, l'octroi de concessions minières constitue la rémunération demandée par les acteurs russes en Afrique pour le déploiement de contingents de mercenaires. Et c'est là que se combinent deux leviers d'influence russe sur le continent : la fourniture de troupes mercenaires en échange de concessions minières.

La Russie dispute aux Occidentaux et à la Chine le rôle d'allié auprès de gouvernements africains

Avant le début de l'invasion de l'Ukraine, le 24 février 2022, la Russie avait réussi à reconstituer certains réseaux d'influence sur le continent. Partant de ses alliances issues de l'ère soviétique, elle a utilisé ses atouts : exportations de défense, exportations agricoles, investissements miniers, constructions de centrales nucléaires, envois de contingents militaires. Depuis quelques années, elle a lancé un mouvement très vaste de conclusion d'accords avec les gouvernements africains, bien au-delà de la zone francophone et bien plus largement que durant les années 1970. De la sorte, le pays poursuit plusieurs objectifs stratégiques anciens : au Mozambique et au Soudan, elle prépare l'établissement d'une base navale ; en Afrique francophone, elle cherche à supplanter la France, notamment dans la bande sahélo-saharienne ; sur la scène continentale, elle se présente comme un soutien aux gouvernements sans considération de tendance politique et comme un acteur de la lutte contre le djihadisme.

*Certains partis politiques
africains soutiennent même
ouvertement la campagne
russe en Ukraine.*

Le déclenchement de « l'opération militaire spéciale » visant à envahir l'Ukraine et à renverser son gouvernement ont accentué, mais aussi infléchi l'effort russe en Afrique. La priorité du gouvernement russe a été d'éviter l'alignement de l'Afrique sur les séries de sanctions adoptées par l'Union européenne et les États-Unis. Ainsi, en juillet 2022, le ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a-t-il réalisé une tournée africaine couronnée d'un certain succès, puisque de nombreux États africains ont refusé de s'associer à la résolution de l'Assemblée générale des Nations-Unies condamnant l'action de la Russie en Ukraine. Certains partis politiques africains soutiennent même ouvertement la campagne russe en Ukraine : en Afrique du Sud, l'EFF (*Economic Freedom Fighters*), parti politique d'opposition, reprend les éléments de langage des officiels russes. Il est vrai que la Russie a fait sentir sa puissance agroalimentaire en Afrique : figurant parmi les principaux producteurs et exportateurs de grains (blé, tournesol, etc.), la Russie a en outre bloqué pendant plusieurs semaines les exportations agricoles de l'Ukraine vers l'Afrique du Nord.

On le voit, la stratégie russe en Afrique n'est plus comparable à celle de l'URSS. Dans la donne géopolitique actuelle, la Russie a autant besoin du soutien de l'Afrique que l'Afrique a besoin d'investissements et d'accords militaires de la part de la Russie.

*

Mines, médias, sociétés militaires privées, exportations agricoles, etc. : la Russie est de retour en Afrique après une longue décennie où l'héritage africain de l'URSS semblait avoir été dilapidé. Ce retour de la Russie se fait certes par des canaux de puissance classiques, mais selon des méthodes renouvelées. Toutefois, ce retour n'est pas sans certaines faiblesses. D'une part, le poids économique de la Russie dans les échanges du continent est encore faible comparé à ceux de la République populaire de Chine et de l'Union européenne. D'autre part, la politique africaine de la Russie est toujours étroitement corrélée avec ses ressources. Or l'effort de guerre en Ukraine combiné aux sanctions économiques rend les ressources disponibles pour l'Afrique plus rares.

Missions à l'étranger : le facteur humain

LIEUTENANT-COLONEL HUGUES DU MERLE

Environ six cents gendarmes agissent chaque jour en dehors des frontières de notre pays. Ce dispositif international se caractérise par une grande diversité de postes et de fonctions, mais aussi par des conditions de vie et de travail extrêmement variées. Majoritairement placés par la Gendarmerie au service de différentes autorités d'emploi, ces militaires souvent isolés peuvent être confrontés à des situations difficiles, générées ou amplifiées par leur éloignement géographique, qu'ils soient en OPEX ou bien qu'ils servent hors des frontières dans un autre cadre. La Gendarmerie, très attachée à la condition et au bien-être de ses personnels sur le territoire national, porte-t-elle la même attention aux gendarmes de l'étranger ?

Le fait d'être placé pour emploi auprès de différentes autorités extérieures à la Gendarmerie est susceptible de priver les gendarmes de l'étranger de l'attention et du soutien dont ils bénéficient naturellement lorsqu'ils servent au sein d'une unité sur le territoire national. Ce soutien est en effet apporté de différentes manières et par différents canaux.

D'abord, par les pairs, côtoyés au quotidien, avec qui l'on échange et vers qui l'on peut se tourner pour trouver une écoute amicale. La valeur de ces liens de camaraderie qui contribuent à la cohésion de l'Arme n'est jamais aussi flagrante que lorsqu'ils sont absents. C'est à cette absence que sont confrontés nombre de militaires isolés à l'étranger.

Ensuite, par l'encadrement d'une unité, maillon essentiel de l'attention que porte l'institution à chacun de ses membres : héritage de notre histoire et de notre statut, l'exercice du commandement, quel qu'en soit le niveau, intègre cet impératif de l'attention portée aux subordonnés par le chef militaire¹. Immergés dans des contextes culturels variés, les gendarmes de l'étranger ne peuvent que rarement retrouver des autorités qui embrassent la plénitude du commandement tel qu'il doit être pratiqué dans nos unités.

Enfin, par les nombreux outils à la disposition des militaires au sein de l'institution pour les accompagner dans leur vie courante, mais aussi et surtout en cas de moment difficile. On peut en particulier citer le rôle des psychologues cliniciens, des médecins militaires, des assistantes sociales, de la concertation et des aumôniers militaires. L'accès à ces différents appuis est certes possible depuis l'étranger, mais il sera toujours plus difficile qu'en France (information, mise en relation, prise de contact).

¹ L'article 4122-2 du Code de la défense dispose que : « Lorsqu'il exerce une autorité en tant que chef, le militaire [...] porte attention aux préoccupations personnelles des subordonnés et à leurs conditions matérielles de vie. Il veille à leurs intérêts et, quand il est nécessaire, en saisit l'autorité compétente ».

On ne peut sous-estimer, par ailleurs, l'influence positive que peut avoir sur chacun d'entre nous la certitude de voir nos mérites et nos actions remarqués par nos chefs, ou celle de savoir que l'on participe à une action collective à laquelle nous apportons notre contribution. Les gendarmes de l'étranger peuvent aussi parfois ressentir leur isolement sur ce plan-là. La première raison d'être de la Gendarmerie est le territoire national, lequel focalise naturellement son attention ; par conséquent, sans doute peut-on, lorsqu'on est en poste à l'étranger, avoir parfois le sentiment d'être « hors champ »...

Servir à l'étranger : une opportunité recherchée... mais non dénuée d'aléas

Le gestionnaire peine rarement à trouver des volontaires pour armer les postes qui s'ouvrent à l'étranger, puisque ces expériences sont, la plupart du temps, très riches, aussi bien sur le plan professionnel que personnel et familial. Toutefois, l'image d'Épinal du militaire vivant comme un roi et sans contrainte dans

L'image d'Épinal du militaire vivant comme un roi et sans contrainte dans son pays d'accueil n'est pas conforme à la réalité actuelle.

son pays d'accueil n'est pas conforme à la réalité actuelle. Nous ne détaillerons pas, ici, les difficultés de tous ordres auxquelles l'expatriation soumet les gendarmes, mais nous pouvons néanmoins nous arrêter sur quelques contraintes spécifiques qui peuvent placer nos militaires dans des situations pour le moins inconfortables.

La première d'entre elles – déjà évoquée – est celle de l'isolement possible loin de l'institution et de son cadre protecteur qui peut priver le militaire d'un soutien salvateur. Cumulés à des contraintes diplomatiques et logistiques fortes, l'éloignement et l'isolement géographiques interdisent le déploiement rapide, lorsque la situation le commande, des renforts attendus et nécessaires. Pensons à ces situations où, dans un

contexte de coup d'État ou bien de troubles graves privant de tout appui des forces locales, une poignée de gardes de sécurité diplomatique doivent faire face à des événements imprévus et, parfois, à de fortes tensions... Des heures durant, avec les moyens et appuis disponibles à l'ambassade, et sans pouvoir espérer des renforts rapides, ils doivent contenir une foule violente et hostile à la France, qui cherche à en découdre. C'est là une situation qui s'est déjà produite à quelques reprises en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale.

L'insécurité juridique – voire physique – constitue également une donnée à prendre en compte, lorsque l'on sert dans un pays hostile, susceptible d'utiliser tout incident – voire d'en provoquer – pour peser dans des négociations diplomatiques. Le gendarme peut alors se rendre compte de la précarité de sa situation face à des forces locales qui manient volontiers l'art de l'intimidation.

Parfois, vivre à l'étranger implique aussi de prendre le risque de s'y retrouver bloqué en raison d'une instabilité politique ou d'autres aléas entraînant des fermetures de frontières. De nombreux gendarmes se sont ainsi trouvés dans des situations délicates lors de la pandémie de COVID-19 et de la fermeture généralisée des frontières qui s'en est suivie. C'est également à l'intérieur d'une enceinte (ambassade, cantonnement d'une mission, etc.) que nos gendarmes peuvent être bloqués, pour une durée qui peut se révéler longue, lorsque la situation sécuritaire interdit tout déplacement d'un Français dans les rues d'une capitale ou d'une ville donnée.

Les conditions sanitaires de certains pays d'accueil peuvent confronter nos militaires à des risques de complications médicales autrement plus graves qu'en France. De même, l'exposition d'autres pays à des catastrophes naturelles peut très rapidement faire basculer les conditions de vie. Des gardes de sécurité et leurs familles, pourtant affectés dans un pays présentant une physionomie de « carte postale », ont ainsi récemment été privés d'électricité, d'eau courante et d'approvisionnement en vivres durant plus d'une semaine...

Enfin, il ne faut jamais oublier que les familles de nos militaires peuvent se retrouver, elles aussi, embarquées dans toutes les aventures décrites ci-dessus, ce qui ne peut qu'accentuer considérablement la charge pesant sur les gendarmes concernés. Ces derniers, au moment même où ils sont accaparés par la gestion d'une crise, doivent en parallèle veiller sur leur famille qui traverse des épreuves tout aussi périlleuses.

Servir à l'étranger peut donc amener à traverser des épreuves de toute nature. Leurs conséquences sont souvent décuplées par rapport à un événement similaire survenant en France, d'autant plus que l'institution n'est par définition pas aussi bien positionnée pour veiller au bon équilibre de ses personnels à l'étranger que sur le territoire national. La Gendarmerie s'est pourtant mise en ordre de bataille afin d'anticiper et de prévenir le maximum de situations compliquées, d'être présente aux côtés des gendarmes rencontrant des difficultés à l'étranger et d'assurer le suivi des situations, si nécessaire, après le retour en France.

Anticiper les situations difficiles pour mieux les prévenir

Le dispositif de la Gendarmerie à l'étranger forme une mosaïque : les conditions de vie et de travail des militaires y sont particulièrement diversifiées. Dès lors, l'autorité gestionnaire amenée à désigner des militaires pour servir à l'étranger² doit s'appuyer sur l'ensemble des éléments à sa disposition pour apprécier le niveau d'exposition du poste à pourvoir. Pour cela, elle dispose tout d'abord de l'expérience de l'institution dans ce domaine, des fiches de postes, de l'analyse faite par l'autorité d'emploi bénéficiaire et par l'opérateur impliqué dans le déploiement (par exemple le Commandement de la Gendarmerie pour les missions extérieures ou celui de la Gendarmerie prévôtale).

Forte de ces éléments et pouvant puiser dans une ressource de volontaires conséquente, l'institution est ainsi à même d'identifier les profils adaptés, notamment pour les postes les plus difficiles ou pour lesquels on peut craindre des changements brusques de situation. Il n'existe pas de liste de critères figée, mais l'attention sera notamment portée sur l'expérience du militaire, en France comme à l'étranger. Sa capacité à travailler dans des conditions particulièrement dégradées sera naturellement recherchée pour les postes les plus exposés, sans parler des qualifications et de l'expertise technique requises pour remplir la mission fixée.

De surcroît, on porte attention à la situation personnelle et familiale du militaire projeté à l'étranger. Chacun est naturellement maître du cours de sa vie. Pour autant, le gestionnaire doit être vigilant à ne pas déployer

Le gestionnaire doit être vigilant à ne pas déployer un militaire qui ne pourrait se concentrer sur une mission potentiellement difficile, parce qu'il serait sans cesse rattrapé par la gestion d'une situation personnelle délicate.

² Pour les officiers, il s'agit de la sous-direction du personnel officier de la Direction des ressources humaines de la Gendarmerie nationale (DRHGN). Pour les sous-officiers, il s'agit très majoritairement du Commandement de la Gendarmerie Outre-Mer (CGOM) – mais aussi, par exemple, du GIGN pour ses membres.

un militaire qui ne pourrait se concentrer sur une mission potentiellement difficile, parce qu'il serait sans cesse rattrapé par la gestion d'une situation personnelle délicate. Enfin, la psychologue clinicienne du Commandement de la Gendarmerie Outre-Mer (CGOM) intervient lors de différents stages de préparation au départ à l'étranger et réalise, au profit des personnels expatriés, des sensibilisations au soutien psychologique et aux risques psychiques, y compris au syndrome de stress post-traumatique.

Assurer une veille permanente

Le dispositif de la Gendarmerie à l'étranger a été élaboré au gré des besoins exprimés. L'organisation de ce réseau manquait de cohérence et ne permettait pas un suivi adéquat. C'est la raison pour laquelle on a créé, le 1^{er} août 2020, le Commandement de la Gendarmerie pour les missions extérieures (CGMEx), avec l'objectif de rassembler sous l'autorité d'un même chef militaire la grande majorité des gendarmes servant à l'étranger, en affectation comme en mission de courte durée³.

Au même titre que les autres unités déployant des gendarmes à l'étranger (essentiellement le GIGN et la Prévôté), le CGMEx incarne le lien entre les militaires qui lui sont rattachés et la Gendarmerie. Sa création est venue renforcer sensiblement les marques d'attention de l'institution à leur égard, et d'abord par la présence d'un chef bien identifié, en interne comme en externe. Outre un aspect symbolique important, le commandant du CGMEx a comme mission principale de veiller sur le bien-être de ses subordonnés. Intimement liées à la mise en place de ce commandement, des chaînes de concertation dédiées ont été mises en place, afin de faciliter les échanges entre les gendarmes de l'étranger et leur chef.

En outre, aux côtés des autres unités déployant des personnels hors de nos frontières, le CGMEx agit pour mieux faire connaître l'action des gendarmes à l'étranger au sein de l'institution et la valoriser, qu'il s'agisse de communication ou de chancellerie. Il contribue ainsi à ancrer davantage les gendarmes de l'étranger dans la vie de la Gendarmerie et permet, en retour, à ces militaires de rester « connectés » à leur maison-mère en les tenant informés de son actualité.

L'un des principaux objectifs du CGMEx est de repérer, dès les premiers signes, les dégradations de situation pouvant affecter les militaires ou leurs familles. Il lui faut, pour cela, être bien identifié par les gendarmes de l'étranger, tisser des liens avec ce réseau, mais aussi être reconnu comme un interlocuteur incontournable par les différentes autorités d'emploi pour ce qui concerne l'aspect humain. Dès lors qu'une situation difficile est portée à sa connaissance, la Gendarmerie la prend en compte, en lien avec l'autorité d'emploi si cela s'avère opportun. Elle est alors à même de mettre en œuvre le soutien adéquat. Celui-ci est d'abord incarné par les échanges réguliers manifestant que l'institution est présente aux côtés des personnes concernées, puis par la mobilisation des outils à disposition.

La psychologue clinicienne du CGOM propose alors aux militaires, ainsi qu'aux familles, un soutien psychologique lorsqu'une situation délicate est identifiée. Il peut alors s'agir de debriefings post-événementiels ou de la mise en place d'un suivi dans la durée, « en tous temps, en tous lieux ». Par ailleurs, il est possible de mettre en place des mesures de gestion RH adaptées – en urgence si nécessaire –, de marquer le soutien des plus hautes autorités tenues informées en temps réel en cas d'événement grave, ou encore d'établir un dialogue constructif avec l'autorité d'emploi si un conflit l'oppose au militaire.

³ Les prévôts demeurent placés sous l'autorité d'un commandement dédié, celui de la Gendarmerie prévôtale, lui-même placé au côté du CGMEx sous l'autorité du CGOM.

Accompagner le retour

Lorsqu'un gendarme est déployé dans une opération militaire française, il bénéficie du dispositif mis en place pour les Armées dans le but de faciliter son retour à la vie « normale » après un engagement parfois long et difficile. Ce « sas », que l'on a par exemple activé dans le contexte de la guerre en Afghanistan, permet aux militaires de passer trois jours dans un cadre agréable afin de favoriser leur retour serein au sein du foyer. Il vise aussi à sensibiliser les militaires aux risques de syndrome post-traumatique. Les gendarmes qui ont été projetés dans le cadre de l'opération Barkhane ont été, eux aussi, concernés par ce dispositif.

Les militaires déployés à titre individuel font l'objet d'une attention particulière, lorsqu'ils ont été confrontés à des événements difficiles ou de forte intensité. Mis en relation avec un psychologue, ils sont invités à poursuivre le suivi mis en place une fois de retour en France. L'attention de la hiérarchie peut aussi être appelée sur l'expérience qu'a vécue le gendarme, afin de favoriser une attention bienveillante capable de détecter d'éventuels troubles.

Un dispositif d'accueil et de soutien peut être organisé dès l'arrivée à l'aéroport. La présence d'une autorité peut marquer l'attention de la Gendarmerie. Si besoin, elle peut être complétée par la présence de la psychologue clinicienne du CGOM, ainsi que par celle du Bureau d'aide sociale qui coordonne la mise en œuvre de l'aide matérielle nécessaire dès lors qu'un militaire ou des membres de sa famille rentrent prématurément du pays d'affectation, parfois en urgence et dans des conditions difficiles.

Composante à part entière de la Gendarmerie, les gendarmes de l'étranger font désormais l'objet d'une attention constante, renforcée et institutionnalisée depuis la création du CGMEx. Alors que les Armées orientent leur préparation à un engagement de haute intensité, la Gendarmerie doit faire l'effort de se préparer à accompagner une telle mobilisation. L'objectif est bien de disposer d'une ressource rustique et préparée, et d'accroître toujours plus notre capacité d'accompagnement de nos militaires engagés loin de la France.

Ce « sas », que l'on a par exemple activé dans le contexte de la guerre en Afghanistan, permet aux militaires de passer trois jours dans un cadre agréable afin de favoriser leur retour serein au sein du foyer.

« *Le monde qui se présente à nous est aussi dangereux que celui de la Guerre froide* »

ENTRETIEN AVEC BERNARD CAZENEUVE

Ministre de l'Intérieur de 2014 à 2016 au plus fort de la crise terroriste, puis Premier ministre jusqu'en mai 2017, Bernard Cazeneuve est aujourd'hui avocat et enseigne à Sciences Po Paris. Il a récemment publié *Le sens de notre Nation*, troisième volume de ses Mémoires du gouvernement (Stock, 2022), et *La Lutte antiterroriste* avec Guillaume Farde (PUF, 2023).

En 2019, dans votre intervention de clôture lors des « Conversations de Tocqueville », vous aviez brossé un panorama des grandes évolutions géopolitiques survenues depuis l'année-pivot 1991 (chute de l'URSS et guerre du Golfe). Quel regard rétrospectif portez-vous sur ces trente années écoulées dans l'ordre international ? Selon vous, quelles en sont aujourd'hui les conséquences ?

Votre question est vaste et il serait présomptueux de prétendre y répondre en quelques mots seulement. Mais pour aller à l'essentiel, je pense que nous sommes sortis de l'idée qui avait prévalu, au lendemain de la chute du mur de Berlin, de l'inéluctabilité de l'avènement des valeurs démocratiques. La « fin de l'Histoire », théorisée par Francis Fukuyama – c'est-à-dire la conviction que la confrontation politique et dialectique de modèles s'affrontant idéologiquement était derrière nous pour toujours –, a vécu à son tour. Le monde qui se présente à nous apparaît au moins aussi dangereux que celui de la Guerre froide. Les conflits armés font leur retour sur le continent européen et la situation en Ukraine révèle, s'il en

était encore besoin, que les dictatures demeurent telles qu'en elles-mêmes, cyniques, cruelles, manipulatrices et vulnérables à la fois.

Par ailleurs, le terrorisme islamiste demeure une menace réelle et sa dissémination dans la bande sahélienne fait peser sur le continent européen des risques que nous aurions grand tort de négliger. De même, en Irak et en Syrie, la confusion demeure, dont on peut légitimement penser qu'elle bénéficiera à terme aux réseaux terroristes islamistes. Ces derniers récupéreront leur capacité de nuisance si nous relâchons notre vigilance. Dans la zone Asie-Pacifique, une nouvelle bipolarité oppose les États-Unis à la Chine, sur fond de rivalité économique et commerciale – mais aussi d'irritants politiques (je pense ici à la question de Taïwan) –, qui laisse l'Europe camper aux marges. En 2021, l'affaire dite des sous-marins australiens et le partenariat noué entre les États-Unis, l'Australie et le Royaume-Uni autour des enjeux militaires et stratégiques avaient apporté la démonstration des réorientations qui se sont opérées.

Si vous ajoutez à cela l'affaïssement du cadre multilatéral, si vous intégrez l'hybridité de la stratégie de puissances moyennes dont les ambitions sont de plus en plus assumées (la Turquie notamment), vous ne pouvez que faire le constat d'une plus grande dangerosité du monde, du risque de voir surgir des conflits de haute intensité. Face à ce contexte, l'Union européenne cherche encore sa voie, sans être vraiment en situation de peser sur le jeu des puissances dominantes.

Sans nul doute l'état du monde a-t-il perdu en lisibilité dans la période récente. À cet égard, depuis quelques années, on a souvent l'impression d'une « accélération » dans la succession et la superposition de crises de nature variée. À vos yeux, est-ce là une simple impression ou bien une réalité nouvelle, ou encore un phénomène somme toute classique dans l'Histoire ?

Vous avez raison de pointer la juxtaposition des crises, à un rythme qui n'a laissé que peu de temps aux nations pour récupérer de leurs épreuves. De la fin des années 2000 à nos jours, nous avons eu à affronter successivement cinq grandes crises. Différentes par leur nature, elles ont toutes, par leur intensité, contribué à mettre le monde à l'épreuve : d'abord la crise bancaire, économique et financière de 2007-2008, puis les attentats terroristes à partir du début des années 2010, et la crise migratoire en 2015-2016. La pandémie de Covid-19 est venue, en 2020-2021, bouleverser nos modes de vie et notre relation au travail, aux institutions, à la production, comme si la vulnérabilité soudainement révélée de l'espèce humaine modifiait toutes nos représentations. Enfin, la guerre en Ukraine rappelle à l'Europe la dureté des conflits armés en son sein (alors que tout son projet politique consistait pourtant à en rendre l'avènement impossible...) et contribue à révéler l'effritement de l'ordre mondial dominé par les Occidentaux. Il est encore trop tôt pour mesurer l'impact de ces chocs dans le temps long de

notre histoire. Mais tout indique que nous vivons une grande mutation, dont les conséquences seront profondes.

Le 30 août 2021, les États-Unis ont achevé leur retrait définitif d'Afghanistan, mettant en œuvre les accords de Doha et concluant ainsi l'opération *Freedom's Sentinel* et la mission *Resolute Support* de l'OTAN¹. La France, quant à elle, s'est progressivement retirée du pays entre 2011 et 2014, largement sous la présidence de François Hollande. Vous étiez alors au gouvernement. Quel bilan faites-vous de notre engagement en Afghanistan ?

La portée de l'engagement de la France en Afghanistan a été occultée par les conditions désordonnées de son retrait, qui ne sont en aucun cas imputables à notre pays, mais à l'unilatéralisme de la décision américaine et à l'impréparation qui a présidé à sa mise en œuvre. En Afghanistan comme d'ailleurs au Mali – même si les contextes étaient d'évidence différents –, nous sommes intervenus au nom d'une certaine conception de la liberté et des droits humains. Et au Mali notamment, nous n'avons pas attendu que l'Europe se décide à agir, car le temps était, face à la violence des islamistes, une contrainte qui ne pouvait que jouer en leur faveur. Je tire de l'expérience de ces deux théâtres d'opérations où nous étions engagés que rien ne peut se faire de positif, dans la durée, si les gouvernements des pays auxquels nous venons en aide ne contribuent pas par leurs propres initiatives au confortement de l'État de droit et ne consentent pas à faire les efforts indispensables à la réconciliation de sociétés depuis longtemps meurtries par la violence et la guerre.

Vous venez vous-même de l'évoquer, à partir de 2013 la France s'est engagée militairement pour venir en aide au Mali et lutter contre les groupes djihadistes au Sahel. Nos forces armées ont été puissamment mobilisées. Le 9 novembre 2022, le président de la République

¹ Mission de formation, de conseil et d'assistance auprès des forces armées afghanes, notamment dans la lutte antiterroriste (janvier 2015-août 2021).

a annoncé la fin de l'opération Barkhane. Là aussi, quel bilan faites-vous de notre engagement au Sahel dans la durée et quels enseignements spécifiques en tirez-vous pour l'avenir ?

Nous avons eu raison d'intervenir au Mali, mais nous y sommes demeurés trop longtemps. Les soldats français ont été admirables de courage sur le théâtre sahélien et leur sacrifice n'aura pas été vain, puisqu'il aura permis à un peuple de ne pas tomber sous le joug des djihadistes, dont la cruauté et l'extrême violence avaient contribué à plonger les Maliens – notamment les femmes et les enfants – dans la terreur. Mais dès lors que la force Takuba était accueillie avec hostilité par la junte au pouvoir à Bamako, dès lors que les milices de Wagner étaient sollicitées par un pouvoir sans légitimité démocratique et dont on pouvait douter de la capacité à maîtriser l'ensemble du territoire malien tout en réconciliant son peuple, il était normal que nous partions.

La Gendarmerie nationale a la capacité de se projeter à l'étranger en cas de besoin et dans une pluralité de missions. Au Sahel comme en Afghanistan, elle a participé à l'engagement de la France. De nombreux gendarmes y ont été projetés, certains y ont connu le feu. Quel regard l'ancien ministre de l'Intérieur porte-t-il sur cette mobilisation ? Dans les années à venir, quel atout l'Arme peut-elle représenter, notamment dans le cadre de la coopération avec nos partenaires africains ?

Sur ces théâtres difficiles, la Gendarmerie – dont les soldats ont toujours témoigné d'un grand courage – a joué un rôle déterminant. La solidité de ses cadres, l'expérience acquise par elle en matière de respect des principes de l'État de droit, son niveau élevé d'expertise dans la lutte contre la fraude documentaire et dans le démantèlement des organisations criminelles internationales, font de la Gendarmerie nationale un acteur de premier plan, notamment des programmes de coopération susceptibles d'être conçus et mis en œuvre. Plusieurs sujets sont en effet d'une importance stratégique pour la sécurité de la région, qu'il s'agisse de la lutte contre tous les trafics – notamment celui

des êtres humains –, de la lutte contre la fraude documentaire que je viens de mentionner ou bien contre la circulation des armes. Face à tous ces enjeux, la France dispose d'une expertise qui peut se révéler utile au bénéfice de la paix et de l'éradication du terrorisme. La Gendarmerie peut donc jouer un rôle déterminant pour crédibiliser le contenu des coopérations à engager. Par ailleurs, la participation de l'Espagne et possiblement de l'Europe aux discussions avec les pays de la région peut constituer un facteur supplémentaire de réussite des initiatives engagées.

Rétrospectivement, la séquence longue 2001-2021 apparaît comme une « guerre de vingt ans » contre le djihadisme (pour citer les chercheurs Elie Tenenbaum et Marc Hecker), et ce, sur différents fronts au Moyen-Orient, en Afrique, en Asie centrale et du Sud-Est, en Occident. Elle détermine alors largement l'agenda et l'environnement stratégiques, en France comme ailleurs. Cette séquence vous semble-t-elle aujourd'hui close ? Cette « guerre » a-t-elle été gagnée ?

Non, la guerre contre le terrorisme islamiste n'est pas gagnée, même si les mesures prises pour l'éradiquer à l'intérieur comme à l'extérieur de nos frontières ont commencé à porter leurs fruits. Le rehaussement significatif des moyens des forces de sécurité intérieure et des services de renseignement sous les deux précédents quinquennats, la loi du 24 juillet 2015 relative au renseignement, la refondation du renseignement territorial, le renforcement de la coopération européenne sont autant d'éléments qui expliquent, avec la lutte menée contre Daesh par la coalition en Syrie et en Irak, que le nombre d'attentats commis en France et en Europe ait sensiblement diminué. Mais la dissémination des groupes djihadistes dans la bande sahélienne, la confusion qui demeure en Libye, mais aussi au Levant, peuvent conduire au retour d'un niveau plus élevé de la menace à l'avenir. Je ne prétends pas que cela se produira. Je dis simplement qu'on ne peut pas l'exclure a priori, car l'islamisme demeure une idéologie dont la propension à la violence extrême est bien réelle.

Au cours de cette même période, le concept de « guerre contre le terrorisme » s'est progressivement imposé, en termes de doctrine, sous l'impulsion des États-Unis. Pour vous qui, en tant que ministre de l'Intérieur, avez piloté la lutte policière contre le terrorisme sur le sol national, au plus fort de la campagne d'attentats de 2015-2016, ce concept avait-il un sens ?

La réalité est que les terroristes nous ont déclaré la guerre, en tuant des innocents partout en France et dans le monde, au nom de l'idéologie totalitaire dont ils se réclamaient et qui a pour nom l'islamisme. Face à la barbarie de ces criminels, nous étions déterminés à ne rien abandonner de nos valeurs et de nos libertés, et nous avons réagi avec la plus grande fermeté pour que notre pays demeure debout. Nous avons agi dans le respect scrupuleux des principes de l'État de droit et c'est notre fierté que d'y être parvenus, car si nous avions dû faire reculer les libertés, nous aurions cédé un terrain à la fois symbolique et sacré à ceux qui s'en prenaient à la France. Nous voulions, face à eux, une victoire qui fût totale, et l'amour de la liberté devait en être le ressort.

Depuis trois ans, la situation géopolitique a été à nouveau brutalement bouleversée. Comment interprétez-vous l'agression russe contre l'Ukraine ?

La Russie est une dictature dont les responsables ont une conception paranoïaque de l'état du monde et des relations avec leur voisinage, dans un contexte où seul le rapport de force paraît accessible à l'entendement des dirigeants du Kremlin. Jusqu'à une période récente, Vladimir Poutine s'était contenté d'annexer sans guerre des territoires dont il considérait qu'ils lui revenaient de fait. Il en fut ainsi de la Crimée en 2014. On aurait pu comprendre que les perspectives d'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN et à l'Union européenne donnent le sentiment à la Russie d'une menace sur sa sécurité, même si la volonté de l'Ukraine de se rapprocher des démocraties occidentales résultait aussi des menaces qu'elle sentait peser sur ses frontières du fait des ambitions de puissance de son voisin russe. Au terme

de la reconnaissance unilatérale de l'autonomie des provinces du Donetsk et Louhansk en février 2022, c'est-à-dire de la remise en cause unilatérale des accords de Minsk par Vladimir Poutine, une fenêtre diplomatique aurait pu s'ouvrir, donnant la possibilité d'un accord général garantissant la sécurité des deux États pour une longue période. Un autre choix a alors été fait par la Russie, ouvrant sur le territoire européen une longue séquence de guerre. Celle-ci risque de figer pour longtemps une relation d'hostilité mutuelle entre les deux pays en instaurant une guerre meurtrière et totale. Sans doute Poutine a-t-il surestimé la puissance initiale de son armée et sous-estimé celle de l'Ukraine, ainsi que la détermination de l'OTAN et des pays la composant à lui venir en aide. La recherche d'un chemin diplomatique dans le cadre d'une relation ferme avec Poutine, qui est le sens profond de la politique de la France, est la seule voie responsable et possible.

Que peut faire l'Union européenne dans un tel contexte ?

L'Union européenne a incontestablement renforcé sa cohésion en affrontant les multiples crises qui se sont présentées à elle : de l'Union bancaire aux sanctions décidées à l'encontre de la Russie, en passant par le plan de relance pour faire face à la pandémie, elle a témoigné de sa capacité à faire face aux chocs géopolitiques en approfondissant sans cesse son unité. Mais beaucoup de défis sont là, qui éprouveront encore sa capacité de résilience. Réduire l'Europe de la défense au seul instrument que constitue le Fonds européen de défense est réducteur et insuffisant pour affronter les dangers de la période qui s'ouvre devant nous. La guerre de haute intensité est possible et, si elle venait à survenir, les efforts consentis par l'UE en matière de défense se révéleraient vite insuffisants pour faire face à la menace. L'augmentation des budgets des armées européennes est nécessaire, mais elle doit s'articuler avec la structuration d'une base industrielle et technologique de défense à l'échelle de l'Union et d'une capacité crédible de projection de forces sur les théâtres d'opérations.

Après le Brexit, la France demeure la seule puissance nucléaire de l'Union européenne. Elle peut, de ce fait, être un pont stratégique et utile entre les pays la composant, le Royaume-Uni auquel elle est liée par les accords de Lancaster House et l'OTAN dont elle est un membre exemplaire. Par ailleurs, l'axe franco-allemand n'a de pertinence que si l'Allemagne montre une détermination équivalente à celle de la France à y contribuer et si le Royaume-Uni participe lui aussi à la défense du continent européen en vertu des dispositions du Traité de l'Atlantique Nord et des accords qui le lient à notre pays. À ce titre, l'engagement allemand dans le projet SCAF (l'avion de combat de nouvelle génération) est le signe d'une prise de conscience à Berlin et le seul chemin d'une autonomie stratégique des Européens pour les années à venir.

Pour finir, quelques mots encore sur la Gendarmerie nationale que vous connaissez bien. Quelle perception et quel souvenir en conservez-vous ?

La Gendarmerie est une force de sécurité intérieure dont la singularité résulte de son statut militaire et de la projection possible de ses soldats sur les théâtres des opérations extérieures. Elle a montré, notamment au moment de la crise terroriste, la puissance de son organisation et sa capacité à s'adapter à la menace. Dans le domaine du renseignement territorial et de la lutte contre les cyber-risques, elle a su mettre la technologie au service de la sécurité des Français. Ses troupes d'élite, le GIGN et les PSIG Sabre notamment, ont su se déployer dans des contextes extrêmes pour sauver des vies et assurer la protection du pays. J'ai éprouvé à l'égard des gendarmes une immense gratitude pour le travail qu'ils ont su accomplir lorsque nous fûmes confrontés au terrorisme. Ce travail de modernisation ne doit pas s'interrompre pour que l'excellence continue à être l'objectif autant que le moyen d'une efficacité sans cesse rehaussée.

Guerre en Ukraine : l'engagement de la Gendarmerie

COLONEL NASSER-NICOLAS BOUALAM

Le 24 février 2022, les troupes russes lancent une attaque de grande ampleur contre l'Ukraine après plusieurs années de tensions et d'affrontements entre les deux pays. Un an après, plusieurs sources occidentales avancent déjà le nombre de 100 000 morts ou blessés dans chaque camp et le chiffre de 8 millions de réfugiés ukrainiens (soit 20 % de la population du pays)¹. Dans ce contexte de retour de la guerre de haute intensité en Europe, et sous l'impulsion et la direction de nos autorités nationales, la Gendarmerie a contribué à la réponse opérationnelle française dès les premières heures du conflit, en répondant présent aussi bien sur le théâtre de guerre que sur le territoire national, grâce à une organisation de crise dédiée.

Pour le lecteur qui s'interrogerait sur l'engagement de la Gendarmerie en dehors du territoire national où s'exerce l'essentiel de ses missions, il convient de commencer par deux brefs rappels. Un rappel historique, d'abord : depuis sa création au Moyen Âge, la Maréchaussée, devenue Gendarmerie nationale en 1791, accompagne les armées sur les théâtres de guerre et d'opérations, notamment au travers des détachements prévôtaux². Au cours des nombreux conflits auxquels a participé la France, les « soldats de la loi »³ ont toujours payé un important tribut⁴. Un rappel juridique, ensuite : l'article L3211-3 du Code de la défense dispose que « la Gendarmerie nationale est une force armée instituée pour veiller à l'exécution des lois [...] elle participe à la défense de la patrie et des intérêts supérieurs de la Nation [...] ». L'ensemble de ses missions militaires s'exécute sur toute l'étendue du territoire national [...]. Hors de ces cas, elles s'exécutent en application des engagements internationaux de la France, ainsi que dans les armées ». En somme, l'histoire comme le caractère de force armée de la Gendarmerie rappellent, s'il en était besoin, que « le temps de guerre demeure un cadre d'emploi de l'Institution »⁵.

¹ Selon notamment les ministères de la Défense norvégien et britannique, ainsi que le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR).

² La naissance de l'Institution remonte à 1339, avec la création des maréchaussées au début de la guerre de Cent ans.

³ Richard Lizurey, *Gendarmerie nationale. Les soldats de la loi*, PUF, 2006 et Jean-Noël Luc (dir.), *Soldats de la Loi. La Gendarmerie au XX^e siècle*, PUPS, 2010. En 2023, la notion de « soldat de la loi » a été réactivée dans une publication officielle visant à présenter et conceptualiser l'état militaire de la Gendarmerie.

⁴ Le lecteur intéressé lira avec profit la thèse de doctorat de Louis Panel, « *Forcer, au besoin, leur obéissance* » ? *La Gendarmerie nationale et la Grande Guerre des Français (1914-1918)*, sous la direction de Jean-Noël Luc (Université Paris-Sorbonne, 2010), ainsi que l'importante somme de Raymond Duplan, *Dictionnaire des gendarmes morts au cours de la Seconde Guerre mondiale. Gendarmes morts aux armées* (Service historique de la Défense, 2008).

⁵ *Orientations générales pour l'action de la Gendarmerie nationale – Répondre présent pour la population, par le gendarme* (2020).

Une projection sur le théâtre de guerre ukrainien à trois niveaux

Protéger notre ambassade et nos ressortissants. L'ambassade de France à Kiev étant placée sous la protection de gardes de sécurité diplomatiques (GSD) issus de la Gendarmerie⁶, c'est le GIGN qui est déployé dès les premières heures de la crise pour renforcer la sécurité de l'ambassadeur et du personnel diplomatique. Très rapidement, dans le chaos des bombardements et devant la montée des périls, il apporte un appui essentiel au corps diplomatique en matière de gestion de crise et organise l'évacuation d'une partie des personnels de l'ambassade. Il prend aussi en compte l'exfiltration d'un grand nombre

L'ambassadeur de France évoquera lui-même une « manœuvre délicate parfaitement bien organisée » par les « anges gardiens du GIGN ».

de ressortissants français et de plusieurs autres représentations diplomatiques étrangères. Ainsi, entre le 28 février et le 10 mars 2022, le GIGN sécurise le convoi de l'ambassade, soit quarante-deux véhicules à bord desquels ont pris place cent cinq personnes (dont trois ambassadeurs). Il apportera également sa protection à différentes configurations de rames de véhicules qui permettront de sortir du pays un total de quatre cent vingt-quatre ressortissants français. À l'issue de cette phase, le GIGN pilote la relocalisation de l'ambassade de France à Lviv, à 500 kilomètres à l'ouest de Kiev. Dans son journal de marche, l'ambassadeur de France évoquera lui-même une « manœuvre délicate parfaitement

bien organisée » par les « anges gardiens du GIGN »⁷. Dans ce contexte, le rôle du colonel de Gendarmerie, attaché de sécurité intérieure (ASI) à l'ambassade de France, qui n'a jamais quitté son poste, a lui aussi été déterminant dans la conduite de la manœuvre.

Appuyer les enquêtes pour crimes de guerre. Il s'agit là du deuxième volet missionnel confié aux gendarmes. En effet, quelques semaines après le déclenchement de l'offensive russe, des charniers sont découverts dans les territoires venant d'être reconquis par les troupes ukrainiennes. Au début du mois d'avril 2022, plus de quatre cents corps sont découverts à Boutcha, à 30 km au nord-est de Kiev, dans des fosses communes comme dans les rues de la ville. La majorité de ces corps présentent des traces de morts violentes. Après le GIGN, deux autres composantes expertes de la Gendarmerie sont alors mises à contribution : l'IRCGN et l'OCLCH.

Entre les mois d'avril et d'octobre 2022, un détachement d'experts de l'Institut de recherche criminelle de la Gendarmerie nationale (IRCGN) est rapidement déployé en Ukraine. Cet engagement répond à une demande d'assistance technique et criminalistique formulée par la justice ukrainienne. Composé de médecins légistes, d'experts en empreintes génétiques et digitales, de balisticiens, de spécialistes en explosifs et en fixation de scènes de crime, ce détachement est plus particulièrement sollicité pour identifier les victimes, déterminer les causes de la mort et investiguer les scènes de crime. Il s'appuie sur son propre dispositif projetable d'analyse génétique rapide, le Lab'ADN. Intervenant dans un contexte très dégradé, parfois même sous les bombes russes, les gendarmes de l'IRCGN ont alors réalisé plus de deux cents rapports d'expertise, lesquels ont été remis au parquet général ukrainien pour exploitation. En outre, grâce au financement du Quai d'Orsay, nous avons fourni un Lab'ADN neuf aux autorités ukrainiennes, tandis que

⁶ Au total, la Gendarmerie déploie quelque 300 militaires dans 90 emprises diplomatiques françaises à travers le monde.

⁷ Étienne de Poncins, *Au cœur de la guerre*, XO Éditions, 2022.

l'IRCGN dispensait une formation dédiée à son usage. Depuis lors, un deuxième Lab'ADN a été fourni à Kiev. D'une manière générale, cet engagement précurseur de la France sert de « harpon criminalistique » pour les autres pays européens désireux de soutenir à leur tour les enquêteurs ukrainiens dans la lutte contre l'impunité des crimes de guerre (en particulier la Ma-réchaussée royale néerlandaise disposant de capacités similaires). Ce dispositif jettera les bases du cadre juridique, sécuritaire et logistique des futurs renforts internationaux.

Cet engagement précurseur de la France sert de « harpon criminalistique » pour les autres pays européens désireux de soutenir à leur tour les enquêteurs ukrainiens dans la lutte contre l'impunité des crimes de guerre.

Parallèlement, le parquet national antiterroriste (PNAT) français a saisi l'Office central de lutte contre les crimes contre l'humanité et les crimes de haine (OCLCH), rattaché à la Gendarmerie, afin d'enquêter sur des faits commis en Ukraine contre des ressortissants français. En effet, le 14 mars 2022, le journaliste franco-irlandais Pierre Zakrzewski et sa consœur ukrainienne Aleksandra Kuvshynova sont tués à Horenka, près de Kiev. À Tchernihiv, Marioupol et Gostomel, trois familles françaises ont relaté des faits susceptibles d'être qualifiés de crimes de guerre. Projetés dès les premiers mois sur le théâtre de guerre, les enquêteurs de l'OCLCH et les magistrats du PNAT ont procédé aux premières auditions de victimes et de témoins, ainsi qu'à des constatations. Les éléments d'enquête recueillis visent non seulement à faire la lumière sur les exactions commises contre les ressortissants français, mais aussi à documenter les enquêtes dirigées par la justice ukrainienne et la Cour pénale internationale (CPI).

Assurer l'appui prévôtal aux Armées. Dès le début du conflit, la Gendarmerie remplit l'une de ses missions les plus anciennes, celle de police aux armées, c'est-à-dire de prévôté. Cela se traduit par l'accompagnement des forces armées françaises déployées en Roumanie, en Lituanie et en Estonie par des gendarmes chargés de missions de police judiciaire et administrative.

Un engagement de tous les instants sur le territoire national

À l'action au plus près du théâtre de guerre, vient s'ajouter en parallèle un engagement soutenu de la Gendarmerie sur le territoire national.

Sécuriser les territoires physiques et numériques. Tirant bénéfice de notre maillage territorial, de nos forces mobiles comme de nos gendarmeries spécialisées (telles que la Gendarmerie des transports aériens et la Gendarmerie maritime), de notre réserve opérationnelle et de notre présence sur les principales voies de communication, nous avons concentré nos efforts sur la protection du territoire national à travers la surveillance des sites sensibles, la mise en œuvre de sanctions contre les avoirs russes (saisie de navires et aéronefs) et la prévention de potentiels troubles à l'ordre public.

À titre d'illustration, les composantes de la Gendarmerie maritime ont été activées pour renforcer le dispositif de défense et de sécurité des installations prioritaires de la Marine (force océanique stratégique)

ou encore orienter les capteurs et l'analyse du renseignement sur le suivi des navires d'intérêts russes et ukrainiens. En lien avec les services des douanes, la Gendarmerie maritime a ainsi procédé à la saisie de sept navires russes entre le 26 février et le 12 avril 2022.

Par ailleurs, le Commandement de la Gendarmerie dans le Cyberspace (COMCYBERGEND), créé en février 2021 et fédérant l'action de quelque dix mille « cyber-gendarmes », a également été engagé dans les territoires numériques, aux côtés des services partenaires, pour mener une action de prévention, détection et traitement des menaces et attaques cyber.

Protéger les populations ukrainiennes déplacées. Responsable de la sécurité sur une zone couvrant 95 % du territoire national, la Gendarmerie a été fortement mobilisée dans la manœuvre pilotée par le ministère de l'Intérieur pour accueillir les populations ukrainiennes déplacées en France. Entre le 10 mars

*La Gendarmerie a été
fortement mobilisée dans
la manœuvre pilotée par
le ministère de l'Intérieur
pour accueillir les
populations ukrainiennes
déplacées en France.*

2022 et le 30 janvier 2023, la France a accueilli près de 100 000 citoyens ukrainiens (parmi lesquels 80 % de femmes). Outre les missions classiques de protection (patrouilles de surveillance générale, intervention, police judiciaire), nous avons innové en élaborant un dispositif de recueil des signalements relatifs à de potentiels crimes de guerre, sous l'égide des ministères de l'Intérieur, de la Justice et des Affaires étrangères. Un document de sensibilisation a été rédigé par l'OCLCH à l'attention des victimes de crimes de guerre et de traite des êtres humains ; il détaille leurs droits et explique les étapes de leur prise en charge par la Gendarmerie et la Police, ainsi que les associations partenaires. De même, en matière de prévention des violences faites aux femmes et aux mineurs ukrainiens, nous avons

mobilisé notre réseau des Maisons de Protection des Familles (MPF) – une par groupement de Gendarmerie départementale – pour appuyer la manœuvre territoriale d'accueil des déplacés.

Une organisation de crise dédiée

On l'a vu, sur le théâtre de guerre comme sur le territoire national, la Gendarmerie a apporté une contribution forte à l'engagement de la France dans la gestion de la crise ukrainienne. Si cette participation en première ligne et en base arrière a été possible, c'est grâce à une organisation de crise dédiée.

C'est en réalité dès le 16 février 2022 que commence la mobilisation pleine et entière de la Gendarmerie, quand l'attaque de la Russie devient très probable, près de dix jours avant l'invasion de l'Ukraine. Tout débute par l'examen, au plus haut niveau de l'Institution, des mesures à prendre en cas de conflit, puis par la création d'une organisation de crise *ad hoc*, laquelle s'est révélée très précieuse dans la suite des événements. Le dispositif mis en place doit ainsi permettre les indispensables centralisation et coordination au niveau national, dans le but d'apporter au général d'armée Christian Rodriguez, Directeur général de la Gendarmerie, les renseignements, les leviers d'action et la capacité de décision nécessaires à la bonne conduite des opérations, et ce, au profit du ministère de l'Intérieur tout entier.

Cette organisation s'est articulée autour de trois centres de commandement principaux :

- d'abord, le Centre national des opérations (CNO) de la Gendarmerie : créé le 1^{er} juin 2022 sur le modèle otanien, cet outil de gestion de crise unique, réunissant une centaine de spécialistes, est dédié H24 et 7 jours/7 à la planification, à la coordination, à la conduite et au suivi des opérations impliquant la Gendarmerie en France et dans le monde⁸ ;
- ensuite, le Centre de commandement et de suivi des opérations du GIGN : ce PC de crise a permis de préparer et de piloter en temps réel toutes les opérations du GIGN sur le territoire ukrainien, en lien avec les partenaires militaires et civils ;
- enfin, la « cellule de crise Ukraine » mise en place au sein du cabinet du Directeur général : assurant l'interface avec les PC de crise ministériels et les centres de commandement de la Gendarmerie, cette cellule agile et réactive a contribué à éclairer la prise de décision du général Rodriguez en lui proposant des orientations stratégiques et opérationnelles en fonction de l'évolution de la situation.

Parallèlement à cette approche, nous avons bien sûr apporté une attention toute particulière à la sécurité, au soutien et à l'accompagnement des gendarmes engagés dans la manœuvre en Ukraine, ainsi que de leurs familles en France.

✱

Aujourd'hui, la Gendarmerie continue de suivre l'évolution du conflit et d'adapter son dispositif, ainsi que son offre de sécurité, en lien étroit avec le ministère de l'Intérieur, le Quai d'Orsay et les autorités ukrainiennes. Elle apporte toute sa contribution à l'élan solidaire de la France, en appuyant les demandes ukrainiennes d'entraide en matière pénale internationale via l'OCLCH et l'IRCGN. Nous avons ainsi mis plusieurs enquêteurs chevronnés à disposition des équipes du procureur de la CPI. Nous nous efforçons également d'anticiper les besoins et problématiques futurs de sécurité en lien avec la guerre en Ukraine (notamment le pillage des ressources ou l'« écocide » qu'a dénoncé le président Zelensky). La Gendarmerie fait donc face aux défis variés et évolutifs posés par cette crise majeure en déployant sur le terrain des expertises et savoir-faire de haut niveau. Et si elle est en mesure de gérer une telle adversité, c'est bien parce qu'elle sait pouvoir compter sur les piliers intangibles sur lesquels reposent à la fois son identité militaire et son action opérationnelle : réactivité, rusticité et robustesse.

⁸ Le CNO a été créé à partir de la fusion des anciens Centre de renseignement opérationnel de la Gendarmerie (CROGEND) et Centre de planification et de gestion de crise (CPGC). Il dispose désormais d'une capacité de projection en soutien des échelons territoriaux : le Groupe de planification opérationnelle (GPO). Par ailleurs, sept Centres zonaux des opérations (CZO) permettent de décentraliser la gestion de crise selon un principe de subsidiarité bien compris.

Ukraine 2022 : quand la crise devient une guerre...

LIEUTENANT-COLONEL XAVIER*

Référence mondiale en matière de protection rapprochée, la Force Sécurité Protection (FSP) est l'une des composantes majeures du GIGN, son unité la plus tournée vers l'international. Déployée dans les zones les plus dangereuses de la planète, elle est chargée d'assurer la sécurité et la sauvegarde des emprises diplomatiques françaises dans des pays en guerre, en crise ou en situation d'instabilité majeure. C'est par exemple le cas de l'Irak. La FSP peut également se muer en une force de réaction rapide et être projetée sur un théâtre d'opération de manière ponctuelle, lorsque le contexte sécuritaire s'y dégrade brutalement. Ce fut le cas en Ukraine, en février 2022, afin de renforcer la sécurité de l'ambassade de France et d'assurer celle de l'ambassadeur et du corps diplomatique. Quelques jours auparavant, le commandant de la FSP avait été envoyé en précurseur afin de préparer une stratégie d'évacuation, avant d'être rejoint par ses hommes. Il a accepté de nous livrer son témoignage exceptionnel sur une mission qui ne le fut pas moins : l'extrême réactivité du GIGN a fait de ses opérateurs les seuls militaires armés alors présents sur le territoire, hormis les Russes et les Ukrainiens.

« *Panic destroys States faster than tanks* » affirme le Premier ministre ukrainien, Denys Chmyhal, lors d'une allocution à la Nation, le 13 février 2022, pour exhorter ses concitoyens au calme et à la retenue. Deux ans plus tard, cette phrase résonne avec un écho particulier : parce que c'est bien le sang-froid et la détermination du peuple ukrainien qui lui ont permis d'encaisser sans défaillir le premier choc de l'offensive russe, mais aussi parce que cette déclaration témoigne de l'état d'esprit qui prévalait à Kyiv quelques jours avant le début du conflit. C'est sur le contexte géopolitique et les conditions ayant conduit au déploiement de la Gendarmerie en Ukraine que nous souhaitons nous attarder dans le texte qui suit. Il convient d'ailleurs de rappeler que les événements et réflexions rapportés ici doivent être replacés dans la conjoncture du moment. Ils reflètent la seule vision – partielle et partielle – du rédacteur sur un laps de temps donné. Nous nous concentrerons donc sur les actions menées sur le théâtre entre le 16 février et le 2 mars 2022, sans aborder l'ensemble du spectre de la gestion de la crise et de ses acteurs.

À la mi-février 2022, des centaines de milliers de soldats russes, réalisant de grandes manœuvres militaires, sont massés à la frontière ukrainienne, alors que le Kremlin multiplie les déclarations belliqueuses à l'encontre de l'Ukraine et de l'Occident. Pour les autorités ukrainiennes, la « guerre contre l'Ukraine » est alors moins une affaire « de soldats et d'armes » que de crise du gaz en Europe, de dévaluation de la Hryvnia (la monnaie nationale) et de cyberattaques contre les ressources gouvernementales et les infrastructures

* Pour d'évidentes raisons de sécurité, l'anonymat du militaire est préservé.

vitales. Le président Volodymyr Zelensky appelle son peuple à ne pas céder aux provocations des Russes ou des séparatistes du Donbass. Il est conscient que chaque incident sur la ligne de contact pourrait, aux yeux de Moscou, justifier une offensive au prétexte de la « légitime défense » des minorités russophones. Il doit lui-même composer avec les ultra-nationalistes de son propre camp, lesquels pourraient être tentés de créer l'incident en pariant sur l'engagement des forces occidentales en cas de réaction russe. Parallèlement, il pourrait aussi lui être reproché d'être trop timoré, si la ligne adoptée n'était pas jugée assez dure. Face à ce difficile jeu d'équilibre, le camp anglo-saxon – Américains en tête – est particulièrement alarmiste et annonce qu'une offensive russe est planifiée pour les jours qui suivent. En pleine Présidence française de l'Union européenne (PFUE), la diplomatie française s'échine à maintenir une position européenne commune sur la question ukrainienne, alors même que les dissensions internes se font de plus en plus nettes. De nombreuses représentations occidentales sont alors invitées par les Américains à quitter Kyiv pour se replier sur Lviv, voire à quitter l'Ukraine pour se relocaliser en Pologne.

Au milieu de cette agitation croissante, la population ukrainienne vit normalement ; elle s'étonne même du décalage qu'il y a entre ce qu'elle perçoit comme un « battage médiatique » et la réalité de ce qu'elle vit déjà depuis plusieurs mois. En effet, depuis l'annexion de la Crimée, ce n'est pas la première fois que le président russe Vladimir Poutine rassemble des troupes à la frontière et il ne se passe pas un jour sans qu'un obus soit tiré dans le Donbass. C'est d'ailleurs cette forme d'habitude qui brouille les cartes : nul ne semble alors en mesure de déterminer les objectifs stratégiques réellement poursuivis par les différents acteurs. Pour de nombreux interlocuteurs, Vladimir Poutine a déjà atteint les objectifs politiques qui lui étaient prêtés – en obtenant des concessions de la part des Européens –, et ils ne s'expliquent donc pas les raisons de la surenchère belliciste à l'œuvre. De même, l'alarmisme des Anglo-Saxons est alors mal compris par de nombreux diplomates qui n'en saisissent pas la finalité. Peut-être le souvenir des conditions de déclenchement de la deuxième guerre en Irak a-t-il joué dans certains esprits. Il y a, chez plusieurs observateurs qui n'ont pas oublié les déclarations du secrétaire d'État Colin Powell à l'ONU le 5 février 2003, l'hypothèse que les Américains veulent peut-être pousser les Russes à la faute. Bref, l'incertitude et l'incompréhension sont maximales.

Voilà la situation que je découvre à mon arrivée à Kyiv, le 16 février 2022 au soir. Missionné quelques jours plus tôt par la Direction de la sécurité diplomatique (DSD) du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, je dois assister l'ambassade et conseiller le Premier conseiller, officier de sécurité, en matière de préparation à la gestion de crise et de résilience. Mon arrivée est précédée de 24 heures par un binôme du Centre de crise et de soutien (CDCS) du Quai d'Orsay qui vient également prêter main forte au poste diplomatique pour planifier une éventuelle évacuation des ressortissants (contrôle des points de regroupement, des listes consulaires, etc.). Depuis Paris, le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères s'inquiète de la tournure que prennent les événements dans la région et craint que l'ambassade – qui n'entre pas dans la catégorie des postes de crise – ne soit pas armée pour faire face à une dégradation de la situation.

Pour moi, l'enjeu est donc, dans un premier temps, de me faire rapidement connaître au sein de l'ambassade, d'identifier mes principaux interlocuteurs et d'expliquer les raisons de ma présence. Dans les faits,

L'exemple de l'évacuation de Kaboul étant alors dans toutes les têtes, il s'agit surtout de rassurer les agents et de faire œuvre de pédagogie pour leur expliquer tout l'intérêt qu'ils peuvent tirer, dans un tel contexte, de la présence d'un regard extérieur habitué aux postes de crise.

l'exemple de l'évacuation de Kaboul étant alors dans toutes les têtes, il s'agit surtout de rassurer les agents et de faire œuvre de pédagogie pour leur expliquer tout l'intérêt qu'ils peuvent tirer, dans un tel contexte, de la présence d'un regard extérieur habitué aux postes de crise. Durant les premiers jours, appuyé par le PC opératif du GIGN à Satory, mon axe d'effort s'articule autour de trois lignes d'opération principales : évaluer la résilience de la représentation diplomatique, me constituer un réseau avec les autres acteurs sécuritaires évoluant sur Kyiv et déterminer des scénarios de crise, ainsi que des *triggers* (éléments déclencheurs entraînant un traitement particulier en fonction d'événements prédéfinis) associés à des recommandations que j'adresserai à la DSD et à la Gendarmerie.

Mon premier constat est que, si l'ambassade possède un niveau de sécurité satisfaisant, elle présente toutefois de véritables faiblesses en termes de résilience et de capacité à fonctionner en mode dégradé. Certaines d'entre elles peuvent se résorber aisément par l'achat de vivres et de couchages, par la location

Notre plus grande difficulté n'est alors pas d'établir des scénarios de crise, mais plutôt de faire le tri entre un trop grand nombre de scénarios qui sont tous crédibles.

de véhicules d'allègement ou de toilettes de chantier (en cas de coupure d'eau courante) et par l'acquisition de barils métalliques afin de procéder – si nécessaire – à la destruction des archives sensibles. D'autres faiblesses sont structurelles et bien plus préoccupantes, comme l'absence de redondance du serveur de l'ambassade (dont le fonctionnement conditionne celui des messageries des agents de l'ambassade), la trop faible autonomie du groupe électrogène (dans un contexte où des cyberattaques sont attendues contre le réseau électrique ukrainien) ou encore la présence d'un grand nombre de personnels diplomatiques à prendre en charge en cas de crise.

Pour anticiper les scénarios de crise, je m'appuie bien entendu sur l'expertise des diplomates et des différents services de l'ambassade – notamment la mission de défense et le service de sécurité intérieure –, mais également sur l'analyse des services de sécurité des autres représentations européennes. Le GIGN appartenant au réseau *Black Griffin*, pendant du réseau *ATLAS*¹ en matière de protection rapprochée dans les pays dits HRE (« *High Risk Environment* »), cela me permet d'être rapidement mis en contact avec les *Security Managers* des ambassades italienne, hollandaise, danoise et allemande. Le carnet d'adresses des diplomates m'aide également à entrer rapidement en relation avec les responsables sécurité de l'ONU, de la Délégation de l'Union européenne (DUE), du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) ou d'autres ONG. Ce travail complémentaire me permet de diversifier les points de vue et de confronter les hypothèses d'évacuation. Notre plus grande difficulté n'est alors pas d'établir des scénarios de crise, mais plutôt de faire le tri entre un trop grand nombre de scénarios qui sont tous crédibles, en les hiérarchisant par probabilités d'occurrence. Nous faisons le choix de privilégier celui d'une « offensive hybride à cinétique courte, mêlant cyberattaques et actions subversives, afin d'instaurer le chaos dans la capitale et de faire chanceler le pouvoir ukrainien – le tout pouvant s'accompagner d'une offensive éclair de quelques kilomètres dans le Donbass afin de créer un fait accompli »². Dans un deuxième temps, il s'agit de décliner ce scénario en effets « terrain » : fermeture de l'espace aérien au premier incident, cinétique rapide nous empêchant d'adapter notre dispositif de manière progressive, coupure d'électricité et d'eau courante interdisant le maintien de l'ambassade, situation semi-insurrectionnelle dans la capitale, etc. Une proposition de renforcement capacitaire de l'ambassade par la Gendarmerie est alors poussée à la DSD : il s'agit de mettre en alerte un

¹ Le réseau *ATLAS* est un regroupement des forces d'intervention spécialisée de 27 États de l'Union européenne dans le but de renforcer la coopération et le partage des compétences. Le GIGN en fait partie. De nombreux exercices conjoints sont réalisés entre les unités membres de ce réseau.

² Extrait de l'analyse de la menace présentée par le GIGN au Directeur général de la Gendarmerie nationale, ainsi qu'au ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, avant l'attaque russe.

détachement polyvalent, autonome et léger qui soit capable de renforcer la sécurité et la résilience du poste en lui permettant de demeurer opérationnel dans un environnement dégradé.

Nous sommes alors le mardi 22 février. Le Quai d'Orsay sollicite l'appui de la Gendarmerie nationale. Sept militaires du GIGN (dont un transmetteur, un médecin et un technicien des moyens spéciaux) et un gendarme garde de sécurité diplomatique (GSD) prennent la route en direction de Kyiv à bord de quatre véhicules, dont deux blindés. Un second détachement est immédiatement constitué et mis en alerte au GIGN. En parallèle, je me rends moi-même à Lviv dans le but d'identifier un site de repli pour l'ambassade si le maintien à Kyiv était compromis. De son côté, roulant sans faire de pause, le convoi arrive dans la capitale ukrainienne trente-deux heures après avoir quitté la France. Nous sommes le mercredi 23 février, il est 21h⁰⁰ lorsque le détachement du GIGN franchit les portes de l'ambassade. Après un court briefing, l'ensemble de l'équipe prend un moment de repos. Celui-ci est interrompu, quelques heures plus tard, par le bruit sourd des premières frappes sur Kyiv, marquant ainsi – contre tous nos pronostics – le début d'une offensive totale de la Russie sur l'Ukraine.

Il est 4h30 du matin, les agents de l'ambassade arrivent les uns après les autres. Un huis clos commence, qui durera quatre jours avec la guerre en arrière-plan, les combats ayant lieu parfois à quelques centaines de mètres à peine de l'ambassade. Durant cette période, la mission principale des gendarmes du GIGN est avant tout de permettre à l'ambassade et aux agents de continuer à travailler, tout en anticipant une évacuation partielle (permettant de basculer sur un format resserré de type « noyau dur »), voire une évacuation totale. Au-delà de leur mission de sécurité, les gendarmes fournissent aussi un appui technique (SIC, renseignement, sanitaire), logistique (gestion et réapprovisionnement des vivres), mais aussi moral en gardant un œil sur tous les « pensionnaires » de cet « internat » d'un type inédit. À cet égard, le médecin du GIGN joue un rôle décisif, son action permettant de désamorcer des situations délicates avec des agents psychologiquement fragilisés. Cette période nous impose de travailler simultanément sur trois *timeline* distinctes mais intriquées : la gestion du temps présent, l'organisation du lendemain et la planification d'une évacuation du poste. Toute la difficulté réside alors dans le fait de s'adapter constamment à une situation militaire qui évolue en temps réel, tout en s'efforçant de discerner le vrai du faux dans les informations parcellaires qui nous remontent. Quelques semaines plus tard, je constate à la relecture de mes notes que 50% des informations sur lesquelles nous fondions nos décisions étaient fausses... Durant cette période, les messageries Tik-Tok et Instagram sont nos sources de renseignements tactiques les plus fiables (ce qui n'est plus le cas aujourd'hui).

Le 27 février, un itinéraire d'évacuation est validé en lien avec l'ensemble des acteurs présents. Les Russes finalisent leur manœuvre d'encercllement de la capitale et il devient de plus en plus difficile d'identifier un couloir permettant d'éviter à la fois les zones de combats et celles qui sont déjà tenues par les troupes russes. Le lendemain, les Russes fixent un ultimatum à la population pour quitter la ville. Dans le même temps, un Conseil de Défense restreint se réunit à l'Élysée. A 14h³⁰, nous recevons l'ordre d'évacuer totalement l'ambassade. Il nous faut alors deux heures pour démonter ou détruire les derniers matériels sensibles et mettre en place le convoi. Nous temporisons notre départ le temps que les personnels des ambassades d'Italie et de Pologne nous rejoignent. A 17h⁴⁰, cent dix personnes au total, issues de cinq nationalités différentes (Français, Belges, Italiens, Polonais et Japonais), dont trois ambassadeurs et une femme enceinte à trois jours du terme, se répartissent dans quarante-deux véhicules sous la protection des treize gendarmes déployés à l'ambassade (huit du GIGN et cinq GSD). Il nous faudra environ quarante heures pour rallier la Roumanie, mais plus de six heures pour parcourir seulement les trente premiers kilomètres de notre périple, alors même que nous nous retrouvons – de nuit – pris entre les feux ukrainiens et russes.

Si l'évacuation est un succès, c'est aussi grâce à la discipline et au calme de toutes les personnes présentes dans le convoi. La chance aidant, malgré la neige et la fatigue, nous ne perdons que deux véhicules en raison de pannes de moteur. Finalement, nous parvenons à notre point d'arrivée, la ville de Iași en Roumanie. De là, l'ambassade est aussitôt redéployée à Lviv, en Ukraine, dans les locaux que j'avais préalablement reconnus dès le 21 février. Un deuxième détachement du GIGN y est arrivé quelques jours auparavant, afin de préparer le repli de la représentation française et lui permettre de reprendre immédiatement son travail sur le terrain. Nous sommes le 2 mars. L'ambassadeur de France, Étienne de Poncins, n'aura pas quitté l'Ukraine plus de quelques heures.

*

Il est difficile de rendre compte ici de l'ensemble des enseignements qui ont pu être tirés de cette séquence. Pour ma part, j'en retiens surtout trois qui, même s'ils peuvent sembler évidents, m'apparaissent avec le recul comme ayant été décisifs pour la manœuvre.

Tout d'abord, la préparation à la crise conditionne la façon dont celle-ci est gérée. *In extenso*, les moyens disponibles pendant la crise dépendent de la manière dont les scénarios de crise ont été anticipés et des moyens qui sont alloués selon les hypothèses retenues. À ce titre, l'imprévu doit être intégré comme une variable propre : il faut anticiper ce qui est prévisible et se préparer à l'imprévisible. Lors de ce travail prospectif, le concours du PC opératif du GIGN, en base arrière à Satory, permet de diminuer les risques d'angles morts sécuritaires, logistiques, juridiques, etc.

Ensuite, dans notre monde hyperconnecté où il est de plus en plus difficile de dissiper le « brouillard de la guerre » (Clausewitz) comme de discerner les intentions des acteurs, il devient crucial de réussir – dans la mesure du possible – à objectiver les menaces. Ici, c'est la capacité à diversifier les sources d'informations et les analyses qui permet de gagner en hauteur de vue. Il convient notamment de ne pas se limiter aux seules sources institutionnelles, souvent formatées selon une même vision. Là aussi, le PC du GIGN a joué un rôle précieux pour centraliser et analyser ces différentes sources.

Enfin, la confiance a été l'élément-clé de la manœuvre. Confiance mutuelle qui a permis aux différents échelons de consolider et faire valider nos préconisations, à tous niveaux et *in fine* par les ministères des Affaires étrangères et de l'Intérieur – car, s'il est aisé de déployer des moyens après la crise, il faut bien plus de clairvoyance pour le faire en amont, en assumant le risque éventuel d'un déploiement inutile. Confiance, également, quand nous sommes en pleine évacuation, privés d'une grande partie de nos moyens (qui sont alors en caisse), et que l'état-major opérationnel du GIGN organise et planifie les phases suivantes de la manœuvre. Après plusieurs jours sans véritable sommeil, c'est là une véritable plus-value qui m'a permis de me concentrer sur l'instant présent.

Depuis le mois de février 2022, la Gendarmerie nationale n'a pas cessé de répondre présent en Ukraine. Sans relâche, le GIGN a assuré et continue d'assurer la sécurité de l'ambassade, ainsi que des différentes autorités et délégations françaises amenées à se rendre sur zone : le président de la République en personne, le procureur antiterroriste, les gendarmes de l'IRCGN et de l'OCLCH, etc. Là-bas comme ailleurs (seize équipes aujourd'hui déployées dans quatorze pays), les hommes du GIGN poursuivent leur intense mission de protection et de conseil, afin de permettre à l'action diplomatique de la France de s'exercer sur tous les terrains, y compris les plus hostiles.

« Les Ukrainiens étaient bien plus préparés à la guerre que les Russes »

ENTRETIEN AVEC ANNA COLIN LEBEDEV

« Nous ne serons jamais frères ; ni de même patrie, ni de même mère » : ainsi la poétesse ukrainienne Anastasia Dmitruk s'adressait-elle aux Russes en 2014. Dix ans plus tard, Vladimir Poutine ne cesse de marteler l'inverse, soulignant une identité prétendument commune pour justifier l'invasion de l'Ukraine. Dans son dernier ouvrage, *Jamais frères ? Ukraine et Russie, une tragédie post-soviétique*, publié il y a plus de deux ans aux éditions du Seuil, l'universitaire Anna Colin Lebedev (Paris-Nanterre/CNRS) retrace les trajectoires récentes de ces deux sociétés dont elle est une experte reconnue. S'appuyant sur son expérience de terrain, elle revient pour la revue *Empreintes* sur les prémices et les débuts du conflit, quelques-unes de ses évolutions et de ses caractéristiques, la typologie de différents acteurs mobilisés, ainsi que les ressorts de la résistance ukrainienne.

Commençons par le commencement. Vous qui êtes une spécialiste de la Russie et de l'Ukraine, avez-vous été surprise par l'attaque russe du 24 février 2022 ?

Je fais partie de ceux à qui on a posé la question à plusieurs reprises avant le 24 février : est-ce que la Russie va attaquer ? À l'époque, j'ai raisonné en termes de coûts et avantages pour Moscou, en supposant que le Kremlin connaissait bien son adversaire. C'est ce qui m'a alors conduite à juger improbable une attaque directe et massive. Comme beaucoup, je n'ai donc pas anticipé l'agression. Cela dit, je maintiens que cette guerre est une opération très coûteuse pour la Russie, avec au fond peu d'avantages à la clé. Pour autant, le 24 février nous a poussés à reconsidérer la logique qui prévaut à Moscou, puisque ce n'est manifestement pas celle du calcul rationnel des coûts et avantages. Dès lors, quelles ont été les motivations de Poutine ? La réponse est complexe, car les buts de guerre russes – à la fois réels et affichés – n'ont cessé de changer depuis le début du conflit. Initialement, je le rappelle, il s'agissait de conquérir l'ensemble de l'Ukraine pour y mener une opération de « dénazification » et de démilitarisation, laquelle visait en réalité le démantèlement

de l'État ukrainien. Puis, l'objectif est devenu la conquête de certains territoires seulement, dans le but de les « libérer » de « l'oppression » de Kyïv. Après les premières difficultés de l'armée russe, on a été confronté à un tout autre discours, plaçant la guerre sur un autre plan, celui d'une confrontation de la Russie avec l'Occident et l'OTAN, son « bras armé ». Le discours et les objectifs de Moscou sont donc mouvants. On peut certes émettre des hypothèses sur ses motivations au matin du 24 février 2022, mais elles n'auront pas grand-chose à voir avec celles d'aujourd'hui. Il convient donc de rester prudent.

Malgré tout, peut-on se faire une idée des motivations de Moscou à ce moment-là ?

La Russie a mené des actions contradictoires. Dans un certain nombre de territoires conquis, elle s'est retirée sur le terrain, mais en même temps elle a pris des mesures législatives afin d'intégrer ces régions à la Fédération de Russie et à sa Constitution. Le Parlement a légiféré à toute vitesse pour y installer l'ensemble des institutions de l'État russe. Ce qui a changé également, c'est le discours que tient Moscou sur la place de la population ukrainienne dans le conflit. Dans un premier

temps, il s'agissait de la « libérer » d'un régime « extrémiste ». Puis, Moscou a ciblé ouvertement les Ukrainiens. S'ils étaient déjà visés sur le terrain, on évoquait encore, dans le discours officiel, une population à « défendre ». Or, le Kremlin a fini par admettre des attaques contre des cibles civiles, en réplique aux offensives de l'armée ukrainienne. À cet égard, si le Kremlin ne tient pas un discours explicitement génocidaire, du moins celui-ci est-il autorisé et porté dans des médias russes contrôlés par l'État ou bien repris par des acteurs politiques ayant des responsabilités au sein de l'appareil étatique. Je pense notamment à l'ancien président Dmitri Medvedev. En Russie, on observe tout et son contraire, ce qui laisse un très grand champ d'options ouvertes pour Moscou. Quelle que soit l'évolution du conflit, le Kremlin pourra la justifier *a posteriori*. Mon hypothèse – et je reste prudente –, c'est que le pouvoir russe a beaucoup navigué à vue. Toutefois, certains de mes collègues, tel le chercheur russe Greg Yudin, estiment au contraire que le Kremlin agit en vertu d'une stratégie à plusieurs étapes dont la guerre d'Ukraine ne serait qu'un épisode.

Quelle est la place de l'Ukraine dans la stratégie de Moscou et dans la perception de la population russe ? Autrement dit, pourquoi la Russie tient-elle tant à conquérir l'Ukraine ? Et les Russes partagent-ils cette volonté belliqueuse ?

Dans la pensée stratégique du Kremlin, il y a l'idée d'un *peuple à trois têtes* qui assurerait la grandeur de la Russie, avec, à ses côtés, la Biélorussie et surtout l'Ukraine, son berceau historique. Dans cette optique, la « perte » de l'Ukraine revêt une bien plus grande importance que celle d'un pays d'Asie centrale ou du Caucase. Il y a là un enjeu d'influence crucial. Depuis les années 1990, le concept qui est officiellement utilisé en Russie pour désigner les pays issus des anciennes républiques soviétiques est celui d'*étranger proche*, assez facile à comprendre. L'*étranger proche* est aussi bien le Tadjikistan que la Moldavie ou bien l'Ukraine. Toutefois, il y a des degrés dans cette proximité. L'Ukraine est un étranger particulièrement proche, dont l'évolution est perçue comme décisive pour la Russie. Concernant la population

russe, c'est très différent et même paradoxal. Au cours de ces dernières décennies, l'Ukraine n'a été, pour elle, rien d'autre qu'un pays étranger. On s'y intéressait, bien sûr, comme aux autres pays voisins, on s'intéressait à ce qui s'y passait, il y avait des liens familiaux traversant la frontière. Mais les problèmes de l'Ukraine étaient ceux des citoyens ukrainiens et non pas des citoyens russes. On pouvait certes critiquer telle ou telle décision de Kyiv, mais c'était là une question de politique étrangère et non pas de politique intérieure. À partir de 2014, le pouvoir a réussi à opérer un véritable retournement. Il a transformé cet enjeu de politique extérieure en enjeu de politique russe, en affirmant que l'Ukraine représentait une menace existentielle pour la Russie et pour chacun de ses citoyens. Et en ajoutant que, derrière l'Ukraine, il y avait en réalité la menace de l'Occident, des États-Unis et de l'OTAN.

Cette perception existe-t-elle en miroir du côté des Ukrainiens ? Ces vingt dernières années, on a surtout insisté sur la division de la population entre pro-européens et pro-russes. Était-ce le bon clivage, ou bien la réalité était-elle plus complexe ?

On a souvent interprété ce clivage – que l'on a en quelque sorte « régionalisé » : l'Ouest vs. l'Est du pays – comme un problème ou une difficulté pour la politique russe. Je dirais plutôt que, ces trente dernières années, la vie politique ukrainienne s'est structurée, non pas autour d'un clivage droite-gauche (dénué de la moindre pertinence en Ukraine, comme dans nombre de pays de l'ancien bloc soviétique), mais autour du projet d'avenir global : la priorité serait-elle donnée au partenariat avec les Occidentaux ou bien avec la Russie et les autres pays de l'ex-URSS ? Jusqu'en 2014, les Ukrainiens étaient *grosso modo* divisés en trois blocs. Un tiers d'entre eux pensaient que l'avenir du pays était plutôt du côté de l'Europe, un tiers du côté de la Russie (sans pour autant se dire « séparatistes » ou « annexionnistes ») et un tiers qui hésitait, doutait, s'interrogeait. Donc, oui, pour une partie des Ukrainiens, la Russie a toujours occupé une place privilégiée, surtout dans les régions frontalières de l'Est où les relations

commerciales ont toujours été fortes avec le grand voisin, notamment entre le Donbass et plusieurs industries russes. C'est là aussi un héritage de la période soviétique : à l'époque, dans le cadre de l'URSS, il n'y avait pas de frontières entre l'Ukraine et la Russie, les relations économiques étaient quotidiennes et intenses. À la chute de l'URSS, une frontière leur est alors « tombée dessus », si j'ose dire, comme « en plein milieu »...

On a beaucoup dit que Moscou avait alors sous-estimé le patriotisme des Ukrainiens et, par là même, leur capacité de résistance. Partagez-vous cette analyse ?

J'irais même plus loin ! Parmi les raisons qui me faisaient douter de la probabilité d'une attaque russe, il y avait cette force du patriotisme ukrainien dont il me semblait inconcevable que Moscou ne la perçoive pas. Nul besoin de services de renseignement pour cela... Il me paraissait tout autant inconcevable que le Kremlin ne comprenne pas que l'armée ukrainienne de 2022 n'était plus celle de 2014 et que l'État ukrainien avait lui aussi changé en huit ans, de même que le rapport des citoyens à l'État. En 2014, l'armée ukrainienne était déliquescence et l'État était extrêmement faible. Mais depuis lors, des transformations majeures ont eu lieu et elles sont visibles à l'œil nu ! La question qui se pose est donc la suivante : comment le Kremlin a-t-il pu être à ce point mal informé, voire désinformé sur l'état réel de l'Ukraine ? On en saura davantage plus tard, quand on écrira l'histoire de cette guerre. Des avertissements ont-ils été formulés sans être entendus ni écoutés ? Y a-t-il eu de l'incompétence dans les services concernés ? Pour comprendre l'inefficacité de l'État russe, certains chercheurs privilégient aujourd'hui l'hypothèse d'une incompétence structurelle propre au fonctionnement des régimes autoritaires, qui sont par nature peu ouverts au retour critique d'expérience et à la mise en concurrence des acteurs politiques. Quoi qu'il en soit, durant cette période, la Russie n'a pas vu le travail réalisé par l'Ukraine pour restructurer et consolider ses forces armées, en partenariat avec l'OTAN et plusieurs pays européens. Sans doute tout n'était-il pas explicite, mais en réalité il suffisait d'ouvrir n'importe quel Livre blanc du

ministère de la Défense ukrainien pour y voir listés les programmes de coopération, de formation, etc.

Et qu'en est-il alors du patriotisme ukrainien, dont on voit bien qu'il a constitué lui aussi, dès le début, une dimension importante du conflit ?

Tout à fait, c'est le deuxième élément essentiel. Pour comprendre, il faut là aussi revenir un peu en arrière. En 2014, les Ukrainiens ont dû se défendre contre une agression extérieure, alors même que leurs forces armées étaient incapables de combattre et que la loyauté de leurs forces de l'ordre était très incertaine. Dans les régions de l'Est, la police a largement fait défection lorsque les forces séparatistes ont tenté de prendre le pouvoir. Les institutions étaient alors en pleine transition. Le président Viktor Ianoukovytch venait d'être destitué. À ce moment-là, l'État perd le contrôle de certains territoires à l'Est, parce qu'il n'a pas les moyens d'assurer les forces et les infrastructures suffisantes pour que l'armée puisse combattre. Par conséquent, les Ukrainiens se sont directement approprié la guerre. Dans un premier temps, ils l'ont fait avec les moyens du bord, en s'engageant sur le front dans des bataillons volontaires ou bien dans l'armée régulière. Les civils restés à l'arrière ont équipé eux-mêmes les combattants, d'abord de bric et de broc, avec des armes récupérées sur le champ de bataille ou dans des vieux stocks de l'époque soviétique. Peu à peu, ils ont gagné à la fois en compétence opérationnelle et en conscience politique. Ils ont compris qu'ils jouaient un rôle central dans la gestion de la guerre. Certes, dès 2015, les combattants volontaires quittent la ligne de front et c'est l'armée régulière qui prend le relais. Mais les civils qui se sont engagés dans les bataillons ou bien dans les unités chargées de leur approvisionnement n'ont pas pour autant cessé leur activité. Plusieurs de ces unités se sont transformées en ONG assurant un contrôle civique très important sur les forces armées. Les bénévoles qui, en 2014-2015, apportaient des vêtements chauds sur la ligne de front deviennent, en 2016-2018, des consultants du ministère de la Défense pour la logistique, l'équipement des soldats, les rations alimentaires, etc. Bref, toute une série de questions pratiques qui leur permettent

de conserver un pied dans l'armée et, surtout, une responsabilité. C'est le grand paradoxe de 2014 : alors que la guerre aurait pu entraîner l'effondrement de l'État ukrainien, elle a en réalité permis de le consolider par le bas. Les citoyens ont pris la place de l'État, puis ils y sont restés, d'une manière intégrée et encadrée. Et cette forme de mobilisation civique s'est maintenue, dans la mesure où la guerre n'a jamais cessé : le conflit dans le Donbass n'a jamais été gelé. Son intensité a baissé, oui, mais il y a toujours eu une rotation sur le front. De surcroît, l'Ukraine a favorisé l'engagement de ses soldats, en multipliant les contrats et en augmentant sensiblement leur solde. Entrer dans l'armée est devenu un choix de carrière à la fois valorisant – défendre son pays dans une vraie guerre – et financièrement intéressant pour entretenir une famille et assurer un niveau de vie assez correct, du moins selon les normes du pays.

À l'époque, cette mobilisation a-t-elle concerné tout le pays ou bien seulement les régions directement touchées par la guerre ?

Elle a concerné l'ensemble du pays. Au début, lorsque la Russie lance des opérations de déstabilisation à l'Est par le biais de mouvements séparatistes insurrectionnels, Kyiv autorise la formation de « bataillons de défense territoriale », avec des missions de maintien de l'ordre et, le cas échéant, la possibilité de mener des actions anti-insurrectionnelles de portée limitée. En tout cas, rien qui relèverait d'une action militaire à proprement parler. De tels bataillons se créent dans plusieurs villes de l'Est, où ils jouent un rôle-clé pour éviter qu'elles ne tombent aux mains des séparatistes. Je pense par exemple à la ville de Dnipro, capitale de l'oblast de Dnipropetrovsk, dont l'oligarque milliardaire Igor Kolomoïsky est alors nommé gouverneur. Grâce à ses propres moyens considérables, il crée très vite un « bataillon de défense territoriale » qu'il peut lui-même financer et armer. À l'époque, ce bataillon était l'un des rares dont les membres étaient sûrs d'être payés et équipés comme il fallait. Le message symbolique était aussi important : même si l'État se révélait défaillant, les habitants pouvaient quand même compter sur une force de

l'ordre pour incarner et défendre les institutions. Après avoir occupé le poste de gouverneur de 2014 à 2015, Kolomoïsky a été l'un des principaux soutiens et financeurs de la campagne présidentielle de Zelensky en 2019. Des bataillons se sont donc créés un peu partout dans le pays : à l'Est bien sûr, mais aussi à Kyiv, au Nord, au Sud et même à l'Ouest (un peu moins, il est vrai). Dans un premier temps, le but est de faire face à une menace potentielle. Puis, ils sont directement envoyés combattre au front. En 2014-2015, il y a six vagues de mobilisation au total. En parallèle, dans le Donbass, l'armée régulière remplace progressivement les combattants issus de la société civile. Les bataillons disparaissent alors comme unités constituées, soit qu'on démobilise leurs effectifs, soit que l'État les intègre au sein des forces armées ou bien des forces de l'ordre, y compris le bataillon Azov dont l'intégration dans la Garde nationale (laquelle relève du ministère de l'Intérieur) a été pour l'État un moyen d'en prendre le contrôle. Toutefois, certains de ces combattants sont restés des électrons libres. Je pense notamment au « Secteur droit » (*Pravyi Sektor*) demeuré à l'état de bataillon volontaire autonome. Ses membres n'ont jamais voulu intégrer les forces régulières. Ce bataillon est resté sur le front, mais il représente plutôt une exception et il réunit un très petit nombre de combattants.

On comprend mieux pourquoi les Ukrainiens ont su manifester une telle capacité de résilience. La manière dont ils ont organisé la transmission des forces morales et des savoir-faire opérationnels est tout à fait remarquable.

Oui, c'est vraiment saisissant. Tout au long de ces années, j'ai moi-même suivi plusieurs combattants passés par ces bataillons. À l'origine, ils n'avaient aucune expérience de l'armée, encore moins du combat. En 2014-2015, ils se sont retrouvés à combattre quelques mois durant, puis ils sont revenus à la vie civile. Malgré la guerre, ils n'ont jamais été désocialisés ni « désintégrés » au plan professionnel. Ils exercent souvent des professions qualifiées ou bien très recherchées, ingénieurs, techniciens, etc. En parallèle, ils ont continué de

suivre une formation militaire afin d'être capables, le moment venu, de prendre des responsabilités d'officiers – tout en apportant aux forces armées leurs compétences techniques en matière d'innovation et d'adaptation. Ces dernières années, il y a donc toujours eu une mobilisation plus ou moins « dormante » dans la société ukrainienne, les citoyens se préparaient à une nouvelle agression. Dans leur esprit, la guerre n'a jamais cessé. Le 24 février 2022 n'est pas un point de rupture, c'est une nouvelle étape dans une guerre toujours en cours. Les volontaires de 2014-2015 se sont donc naturellement retrouvés dans l'armée régulière en 2022. Parallèlement, dès que la Russie a commencé à masser des troupes à la frontière, Zelensky a recréé les « bataillons de défense territoriale », comme huit ans auparavant, pour aider et appuyer les forces sur le terrain. Dès le 24 février, le Gouvernement a décrété la mobilisation générale. Pour résumer, il y a sur le front des soldats professionnels, des mobilisés qui ont été entraînés au combat, de nouveaux « bataillons de défense territoriale », ainsi qu'un certain nombre de combattants électrons libres.

Vous avez mentionné le fameux bataillon Azov. Pourquoi Moscou s'est-il à ce point focalisé sur lui dès le début du conflit ?

En réalité, le bataillon Azov – dont l'un des centres névralgiques était d'ailleurs à Kharkiv, tout à l'est de l'Ukraine – n'est que le deuxième « bouc émissaire » de Moscou. Nous avons tous oublié le premier, « Secteur droit » (*Pravyi Sektor*). En 2014-2015, c'était la « bête noire » du Kremlin. À l'époque, la propagande russe martelait que ce bataillon ultra-nationaliste faisait mouvement vers l'Est pour tuer des russophones – sous-entendu : des Russes – et qu'il avait même l'intention de passer la frontière pour s'en prendre directement aux populations en Russie. L'objectif était bien sûr de faire peur. Puis, la stratégie de désinformation s'est déplacée sur le bataillon Azov. Désormais, il ne s'agit plus d'instiller la peur, mais de souligner une nature qui serait intrinsèquement criminelle du pouvoir ukrainien, au sens où celui-ci abriterait en son sein un corps armé exerçant une influence extrémiste. En fait, il y a plusieurs Azov. Le premier

est celui de 2014-2015, dont le cœur est en effet constitué de combattants anciens militants du Maidan et proches de mouvements d'extrême droite, voire néo-nazis pour certains d'entre eux. C'est ce cœur-là qui a créé le bataillon. Puis, toutes sortes de gens s'y sont engagés, très souvent pour d'autres raisons que l'idéologie, comme c'était d'ailleurs le cas de tous les bataillons qui partagent la même volonté de défendre la patrie contre l'agresseur. Quels sont les critères qui orientent un civil dans son choix de bataillon ? En réalité, c'est d'une part sa proximité, d'autre part sa réputation. Des amis peuvent vouloir s'engager ensemble, ils vont alors privilégier une unité où ils peuvent le faire, parce que la sélection à l'entrée n'y est pas trop rigoureuse. Le bataillon Azov, quant à lui, a la réputation d'être ordonné, organisé, discipliné : on n'y retrouve pas la confusion qui a été décrite dans d'autres unités. Le recrutement et l'entraînement y sont beaucoup plus stricts et contraignants.

Il y aurait donc une plus grande diversité qu'on ne croit au sein d'Azov ?

De fait, quand le bataillon est intégré à la Garde nationale, il rentre plus ou moins dans le rang, il se « banalise », tout en conservant néanmoins ses propres modalités de recrutement et d'entraînement. Parallèlement, Azov s'est en quelque sorte « dédoublé ». Au bataillon initial est en effet venu s'ajouter un parti politique, un mouvement de jeunesse vecteur d'une idéologie nationaliste. Il a présenté des candidats aux élections et a cherché à peser sur la vie politique – en vain. Le bataillon *stricto sensu* n'est plus le lieu principal de diffusion de l'idéologie d'Azov : c'est le parti. Pour résumer, depuis 2022, on trouve différentes catégories de combattants au sein d'Azov : si certains y partagent toujours des idées d'extrême droite (avec une plus ou moins grande intensité), la « banalisation » du bataillon et l'externalisation de la fonction idéologique expliquent qu'on y observe un large spectre d'opinions politiques très variées. D'ailleurs, alors que les organisations de défense des droits de l'homme ont été extrêmement vigilantes sur les exactions commises des deux côtés de la ligne de front, force est de constater qu'entre 2014 et 2022, il ne s'est pas passé grand-chose

qui soit imputable au bataillon Azov. On n'a pas relevé de cas significatifs de violences contre des civils ni d'agression à caractère raciste durant cette période.

Du côté des Russes, quelle cartographie peut-on dresser des acteurs alors mobilisés ?

On a constaté des profils très divers qui, eux aussi, ont évolué dans le temps. Au début de la guerre combattaient essentiellement des soldats de l'armée régulière, souvent sous contrat. Cependant, on a aussi constaté que des conscrits étaient également engagés dans la première phase du conflit armé. Je précise que la mobilisation des conscrits n'a rien d'illégal : en droit russe, tout conscrit peut être mobilisé dans le cadre d'actions armées sans que l'État ait besoin d'en passer par un décret ou une autorisation spéciale. Cela étant, comme Poutine avait affirmé qu'il n'enverrait pas de conscrits en Ukraine, le constat inverse a fait désordre... Par ailleurs, qui dit armée régulière ne dit en réalité pas grand-chose. Le niveau d'entraînement et de préparation des soldats professionnels n'est pas très élevé. La plupart d'entre eux sont d'anciens conscrits qui, après quelques mois de service militaire, ont décidé de signer un contrat pour rester un peu plus longtemps dans l'armée. Parmi ceux qui ont été faits prisonniers en Ukraine, ils sont nombreux à avoir témoigné d'un manque, voire d'une absence de préparation au combat. Dans cette première phase du conflit, il y a donc à la fois des conscrits, des « post-conscrits », mais aussi des forces de police. À ce moment-là, Moscou pense en effet que l'avancée de l'armée sera facile et qu'il faudra donc très vite assumer des missions de maintien de l'ordre et de présence de l'État russe dans les territoires conquis. Ces forces de police sont arrivées tout de suite après les forces armées.

On a aussi beaucoup parlé d'autres acteurs, moins « institutionnels »...

À côté des forces régulières qui constituent le cœur de l'engagement russe en Ukraine, il faut en effet compter, dès le début, sur la présence d'électrons plus ou moins libres tels que les bataillons tchéchènes et les mercenaires du groupe Wagner. Les premiers sont officiellement des unités régulières

russe, formées et équipées par la Russie, et relevant pour la plupart du ministère de l'Intérieur. Sauf qu'en réalité ces bataillons sont laissés à la discrétion du président de la République de Tchétchénie. En tant qu'autorité civile, Ramzan Kadyrov n'est pas censé diriger des unités militaires, lesquelles dépendent normalement de leur administration de tutelle. Or, ce n'est pas le cas de ces bataillons-là, en raison de la place particulière qu'occupe la Tchétchénie, territoire à part au sein de l'État russe. Poutine et Kadyrov ont passé un contrat très simple : « Tu maintiens l'ordre sur ton territoire et, en échange, tu as de l'argent et tu peux gérer ta République comme bon te semble ». De fait, les bataillons tchéchènes sont perçus par les soldats russes comme extérieurs aux forces armées régulières. Ils sont même très mal vus, parce qu'ils échappent à tout contrôle des autorités militaires. Ce sont des électrons libres. Aux yeux de plusieurs observateurs critiques (à l'intérieur comme à l'extérieur de la Russie), ils passent plus de temps sur les réseaux sociaux qu'au combat, ils arrivent après la bataille pour faire des selfies, d'où leur exhibitionnisme de la menace. Ces bataillons ne cachent pas non plus, à la différence de l'armée régulière, qu'ils ont recours à des pratiques violentes contre les populations civiles, des pillages, des meurtres, etc. L'impunité des soldats russes est déjà grande, celle des Tchétchènes l'est encore davantage. En revanche, il est difficile d'évaluer leur efficacité réelle au combat, même s'il y a sans doute un vrai décalage entre l'effet d'affichage et leur action concrète sur le terrain.

Qu'en est-il des mercenaires de Wagner ?

Le groupe Wagner, c'est un tout autre sujet. Et c'est un vrai paradoxe, parce que le mercenariat est interdit en Russie. Or, Wagner, c'est une organisation paramilitaire de mercenaires utilisés par l'État russe. Un grand nombre d'entre eux ont déjà combattu dans le Donbass en 2014. Plusieurs sont passés par la Syrie et l'Afrique. Beaucoup de recrutements ont aussi eu lieu dès le début de la guerre, notamment dans les prisons russes, ce qui est là aussi exorbitant du droit russe, mais manifestement autorisé par l'État, car on n'entre pas comme ça dans une colonie pénitentiaire pour y

recupérer des prisonniers. Il est donc clair que le groupe Wagner bénéficie de passe-droits et de soutiens au plus haut niveau. À ces détenus recrutés dans les colonies pénitenciaires, on promet en échange l'amnistie, dont certains survivants commencent effectivement à bénéficier. Pour Moscou, les Wagner sont à la fois des supplétifs d'élite et de la chair à canon que l'on peut sacrifier lors d'opérations particulièrement violentes. Certains témoignages montrent qu'ils ont joué un rôle de direction pour certains corps de l'armée régulière durant les premiers mois de la guerre. En revanche, les Wagner de « deuxième génération », notamment les détenus sortis de prison, sont clairement utilisés comme de la chair à canon, d'où un grand nombre de pertes dans leurs rangs. Là aussi, les témoignages abondent. J'ajoute qu'aujourd'hui le terme Wagner est devenu quasi générique pour qualifier les mercenaires russes, mais il y a aussi d'autres organisations, d'autres bataillons, opérant plus ou moins en lien avec le Kremlin.

Depuis l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine, l'armée russe semble avoir été restructurée pour retrouver une puissance de feu qu'elle avait perdue. Quelle analyse faites-vous de cette évolution au long cours ?

Il y a eu un investissement important pour remettre à niveau l'armée russe. Les financements ont augmenté, des programmes de réarmement et de modernisation ont été lancés. Mais en même temps, ce qui est frappant, c'est le niveau très élevé de corruption qui a accompagné ces différents programmes. Il y a eu de nombreuses investigations, un nombre très élevé de procès. Pour ma part, je pense que cette corruption n'est pas accidentelle. Elle a constitué un véritable mode de distribution des ressources. Du coup, une partie de la modernisation de l'armée russe n'a été qu'un effet d'affichage : des mesures présentées comme des innovations n'ont en fait jamais été mises en œuvre. Des armements censés avoir été modernisés ont seulement été... repeints ! Prenez le *Pierre le Grand*, navire comparable au *Moskva*, le croiseur amiral de la flotte russe coulé par les Ukrainiens en avril 2022. Les deux ont été en réfection pour

modernisation au même moment. Or, il y a eu un énorme scandale de corruption concernant le *Pierre le Grand*. Malgré les contrats signés et l'argent versé, les systèmes radio et lance-missiles n'ont jamais été remplacés. Qui nous dit qu'une malversation semblable n'a pas joué pour le *Moskva* ou pour d'autres équipements ? On peut s'interroger sur le poids de la corruption dans les difficultés qu'a rencontrées l'armée russe en opération. Un autre point faible souligné par plusieurs experts militaires russes (y compris des proches du régime), c'est la dimension RH, l'entraînement et la gestion des troupes. En la matière, la modernisation a été bien moins significative. Il y a certes eu un premier mouvement important sous l'autorité du premier ministre de la Défense civil que la Russie ait connu, Anatoli Serdioukov. Entre 2007 et 2012, il a entrepris une grande modernisation de la structure et de la formation des forces armées, mais il a finalement dû quitter ses fonctions à cause de soupçons de corruption. En réalité, il y avait un conflit très dur avec l'état-major opposé à certaines de ses réformes, notamment un projet de réduction assez importante du corps des officiers et la création d'un corps de sous-officiers dont on avait pourtant toujours regretté l'absence dans l'armée russe. Quant à la formation, elle est gérée par plusieurs instituts et universités militaires dont on sait que le concours pour y entrer est parmi les plus bas de l'enseignement supérieur russe. Le côté archaïque de la formation elle-même a également fait l'objet de critiques récurrentes.

Justement, quel est le profil du soldat russe ?

Après l'arrivée de Poutine et surtout celle de Serdioukov, la solde des militaires de carrière a été progressivement augmentée. Le métier a donc commencé à devenir plus attractif. Aujourd'hui, le soldat russe est plutôt un provincial d'origine modeste, voire pauvre, qui choisit la voie militaire comme perspective d'emploi correctement payé. Un autre élément est le niveau de préparation et de motivation à l'annonce de la guerre. Il y a beaucoup de témoignages d'officiers et de soldats qui ne réalisent pas ce qu'ils sont en train de faire au moment où ils pénètrent en Ukraine. C'était déjà le cas en

2014. À l'époque, on leur disait qu'ils portaient en exercice – puis, on roule, on roule et tout à coup les panneaux sont en ukrainien ! En février 2022, cela a été plus ou moins la même chose. Ce qui peut d'ailleurs expliquer une partie des violences sur le terrain, parce que le choc a dû être considérable pour les soldats russes. La motivation d'un combat sans explication n'est pas évidente du tout... Jusqu'au dernier moment, le pouvoir a caché la perspective de l'attaque, y compris aux ministres civils et aux élites administratives. À mon avis, il paraît sur le climat général de défiance qu'il avait suscité à l'égard de l'Ukraine depuis 2014. Et l'opération devait être brève et efficace. Or, cela ne s'est pas passé comme prévu... Du coup, la motivation des troupes, qui jusqu'alors n'était pas un sujet, est devenue un enjeu central. En fait, aussi paradoxal que cela puisse sembler, les Ukrainiens étaient à l'origine bien plus et bien mieux préparés à la guerre que les Russes, notamment au plan moral et psychologique.

Alors que le conflit dure depuis trois ans, quel est aujourd'hui le niveau de mobilisation côté russe ?

Les forces que l'on observe sur le terrain ont un peu changé. Il y a toujours l'armée régulière, avec certaines unités qui sont épuisées. En vertu du décret sur la mobilisation, les contrats signés par les soldats sont automatiquement prolongés. Les unités militaires ont été complétées par des soldats mobilisés dont le nombre est difficile à estimer, en dépit du chiffre de trois cent mille hommes annoncé initialement par le ministre de la Défense. Nous savons que les pertes humaines ont été extrêmement importantes chez les contractuels comme chez les mobilisés. Les estimations de pertes parmi les officiers sont importantes, d'où des unités fragilisées. Les civils n'étaient pas préparés à l'annonce de la mobilisation et ils se sont retrouvés projetés en pleine guerre presque du jour au lendemain, dans de toutes petites unités, avec un équipement manquant et un encadrement minimaliste. D'autant que le régime a ratissé large. La manière de faire a été assez violente, on est allé chercher les gens dans la rue, à leur travail.

Aujourd'hui, on trouve sur le front des personnes de tous milieux sociaux et de toutes origines géographiques, ce qui rappelle la sociologie des bataillons ukrainiens. À la différence près que les conscrits russes sont laissés démunis sur le front et envoyés en toute première ligne, sans que quiconque se préoccupe de leur survie. Dans la stratégie de Moscou, leur rôle semble de faire masse pour occuper et épuiser l'adversaire.

Quel a été le degré de contrainte dans cette mobilisation des conscrits russes ?

La plupart des mobilisés ne sont pas volontaires. Certes, on entend souvent des justifications *a posteriori*, du type « je fais mon devoir d'homme et de citoyen, c'est mon devoir de défendre la patrie », mais le fait est que la mobilisation sous contrainte a été très fréquente. Cependant, l'État russe a laissé partir ceux qui souhaitaient quitter le pays, car les frontières sont restées ouvertes. Il n'a pas non plus recherché activement les mobilisables qui se cachaient. Mais beaucoup de Russes n'ont tout simplement pas pris conscience, en tous cas au début, qu'ils avaient des moyens d'éviter la mobilisation.

Les Russes ne feraient-ils donc pas bloc derrière Vladimir Poutine ?

Ils font le contraire du bloc. Ils ont esquivé et continuent comme ils peuvent. La contestation est lourdement réprimée. Il est impossible de parler de la guerre comme de critiquer l'action des forces armées. Le terme « guerre » lui-même ne peut pas être utilisé pour qualifier le conflit. Dans les médias officiels, il est toujours question d'une « opération militaire spéciale ». La majorité des Russes ont donc adopté une stratégie de discrétion : se faire tout petit pour passer à travers les gouttes... Il y a une autre stratégie qui consiste à endosser le discours patriotique, en espérant que cela vous préservera peut-être. Il faut bien comprendre que la mobilisation a suscité une peur générale, parce qu'il y avait au moins un mobilisable dans chaque famille. Poutine a alors déclaré que les objectifs avaient été atteints et qu'il n'y aurait donc pas de mobilisation supplémentaire dans l'immédiat, ce

qui a permis de rassurer un peu le pays. Mais dans le même temps, les combattants contactaient leur famille, enregistraient et faisaient circuler des vidéos décrivant ce qu'ils vivaient sur le front. Les Russes savent donc que leur armée n'est pas en bon état. Par ailleurs, Moscou assume de ne pas chercher à récupérer les corps, ni même à identifier les disparus. Beaucoup de mobilisés sont partis sans plaque d'identification. Un certain nombre d'entre eux n'ont même pas été enregistrés au sein des unités. On le sait grâce au témoignage de familles qui ont cherché – en vain – à contacter les autorités militaires locales. Ces soldats ne seront jamais identifiés ni retrouvés. Ils ne seront même pas déclarés morts, ils ne seront pas comptabilisés parmi les pertes. Leurs familles resteront sans réponse... Et si elles insistent trop, les autorités menacent de considérer leurs proches disparus comme des déserteurs.

Il y a un dernier acteur dont on n'a pas encore parlé : les milices séparatistes. Dans le tableau général, quel rôle jouent elles ?

Si on met de côté les Wagner et les Tchétchènes, ces milices séparatistes sont les seuls corps armés irréguliers à être présents dans la guerre depuis 2014. La nouveauté, c'est qu'elles sont devenues para-étatiques. Les républiques séparatistes ont en effet structuré des forces armées et des forces de police qui n'ont pas de reconnaissance internationale et dont le mode de fonctionnement est très opaque, mais qui jouent un rôle plus ou moins similaire à celui des institutions d'État qui existaient dans ces territoires ukrainiens avant la guerre. À un moment, Poutine a déclaré qu'il augmentait de cent trente mille hommes les effectifs de l'armée russe. On s'est demandé comment il y parvenait. L'hypothèse la plus probable était qu'il anticipait l'intégration des milices séparatistes dans l'armée régulière. Or, il n'en a rien été. Ces milices sont restées sous la seule autorité des républiques séparatistes, où une mobilisation générale a aussi été décrétée. Dans les républiques de Donetsk et Lougansk, elle a même été extrêmement violente, de véritables rafles ont eu lieu – le mot n'est pas excessif. Et ces raflés ont été utilisés comme chair à canon par les milices et par l'armée russe, par

exemple lors du siège de Marioupol au printemps 2022. On ne sait pas grand-chose de ces unités-là. Personne ne les compte, personne ne compte leurs morts. Leurs combattants sont dans un vide juridique entre deux belligérants. Ils meurent dans l'indifférence générale. C'est assez terrifiant...

Quelles évolutions peut-on envisager pour le pouvoir russe ?

Difficile à dire... Si changement il doit y avoir à Moscou, cela ne viendra pas de l'opinion publique, même si elle sera sans nul doute réceptive à plusieurs types d'évolution possibles. Le vrai sujet, ce sont les acteurs économiques puissants et les acteurs de l'appareil d'État à tous niveaux. Nombre d'entre eux ont des intérêts à défendre dans différents secteurs, notamment l'économie. Leur problème n'est pas tant la grandeur ou la défense de leur pays, encore moins la promotion de valeurs morales, idéologiques ou religieuses, que la préservation de leur portefeuille et l'avenir de leur famille. Ces acteurs-là raisonnent en termes de coûts et avantages – on y revient ! – et au début du conflit, le coût de la défection était bien plus élevé que les possibles avantages qu'ils pouvaient en tirer. Certains ont profité de la guerre pour avancer des pions, conquérir des marchés, gagner de l'argent ou du pouvoir. Puis, les échecs sur le terrain ont rendu ces calculs de plus en plus aléatoires. Aujourd'hui, la situation est plus nuancée. Sans surprise, Vladimir Poutine a été réélu en mars 2024 pour un nouveau mandat de six ans. Le scrutin a été marqué par des pressions et des fraudes massives. En réalité, et malgré tout, la question de l'après-Poutine se pose à Moscou depuis maintenant quelques années déjà. Avant même 2024, plusieurs hypothèses avaient été mises sur la table. Je pense que plusieurs scénarios existent parmi les élites du régime. Il faut bien comprendre que le succès du poutinisme a reposé, jusqu'à présent, sur une double promesse de stabilité, pour la classe moyenne et pour l'élite économique. Aujourd'hui, cette stabilité a disparu et l'incertitude augmente pour tout le monde. Dès lors, la question est : quels sont les intérêts des clans qui cherchent à conserver leur position dominante au sein du pouvoir russe ? C'est ce

qu'il va falloir suivre dans les mois et les années qui viennent, plus que la configuration du régime lui-même.

Et en Ukraine, comment voyez-vous l'après-guerre ? L'historien George L. Mosse avait forgé le concept de « brutalisation » pour décrire la manière dont les populations européennes avaient conservé, dans la paix, des attitudes et réflexes de violence issus de la Grande Guerre. D'après vous, le risque existe-t-il pour la société ukrainienne ?

Cela va dépendre de la façon dont la guerre finira. Plus elle dure, plus l'après-guerre sera difficile. Je note toutefois que, contrairement à ce que l'on aurait pu imaginer, il n'y a pas eu de « brutalisation » de la société ukrainienne entre 2014 et 2022. Et même si la mobilisation civique n'a jamais cessé, il n'y a pas eu non plus de militarisation des élites. J'en veux pour preuve l'élection de Zelensky, lequel n'avait alors rien d'un chef de guerre ayant conquis le pouvoir grâce à un message belliqueux. Jusqu'en février 2022, il est vrai que l'impact territorial de la guerre était limité. L'après est donc difficile à anticiper. On a du mal à l'aborder sous l'angle classique des politiques de « Désarmement, Démobilisation et Réintégration » (DDR) – justement parce que, pour l'instant, les Ukrainiens n'ont pas été désocialisés par la guerre. On l'a dit, l'expérience de guerre accumulée depuis 2014 a permis de renforcer la résilience collective et individuelle. Les combattants gardent le contact avec la vie civile et les bascules dans la marginalisation ont été rares. Néanmoins, si les Ukrainiens parvenaient à libérer les territoires « russifiés », se poserait la question du traitement des « collaborateurs »... Cela ne serait pas simple à gérer, avec peut-être des risques de règlements de comptes ou de justice expéditive. *In fine*, tout dépendra du sentiment de menace que la population conservera. Si la guerre se termine par un accord entérinant le partage territorial, les Ukrainiens n'y verront qu'une parenthèse avant la prochaine attaque russe. Pour eux, la guerre sera vraiment finie lorsque la Russie aura définitivement abandonné toute velléité d'agression. Bien sûr, la mesure des destructions subies et l'ampleur des politiques de

reconstruction joueront aussi un rôle important. Sans même parler de l'impact des migrations, car celles-ci constituent d'ores et déjà une perte pour l'Ukraine, mais aussi la chance de voir ensuite revenir des personnes qui auront été socialisées dans d'autres pays. Je pense notamment aux enfants et aux adolescents qui, après avoir été scolarisés en Occident, reviendront chez eux avec une ouverture d'esprit, des connaissances, des pratiques, des préoccupations et des désirs enrichissants pour tout le monde. À long terme, la guerre va donc transformer en profondeur la société ukrainienne, c'est une certitude. Sans nul doute le pays présentera-t-il de vrais facteurs de risques, mais aussi beaucoup d'atouts consolidés et nouveaux. J'ajoute que la candidature auprès de l'Union européenne pourrait aussi jouer un rôle de garde-fou. Quel qu'en soit le résultat, elle a imposé un cadre que les Ukrainiens ont eu d'emblée la volonté de respecter, parce que cet objectif est pour eux synonyme de paix, de sécurité, de prospérité et de vie normale.

Les Experts en Ukraine

GÉNÉRAL DE BRIGADE FRANÇOIS HEULARD

Le déclenchement de « l'opération militaire spéciale » par le président Vladimir Poutine, le 24 février 2022, s'est traduit par l'invasion militaire de l'Ukraine par les armées russes. Dans la première phase de l'offensive, sur le front nord, les forces russes sont rapidement arrivées dans l'oblast de Kiev, aux portes de la capitale ukrainienne. Après plus de cinq semaines de combats âpres et intenses, les troupes russes se retirent de l'ouest de Kiev. Dans les villes et villages libérés, de nombreux cadavres de civils sont découverts. Les images fortes de ces corps jonchant les rues de la ville de Boutcha sont diffusées par les médias internationaux, suscitant une intense émotion. Le 4 avril 2022, le président ukrainien Volodymyr Zelensky se rend sur place, dénonce des « crimes de guerre » et invite les pays occidentaux à venir les constater sur place.

Cet appel est entendu par les autorités françaises qui décident l'envoi d'une équipe technique du ministère de l'Intérieur chargée d'apporter son expertise en matière d'identification et de recueil de preuves aux autorités ukrainiennes. En accord avec celles-ci, elle pourra également contribuer à l'enquête de la Cour pénale Internationale¹. Forte de son expérience des constatations dans des milieux difficiles et complexes comme au Mali ou au Liban, c'est la Gendarmerie qui se voit confier cette mission. Elle sera conduite par les experts de l'Institut de recherche criminelle de la Gendarmerie nationale (IRCGN) basé à Pontoise dans le Val d'Oise.

La préparation opérationnelle est rapidement bouclée

Le Directeur adjoint de l'IRCGN est le chef du premier détachement. Si le cadre global de la mission est fixé, au moment de sa préparation les informations sur la situation sur place ne sont pas encore fiabilisées. La définition des moyens vise à atteindre un double objectif : se doter de la capacité d'agir en toute autonomie, tous moyens réunis, et garantir une grande souplesse d'emploi, en veillant à limiter l'empreinte logistique au sol. Le détachement est construit à partir des compétences des experts de l'IRCGN, autour de trois pôles : la médecine légale, l'identification et la modélisation de scènes de crime. La phase de mise en condition opérationnelle est réduite à trois jours, vaccins, passeports, équipements de protection individuelle, matériels techniques. La sécurité du détachement sera assurée par un groupe « protection » du GIGN ayant la maîtrise des environnements complexes.

¹ Communiqué conjoint du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, du ministère de l'Intérieur et du ministère de la Justice du 11 avril 2022.

Les mots du Directeur général et le départ

Le samedi 9 avril, après le briefing du Directeur général de la Gendarmerie venu à Pontoise saluer l'équipe, le convoi, composé de dix véhicules légers, prend la route en direction de l'Ukraine, via l'Allemagne et la Pologne où l'équipe retrouvera le poids lourd envoyé en précurseur. Le 11 avril au matin, le passage du poste frontière de Krakovets plonge immédiatement le détachement au cœur du sujet... Les tentes de la Croix-Rouge accueillant les réfugiés et les quelques femmes lasses marchant vers la frontière polonaise attestent des conséquences de la guerre. Une heure plus tard, à Lviv, où l'ambassade de France s'est installée depuis le 1^{er} mars, notre ambassadeur apporte un soutien matériel à l'équipe et présente un point précis sur la situation dans le pays. Après six heures de route, l'entrée dans Kiev se fait par le sud, les ponts situés à l'ouest de la capitale ayant été détruits pour freiner l'offensive russe. Sous escorte policière, souvent à contresens pour dépasser les immenses files de véhicules embouteillés, les multiples chicanes et checkpoints tenus par des hommes armés sont franchis sans encombre.

Un cadre légal adapté

Le détachement IRCGN a pour mission de travailler au profit de la Procuration générale d'Ukraine, dans le cadre d'une action de coopération bilatérale franco-ukrainienne. Deux procureurs spécialisés dans la poursuite des crimes de guerre viendront accompagner le détachement sur chacune de ses missions. Deux spécialistes en procédure, issus de l'Office central de lutte contre les crimes contre l'humanité et les crimes de haine (OCLCH), appuieront très activement les experts, en particulier pour l'adaptation de la forme des rapports à la procédure ukrainienne. Les rapports d'expertise devront être transmis sur place aux autorités judiciaires ukrainiennes dans le but de nourrir les procédures ouvertes pour crimes de guerre dans la région de Kiev.

Premier contact : Boutcha, la fosse et les stigmates de la guerre

Le premier engagement est à 25 km à l'ouest de Kiev, à Boutcha, petite ville résidentielle de 37 000 habitants avant la guerre. Le premier site visité est le cimetière de véhicules de la ville, où se côtoient les carcasses calcinées de blindés russes et un grand nombre de voitures présentant de multiples traces d'explosions ou d'impacts balistiques. Les autorités ukrainiennes veulent montrer les stigmates de la guerre pour que le détachement puisse témoigner et rapporter la réalité des effets de la guerre sur la population civile. Le regard porté est purement technique et conduit à organiser, dès le lendemain, la récupération d'un corps calciné dans un véhicule.



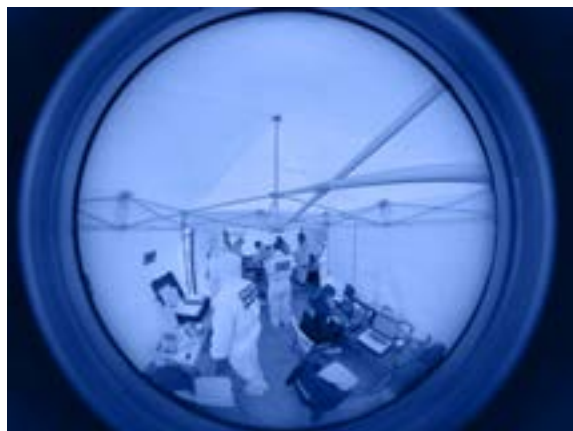
Le deuxième engagement est celui de la fosse de Boutcha, symbole incarné des crimes commis par les Russes dans cette phase initiale de la guerre. Arrivés dès le 12 avril à Kiev, les gendarmes français constituent la première force d'assistance étrangère institutionnelle sur place. Ils seront les seuls, plusieurs semaines durant. Derrière l'église Saint-André, devant une forêt de caméras, la procureure générale d'Ukraine décrit et montre aux nombreux journalistes présents sur place des corps calcinés et l'immense fosse commune, conséquences visibles des crimes commis contre la population civile.

Médecine légale : la course contre la montre

Isolé de la presse par la tresse matérialisant les contours de la scène de crime et par l'équipe chargée de sa protection, le détachement installe, sous tente, un institut médico-légal de circonstance. Les experts commencent le difficile travail d'examen des corps directement exhumés de la fosse commune. Autour des médecins légistes, tout s'organise méthodiquement, selon les procédures éprouvées lors des nombreux attentats et catastrophes où l'IRCGN est intervenu par le passé. Deux équipes françaises et ukrainiennes travaillent de concert. La traçabilité des corps est primordiale : elle est assurée selon le protocole international d'identification des victimes de catastrophes d'Interpol. Autour des légistes, tout est documenté, photographié, annoté. Les experts en balistique et en explosifs complètent l'examen des corps réalisé par le médecin. Ils prélèvent projectiles, fragments de munitions et tout élément utile pour éclairer les circonstances et les causes de la mort.

Plus tard, une fois les cinquante derniers corps extraits de la fosse commune, le détachement installe

successivement ses deux chaînes d'examen : la première dans les infrastructures existantes des morgues de Kiev, Vishhorod et Boutcha ; la seconde à l'extérieur, dans notre structure de médecine légale modulaire. Les experts poursuivent leur travail pendant plusieurs semaines, traitant jusqu'à quinze corps par jour, dans des conditions rendues toujours plus difficiles par la dégradation naturelle des tissus au fil du temps. Au final, ce sont près de deux cents corps qui ont fait l'objet d'un examen approfondi. Un effort particulier est réalisé pour caractériser les nombreux blasts et atteintes balistiques constatés.



La mission d'identification : l'ADN au cœur

La plupart des corps examinés ont une identité déclarée, mais d'autres sont inconnus. Corollaire des constatations, le recueil et la préservation des éléments d'identification sont essentiels. Tous les effets vestimentaires, bijoux et autres éléments d'identification secondaires sont décrits et documentés. En matière d'identifiants primaires – ceux qui permettent l'identification formelle d'un corps –, le choix initial



a été de concentrer l'effort sur l'ADN. L'équipe a intégré des experts en génétique, tandis que le laboratoire mobile d'analyse ADN créé par l'IRCGN est acheminé à Kiev. L'état de dégradation des corps ne permet de relever des empreintes digitales exploitables que pour moins d'un quart des cas. En revanche, plus de 95 % des prélèvements ADN post mortem réalisés par les experts permettent l'obtention d'un profil génétique complet dans les vingt-quatre heures. Notre choix initial est donc validé, un fichier de deux cents profils est constitué.

La maire adjointe de Boutcha, informée des capacités d'analyse du détachement français, souhaite alors organiser le prélèvement ADN de familles à la recherche de leurs disparus. Notre détachement reçoit ainsi une soixantaine de familles, il réalise les entretiens sur les conditions de disparition des victimes et opère près de soixante-dix prélèvements ADN ante mortem à des fins de rapprochement. Les études statistiques et les comparaisons effectuées par les experts en génétique vont permettre de donner aux autorités ukrainiennes la possibilité d'identifier une dizaine de disparus et de restituer les corps aux familles. Après cinq semaines intenses de travail autour des corps de victimes civiles dans le triangle d'Irpin, Gostomel et Boutcha, et après quelques missions de constatation dans le secteur d'Ivankiv à soixante-dix kilomètres au nord de Kiev, les dix-huit membres du premier détachement sont relevés par onze nouveaux experts formant une deuxième équipe. Pendant sept semaines, cette dernière aura pour mission de procéder à des constatations sur des zones détruites.

Les constatations sur site : caractériser les atteintes

Dans des zones d'intérêt définies par les autorités ukrainiennes, les experts en scènes de crime vont modéliser et caractériser les atteintes et les dégradations de sites civils. La zone initiale d'emploi autour de Kiev est élargie à la région de Tchernihiv, à soixante kilomètres au nord-est de la capitale. Chaque jour, les conditions sécuritaires sont évaluées en liaison avec la France et avec l'ambassade de France à Kiev. Chacun des sites considérés est fixé grâce aux drones, là où leur vol est autorisé. A partir des fragments de munitions et de la taille des cratères, les experts en explosifs identifient les munitions en cause, tandis que les balisti



ciens s'intéressent aux trajectoires des projectiles lancés. Ces expertises techniques sont consignées dans les rapports remis aux autorités ukrainiennes, dans le but d'objectiver ce qui s'est passé sur zone.

La mission de la Gendarmerie dépêchée par la France a été la première sur place. Elle a montré la capacité de notre pays à projeter rapidement des experts dans un environnement complexe. Son action a été très appréciée par les Ukrainiens, qui ont reconnu le niveau d'expertise et la qualité des moyens matériels déployés. Depuis lors, le ministère des Affaires étrangères français a donné aux autorités ukrainiennes une véritable capacité d'analyse mobile ADN en leur offrant deux laboratoires ADN mobiles similaires à celui que le détachement a d'abord mis en œuvre à Kiev. La formation des spécialistes ukrainiens a été prise en charge par des experts en génétique de l'IRCGN.

Dans l'environnement incertain d'un théâtre de guerre, les conditions sécuritaires ont toujours été au cœur de la prise de décision. Le rôle du groupe chargé de la protection de notre détachement a bien sûr été déterminant pour l'évaluation et la maîtrise des risques. En outre, dès qu'une situation délicate se présente, les réflexes acquis lors de la formation initiale – même lointaine – jouent à plein et permettent une réaction rapide et adaptée. La communication permanente entre le chef de détachement, l'ambassade de France (via l'attaché de sécurité intérieure) et la cellule Ukraine placée directement auprès du Directeur général a permis d'obtenir des décisions d'engagement dans des délais extrêmement courts, adaptés à la situation et aux renseignements alors à notre disposition.

Cette mission française en Ukraine – précurseur pour d'autres pays – a permis de poser les bases de la coopération internationale avec l'Ukraine autour des crimes de guerre. Singulière dans sa temporalité, car intervenant dès les premières semaines d'une guerre toujours en cours, elle marque ainsi l'irruption du droit international dès le début d'un conflit armé.

Le droit des conflits armés est un droit international qui vise notamment à l'interdiction de certains moyens de combat et à la protection des personnes qui ne participent pas aux hostilités. Si les conventions de Genève du 12 août 1949 ont été ratifiées par tous les États membres de l'ONU, il n'en est pas de même pour les protocoles additionnels de 1977 relatifs à la protection des victimes des conflits armés. La Russie et l'Ukraine n'ont pas ratifié le Statut de Rome du 17 juillet 1998 qui crée la Cour pénale internationale. L'article 8 du Statut précise la nature des crimes de guerre, dont le fait de diriger intentionnellement des attaques contre la population civile en tant que telle ou bien contre des civils qui ne participent pas directement aux hostilités.

« La Gendarmerie joue un rôle décisif dans le processus d'investigation en Ukraine »

ENTRETIEN AVEC ANDRIY KOSTIN

Procurer général d'Ukraine de juillet 2022 à octobre 2024, Andriy Kostin a coordonné le travail d'investigation visant à faire la lumière sur les crimes de guerre commis par les forces russes depuis le début de l'invasion du territoire ukrainien. Alors encore en fonction, il nous avait accordé cet entretien inédit. Nous le publions tel un témoignage pour l'histoire.

Quel est votre rôle en tant que Procureur général, au moment où votre pays est en guerre sur son propre sol ? Quelle est la mission que vous a confiée le président Zelensky ?

Dans les circonstances où se trouve l'État ukrainien, la tâche la plus importante du Bureau du procureur est de traduire en justice tous les criminels de guerre russes qui sont venus en Ukraine. C'est la mission que le président Volodymyr Zelensky m'a confiée lors de ma nomination. Mon rôle, c'est ainsi que je le conçois, est d'apporter la garantie que tous ceux qui ont commis des crimes de guerre sur notre territoire seront inévitablement jugés et condamnés, tant devant les tribunaux nationaux qu'au niveau international.

Selon vous, quel est le rôle de la justice dans un pays en guerre ?

Rendre justice, tout simplement ! C'est là une différence fondamentale entre notre pays et l'agresseur russe. Nous respectons la loi, nous respectons le droit international. Nous, État ukrainien, avons besoin de justice et d'impartialité. Comme toutes les autres institutions du pays en guerre, notre système judiciaire doit démontrer que, quoi qu'il arrive, il fonctionne. Qu'il est capable de surmonter les défis auxquels il est confronté, même sous la loi martiale. Et c'est aussi une manière de montrer à la société ukrainienne que tous les criminels seront identifiés et qu'aucun crime ne restera impuni.

Pourquoi la coopération judiciaire internationale est-elle si importante pour vous dans ce contexte ?

C'est une guerre entre la démocratie et un ennemi qui cherche à remettre en cause l'ordre mondial établi. Le pouvoir de la loi doit l'emporter sur le pouvoir de la force. D'une manière ou d'une autre, la situation faite à mon pays a affecté le monde entier et il n'y a aucun pays qui ne ressente aujourd'hui les conséquences de l'agression russe contre l'Ukraine. En de telles circonstances, seuls des efforts conjoints et coordonnés aideront à enquêter sur les crimes commis, à partager les preuves obtenues et à démontrer l'unité de nos pays dans la lutte pour la justice. La nécessité de créer un tribunal international spécial pour l'Ukraine afin de poursuivre le crime d'agression n'est pas un caprice de notre part. C'est le mécanisme de poursuite le plus puissant et le plus efficace qui existe. Ce n'est qu'ainsi que les fondements du droit international seront restaurés.

Pourquoi et comment l'Ukraine a-t-elle fait appel à la France ?

L'enchaînement des événements a fait que nous n'avons pas eu besoin de réclamer une aide particulière. La France a été l'un des tout premiers pays à réagir à ces événements tragiques en Ukraine, dont le monde entier a été témoin. Mon pays a dû simplement préciser les formes d'appui qui lui se

raient les plus utiles dans ces circonstances. Cela a fait l'objet de discussions entre nos gouvernements respectifs.

Quel est le rôle de la Gendarmerie nationale dans ce contexte ? Quel est son apport pour vous et vos services ?

Comme je l'ai dit, la France a été la première à répondre et à envoyer ses représentants dans la région de Kyiv, désoccupée en avril 2022. Parallèlement au travail des spécialistes en déminage ukrainiens, les experts français de la Gendarmerie ont commencé à travailler « sur le terrain ». La France a également fourni à l'Ukraine un laboratoire ADN mobile qui nous donne la possibilité d'effectuer des recherches ADN sur les sites de découvertes des cadavres. Cela nous permet de gagner du temps et d'économiser des ressources très limitées en temps de guerre. Aujourd'hui, nous nous apprêtons à recevoir un deuxième laboratoire mobile de ce type [NDLR depuis lors, la France a livré ce deuxième laboratoire ADN mobile à l'Ukraine.]. L'arrivée de la mission française a constitué, je tiens à insister sur ce point, un moment décisif dans le processus de constatation des atrocités commises par l'armée russe lors de l'occupation des villes proches de Kyiv. Après avoir échoué à prendre la capitale, l'ennemi a dirigé toute sa rage contre des civils non armés, y compris des femmes et des enfants. Plus tard, nous avons retrouvé les mêmes scènes dans la région désoccupée de Kharkiv. Et les experts français sont de nouveau intervenus en première ligne pour l'enquête et les constatations. Sans l'aide de la Gendarmerie française, sans un laboratoire ADN moderne et sans les technologies dont vous disposez, nos forces de l'ordre – qui n'avaient jamais auparavant été confrontées à des atrocités d'une telle ampleur – n'auraient pas été en mesure de faire leur travail aussi efficacement et aussi rapidement.

Comment s'est déroulée la coopération entre vos services et la Gendarmerie ? Quelle est votre appréciation sur l'action de nos gendarmes ?

Le Bureau du Procureur général coordonne les forces de l'ordre ukrainiennes en fonction des

besoins qui apparaissent dans les régions en matière d'enquêtes sur les crimes de guerre. Par conséquent, nous avons demandé aux gendarmes français de se joindre aux missions où leur expertise et leurs connaissances étaient les plus utiles et les plus profitables. Au printemps 2022, ils nous ont d'abord prêté main forte près de Kyiv, dans la ville de Boutcha, désormais connue du monde entier. Par la suite, un groupe d'experts de l'Institut de recherche criminelle de la Gendarmerie nationale (IRCGN) nous a apporté son concours pour établir les causes de la mort des victimes retrouvées dans des fosses communes à Izium, ville désoccupée située dans la région de Kharkiv. Les corps de plusieurs centaines de civils ont été exhumés.

Vos collègues ont travaillé aussi dans la ville de Kharkiv, région alors bombardée et théâtre d'affrontements et où, malheureusement, l'armée russe a perpétré des crimes que l'on peine à concevoir. Par exemple, le 30 septembre 2022, près du village de Kyrylivka dans la région de Kharkiv, les forces de l'ordre ont découvert un convoi de six voitures touchées par des tirs. Selon l'enquête, ces voitures ont été attaquées par l'armée russe le 25 septembre 2022, alors que des civils tentaient de fuir. Deux voitures ont été entièrement calcinées. Vingt-six personnes ont été tuées, dont une femme enceinte et treize enfants. Les gendarmes français ont participé directement à l'enquête sur ce crime.

La situation dans l'oblast de Kharkiv, resté sous occupation six mois durant, est différente de celle des villes occupées de l'oblast de Kyiv, où l'armée russe en fuite n'a pas eu le temps de détruire les preuves. À Boutcha, par exemple, les victimes ont été tuées quelques jours seulement avant l'entrée dans la ville des forces de l'ordre ukrainiennes ; il était donc plus facile d'analyser et de comprendre les circonstances des crimes et des morts. Dans la région de Kharkiv, la situation était plus compliquée. Ici, nous avons travaillé plutôt sur des enfouissements, comme à Izium. Mais dans presque toutes les villes et tous les villages désoccupés, nous avons vu des tombes et nous avons recueilli des informations sur les civils qui ont été torturés et tués.

Nombre de précédents historiques nous l'ont enseigné : en matière de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre, le travail d'investigation, de justice et de vérité est toujours long et difficile. Dans le cas présent, les enquêtes ont été ouvertes alors même que le conflit était toujours en cours. Êtes-vous optimiste sur la manifestation de la vérité ? Pensez-vous que les coupables seront un jour traduits devant la justice ? Qu'en attend la population ukrainienne ?

Sans le travail minutieux et coordonné de chaque enquêteur, procureur et expert, on ne peut même pas imaginer de procès réussis, aussi bien au plan national qu'international. Le peuple ukrainien attend que nous soyons victorieux sur tous les fronts, y compris sur les fronts judiciaires. La culpabilité de l'agresseur doit être établie et reconnue devant toutes les juridictions concernées ; le tribunal spécial, la Cour pénale internationale et les procès nationaux se compléteront et permettront de rétablir la justice à tous les niveaux. Il est également nécessaire de développer un mécanisme spécial pour compenser les dommages causés par la Russie à l'Ukraine et aux Ukrainiens.

Il y a les actes d'enquête judiciaire, il y a aussi l'aventure humaine exceptionnelle d'enquêteurs ukrainiens et français travaillant main dans la main sur des scènes de crimes de guerre à Boutcha et Izium. Quel regard portez-vous sur cette coopération au plan humain ? Que pensez-vous qu'il en restera ?

Nous aimerions développer la coopération de nos enquêteurs dans d'autres circonstances. Mais il y a eu d'abord, en effet, les terribles scènes de Boutcha et Izium... Côte à côte, les enquêteurs français et ukrainiens ont été les premiers à les découvrir et à découvrir les conséquences des crimes de guerre. Grâce à un travail minutieux et conjoint au quotidien, ils se sont efforcés de reconstituer ce qui s'est passé afin que les coupables puissent être traduits en justice. Et quand vous prenez connaissance du résultat de ces investigations, vous ne pouvez pas rester à l'écart... Vous rejoignez ceux qui, comme vous, défendent les principes de la justice. C'est ainsi que naît la

fraternité professionnelle. Et c'est grâce à celle-ci que l'on obtient les résultats les plus solides. Je suis sûr qu'une telle fraternité sera la garantie d'une future coopération fructueuse entre nos deux pays.

En quoi cette coopération nouvelle entre les services ukrainiens et la Gendarmerie française peut-elle se renforcer dans l'avenir ? Quelle en pourrait être la traduction concrète dans le travail de la justice et des services ukrainiens ?

Une autre mission d'experts français a terminé son travail en Ukraine. A chaque nouvelle mission, nous avons appris à mieux nous comprendre les uns et les autres et à mieux appréhender les défis auxquels nous sommes confrontés. À l'avenir, en acquérant une expérience commune, nous serons en mesure de mieux coordonner les efforts conjoints dans les enquêtes criminelles. De surcroît, un groupe d'enquête mixte a réuni des représentants français, irlandais et ukrainiens ; au sein de ce groupe, nos forces de l'ordre respectives ont aussi travaillé ensemble avec succès.

Quel regard portez-vous désormais sur la Gendarmerie nationale française ?

Je tiens à exprimer toute ma gratitude à la Gendarmerie française pour l'aide qu'elle nous apporte. Dans la pleine conscience des risques et des difficultés pour l'Ukraine, vous vous êtes engagés – vous qui êtes nos collègues de France – pour nous aider à enquêter sur ces crimes de guerre. Respect sincère aux représentants de la Gendarmerie française !

Alexandre Douguine, de l'eurasisme à la guerre en Ukraine : parcours d'un ultranationaliste russe

STÉPHANE FRANÇOIS

Le 20 août 2022, près de Moscou, Daria Douguina meurt dans un attentat qui a *a priori* visait son père, Alexandre Douguine. Selon le *New York Times* du 5 octobre 2022, cet acte aurait été autorisé par le gouvernement ukrainien. A ce jour, l'enquête est toujours en cours. Pourquoi cibler Alexandre Douguine ? Il est aujourd'hui une figure importante de l'extrême droite internationale. Militant nationaliste dans les années 1980 et 1990, il a été membre, entre 1987 et 1989, du groupe russe « Pamiat », nationaliste, orthodoxe et antisémite, avant de fonder avec l'écrivain Édouard Limonov le Parti national-bolchevique dont il a été l'un des responsables de 1994 à 1998.

Il est désormais le principal théoricien d'un traditionalisme impérialiste russe reposant sur l'affirmation de l'idéologie « eurasiste » selon laquelle la Russie et la civilisation slave (incluant les pays voisins) constitueraient une entité civilisationnelle et géographique (continentale) absolument distincte de l'Europe comme de l'Asie. Ce traditionalisme véhicule le rejet violent de l'Occident et de ses valeurs libérales (« le mondialisme » et « l'idéologie des droits de l'Homme »), l'antiaméricanisme, ainsi que l'antisionisme et l'antisémitisme (les juifs étant accusés d'avoir été à l'origine de la chute de l'URSS)¹. Douguine est par ailleurs régulièrement soupçonné d'être un conseiller occulte de Vladimir Poutine. Son influence à Moscou est-elle aussi décisive qu'on le dit, notamment dans l'entreprise de justification idéologique de la guerre contre l'Ukraine ? Et qu'en est-il de son influence réelle dans les réseaux de l'extrême droite européenne et internationale ?

¹ Sur les idées d'Alexandre Douguine, voir Marlène Laruelle, *La Quête d'une identité impériale. Le néo-eurasisme dans la Russie contemporaine*, Paris, Éditions Pétra, 2007, ainsi que Marlène Laruelle (dir.), *Le Rouge et le noir. Extrême droite et nationalisme en Russie*, Paris, CNRS Éditions, 2007.

Un intellectuel d'extrême droite, entre géopolitique et ésotérisme

Docteur en histoire des sciences et en science politique, Douguine est un intellectuel atypique, auteur d'une œuvre qui ne l'est pas moins, marquée par l'eurasisme – on l'a dit – mais aussi par l'ésotérisme antimoderne et les thèses de plusieurs auteurs d'extrême droite. Il est aujourd'hui le plus important théoricien d'un « néo-eurasisme » en vogue à Moscou, qui diffère radicalement (bien qu'il s'en inspire) de la version originale développée dans les années 1920 par les intellectuels de l'émigration russe. En effet, s'il est très influencé par le modèle impérialiste des Tsars et par les idées slavophiles de l'Église orthodoxe (il fait partie des « vieux-croyants », tendance ultra-traditionaliste schismatique de l'orthodoxie russe)², Douguine emprunte également aux thèses « nationales européennes » d'idéologues occidentaux tels que le Belge Jean-François Thiriart, promoteur d'une « Grande Europe » de Reykjavík à Vladivostok, très hostile aux États-Unis et à Israël, et favorable à une alliance avec le monde arabe. Logiquement, en raison de ce type d'inspirations, Douguine aurait dû rester un intellectuel marginal, mais les circonstances politiques (la fin de l'URSS et le déclin de la Russie sur la scène internationale) lui ont permis de se retrouver en phase avec la réécriture de l'histoire russe opérée par les nationalistes à partir des années 1990.

Au début des années 2000, il se rapproche ainsi de Vladimir Poutine, alors nouveau président de la Fédération de Russie. Optant pour la stratégie de la respectabilité publique, il crée en 2001 le parti politique « Eurasia », qui devient en 2003 le « Mouvement eurasiste international », prônant la mise en place d'une « Union eurasiennne » de Moscou à Pékin, via Téhéran. Parallèlement, Douguine prend la tête du « Centre d'études conservatrices » de l'Université d'État Lomonosov de Moscou. Il demeure toutefois proche de l'extrême

Douguine a synthétisé, au sein d'une pensée complexe et parfois déroutante, des éléments hétérogènes allant de l'ésotérisme à la théorie politique, en passant par la géopolitique et la philosophie.

droite ouest-européenne (en particulier des réseaux de la Nouvelle Droite d'Alain de Benoist et des nationalistes-révolutionnaires tels que Christian Bouchet), au sein de laquelle il a su nouer des liens forts dès le début des années 90 et qui, depuis lors, n'a jamais cessé de le reconnaître comme l'un des siens³.

Douguine a synthétisé, au sein d'une pensée complexe et parfois déroutante, des éléments hétérogènes allant de l'ésotérisme (doctrine mystique postulant l'existence d'un discours crypté accessible aux seuls initiés) à la théorie politique, en passant par la géopolitique et la philosophie. On y retrouve des références au concept d'empire comme des éléments de métaphysique, des emprunts à plusieurs penseurs révolutionnaires-conservateurs allemands tels

que le géopoliticien Karl Haushofer (1869-1946), l'idéologue nationaliste Ernst Niekisch (1889-1967), le juriste et philosophe Carl Schmitt (1888-1985) ou encore le philosophe Martin Heidegger (1889-1976), mais aussi des références à des intellectuels « ésotéristes » comme le poète et philosophe italien Julius Evola (1898-1974) dont il reprend l'antisémitisme et la dénonciation d'un complot sioniste international, ou encore les écrivains français René Guénon (1886-1951) et Jean Parvulesco (1928-2010). C'est cette synthèse pour le moins originale qui a fortement intéressé, dès les années 1990, différentes tendances de la droite radicale européenne.

Douguine lui-même n'a d'ailleurs jamais fait mystère de son appartenance au courant identitaire. Intervenant, en 1991, lors du XXIV^e colloque du Groupe de Recherches et d'Études de la Civilisation européenne

² Le slavophilisme est un courant de pensée nationaliste slave né au XIX^e siècle, fondé sur la défense de valeurs et d'institutions considérées comme propres au « génie russe » (comme l'Église orthodoxe) et sur le rejet des influences de l'Europe occidentale (rationalisme, individualisme, progrès technique).

³ Sur les liens entre Douguine et l'extrême droite française, voir Stéphane François, *La Nouvelle Droite et ses dissidences. Identité, écologie et paganisme*, Lormont, Le Bord de l'eau, 2021 (en particulier le chapitre « Alexandre Douguine et la Nouvelle Droite », pp. 185-199).

(GRECE), principale organisation de la Nouvelle Droite, il avait alors clairement revendiqué cette structuration idéologique. Et le mouvement va dans les deux sens : l'extrême droite européenne n'hésite pas à se réclamer de lui, de ses thèmes et de ses thèses. Il lui offre en effet une forme de respectabilité académique, une crédibilité intellectuelle russe à laquelle elle se montre sensible (en particulier en France), ainsi qu'une référence idéologique et un porte-voix des plus efficaces. En l'intégrant à ses sources d'inspiration, elle entend ainsi capter ce qu'elle perçoit à la fois comme un prestige historique (l'héritage de la tradition russe) et comme un horizon politique (le modèle autoritaire anti-libéral).

Une conception manichéenne de la géopolitique

À la fin des années 1990 et dans les années 2000, professeur de géopolitique et de sociologie à l'Université Lomonosov, Alexandre Douguine profite de sa position académique pour conceptualiser et diffuser sa doctrine, qu'il expose notamment dans son principal ouvrage, *Fondamentaux de géopolitique – L'avenir géopolitique de la Russie*. Publié en 1997, ce livre est rapidement devenu un classique de la géopolitique post-soviétique, très lu parmi les élites militaires et diplomatiques russes. Tirant parti de cette visibilité et réputation nouvelles à Moscou, Douguine devient le conseiller de plusieurs leaders politiques nationalistes ou nationaux-communistes. À partir de 1998, il conseille la Présidence de la Douma pour les questions stratégiques et géopolitiques. Des années durant, son bureau est d'ailleurs situé dans le bâtiment du Parlement russe, lieu stratégique d'influence s'il en est. Il en profite pour attirer plusieurs personnalités politiques importantes au sein de son *think tank*, le « Conseil supérieur » du « Mouvement eurasiste international », comme le ministre de la Culture Vladimir Sokolov, le vice-ministre des Affaires étrangères Victor Kalyuzhny ou encore Alsambek Aslakhanov, conseiller du président Poutine.

La géopolitique douguinienne est fondée sur la nostalgie de la Russie impériale pré-révolutionnaire et sur la défense d'une identité russe orthodoxe présentée comme immémoriale et intangible.

La géopolitique douguinienne est fondée sur la nostalgie de la Russie impériale pré-révolutionnaire et sur la défense d'une identité russe orthodoxe présentée comme immémoriale et intangible, totalement hermétique à la culture occidentale « américanisée ». Dès lors, deux grands schémas d'organisation du monde s'affrontent. D'une part, un monde issu de la Guerre froide, unipolaire et américano-centré, qu'il s'agit de combattre. D'autre part, un monde multipolaire structuré par des « États civilisationnels », grands espaces continentaux à la fois puissances autonomes et creusets de civilisation : ces nations joueraient un rôle régulateur de la mondialisation, contenant la géopolitique de l'ennemi existentiel américain (mais aussi la puissance chinoise) et préservant la diversité des cultures et des modes de vie.

C'est donc en mêlant traditionalisme slavophile, impérialisme antimoderne et nationalisme paneuropéen que Douguine a élaboré son concept central d'« *imperium* eurasiatique », tout en le lestant d'une dimension mystique et spirituelle. À l'Occident et surtout aux États-Unis (les « Atlantistes »), sa géopolitique très manichéenne entend ainsi opposer un « Troisième empire » ou la « Troisième Rome » qu'incarnerait Moscou. Dans un tel schéma, la Russie apparaîtrait comme le rempart du monde orthodoxe et de sa tradition face à l'Occident et à sa décadence. Il serait d'autant plus nécessaire d'affirmer cet *imperium*, comme le pensent conjointement Douguine et Poutine, que la Russie serait la cible d'un complot occidental fomenté par Washington et l'OTAN. Le monde serait ainsi entré, à partir de 1991, dans une « quatrième guerre

mondiale » (la Guerre froide ayant été la troisième), guerre multiforme (financière, technologique, culturelle) déclenchée par les États-Unis contre toutes les autres nations. Bien que simplistes, ces thèses ont été reprises par le régime et la propagande de Poutine.

Le rejet de l'Occident libéral conduit logiquement Douguine à condamner la démocratie pluraliste (régime de faiblesse selon lui) et à prôner le soutien aux régimes autoritaires. Elle explique également qu'il promeuve – comme certaines franges de l'extrême droite européenne – une alliance avec le monde musulman. Reprenant à cet égard les thèses de René Guénon, il considère en effet que l'Islam constitue une civilisation authentiquement traditionnelle et antimatérialiste, et par là même un rempart supplémentaire contre le modèle décadent de la modernité politique. C'est là aussi une idée que l'on retrouve chez Poutine. Mais Douguine va plus loin : dès les années 1990, parallèlement au retour de la pratique orthodoxe, il n'hésite pas à proposer une véritable « islamisation » de la Russie afin de mieux lutter contre l'« américanisation » du pays sous la présidence de Boris Eltsine. Ce qui ne l'a pas empêché pour autant de soutenir la guerre contre les musulmans de Tchétchénie. Car, s'il n'est certes pas hostile à l'islam, Douguine rejette le principe d'indépendance des anciennes républiques soviétiques : celles-ci doivent se fondre dans l'empire multiethnique russe. À l'instar de Poutine, il défend l'idée selon laquelle la Russie impériale serait un État foncièrement multinational et multiethnique, ayant un destin historique commun avec les autres peuples de la région. En lien avec la notion de puissance eurasiatique, il s'agirait donc de ressusciter et consolider cette forme d'État originale.

Douguine, Poutine et l'Ukraine : une mise au point

En cohérence avec sa doctrine géopolitique impériale, Douguine conteste l'indépendance de l'Ukraine. Pour deux raisons principales : d'abord, parce qu'à ses yeux l'Ukraine constitue une composante géographique et stratégique importante de l'Eurasie ; ensuite, parce qu'il estime qu'elle appartient historiquement à la Russie impériale, ce en quoi il rejoint la vision poutinienne⁴. Selon lui, l'Ukraine doit donc naturellement revenir au monde russe. À compter des années 2000, il n'a cessé de durcir ses positions, considérant par exemple que la « Révolution orange » de 2004 marquait le basculement de Kiev dans le camp atlantiste. Depuis lors, l'Ukraine représenterait une menace pour la Russie – une menace qu'il s'agirait de neutraliser. En réaction, il prône la création d'une « Nouvelle Russie » (*Novorossia*) dans l'est de l'Ukraine, dépendante de Moscou. Là encore, les conceptions géopolitiques de Douguine convergent avec celles de Poutine. C'est donc logiquement qu'il apporte son soutien résolu à l'invasion de l'Ukraine, le 24 février 2022.

En Poutine, Douguine reconnaît un « réaliste pragmatique » d'esprit conservateur, capable de s'inspirer de divers courants idéologiques, à commencer par l'eurasisme. Raison pour laquelle il s'est clairement et activement rallié à lui, adhérant sans réserve à la décision d'envahir l'Ukraine dans le but de l'intégrer à ce nouvel « empire russe » qu'ils rêvent tous deux de créer. Pour autant, Douguine est-il un « proche de Poutine » ? Pas vraiment. S'il connaît certes bien l'entourage de l'autocrate, il n'a jamais appartenu au cercle de ses intimes ni de ses « conseillers spéciaux ». S'il lui sait gré d'avoir rompu avec l'atlantisme libéral de Boris Eltsine, il considère qu'il n'est qu'un « eurasiste malgré lui ». Douguine n'est donc pas le « cerveau » ni le « guide spirituel » de Poutine, il n'est pas son « Raspoutine » comme certains commentateurs ont pu le fantasmer, lui attribuant une influence politique qu'il n'avait pas à ce point au Kremlin. Il développe toutefois

4 Nicolas Werth, *Poutine, historien en chef*, Paris, Gallimard, « Tracts », 2022.

une stratégie d'influence ouvertement « gramsciste »⁵, dans le but de réorienter une partie de l'élite politique et culturelle de la Russie postsoviétique vers une nouvelle utopie impérialiste antioccidentale. Jusqu'à présent, cette stratégie semble avoir porté ses fruits, du moins en partie.

*

Pour Douguine, l'Ukraine ne saurait être que russe. C'est bien la raison pour laquelle il a soutenu l'invasion du 24 février 2022, dès son déclenchement et sans la moindre hésitation. S'il sait gré à Poutine de sa politique, il ne la considère pas pour autant comme une fin en soi. À ses yeux, l'actuel chef de l'État russe est d'abord un agent historique utile qu'il convient dès lors de soutenir avec pragmatisme dans une visée plus globale. Ce qui n'exclut pas la lucidité : dès septembre 2022, il reconnaissait ainsi qu'une perte des territoires conquis en Ukraine représenterait une catastrophe pour la Russie et signifierait par là même la fin du régime de Poutine. À cet égard, après la défaite de Kherson en novembre 2022, un message attribué à Douguine a circulé sur la messagerie Telegram pour appeler à renverser le président russe. Si ce message s'est révélé être un faux, ses auteurs ont toutefois considéré que Douguine représentait un enjeu stratégique tel qu'il justifiait qu'on manipulât ses propos pour en faire un putschiste virtuel. Et, sans vérifier son authenticité, nombre de médias et de chercheurs occidentaux l'ont implicitement jugé assez vraisemblable pour le reprendre à leur tour et le commenter. Quelles que soient ses entrées au Kremlin, Douguine poursuit son propre agenda idéologique et demeure une pièce importante dans l'actuelle partie d'échecs à Moscou.

⁵ Du philosophe communiste italien Antonio Gramsci (1891-1937), théoricien de la conquête de l'hégémonie culturelle censée précéder la prise du pouvoir politique – idée reprise par l'extrême droite européenne dans les années 1970.

« Et si... » Trois scénarios autour de la guerre en Ukraine

FLORENT PARMENTIER

La guerre en Ukraine, commencée le 24 février 2022, a réservé nombre de surprises et engendré plusieurs bouleversements géopolitiques. Le choc est rude pour les Européens qui aimaient à penser que le continent était globalement prémuni d'un conflit majeur sur son sol. Alors que l'objectif déclaré du Kremlin consistait à lancer une attaque sur l'ensemble du territoire, la capacité de l'armée ukrainienne à résister au-delà de quelques semaines, voire de quelques jours, était considérée avec circonspection. Elle a pourtant fait bien mieux que tenir, en lançant, en septembre 2022, deux offensives victorieuses : l'une dans la région de Kherson et l'autre dans celle de Kharkiv, les deux ayant été partiellement reprises. En août 2024, elle a lancé une offensive dans la région russe de Kursk, qui a duré jusqu'en mars 2025. Par ailleurs, si les effets des sanctions économiques sectorielles qui ont frappé la Russie sont bien réels, ils n'ont toutefois pas entraîné un effondrement du pays. Ni effondrement militaire de l'Ukraine, ni effondrement économique de la Russie : alors que le conflit semblait durablement enlisé, la nouvelle présidence de Donald Trump relance les spéculations autour d'un arrêt de la guerre. Le conflit ne s'y résume pourtant pas. Exercice de pensée, cet article propose trois scénarios, parfois uchroniques, pour appréhender ce conflit.

Les surprises révèlent les biais cognitifs et les préconceptions des observateurs, empêchant de remettre en question les hypothèses existantes. Face à un environnement volatil, complexe et incertain, il est plus que jamais nécessaire d'anticiper le devenir du conflit à l'aide de scénarios fictionnels plausibles, afin de tenter de s'y préparer. Cette méthode prospective nous conduit à poser plusieurs questions liées. Dans quelles circonstances la réalisation de ces scénarios est-elle possible ? Que signifie leur réalisation ? Pouvons-nous les empêcher ou tout du moins en maîtriser les effets ? Les trois scénarios qui suivent ne visent pas à décrire un futur immuable que l'on pourrait connaître par avance, mais à anticiper des risques qu'il convient de prendre en compte pour mieux y faire face. En d'autres termes, la prospective ne consiste pas à décrire le futur, mais à s'y préparer. En ce sens, les scénarios abordés dans cet article ne sont pas prescriptifs, c'est-à-dire qu'ils ne sont évidemment pas des recommandations ni des souhaits pour l'avenir : ils sont exploratoires, autrement dit ce sont des tentatives pour éviter le pire des scénarios.

Et si Zelensky était renversé par la rue ?

Volodymyr Zelensky est un leader démocrate, jeune, populaire et courageux. Il est le visage de la résistance ukrainienne, tant dans son pays que pour les Européens. Ce séducteur moderne, ancienne vedette de télévision ayant largement fait usage des réseaux sociaux lors de la campagne présidentielle de 2019, a accédé à une notoriété mondiale en 2022. Même ses contempteurs en Ukraine, comme l'ancien président Porochenko, se sont rangés derrière lui en raison de la guerre. Au summum de sa popularité, son incontestable courage et sa légitimité sont reconnus. Le traquenard du Bureau ovale, où il a été pris à partie par Donald Trump et J.D. Vance le 28 février dernier, a plutôt renforcé sa popularité en Ukraine. Mais ce chef de guerre peut-il gagner la paix ? Conclure une paix consiste à faire des compromis, plus ou moins douloureux. L'Ukraine sera-t-elle en mesure de reconquérir l'ensemble du territoire perdu depuis 2014 ? Devra-t-elle s'arrêter avant, au vu des résultats décevants de la contre-offensive initiée en juin 2023 ? Les crimes de guerre pourront-ils être jugés par la justice internationale, au nom du crime d'agression, comme le veut la partie ukrainienne ? L'Ukraine recevra-t-elle des réparations pour toutes les destructions, notamment des infrastructures critiques décimées depuis octobre 2022 ? La question essentielle devient alors celle de l'acceptabilité sociale de ces compromis, à moins d'envisager une capitulation sans condition de la Russie, avec la comparution de Vladimir Poutine et de ses complices devant un tribunal pénal international de La Haye. Or, la nouvelle administration américaine semble plutôt désireuse d'obtenir des concessions de la part des Ukrainiens.

Ces deux dernières décennies, l'Ukraine a connu plusieurs grandes vagues de contestations massives à chaque fois que des enjeux politiques fondamentaux étaient en question. Le mouvement Maïdan de 2004, connu sous le nom de « Révolution orange », et celui de l'Euromaïdan en 2013-2014 ont montré comment des manifestations de masse pouvaient déboucher sur le renversement des autorités, la première fois à la suite de manipulations électorales massives lors de l'élection présidentielle, la seconde après le refus du président Viktor Ianoukovytch de signer un accord d'association avec l'Union européenne. Depuis, la guerre a profondément transformé le pays, le rendant moins susceptible de trouver des compromis avec la Russie que par le passé. Et les dirigeants qui succéderont à Zelensky seront probablement d'autant moins désireux de faire de tels compromis que le souvenir d'un passé commun – et même de combats communs – aura été effacé par la guerre. À moins qu'ils n'y soient contraints par des forces extérieures.

Pour l'heure, la nation ukrainienne n'a jamais semblé aussi unie depuis l'indépendance. Mais la politique appartient-elle pour autant au passé ? Les élites pro-russes ont disparu du champ politique pour au moins une génération, tandis que les élites des précédentes révolutions semblent dépassées (Viktor Iouchtchenko, Ioulia Tymochenko, Petro Porochenko), tous s'étant montrés incapables d'empêcher la guerre avec la Russie. Faute d'alternative, le parti de Zelensky semble donc bien positionné pour rester au pouvoir dans le contexte de la guerre. Restent toutefois deux inconnues. La première concerne la réaction des anciennes élites oligarchiques, marginalisées depuis le début de la guerre, en voyant leur rôle se réduire au Parlement et dans les médias,

Pour l'heure, la nation ukrainienne n'a jamais semblé aussi unie depuis l'indépendance. Mais la politique appartient-elle pour autant au passé ?

alors même que les opportunités de corruption n'ont pas disparu. La reconstruction fera naître la tentation de mettre en place des circuits de corruption et de détournement de fonds, comme cela a pu exister par le passé. Comment garantir la mise en place d'un État de droit efficace en Ukraine, alors que celui-ci est menacé ailleurs, par exemple en Hongrie, les médias et les institutions y subissant de multiples pressions ? Seconde inconnue, le général Valeri Zaloujny, ancien commandant en chef des forces armées ukrainiennes, semble jouir d'une forte popularité au sein de l'opinion publique en raison de ses succès militaires. L'Ukraine post-guerre évitera-t-elle la tentation bonapartiste, celle d'un pouvoir national à exécutif fort et centralisé, s'appuyant sur une pratique plébiscitaire ? De fait, la présence médiatique du général Zaloujny et son aura militaire et internationale plaident pour lui, devant bien d'autres figures comme Oleksiy Arestovych, ancien conseiller en communication de Zelensky.

Ces interrogations sur le leadership et les évolutions du régime politique sont importantes pour un État désormais candidat à l'intégration au sein de l'Union européenne : le contrôle des armements, la démobilisation d'un certain nombre de combattants et l'accompagnement vers leur retour à la vie civile, le rétablissement de la loi et de l'ordre institutionnel feront partie des enjeux prioritaires du pays. Si la paix n'est pas conforme aux attentes de la population, que faut-il anticiper d'une société durablement marquée par la guerre ? Une instabilité chronique, avec des poussées autoritaires dans un pays ayant reçu de très nombreuses armes, ne serait pas à exclure.

Et si une nouvelle offensive ukrainienne nous avait conduits au seuil d'un accident nucléaire ?

Les livraisons d'armes et la situation sur le terrain n'ont cessé d'évoluer d'une semaine à l'autre. Début septembre 2022, la ligne de front que l'on croyait alors figée pour de longs mois s'était déjà brutalement déplacée à l'avantage des Ukrainiens, à la suite des deux offensives dans les régions de Kherson et Khar'kiv. En novembre de la même année, la reprise de Kherson, seule capitale régionale dont la Russie s'était emparée, avait constitué un grand succès pour les forces armées ukrainiennes. Différents types de missiles et des F-16 ont longtemps été attendus par Kiev, sans pour autant parvenir à imposer l'idée que ce conflit pouvait se terminer rapidement à l'aide d'une « arme magique ».

Paradoxalement, le régime de Poutine, acculé, aurait pu être encore plus dangereux, prenant une décision radicale avec l'utilisation d'armements jusqu'à présent inusités, l'arme chimique tout d'abord, puis l'arme nucléaire tactique en dernier recours. Cette possibilité, qui relève aujourd'hui plutôt de l'uchronie, a été prise au sérieux dès avril 2022 par le chef de la CIA, William Burns, mais aussi par Joe Biden en septembre, qui a mis en garde son homologue russe contre le recours à l'arme nucléaire. Quant au président Zelensky, il a relativisé ces menaces, peu convaincu qu'elles deviennent réalité, tout en enjoignant de ne pas céder à la peur, laquelle conduirait à un accord inique ou au « début de la Troisième Guerre mondiale ». Toujours est-il que, dès le début du conflit, le risque nucléaire inquiète particulièrement les opinions publiques : le sondage Elabe réalisé pour BFM TV, les 6 et 7 septembre 2022, indiquait que 80% des Français étaient préoccupés par le risque de catastrophe nucléaire (32% très inquiets et 48% plutôt inquiets). Or, le risque nucléaire ne

se limite pas à la menace d'emploi de la force par la Russie, par exemple si la Crimée venait militairement à revenir dans le giron ukrainien. La question n'est pas celle de la prolifération, mais plutôt celle de la vulnérabilité nucléaire, comme le suggère le politologue Benoît Pélopidas¹. Au-delà des discours et des doctrines, il convient de prendre en compte les possibilités d'explosions involontaires, et donc les vulnérabilités physiques et matérielles. On oublie en effet souvent de mentionner la chance parmi les différents facteurs ayant permis d'éviter un conflit nucléaire...

L'accident peut aussi survenir en matière de sûreté nucléaire autour de la centrale de Zaporijia, occupée par la Russie depuis mars 2022. Elle accueille désormais des missiles et de l'artillerie russes, tout en continuant de fonctionner (elle a été, un temps, déconnectée du réseau électrique ukrainien). La visite de l'Agence internationale de l'énergie atomique organisée en août 2022 avait déjà pour but de vérifier les informations localement, dans un contexte de désinformation de part et d'autre. Que se passerait-il si une explosion advenait, consécutive à des bombardements ? Selon les jours, le sens du vent orienterait les risques de contamination à l'Est vers la Russie ou bien à l'Ouest vers l'Europe. S'il se dirigeait vers la Russie, serait-ce un motif légitime du point de vue de Moscou pour engager une riposte nucléaire ? Quelle politique de prévention et quelle politique de garde-fou mettre en œuvre en cas d'accident ? En septembre 2023, la reconquête des territoires ukrainiens semblait difficile, mais le risque nucléaire n'était pas nul pour autant. Plus récemment, la percée ukrainienne d'août 2024 dans la région de Koursk, où se trouve également une centrale nucléaire, a fait craindre le même risque d'accident qu'à Zaporijia. La situation pourrait conduire soit à des négociations dans le but de préserver l'essentiel de l'Ukraine et d'éviter les externalités en Europe, soit à une escalade incontrôlée.

Et si la Russie menait prioritairement une guerre de déstabilisation insidieuse contre l'hégémonie américaine et contre l'Europe ?

Si les intentions initiales de Vladimir Poutine étaient de lancer une invasion pour renverser le pouvoir à Kiev, force est de constater l'échec de la manœuvre : l'Ukraine est unifiée derrière son président et les Européens restent pour le moment solidaires au sujet des sanctions. De fait, l'armée russe ne dispose pas d'une supériorité en hommes nécessaire pour occuper un territoire devenu hostile. Cette insuffisance a d'ailleurs conduit le président ukrainien à longtemps douter de l'attaque russe avant la guerre, faute de constater la présence de forces armées en nombre suffisant à ses frontières.

Il est néanmoins possible de remettre en cause nos hypothèses sur les buts de guerre. L'objectif maximaliste affiché (« dénazification » et démilitarisation) était-il réellement visé ou bien Vladimir Poutine avait-il, dès le début, des objectifs plus réalistes (contrôle du Donbass et continuité territoriale avec la Crimée) ? Au regard de la situation après trois ans de conflit, l'effondrement de l'armée russe est toujours une hypothèse à considérer, même si son éventualité semble peu probable au vu des lignes de défense en Ukraine du Sud. Mais peut-on faire l'économie de l'hypothèse d'un double niveau de lecture de la guerre actuelle : une guerre d'invasion localisée en Ukraine et une guerre indirecte plus globale contre les États-Unis et leurs alliés européens ?

¹ Benoît Pélopidas, *Repenser les choix nucléaires. La séduction de l'impossible*, Paris, Presses de Sciences Po, 2022.

En bon judoka, Vladimir Poutine est un adepte du *kuzushi*, l'art de s'appuyer sur la force de l'adversaire pour le déstabiliser. Dès lors, est-il possible que l'objectif localisé de la guerre en Ukraine se déroule en parallèle de celui qui viserait à fragiliser les institutions et épuiser les économies de l'Union européenne ? C'est l'hypothèse qu'émet l'économiste finlandais Tuomas Malinen, qui s'appuie sur les leçons de la guerre soviéto-finlandaise ou « guerre d'Hiver » (1939-1940). A l'époque, l'agression soviétique – jugée illégale – avait entraîné l'exclusion de l'URSS hors de la Société des Nations. Malgré l'écrasante supériorité en nombre des Soviétiques (ratio de 1 à 4), cette guerre fut un échec militaire considérable : pour conquérir l'isthme de Carélie qu'elle n'avait pu récupérer par la négociation, l'URSS a pris le risque de profondément dégrader son image internationale, ainsi que sa force militaire. Et son échec a finalement encouragé Hitler à déclencher sans trop attendre l'opération Barbarossa.

*Est-il possible que
l'objectif localisé de la
guerre en Ukraine se
déroule en parallèle
de celui qui viserait
à fragiliser les
institutions et épuiser
les économies de
l'Union européenne ?*

L'*art opératif*, concept d'origine soviétique de préparation et de conduite des forces armées au niveau des théâtres d'opération, a tenu compte des leçons de la guerre soviéto-finlandaise, avec ses déplacements stratégiques et ses mouvements de troupes. Dans cette perspective, l'important ne serait pas l'espace occupé par l'agresseur, mais la volonté d'épuiser l'adversaire en le contraignant à utiliser beaucoup plus de ressources que prévu, en l'occurrence du côté ukrainien et occidental. En anticipant la mise en œuvre de multiples sanctions, Moscou essaie de s'appuyer sur la force économique de l'Europe pour la déstabiliser ; de fait, la réponse aux actions de la Russie a provoqué la hausse des prix de l'électricité et la baisse des livraisons de gaz. Ce que l'ancien Premier ministre polonais Mateusz Morawiecki a appelé la « dérussification » de l'économie comporte des risques, tant il est difficile de prétendre isoler un des principaux exportateurs mondiaux d'énergies primaires, de métaux et de matières premières, *a fortiori* quand des demandes fortes de ressources existent ailleurs dans le monde.

En cas de conflit prolongé, et quelle que soit l'issue de la guerre, les Européens auraient pour obligation de participer au remboursement du *lend-lease* (mesure facilitant le prêt d'armes votée par le Congrès américain en mai 2022), ainsi qu'à la reconstruction de l'Ukraine, dont une large partie des infrastructures critiques ont été détruites. Pour donner un ordre de grandeur, lors de la conférence de Lugano de juillet 2022, le montant de la reconstruction avait déjà été évalué à 750 milliards de dollars, soit plus que le PIB de la Suisse. De surcroît, un conflit de longue durée multiplie les risques d'apparition de filières de trafics d'armes, en raison des envois massifs d'armements dont a bénéficié l'Ukraine ; or, la corruption y est un mal endémique depuis l'indépendance. La démission du ministre de la Défense ukrainien Oleksiy Reznikov, le 5 septembre 2023, l'a récemment rappelé (parmi d'autres scandales).

À moyen terme, comme l'a montré une étude du Conseil européen pour les relations internationales, le risque est bien celui d'une lassitude des opinions publiques européennes, divisées entre le « camp de la paix », favorable à des négociations avec la Russie pour terminer le conflit au plus vite, et le « camp de la justice », qui souhaite que la Russie soit condamnée pour avoir déclenché la guerre². Selon cette étude, il existe un risque pour qu'une partie croissante de ces opinions publiques finisse par considérer que « les gouvernements se concentrent trop sur la guerre, au détriment d'autres problèmes auxquels sont confron-

2 Ivan Krastev et Mark Leonard, « Paix ou justice : la fracture européenne au sujet de la guerre en Ukraine », *ECFR*, 15 juin 2022.

tés leurs propres citoyens » : une forte inflation, une aggravation de la pauvreté, des concurrences agricoles mal acceptées (blé en Pologne, poulets en France) et la perspective d'une crise énergétique durable. Des mouvements populistes en Slovaquie (SMER), en Pologne (Confédération Liberté et Indépendance) ou en Allemagne (AfD) jouent déjà cette carte-là. Cette lassitude pourrait conduire à diminuer les livraisons d'armes, d'autant que de nombreux pays européens ont, hélas, déjà épuisé leurs stocks. Elle pourrait aussi provoquer des dissensions majeures dans les relations transatlantiques et probablement au sein même de l'Union européenne, en fonction des intérêts des États membres et des coalitions au pouvoir. Ces divisions ouvriraient alors la voie à un fonctionnement plus multipolaire du monde, remettant en cause les règles occidentales – un objectif que poursuit la Russie depuis maintenant une vingtaine d'années, à défaut de parvenir à s'inscrire parmi les puissances occidentales. L'élargissement des BRICS à quatre nouveaux pays (Arabie saoudite, Egypte, Ethiopie et Iran) en janvier 2024 s'inscrit dans cette perspective, avec pour objectif d'affaiblir le dollar sur la scène internationale. De ce point de vue, le virulent discours qu'a prononcé Vladimir Poutine à la Conférence de Munich sur la sécurité, en février 2007, constitue rétrospectivement un signal annonciateur des difficultés à venir. C'est à cette même conférence que J.D. Vance a pris la parole en février 2025, dans une diatribe contre l'UE qui résonnait également comme un règlement de compte domestique avec les élites « globalistes » américaines. La doctrine Karaganov, mise à jour de la politique étrangère russe à l'heure de la guerre en Ukraine dans une perspective globale, va également dans ce sens.³

*

Ces trois scénarios, avec des degrés de probabilité variables, aident à penser les directions possibles de la guerre, ainsi que les bifurcations qui auraient pu advenir. Les États européens ont répondu avec une unité impressionnante dans la mise en place des sanctions. Pour autant, leurs opinions publiques risquent d'être encore mises à rude épreuve en cas de crise économique prolongée, obligeant les autorités ukrainiennes à chercher le moyen de continuer à susciter l'intérêt et la solidarité. Dans tous les cas de figure, il y a fort à parier que nous irons vers une coopération renforcée (institutionnelle, décentralisée) entre la France et l'Ukraine à un horizon prévisible, notamment en matière de sécurité dans la phase de reconstruction du pays : contrôle civil des structures militaires, accompagnement des victimes, désarmement, etc. L'expérience d'autres conflits et la volonté de mettre en avant le concept d'autonomie stratégique européenne convergent ainsi en faveur d'une politique française active dans la région.

Il existe un risque qu'une partie croissante de ces opinions publiques finisse par considérer que « les gouvernements se concentrent trop sur la guerre, au détriment d'autres problèmes auxquels sont confrontés leurs propres citoyens ».

³ Marlène Laruelle, « Dés-occidentaliser le monde : la doctrine Karaganov », Le Grand continent, 20 avril 2024.

« D'un conflit à l'autre, beaucoup de choses se répètent... »

ENTRETIEN AVEC JONATHAN LITTELL

Écrivain et grand voyageur, Prix Goncourt et Grand Prix du roman de l'Académie française en 2006 pour son roman *Les Bienveillantes*, Jonathan Littell est un familier des zones de guerre. Les situations extrêmes constituent l'une de ses matières privilégiées de littérature et de réflexion sur l'homme, le monde, l'Histoire. À cet égard, il n'a cessé de prêter la plus grande attention aux conflits à l'Est de l'Europe et dans l'ancienne sphère soviétique. Après avoir connu les Balkans et la Tchétchénie dans les années 1990 et 2000 (mais aussi l'Afghanistan et le Congo), Jonathan Littell s'est rendu en Ukraine après l'attaque russe. Avec le photographe Antoine d'Agata, il a publié *Un endroit inconvenient* (Gallimard, 2023), récit consacré aux zones de non-droit et aux lieux traumatiques de l'histoire ukrainienne : le ravin de Babyn Yar, la ville de Boutcha où l'armée russe a assassiné plus de 650 civils. Cet entretien a été réalisé en grande partie à la fin de l'année 2022, avant la reprise de Kherson par l'armée ukrainienne et l'intensification de l'offensive russe sur Bakhmout, puis actualisé en fonction des événements.

Vous connaissez bien la guerre, pour l'avoir longtemps fréquentée comme travailleur humanitaire et reporter indépendant – et puis, bien sûr, comme écrivain. Aujourd'hui, lesté de cette expérience, quelle vision avez-vous de la guerre en Ukraine, au moment où l'on parle du retour des affrontements de « haute intensité », du moins sur le continent européen ?

Depuis les Balkans au tout début des années 1990, je me suis rendu sur de nombreux théâtres d'opérations. À mes yeux, évoquer un « retour de la haute intensité » est justifié, mais seulement dans une certaine limite. La Tchétchénie était une guerre de très haute intensité et même

d'intensité extrême ! En tout cas du côté russe, car les Tchétchènes, eux, n'avaient que très peu d'armes à leur disposition. Il y avait une vraie asymétrie à cet égard. Pour autant, les Russes se sont retrouvés face à la résistance de quelques milliers de personnes armées de kalachnikovs et de lance-roquettes, et il leur a quand même fallu utiliser toute l'artillerie et l'aviation dont ils disposaient pour raser une ville entière et des villages. Ce sont les mêmes tactiques que l'on voit à l'œuvre aujourd'hui en Ukraine. La seule vraie différence, c'est que les Ukrainiens ont beaucoup plus de matériel pour résister au même niveau d'intensité que les Russes. Et si l'on considère

l'exemple des récentes guerres des États-Unis, elles ont été, elles aussi, d'une extrême intensité. Elles ont seulement été beaucoup plus brèves, parce que l'ennemi a plié beaucoup plus vite devant la puissance de feu américaine (je parle de l'offensive initiale et non pas, bien sûr, des guérillas qui s'en sont suivies et qui, pour le coup, ont duré des années). Donc, pour moi, la notion que vous évoquez est un peu trompeuse. En revanche, il est vrai que c'est la première guerre, depuis très longtemps, où le déséquilibre entre les deux belligérants n'est pas si flagrant, voire est limité. La partie attaquée est capable de résister avec un armement à peu près comparable à celui de l'agresseur. Le conflit dure, contrairement aux guerres américaines, et il ne s'est pas non plus transformé en une lutte déséquilibrée contre une guérilla, comme ce fut le cas en Afghanistan ou en Tchétchénie.

Hors de l'Ukraine, nombreux sont les commentateurs qui s'attendaient à ce que les Russes balayent l'armée ukrainienne en quelques jours à peine, avant que ne s'installe une situation de guérilla comparable à l'Irak. C'était probablement la vision et la perspective des Américains. Et c'est sans doute pour cette raison qu'ils n'ont pas fourni d'armes lourdes aux Ukrainiens, par crainte qu'elles ne tombent aux mains des Russes. Pour ma part, j'ai été moins surpris que d'autres par la tournure des événements, tout simplement parce que j'ai beaucoup d'amis ukrainiens qui sont d'anciens militaires. L'un d'entre eux, qui a combattu au Donbass, m'a expliqué dès janvier 2022 comment les choses allaient se passer. À cette date-là déjà, il me disait que ce ne serait pas une partie de plaisir pour les Russes et que les Ukrainiens parviendraient à les stopper... Contrairement aux attaques dans le Donbass en 2014, cette fois les forces russes étaient attendues de pied ferme ! La défense de Kyiv avait été ordonnée et préparée par Zelensky dès le mois de décembre 2021. Ce n'est donc pas un hasard si les Russes n'ont pas réussi à prendre la capitale : les moyens de défense étaient déjà en place. Les Ukrainiens ont pu tenir une ligne militaire pure face à l'agression russe.

Jusqu'à présent, la crise des Balkans que vous avez bien connue était le dernier conflit en date sur le sol européen. Nonobstant les différences évidentes, son histoire vous sert-elle de pierre de touche pour analyser la guerre actuelle ?

Pas vraiment... Les situations sont trop différentes. Dans les Balkans, on s'est empressé de geler le conflit en décidant un embargo sur les armes pour tous les belligérants. Ce qui était profondément injuste pour la Bosnie-Herzégovine, agressée, alors même que les séparatistes serbes bénéficiaient du soutien et de l'armement de l'ancienne armée yougoslave. Puis, il y a eu l'intervention des Nations Unies, les Casques bleus, ces *peacekeepers* qui n'ont « gardé » aucune paix, puisqu'il n'y avait aucune paix à « garder »... L'ONU a seulement contribué à geler et à déséquilibrer le conflit encore plus profondément. Pendant trois ans, le gouvernement bosniaque n'a pas pu se défendre contre les extrémistes. Ces derniers ont pu commettre des crimes atroces dans les zones qu'ils contrôlaient : nettoyage ethnique, massacres et viols de masse, etc. Le point culminant a été atteint avec le massacre de Srebrenica qui – je le rappelle – a été reconnu comme un acte de génocide par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY). C'est seulement au bout de trois ans et demi, quand il y a eu un massacre de trop à Sarajevo, que l'Occident a décidé d'intervenir directement pour mettre un coup d'arrêt aux exactions des Serbes.

En Ukraine, aujourd'hui, la situation est complètement différente. Personne n'a essayé de geler le conflit ni d'intervenir directement. On a simplement aidé les Ukrainiens à se défendre en leur fournissant des matériels dont ils manquaient cruellement. Mais c'est à eux qu'il appartient de les mettre en œuvre et de les utiliser avec des tactiques novatrices. Je pense notamment à l'adaptation de missiles américains sur des avions MIG-29 ukrainiens d'origine soviétique, alors que les spécialistes américains eux-mêmes estimaient que c'était impossible. Ils ont pourtant réussi à le faire et ils les utilisent dans des tirs de contre-batterie sur les défenses anti-aériennes russes. Il y a eu beaucoup d'innovations de ce type. À l'été 2022, le conflit a été d'une violence extrême sur

le front, au moment de l'avancée russe. On a observé, semble-t-il, un même niveau de violence quand les Ukrainiens ont repris du terrain, même si on a beaucoup moins d'informations, parce que les Ukrainiens ont peu communiqué et n'ont pas autorisé les journalistes à accéder au front. On n'a donc pas pu mesurer avec précision l'intensité réelle des combats, mais on peut imaginer qu'ils ont été et sont encore extrêmement violents, avec de très nombreuses pertes de chaque côté. En tout état de cause, on est face à un conflit qui ressemble davantage aux affrontements de la Seconde Guerre mondiale en Europe centrale et orientale – une physionomie que l'on n'avait plus connue depuis lors. J'ajoute que les Russes n'ont aucun scrupule à raser des villes entières, cibler des infrastructures civiles, des hôpitaux, les réseaux électriques, etc. Autant d'actions qui sont considérées comme des crimes de guerre. En la matière, ils n'ont aucune inhibition : leur violence s'exerce aussi contre les civils.

Précisément, vous avez écrit des pages très fortes sur les violences de guerre. Comment travaillez-vous sur un tel sujet ?

En fait, il m'est difficile de répondre. Évidemment, vous le soulignez, c'est un peu le cœur de mon travail ; peut-être même est-ce ce qui m'intéresse le plus. D'une manière ou d'une autre, la question de la violence est toujours présente dans mes textes. Surtout la violence d'État, en effet, plus que la violence individuelle. Pourquoi ? Je ne sais pas. On peut dire, assez stupidement, que l'on écrit sur ce que l'on connaît et que j'ai moi-même travaillé très tôt – j'étais jeune – sur des conflits. C'est donc un domaine que je connais bien. En fait, je ne saurais vous en dire plus ! Mais il est évident que c'est le sujet que j'explore avec le plus de persévérance et de continuité.

Avez-vous vu évoluer cette violence depuis une trentaine d'années ?

Pour moi, il n'y a aucune évolution sur le plan de l'humanité, mais il y en a sur le plan technique et technologique. Par exemple, le rôle d'Internet est certes très nouveau, mais la nature même de la violence ne change pas. Si l'on observe les viol

russe contre les civils ukrainiens, on constate qu'ils sont semblables, dans leur logique et leurs méthodes, aux actions des miliciens serbes contre les Bosniaques au début des années 90. On l'a aussi observé dans d'autres conflits de nature ethnique. C'est la même volonté d'utiliser le viol comme une arme de guerre pour humilier l'ennemi, briser sa résistance morale et détruire les femmes physiquement et psychologiquement. D'un conflit à l'autre, beaucoup de choses se répètent... Surtout, j'y insiste, lorsqu'un des belligérants ne se sent pas tenu par les lois de la guerre et le droit international, et considère qu'il peut faire ce que bon lui semble sur le terrain.

La figure du criminel de guerre apparaît dans vos écrits, elle est centrale dans *Les Bienveillantes*. Peut-on revenir sur cette notion de crime de guerre et sur son actualité ?

Des criminels de guerre, il y en a déjà dans le conflit en Ukraine. On les connaît, on peut les nommer. Je pense par exemple à Igor Girkin, surnommé « Strelkov », ce qui signifie « tireur » en russe. C'est un criminel de guerre avéré, identifié comme étant le responsable du tir de missile surface-air qui a abattu, le 17 juillet 2014, le vol MH17 de la Malaysia Airlines (298 morts...). En novembre 2022, la justice néerlandaise l'a condamné par contumace à la prison à perpétuité et il fait l'objet d'un mandat d'arrêt international. Le général Sergueï Sourovikine, qui était jusqu'en janvier 2023 le commandant en chef des forces russes en Ukraine, est clairement un criminel de guerre, en raison des exactions commises en Syrie sous son autorité entre 2017 et 2019 (avec notamment des bombardements sur des cibles civiles), puis en raison des mêmes tactiques criminelles qu'il a déployées en Ukraine en 2022. J'évoque là les très hauts gradés, mais les Ukrainiens ont d'ores et déjà beaucoup enquêté sur les faits perpétrés depuis l'attaque de février 2022. Et ils ont identifié de nombreux criminels de guerre locaux, de moindre envergure. Toutes les exactions commises dans l'oblast de Kyiv ont fait l'objet d'investigations. On pense à Boutcha, bien sûr, mais il y a des dizaines et des dizaines de lieux où des crimes similaires ont été commis

et sont aujourd'hui documentés. Entre les témoignages des survivants, les réseaux sociaux et les écoutes des services américains et ukrainiens, les rumeurs sont vite confirmées et deviennent des faits. Les criminels sont connus. La question est : seront-ils traduits en justice ? Quelle que soit l'issue du conflit, personne ne veut envahir la Russie. Dans le meilleur des cas, la guerre finira avec une Ukraine libre, indépendante et rétablie dans ses frontières de 1991. Mais pas plus. Les criminels de guerre russes retourneront – ou sont déjà retournés – en Russie. Personne ne va les livrer à quelque instance que ce soit. Il y a certes l'exception de ceux qui ont été faits prisonniers et qui sont déjà aux mains des Ukrainiens. Mais au final, très peu seront jugés.

Une autre question se pose, celle de la responsabilité. Prenons l'exemple de Boutcha. Les enquêtes portent sur des crimes spécifiques commis par des individus précis. Peut-être pourra-t-on remonter jusqu'à leur hiérarchie locale, mais il sera très difficile d'aller au-delà, c'est-à-dire plus haut dans la hiérarchie militaire et politique. C'est là une constante des investigations sur ce type de crimes. Parce qu'évidemment, personne n'a jamais rédigé ni signé un ordre officiel sur un papier à en-tête, disant « il faut violer les femmes, tuer tout le monde, enlever les enfants », etc. Cela ne se passe jamais comme ça, ce n'est pas aussi simple... Un grand mouvement juridique voudrait résoudre cette difficulté par la création d'un tribunal spécial pour l'Ukraine, dans le but de juger le crime d'agression. L'historien et avocat britannique Philippe Sands, qui a écrit de nombreux ouvrages sur le droit international et qui a plaidé de nombreux cas devant la CPI et d'autres cours internationales, fait partie des personnalités éminentes qui appuient cette initiative. De fait, l'agression est un crime reconnu en droit international, mais il ne rentre pas dans la compétence de la CPI. Il faudrait donc créer un tribunal d'exception – un tribunal spécial –, ce qui est tout à fait envisageable si un nombre suffisant de pays s'embarquent dans l'aventure. Cela permettrait de juger le plus haut niveau de l'État russe, Vladimir Poutine en personne, ainsi que Sergueï Lavrov et Sergueï Shoïgou, respectivement ministre

des Affaires étrangères et ancien ministre de la Défense, et d'autres encore. Tous les autres crimes – les crimes contre l'humanité, les crimes de guerre et, possiblement, même le crime de génocide – découlent de l'attaque initiale et, par là même, de ce crime d'agression.

Cela étant, je suis très pessimiste. Je ne crois pas qu'une justice réelle puisse intervenir dans le cas présent. Au mieux, le régime russe se « reformera » de lui-même et il y aura un coup d'État interne. D'autres individus, tout aussi criminels que ceux qui sont actuellement au pouvoir, les remplaceront. Mais, sur le fond, cela ne changera rien. Ce ne sera pas la justice, seulement une réorganisation interne. Dans tous les cas où il y a eu des processus judiciaires internationaux – les procès de Nuremberg et de Tokyo, les cours pénales internationales pour l'ex-Yougoslavie et pour le Rwanda –, les coupables avaient d'abord perdu la guerre, ils avaient été vaincus. On les a arrêtés pour les juger. Dans le cas de l'Ukraine, je doute qu'on y parvienne. La collecte des preuves n'en demeure pas moins fondamentale, même s'il n'y a pas de procès. Enquêter et réunir ces éléments de preuve, dans un cadre légal et selon des méthodes professionnelles, c'est très important ! Le travail des procureurs ukrainiens et des organisations qui œuvrent à leurs côtés – dont la Gendarmerie française – permet d'exhumer et d'enregistrer une trace des faits qui ont été commis, une trace officiellement reconnue comme telle. Cela permet de dire : « Voilà ce qui s'est passé ici ! Voilà ce que les Russes ont fait ! » Pour moi, c'est absolument crucial. Pour le présent et pour l'Histoire. Sans doute y a-t-il peu de chance qu'un tribunal se réunisse, mais ce n'est pas une raison pour arrêter ce travail de collecte de preuves et d'informations sur les crimes perpétrés contre les Ukrainiens.

Avez-vous une histoire particulière avec ce pays ?

Lorsque je travaillais sur *Les Bienveillantes*, j'ai fait des recherches en Ukraine, mais ce fut seulement l'affaire de quelques courts séjours. À l'époque, je vivais en Russie que je connais vraiment très bien ; je parle russe, j'y ai un ancrage réel et ancien.

Avec l'Ukraine, en revanche, mon histoire est beaucoup plus récente. Elle commence en 2019, dans le cadre d'un projet de film qui n'a d'ailleurs toujours pas abouti, à cause de la pandémie de COVID, puis de la guerre. Bref, depuis cinq ans, je me rends très régulièrement en Ukraine et j'y passe beaucoup de temps. Aujourd'hui, j'ai là-bas de nombreux amis. Ces relations me sont chères et elles sont devenues très intenses. C'est la raison pour laquelle, dès que la guerre a éclaté, je me suis engagé pour soutenir l'Ukraine dans la mesure de mes capacités, celles d'un écrivain et d'un journaliste.

Jusqu'à présent, qu'est-ce qui vous a le plus marqué dans le conflit ?

C'est la première fois que je vais au cœur d'une guerre qui se déroule dans des lieux que je connaissais et fréquentais avant le conflit. À Kyiv, il y a des endroits où j'allais pour me promener et boire des verres avec des copains. Et, tout à coup, il y a désormais des sacs de sable, des croisillons, des barbelés, des soldats en armes, des *check-points*, des destructions... Mes amis sont touchés de plein fouet. Certains d'entre eux ont rejoint l'armée et se battent, ils défendent leur pays. C'est très particulier pour moi et j'ai voulu montrer tout ça. Avec le photographe Antoine d'Agata, on a fait un reportage pour *Le Monde*, à Kyiv et au nord de Kyiv (« De Kiev à Boutcha », *M, le Magazine du Monde*, 15 juillet 2022). J'ai passé deux ans en Tchétchénie et j'ai un peu l'habitude des pratiques russes. Mais la Tchétchénie est plutôt rurale, les villes n'y sont pas très développées, à l'exception de Grozny. En revanche, dans les faubourgs immédiats de Kyiv, c'est assez chic, il y a des forêts, des petits lacs. On a parfois un peu l'impression d'être dans ces quartiers qui jouxtent Paris et où les gens vont chercher une meilleure qualité de vie qu'au centre-ville. On voit partout des affiches qui vantent de nouveaux complexes résidentiels en cours de construction, des publicités pour des ordinateurs, des choses de la vie, la consommation courante. Là où je vis, j'ai le même type de paysage en bas de chez moi. Et puis, quand nous arrivons, la moitié de la ville est détruite... Il y a des cadavres dans les rues, dans les jardins. Il y

a des fosses communes, des gens traumatisés. Le décalage est très violent, croyez-moi. C'est difficile de ne pas s'identifier à ces existences qui ressemblent aux nôtres et qui sont tout à coup détruites. Si une telle guerre arrivait chez nous, dans nos villes d'Europe de l'Ouest, ce serait la même dévastation au milieu des mêmes paysages...

Vous avez mentionné l'action de la Gendarmerie dans le cadre d'une coopération judiciaire internationale avec les autorités ukrainiennes. Sur place, vous avez rencontré nos experts de l'IRCGN. Comment cela s'est-il passé ?

J'ai rencontré un détachement de gendarmes de l'IRCGN en mai 2022, une journée durant, à Kyiv et à Boutcha. Projetés en Ukraine depuis quelques semaines, ils venaient alors d'achever leur mission et ils étaient en train de démonter leur laboratoire mobile d'analyse ADN pour le rapatrier en France. Ils étaient sur le départ, donc je n'ai pas eu la possibilité de les voir travailler. En revanche, ils m'ont longuement expliqué leur travail. C'était vraiment très intéressant, d'autant plus que ce travail sur les preuves ADN m'a toujours fasciné. Les gendarmes m'ont notamment montré les centrifugeuses qui séquentent l'ADN, les codes qu'on utilise pour le faire « matcher ». Ce sont des équipements de pointe que je n'avais jamais vus auparavant. J'ai d'ailleurs regretté de ne pas avoir pu les rencontrer plus tôt pour avoir la chance de les observer travailler. En tout cas, leur action est indispensable pour accompagner les Ukrainiens dans ce travail de vérité.

Une dernière question pour finir, quel regard portez-vous sur la dimension de « guerre informationnelle » qui est centrale dans le conflit ukrainien ? Et, plus largement, comment jugez-vous cette irruption des réseaux sociaux dans la guerre contemporaine ? D'ailleurs, est-ce que, vous-même, vous les utilisez pour recueillir de l'information sur le terrain ?

En fait, je n'utilise pas les réseaux sociaux. Je n'en ai pas vraiment besoin. Je suis assez *old school* dans ma manière de m'informer. Sur le terrain, je fais du porte-à-porte, je parle avec les gens, je ne reste pas scotché sur mon smartphone à regarder

Twitter ou Telegram ou d'autres messageries. Ces outils ont un potentiel extraordinaire, c'est vrai, et ils ont un impact énorme sur les conflits d'aujourd'hui. J'ai en tête quelques exemples positifs : la capacité des autorités à identifier des criminels de guerre russes via les réseaux sociaux, à trouver leurs noms, les adresses où ils vivent, etc. Il y a aussi une application pour les alarmes aériennes, quand il y a une attaque de missiles ou d'avions. Les Ukrainiens ont mis en place des boucles Telegram pour encourager et faciliter la reddition des soldats russes, notamment parmi les nouveaux conscrits. Ces derniers peuvent facilement aller sur un canal Telegram confidentiel, communiquer avec des Ukrainiens et organiser leur reddition de manière sécurisée. Beaucoup de soldats ont ainsi rendu les armes. En plus, les Ukrainiens versent des primes pour tout matériel de guerre que les déserteurs russes leur livrent. Ils payent et ça se sait, ça circule dans l'armée russe.

S'il y a donc plusieurs exemples positifs, il y a aussi le problème des *fake news* qui provoquent des dégâts immenses, notamment aux États-Unis. La structuration politique du pays n'est pas nouvelle, mais des limites ont été franchies ces dernières années, à cause des réseaux sociaux et de l'usage que Donald Trump et ses acolytes en ont fait. Les algorithmes utilisés par Meta et les autres sociétés du même type nourrissent cet extrémisme, parce que c'est l'extrémisme qui attire l'attention, pousse les gens à cliquer et, donc, génère du chiffre d'affaires. Je vous donne un exemple significatif. En 2022, j'ai été contacté par un activiste ouzbek que j'ai connu il y a plus d'une quinzaine d'années, quand je travaillais en Ouzbékistan sur la question des droits de l'homme. Il me demandait de l'aide parce que les réseaux sociaux de son pays étaient inondés de matériaux extrémistes et conspirationnistes en langue ouzbèke. En réalité, ces matériaux sortent directement des usines à *trolls* russes. Et on y retrouvait vraiment tous les délires conspirationnistes en vogue aujourd'hui, comme aux États-Unis avec la mouvance QAnon et autres – bref, tous ces fantasmes qui vont de pair avec l'extrémisme politique. Les Ouzbeks ont contacté Meta et YouTube pour demander la modération de ces contenus dangereux.

Comme l'Ouzbékistan n'intéresse personne (sauf Moscou), ils n'ont bien sûr reçu aucune réponse. J'ai finalement réussi à mettre en contact l'activiste que je connaissais avec les responsables de la sécurité chez Meta, ainsi qu'avec des ONG qui travaillent sur ce type de sujet. À force de persévérance, on obtient donc des réponses, mais c'est souvent très dur... Il faut savoir que ces actions de déstabilisation via les réseaux sociaux ont joué un rôle majeur dans la montée aux extrêmes dans plusieurs pays. Je pense aux élections au Brésil en 2018, ou bien aux massacres de musulmans Rohingya en Birmanie, en 2016-2017. Bien entendu, Moscou prône systématiquement le recours à ce type d'outils. L'ancien patron du groupe de mercenaires Wagner, Evgueni Prigogine, a ainsi développé ce qu'il a nommé des *outils d'influence*, lesquels visent la France dans plusieurs pays africains. C'est donc un problème global. Aujourd'hui, ce n'est pas l'Ukraine qui est visée, parce que le pays est dans un état de conflit ouvert tellement violent que la propagande n'y change rien, les mentalités sont déjà formées par la guerre. En revanche, les Russes utilisent ces armes de déstabilisation pour atteindre de l'intérieur les pays qui soutiennent l'Ukraine, en Europe de l'Est et dans certains pays vacillants comme la Hongrie. Cela va loin, bien au-delà des stricts enjeux d'information et de désinformation. Et cela ne fait que commencer.

Du maintien de la paix à la haute intensité : un large spectre d'interventions extérieures

GÉNÉRAL DE BRIGADE SÉBASTIEN GAY

Le contexte international est aujourd'hui marqué par le retour de la guerre interétatique sur le continent européen et le désengagement progressif de la France de ses zones traditionnelles de présence en Afrique. Après trois décennies de déploiement continu de forces de sécurité intérieure – et particulièrement de la Gendarmerie nationale – en opérations de maintien de la paix (des Balkans à l'Afghanistan, en passant par la Côte d'Ivoire), l'attention se concentre désormais sur la haute intensité, les engagements majeurs et la défense opérationnelle du territoire.

Si la réflexion doctrinale et la préparation opérationnelle de la Gendarmerie doivent intégrer l'évolution de la situation à l'Est et des menaces potentielles qui lui sont liées, il serait toutefois dangereux de négliger la possibilité de devoir gérer une nouvelle crise interne dans un pays du voisinage de l'Europe, notamment sur son flanc sud. Il serait alors dommageable de perdre la connaissance et les savoir-faire acquis lors des différentes participations aux opérations de l'ONU, de l'Union européenne ou de l'OTAN.

Le brutal retour de la guerre

Aujourd'hui, le prisme du *continuum* classique paix-crise-guerre, qui constituait la grille de lecture du monde depuis la fin de la Guerre froide, apparaît dépassé : il ne permet plus d'appréhender avec pertinence la complexité mouvante des nouvelles conflictualités. On considère désormais que les États évoluent dans un environnement beaucoup plus fluide de *compétition*, de contestation et d'affrontement¹. La compétition peut être économique, régulée entre alliés, mais aussi potentiellement brutale. Quand plusieurs acteurs décident qu'il est plus rentable de coopérer, sortant ainsi de la logique d'un jeu à somme nulle, la coopération devient alors un sous-ensemble de la compétition. La *contestation* intervient dès lors qu'un acteur recourt à des modes d'action qui s'affranchissent des règles communément admises de relations internationales. Enfin, il peut y avoir une escalade dans cet état de relation, lequel dégénère alors en *affrontement* lorsque l'un ou l'autre des acteurs décide de recourir à la force.

Les relations internationales de la France s'inscrivent dans ce contexte nouveau. Notre pays y est confronté à de nombreux acteurs employant des stratégies dites « hybrides », lesquelles combinent des modes d'action militaires et non militaires, directs et indirects, légaux ou illégaux. Dans l'histoire récente, l'exemple le

¹ On pourra consulter à cet égard le document officiel présentant la « Vision stratégique du chef d'état-major des Armées », publié en 2021.

plus criant a permis, en 2014, l'annexion à peu de frais de la Crimée par la Russie. S'appuyant notamment sur un important volet informationnel qui vise à affaiblir les démocraties occidentales de l'intérieur, ces stratégies ne sont pas nouvelles. Redécouvertes avec les campagnes de désinformation révélées après les élections présidentielles américaines de 2016, elles répondent à des logiques et des procédés fort bien exposés, dès 1946, par le diplomate Georges F. Kennan, chef de mission à l'ambassade américaine à Moscou. A l'époque, celui-ci décrit avec une grande acuité les modes d'action privilégiés de l'URSS aux premières heures de la Guerre froide :

« Saper le potentiel politique et stratégique des principales puissances occidentales. [...] miner la confiance nationale, pour réduire l'efficacité des mesures de défense nationale, pour accroître l'agitation sociale [...] stimuler toute forme de désunion. Toute personne animée par des griefs, qu'ils soient économiques ou [communautaires], sera fortement encouragée à rechercher la réparation [...] par la violence [...] le pauvre sera dressé contre le riche, le Noir contre le Blanc, le jeune contre le vieux, les nouveaux venus contre les [citoyens] plus anciens. »

Sur le plan de la stratégie, il s'agit simplement de nouveaux modes d'expression de la réalité fondamentale de la guerre, dont l'objectif demeure inchangé : faire plier la volonté nationale de l'adversaire.

Jusqu'à la Révolution française, il suffisait de défaire l'armée déployée sur le pré pour faire fléchir la seule expression de cette volonté nationale, en l'occurrence celle du souverain. De nos jours, dans les pays démocratiques, la volonté nationale est celle du peuple et, comme l'a démontré la surprenante résistance ukrainienne face à une Russie pourtant *a priori* bien supérieure, la puissance militaire ne suffit plus ; voire, elle n'est pas le principal levier d'action contre une nation ennemie.

L'explosion du phénomène des réseaux sociaux et de la désinformation, l'instrumentalisation des normes internationales, les mesures de rétorsion économique dans un système mondialisé constituent autant de vecteurs qui permettent aux compétiteurs de la France de contourner son système de défense et de sécurité nationale pour s'attaquer directement à sa volonté nationale. C'est d'autant plus facile que les milieux et champs d'expression de la puissance nationale n'ont eu de cesse de se multiplier, à mesure que l'activité humaine venait conquérir de nouveaux domaines. Longtemps (pendant des millénaires !), la guerre s'est limitée aux milieux terrestre et naval. En plus d'un siècle à peine, elle s'est étendue au milieu aérien, puis au champ électromagnétique, aux milieux spatial et cybernétique, et à présent au champ informationnel en tant qu'espace de bataille à part entière. Et en régime démocratique, cet espace de bataille-là est celui de l'opinion publique, celui de la société, théâtre quotidien des opérations menées par les forces de sécurité intérieure sur le territoire national.

Dans les pays démocratiques, la volonté nationale est celle du peuple et, comme l'a démontré la surprenante résistance ukrainienne face à une Russie pourtant a priori bien supérieure, la puissance militaire ne suffit plus.

L'hypothèse d'un engagement majeur et ses conséquences pour la Gendarmerie

Quelle sont les conséquences d'une telle évolution – en constante accélération – pour la Gendarmerie ? Dans le cas d'un conflit armé international de haute intensité, la première mission de l'Arme sera celle de la prévôté, historique et inchangée. Toutefois, une différence significative tiendra à l'allongement de la portée des armes d'appui, des armes tactiques terrestres, qui définissent la profondeur du champ de bataille, limitée à quelques dizaines de kilomètres tout au long du XX^e siècle. En situation de supériorité

aérienne, dans laquelle nos forces ont évolué depuis 1945, il était relativement aisé de tracer une ligne de sécurité définissant une zone d'évolution où la menace ennemie était limitée, voire inexistante. Aujourd'hui, la portée des armes terrestres d'appui avoisinent les 150 kilomètres, la portée de certaines roquettes devant atteindre prochainement 350 à 500 kilomètres, soit la distance Paris-Bordeaux en ligne droite. Par conséquent, la zone d'évolution des prévôts connaîtra une augmentation significative du niveau de menace auquel elle sera exposée.

Cependant, et presque de façon contre-intuitive, ce n'est pas nécessairement dans cette zone tactique – où les effectifs engagés restent limités – que la menace sera la plus importante pour des unités de Gendarmerie.

Un engagement majeur peut être défini comme un conflit armé contre un acteur étatique de capacité militaire similaire ou supérieure à celle de la France – par là même, un acteur faisant peser une menace significative sur les intérêts fondamentaux de la Nation dans un conflit mobilisant l'essentiel des capacités nationales. Les acteurs susceptibles de justifier un engagement majeur de la France sont tous adeptes des stratégies hybrides. Une montée de tension entre la France – seule ou dans le cadre d'une coalition – et une autre puissance sera vraisemblablement accompagnée d'offensives hybrides de l'adversaire, qui utilisera notamment le vecteur cybernétique pour s'attaquer aux infrastructures essentielles et à la cohésion nationale. Dias-

Une montée de tension entre la France – seule ou dans le cadre d'une coalition – et une autre puissance sera vraisemblablement accompagnée d'offensives hybrides de l'adversaire, qui utilisera notamment le vecteur cybernétique pour s'attaquer aux infrastructures essentielles et à la cohésion nationale.

poras et communautés de toute nature seront instrumentalisées. Toutes les insatisfactions, les contestations, les franges de la population nourrissant un ressentiment contre la société ou l'État constitueront autant de cibles potentielles pour des campagnes de désinformation et d'agitation.

Dès lors, les forces de sécurité intérieure pourront être amenées à faire face à une multiplication des menaces, des troubles à l'ordre public, voire à l'émergence de mouvements quasi insurrectionnels. Bien avant que le premier choc entre forces militaires conventionnelles ne se produise sur un théâtre d'opération (qu'il soit proche ou lointain), les forces de l'ordre verront leurs capacités opérationnelles testées : interruption de systèmes essentiels (distribution des eaux, électricité, énergie, transports), manifestations, heurts intercommunautaires, etc.

Réponse de facto à ce type de menace, nous avons ainsi, dès 2021, renforcé les capacités opérationnelles des Pelotons de surveillance et d'intervention de la Gendarmerie (PSIG), dans le cadre du renouvellement du protocole d'accord de coopération entre la Gendarmerie et l'armée de Terre, motivé par l'augmentation de 300 % en dix ans des agressions avec armes. Dans le même esprit de militarité et de modularité, il est nécessaire, en cas de crise, d'agréger, avec une grande flexibilité, unités de gendarmerie mobile, GIGN, gendarmeries territoriales, capacités blindées et hélicoptées, moyens complémentaires – dans le but d'apporter rapidement, et sous l'autorité opérationnelle d'un chef unique, une réponse la plus adaptée possible à la situation sur le terrain. Enfin, dans les scénarios les plus critiques, la défense opérationnelle du territoire pourra devoir être activée, sans troupes ennemies à nos frontières.

La persévérance des crises étatiques dans les zones d'intérêt stratégique de la France

Ce retour de la guerre sur notre continent et l'inquiétante extension du phénomène guerrier à tous les champs et milieux d'activité humaine ne doivent pas faire oublier que les intérêts stratégiques nationaux sont exposés à d'autres menaces. Celles-ci sont susceptibles de générer des opérations extérieures dans lesquelles les capacités de la Gendarmerie et ses savoir-faire acquis par le passé en opération de maintien de la paix peuvent se révéler très précieux.

L'Afrique sahélienne et les pourtours nord du Golfe de Guinée voient se multiplier les coups d'État et les mouvements terroristes qui s'approprient une partie des territoires des pays de la région.

Malgré l'évolution des relations entre l'Europe – en particulier la France – et les pays africains, la possibilité de l'effondrement d'un État ou d'une situation de crise nécessitant une intervention internationale ne peut être minimisée. Les catastrophes naturelles – y compris les catastrophes climatiques en augmentation constante – pourraient également avoir pour conséquence l'intervention d'une force projetable de sécurité intérieure en remplacement des institutions locales défaillantes, comme après le séisme en Haïti en 2010.

Dix ans après le retrait d'Afghanistan du principal contingent de la Gendarmerie en OPEX, il paraît donc utile de rappeler quelques fondamentaux de la gestion de crise et le rôle que l'Arme peut jouer dans ce type de processus.

*Les catastrophes naturelles
– y compris les catastrophes
climatiques en augmentation
constante – pourraient également
avoir pour conséquence
l'intervention d'une force
projetable de sécurité intérieure.*

Les États membres de l'Union européenne ont théorisé le schéma-type d'une gestion de crise il y a plus de vingt ans, au sommet de Nice en 2000, et rien n'est venu invalider les principes simples qui ont alors été identifiés. On distingue ainsi trois phases successives :

- une phase initiale essentiellement militaire visant à s'assurer la maîtrise du terrain ;
- une phase de transition dont l'objectif est de restaurer la sécurité publique de façon durable ;
- une phase de sortie de crise qui se concrétise par le rétablissement progressif du fonctionnement normal des institutions.

La Gendarmerie trouve sa place dans chacune de ces phases, de la prévôté de la division Daguet pendant la première guerre du Golfe à sa contribution au sein de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), dont la mission s'est achevée en 2023.

Sous la bannière de l'ONU en Bosnie-Herzégovine, au sein de la MINUBH lancée en 1995 à la fin du conflit ayant abouti à la dislocation de la Yougoslavie, les gendarmes intégrés au Groupe international de

police ont assuré le mentorat des unités de police locale, ainsi que la sélection et la formation des policiers des unités de la Bosnie-Herzégovine nouvellement créée. Au Kosovo, en 1999, la brigade Leclerc BMN-N (Brigade multinationale-Nord) de la KFOR (*Kosovo Force*) de l'OTAN comptait un détachement de gendarmes, issus du Groupement blindé de Gendarmerie mobile (GBGM) et déployés à Mitrovica pour apaiser les tensions intercommunautaires exacerbées. Spécialistes du maintien de l'ordre, ils ont rapidement et d'initiative pris en main les missions de sécurité quotidienne, assurant même la réouverture de la prison.

Entre 2003 et 2011, le déploiement en Côte d'Ivoire de deux à quatre escadrons de Gendarmerie mobile, dans le dispositif français de l'opération Licorne, est un autre exemple de la complémentarité opérationnelle entre des unités de combat, dont la mission est d'obtenir (parfois par la force) et de faire respecter un cessez-le-feu entre parties belligérantes, et des unités de sécurité intérieure spécialisées dans le maintien de l'ordre, à même de travailler au contact des populations dans les centres de pouvoir afin de prévenir des désordres civils graves.

En 2008, la Gendarmerie a encore été déployée rapidement, en quelques semaines, après la fin des hostilités ayant opposé la Russie à la Géorgie, après que celle-ci a tenté de reprendre militairement le contrôle de la province sécessionniste d'Ossétie du Sud. En Afghanistan, les missions de mentorat des forces locales de sécurité intérieure en zone de compétence française ont été réalisées avec des gendarmes équipés comme des unités de combat, sous blindage, en milieu insurrectionnel. À cet égard, cette dernière mission est la seule, hors prévôté, pour laquelle les militaires de la Gendarmerie déployés ont bénéficié d'une réelle préparation opérationnelle. Du Kosovo à Haïti, en passant par la Bosnie, les gendarmes sont déployables sous court préavis : ils s'adaptent quel que soit le théâtre d'opération et remplissent des missions très diverses, de l'accompagnement des forces locales à la conduite des missions de sécurité publique en se substituant aux institutions défaillantes.

Les capacités et les savoir-faire des forces européennes de type gendarmerie, particulièrement lorsqu'elles sont sous statut militaire, constituent des atouts indéniables dans l'éventail capacitaire européen et international de gestion de crise : rusticité des unités et du personnel, fonds culturel commun, capacité à se protéger par des moyens et des modes d'action de combat en cas de besoin, etc. La Force de Gendarmerie européenne, l'Association internationale des forces de gendarmerie et de police à statut militaire, réunissant notamment les gendarmeries euro-méditerranéennes³, le Collège européen de police et d'autres structures du même type sont autant de forums d'échanges et de partage d'expériences qui permettent collectivement de renforcer les capacités européennes de gestion de crise. A n'en pas douter, ces différentes instances pourraient, elles aussi, s'avérer des plus précieuses dans les années et décennies à venir...

³ Créée en 1994, l'Association internationale des forces de gendarmerie et de police à statut militaire regroupe des forces militaires de plusieurs pays, d'abord en Europe, puis dans le monde entier. Le sigle de l'association, FIEP, fait référence aux quatre pays fondateurs : la France avec la Gendarmerie nationale, l'Italie avec l'Arma dei Carabinieri, l'Espagne avec la Guardia Civil, rejointes très vite par le Portugal avec la Guarda Nacional Republicana. Plus tard, ce regroupement initial s'est élargi notamment à la Jandarma turque, la Koninklijke Marechaussee néerlandaise et la Gendarmerie royale marocaine, la Gendarmerie roumaine, la Darak Force jordanienne et la National Guard tunisienne. Elle associe également des forces qui ne répondent pas au critère territorial, telles que la Gendarmerie argentine, les Carabiniers chiliens et la Lakhwiya du Qatar.

« Les causes profondes des crises internationales ne sont pas suffisamment traitées »

ENTRETIEN AVEC BERNARD BAJOLET

Bernard Bajolet a été l'une des figures de la diplomatie et du renseignement français durant sa longue carrière entre 1975 et 2017. Ambassadeur de France en Jordanie, en Bosnie-Herzégovine, en Irak, en Algérie et en Afghanistan, ancien directeur de la DGSE, il porte un regard aigu sur les crises géopolitiques de ces dernières années.

De nombreuses visions des crises internationales cohabitent : géopolitiques, militaires, stratégiques... Vous avez été un diplomate de tout premier plan, à qui l'on confiait des postes au cœur de zones en convulsion. Quel recul avez-vous sur ces successions de conflits et de crises ?

Les crises que j'ai suivies comme diplomate ou responsable d'un service de renseignement – Bosnie-Herzégovine, Irak, Afghanistan, Syrie, Sahel, Libye, guerre contre Daech, etc. – ou comme simple citoyen – Ukraine – sont de nature très différente. Mais on constate, en filigrane, un point commun : l'affaiblissement du système de régulation internationale au centre duquel se trouvaient les Nations Unies et l'incapacité des grandes puissances à trouver les compromis nécessaires pour mettre fin aux crises. Les Balkans ont, au fond, été la dernière d'entre elles dans laquelle les grandes puissances – en tout cas, les États-Unis, la Russie et les grands pays européens – et les principales organisations internationales – Nations Unies, OTAN, OSCE – étaient associées, sinon au

règlement, du moins à la mise en œuvre de la paix, en dépit du rôle prépondérant de Washington. Je pense aussi que, dans la plupart de ces crises, l'approche a été trop centrée sur les aspects militaires et pas suffisamment sur la dimension politique, économique et culturelle, sur les causes profondes de ces crises, lesquelles n'ont en général pas été suffisamment ou correctement traitées. Ainsi, par exemple, la marginalisation des sunnites en Irak a puissamment contribué à la fois à la montée en puissance des groupes terroristes et à celle de l'influence iranienne dans la région. D'ailleurs, ce problème n'a toujours pas été réglé.

À la fin de votre livre de Mémoires, *Le Soleil ne se lève plus à l'Est*, vous écrivez : « Les interventions extérieures de la communauté internationale ont donné des résultats incertains ». Ce constat vous paraît-il encore valable ?

Il l'est plus que jamais. Les précédents de Bosnie-Herzégovine – où la situation reste tendue et n'a guère progressé –, de l'Irak, de la Libye, du Sahel, de la République centrafricaine et de l'Afghanistan

le montrent amplement. Une intervention extérieure, surtout lorsqu'elle comporte une forte composante militaire, est souvent traumatisante si elle dure trop longtemps sans que la population locale voie une véritable amélioration. Mais parfois, c'est le contraire, comme en République centrafricaine où il y a eu un manque de continuité dans l'effort. Surtout, je crois que, dans tous ces cas, il n'y a pas eu de véritable RETEX, de retour d'expérience, sans doute parce que l'exercice aurait forcément une dimension politique qui nuirait à son objectivité, sans compter le peu d'enthousiasme des grandes puissances à voir leur action, voire leur responsabilité, être mises en cause. Pourtant, de tels exercices sont indispensables et devraient être confiés à des cercles de réflexion ou à des universitaires indépendants. Cela ne veut d'ailleurs pas dire que la « communauté internationale » a tout raté et n'a rien fait de bien. Par exemple, dans les territoires qui lui étaient confiés en Afghanistan – Kapisa et Surobi –, la France a installé l'électricité et introduit de nouvelles activités agricoles dont les habitants continuent de profiter. Il faut aussi mentionner le rôle des ONG, dont une des réussites est l'Institut médical pour la femme et l'enfant à Kaboul.

Toujours dans votre ouvrage, vous évoquez le rôle de la Gendarmerie, notamment dans votre protection, mais aussi dans son déploiement, notamment en Afghanistan. Cet aspect de l'institution, force militaire de sécurité projetable sur des théâtres d'opérations extérieures, vous semble-t-il efficace ?

Je ne peux répondre à cette question sans évoquer la mémoire de deux de mes collaborateurs qui étaient chargés de ma sécurité et qui ont été victimes du terrorisme : l'un était gendarme, l'autre policier. Le premier s'appelait Arnaud Beltrame. Il était alors capitaine et chef de ma protection à Bagdad, composée de gendarmes de l'EPIGN¹. Il a été tué, comme on se le rappelle, par un terroriste en mars 2018, à Trèbes, dans l'Aude. Le second s'appelait Franck Brinsolaro. Il était mon

chef d'escorte en Afghanistan et a été tué lors de l'attentat contre Charlie Hebdo en janvier 2015. Je pense souvent à eux...

Les actions de formation de la Gendarmerie nationale à l'étranger que j'ai pu observer ont été particulièrement réussies. Je pense notamment à la formation des policiers de Bosnie-Herzégovine par nos gendarmes et des policiers de différentes nationalités, sous la direction d'un général français de gendarmerie, dans un cadre onusien puis européen. J'ai aussi à l'esprit la formation d'un embryon de gendarmerie afghane, l'ANCOP², dans un centre situé dans la province du Wardak, à plus de 2 000 mètres d'altitude. Bien sûr, dans ce dernier cas, cette action a été annihilée par la prise de pouvoir des Talibans à Kaboul. Il y a d'autres situations où la projection de la Gendarmerie pourrait donner de bons résultats. Je pense ainsi à des libérations de vive force d'otages détenus par des groupes terroristes à l'étranger, lorsque certaines circonstances sont réunies. La négociation avec les groupes terroristes ne doit pas être la seule option à la disposition des autorités françaises.

Quel regard portez-vous sur la situation en Ukraine ?

Depuis le début de la guerre, la résilience et la détermination des Ukrainiens ont été remarquables. Il est important de leur apporter un soutien sans faille. Faut-il les encourager à négocier ? Certes. Mais il ne serait pas acceptable qu'une négociation se termine par des gains territoriaux pour la Russie, alors que celle-ci est l'agresseur, a violé le droit international et humanitaire, et continue à le faire. Aujourd'hui, l'avenir est très incertain, car les Ukrainiens sont en grande difficulté, et l'on peut s'interroger sur la capacité des pays occidentaux à tenir leur position dans la durée et sur les éventuelles dissensions qui pourraient exister au sein de la direction russe. Quoi qu'il arrive, la Russie a d'ores et déjà beaucoup perdu en influence diplomatique, en prestige et plus encore en honneur, en raison des exactions commises par ses troupes.

¹ Escadron parachutiste d'intervention de la Gendarmerie nationale : créé en 1984, il a été dissous et fusionné avec le GIGN en 2007.

² *Afghan National Civil Order Police*, devenue plus tard l'*Afghan National Civil Order Force* (ANCOF). En 2018, ses personnels ont été transférés dans l'armée nationale afghane ou bien dans les forces de la police nationale afghane.

D'autre part, les prises de position de la Chine, notamment son opposition à l'emploi ou à la menace d'emploi de l'arme nucléaire sont allées dans le bon sens. Ce qui, au-delà des pertes en vies humaines et des destructions, est profondément regrettable, c'est que l'Europe, après un bon début, n'a pas réussi à s'imposer politiquement à la faveur de ce conflit. L'une des principales conséquences en a été la réaffirmation du rôle quasiment sans partage de l'OTAN pour la défense de l'Europe. Merci Monsieur Poutine... Les craintes, légitimes, des anciens pays de l'Est et leur confiance presque exclusive dans la protection américaine, mais aussi les initiatives solitaires des uns et des autres, n'ont pas été dans le sens d'une affirmation par l'Europe de sa souveraineté.

Vous avez été à la tête du renseignement extérieur, directeur de la DGSE de 2013 à 2017. Comment voyez-vous l'évolution du renseignement ?

Le Livre blanc de 2008 sur la Défense et la Sécurité nationales avait consacré la fonction « connaissance et anticipation », c'est-à-dire en gros le renseignement et la prospective, comme un axe stratégique. La situation en Ukraine a montré combien cela était pertinent, mais aussi mis en lumière certaines insuffisances en la matière. Depuis une douzaine d'années, la France a investi de façon constante et massive dans le renseignement technique, ce qui fait d'elle – et de mon ancien service en particulier – le premier pays de l'Union européenne en la matière. Cet effort ne doit pas être relâché, car la technologie évolue sans cesse et il faut rester dans le peloton de tête. C'est une question d'efficacité, mais aussi d'indépendance et de souveraineté par rapport à certains services étrangers. En même temps, notre pays a su se doter, en 2015, d'une législation qui encadre de façon très rigoureuse l'acquisition du renseignement technique et qui est l'une des plus avancées en Europe et, en fait, dans le monde. Pour autant, le renseignement humain reste

fondamental. On l'a vu dans la lutte contre le terrorisme, alors que des groupes extrémistes très bien formés ont parfois réussi à déjouer le renseignement technique, mais aussi en matière de lutte contre la prolifération des armes de destruction massive ou, aujourd'hui, dans la guerre en Ukraine. Le renseignement humain présente d'importants défis dans la société d'aujourd'hui. Son acquisition expose les agents à des risques physiques importants, il exige un investissement à long terme pour des résultats qui ne peuvent être obtenus rapidement. Mais il est indispensable et reste au cœur du métier du renseignement. N'oublions pas que le MI6 britannique ne fait que du renseignement humain et il est un des meilleurs du monde en ce domaine. Néanmoins, le fait qu'en France un seul service, la DGSE, concentre renseignement technique et humain lui confère un énorme avantage, notamment en matière de recoupements, avantage dont il ne faut pas priver notre pays. Simplement, il faut maintenir un équilibre entre renseignement humain et technique.

Globalement, la communauté française du renseignement me paraît bien armée pour l'avenir, avec en son centre le Coordonnateur national du renseignement et de la lutte antiterroriste (CNRLT), deux grands services principaux – l'un extérieur et l'autre intérieur – et des organes de contrôle, au premier chef la délégation parlementaire au renseignement, dont les pouvoirs ont été renforcés sous le mandat du président Hollande. Mais son évolution, à mon avis, n'est pas encore achevée, car le renseignement intérieur reste éclaté en trois services : DGSI – qui n'est pas encore une « vraie » direction générale –, nouvelle Direction nationale du renseignement territorial (DNRT, ex-SCRT) et Direction du renseignement de la Préfecture de Police (DRPP) de Paris. J'ai toujours dit et pensé qu'il fallait regrouper ces trois services pour plus d'efficacité. On aurait ainsi, sous le pilotage du Coordonnateur national, deux grands services de poids équivalent. Les autres services, comme la Direction du renseignement militaire (DRM),

continueraient à apporter leur très utile contribution dans leur domaine spécifique. La Gendarmerie nationale aurait toute sa place dans cette nouvelle organisation, puisqu'elle est déjà présente au sein de la DNRT qui offre un indispensable maillage sur le sol français et a très opportunément été renforcé ces dernières années.

Dans l'épilogue de votre livre, vous affirmez : « la lutte contre la criminalité organisée, le trafic de drogue en particulier, ne fait pas l'objet d'une mobilisation internationale et nationale suffisante ». C'est donc une menace majeure, aussi bien au plan intérieur – avec des conséquences fortes – qu'au plan extérieur ?

J'ai en effet écrit cela et je le pense toujours, même s'il faut saluer les bons résultats obtenus ces derniers années en matière de saisies de stupéfiants. La criminalité organisée fait encore plus de dégâts dans la société – victimes de règlements de compte, d'overdoses, de prostitution forcée – que le terrorisme, mais elle est moins spectaculaire. La lutte contre le trafic de drogue ne fait pas partie des compétences de la DGSI, mais relève de l'OFAST³ (qui a pris la suite de l'OCRTIS). Cet office est efficace et fait très bien son travail, mais est loin d'avoir les mêmes moyens en matière de renseignement que la DGSI. Quant au trafic d'êtres humains, migrants ou prostitution forcée, il n'intéresse pas grand monde en dépit des drames qu'il peut causer. Seul l'aval – les naufrages et le risque migratoire – suscite un véritable intérêt. Même les ONG qui défendent la cause des migrants s'intéressent peu aux réseaux qui organisent les migrations et en tirent d'immenses profits. Parfois, et évidemment sans le vouloir, elles font leur jeu. Dans mes différents postes, j'avais tenté d'attirer l'attention des plus hauts dirigeants français sur ces fléaux, notamment en suggérant une action en amont, dans les pays sources, mais en vain. On notera que la communauté internationale n'a eu aucune politique vraiment cohérente et systématique lors de ses vingt ans de présence en Afghanistan,

premier producteur mondial d'héroïne. Ce n'était pas une priorité. On pourrait en dire largement autant pour la politique de la France en Afrique du Nord et au Sahel – régions qui produisent ou par lesquelles transitent cannabis et cocaïne – qui n'a jamais mis la lutte contre les trafics en tête de ses préoccupations.

3 Office anti-stupéfiants créé le 1^{er} juillet 2020.

L'EUROPE DE LA SÉCURITÉ INTÉRIEURE

Le Gendarme français, un atout pour l'Europe

ARNAUD DANJEAN

Du Sahel aux Balkans, du Caucase au Moyen-Orient, j'ai eu la possibilité, dans mes différentes fonctions au sein des ministères français de la Défense et des Affaires étrangères, puis en tant qu'élu au Parlement européen, d'observer depuis plus de vingt-cinq ans de nombreux déploiements de gendarmes français dans des opérations extérieures multinationales, militaires et civiles, essentiellement sous bannière européenne mais également sous mandat de l'ONU. Pour chacune d'entre elles, j'ai toujours été convaincu de la valeur ajoutée apportée aux missions par les gendarmes français, mais également par l'intérêt de ces expériences pour les personnels ayant eu la possibilité d'être ainsi projetés à l'étranger.

Ce constat très positif peut certes être relativisé par des insuffisances frustrantes liées aux missions elles-mêmes (dans la définition de leur mandat comme dans leurs conditions d'exécution), ainsi que par des difficultés à valoriser ces périodes hors normes dans les cursus professionnels. Mais au-delà de ces bémols – bien réels –, les avantages et les plus-values méritent d'être rappelés, alors même que les sollicitations ne peuvent que s'intensifier dans la période de crises récurrentes auxquelles notre appareil sécuritaire est confronté.

A bien des égards, le gendarme français représente une forme d'« idéal-type » pour les missions européennes engagées au titre de la Politique de sécurité et de défense commune (PSDC). Ces missions dites « civiles » recouvrent des dimensions très diverses, de la surveillance d'un cessez-le-feu précaire aux limites administratives séparant la Géorgie de ses provinces séparatistes d'Abkhazie et d'Ossétie, à la formation et au conseil de forces de sécurité nationales comme en Afrique. Cette variété donne d'emblée un avantage considérable à des personnels dont la polyvalence est une caractéristique première.

Dès la génération de force censée mettre en adéquation les besoins et les moyens mis à disposition par chacun des États membres de l'Union européenne, le recours à la Gendarmerie offre statutairement des possibilités appréciables. Mais c'est surtout la pluridisciplinarité propre au gendarme qui en fait un élément précieux dans ce type de déploiement. La combinaison du statut, de la formation et de l'expérience militaires avec les caractéristiques civiles plus spécifiques (police judiciaire, maintien de l'ordre, insertion dans les populations, etc.) permet de faire face efficacement à l'extraordinaire diversité des tâches qui, bien au-delà du mandat explicitement agréé, ne manquent pas de se présenter aux missionnaires européens projetés sur des théâtres par définition en crise plus ou moins ouverte.

Il serait fastidieux et un peu vain d'établir ici la liste exhaustive des situations et des exigences requises par les missions européennes. Deux grandes familles de qualités me semblent toutefois devoir être mises en évidence, tant elles illustrent – et ce, quelles que soient les missions géographiques ou thématiques considérées –, l'apport original et incontestable du gendarme aux déploiements européens de ces deux dernières décennies.

Le statut, l'expérience et la familiarité militaires

Par définition, les missions civiles de l'UE sont déployées dans des zones de crise où sévissent encore des conflits ouverts ou bien où se met en place une transition post-conflit toujours fragile. Même s'ils sont centrés sur des éléments civils (police, force de sécurité intérieure), ces déploiements sont généralement au contact direct de forces armées locales (qui empiètent bien souvent sur les champs traditionnellement dévolus à des forces civiles), mais aussi de déploiements militaires multinationaux, sous bannière de l'ONU (MINUSMA au Mali), de l'OTAN (KFOR au Kosovo ou ISAF en Afghanistan) ou nationale (Barkhane au Niger).

De l'intrication logistique jusqu'à la mise en œuvre opérationnelle de pans entiers des mandats, valoriser la cohabitation entre une mission civile et une opération militaire requiert un partage de formation, de codes, de savoir-faire communs. Le gendarme français offre naturellement cette capacité. On note d'ailleurs que, lorsque ce n'est pas lui qui assume ce rôle essentiel de passerelle inévitable entre cercle civil et cercle militaire, ce sont bien souvent d'anciens militaires étrangers opportunément reconvertis qui occupent les postes clés des missions civiles européennes. Les exemples d'anciens officiers britanniques trustant les échelons opérationnels de nombreux déploiements, et ce, alors même que Londres se montrait officiellement plus que réticent sur les missions européennes, évoquent forcément d'ironiques souvenirs à ceux qui ont servi dans ces missions-là...

La capacité d'adaptation au milieu local et le renseignement

Évoluer au plus près, non seulement des interlocuteurs sécuritaires locaux, mais aussi de la population dans sa diversité est une faculté qui semble évidente ; en réalité, elle requiert une expérience et un état d'esprit. De trop nombreux personnels européens se contentent d'assumer les missions en cercle relativement clos, dans un « entre-soi » bureaucratique aseptisé et routinier. Le gendarme français, à l'instar de ce qu'on retrouve d'ailleurs pour les OPEX strictement militaires, est plus enclin à aller au devant du milieu dans lequel il doit évoluer, au contact des populations. Cette disponibilité – on pourrait même dire : cette curiosité – ne procure pas seulement plus d'épaisseur humaine au mandat, elle participe aussi d'un atout qui devrait être davantage mis en valeur : le recueil de renseignement.

C'est valable bien sûr pour l'exécution de la mission elle-même dans le court terme, mais c'est aussi une composante essentielle du fameux retour en sécurité intérieure, critère qui est tant mis en avant par les responsables politiques pour valider (ou trop souvent refuser ou limiter) une participation de la Gendarmerie à des missions multinationales extérieures. Or, à un moment où les correspondances et les interactions entre les différents théâtres de crise sont marquées par un caractère d'immédiateté sans précédent (un événement au Proche-Orient peut déclencher des répercussions simultanées au Sahel, voire en Europe elle-même), et où, sans exagérer de façon alarmiste, il existe de plus en plus une forme d'importation

culturelle et/ou sociologique de nombreux conflits extérieurs sur notre territoire national, la capacité de comprendre, d'appréhender, de repérer les dynamiques locales, sur place, au plus près des foyers de conflits, peut constituer un atout considérable pour prévenir et traiter des tensions intérieures.

Les *continuum* sécurité-défense, missions civiles-opérations militaires, intérieur-extérieur sont devenus des évidences qui façonnent (ou devraient façonner !) les périmètres et le contenu de chacune des missions européennes. Or, le gendarme français propose un profil adapté à toutes ces configurations. Mais être le recours idéal ne doit pas devenir une solution de facilité, ni pour les autorités politiques – nationales et européennes – qui définissent parfois trop largement les mandats de ces missions et n'en évaluent que superficiellement les performances, ni pour les personnels déployés. Ces derniers sont alors susceptibles de devenir des « mercenaires » routiniers, enchaînant les missions, soit par une forme d'automatisme pernicieux sur le moyen terme, soit par une indifférence coupable des hiérarchies nationales rétives à réintégrer des éléments au parcours atypique.

Le juste équilibre entre la valorisation de l'expérience internationale dans la carrière nationale et la prise en considération des spécificités propres à chaque théâtre et à chaque mission doit permettre d'offrir cette possibilité à un plus vaste public au sein de la Gendarmerie. C'est un des moyens de faire face à l'internationalisation croissante des enjeux de sécurité, à la nécessité d'intégrer des approches socio-culturelles plus diversifiées dans l'appréhension des défis de sécurité intérieure et, *in fine*, de mettre en valeur de façon pratique et maximale la polyvalence intrinsèque du gendarme français.

Une PFUE 2022 stimulante pour la sécurité intérieure

COLONEL OLIVIER ALARY

COLONEL AURÉLIEN BAUD

ALYSON MICHEL

Il y a trois ans, s'achevait la présidence française du Conseil de l'Union européenne (PFUE). Les enjeux de sécurité intérieure y ont occupé une place importante, sur le plan des évolutions normatives comme sur celui des grands enjeux stratégiques (cyber, sécurité environnementale, coopération des forces de l'ordre, etc.). Le recul qu'offre la distance du temps permet aujourd'hui de mieux appréhender cette séquence décisive pour le ministère de l'Intérieur, la France et l'Union européenne. Outre les nombreux événements que la Gendarmerie a organisés et/ou sécurisés, quel bilan pouvons-nous tirer de la PFUE dans le domaine de la sécurité ?

La France a assuré la présidence du Conseil de l'Union européenne entre le 1^{er} janvier et le 30 juin 2022. Une telle responsabilité, endossée à tour de rôle par les différents États membres, est d'autant plus importante qu'un peu comme la comète de Halley, elle ne revient que tous les treize ans... Pour chaque pays, c'est alors l'occasion d'imprimer sa « marque », au cours d'une séquence intense qui rythme la vie commune de l'UE en bien des domaines. C'est donc là un rendez-vous à ne pas rater.

Au pays assurant la présidence, il revient d'accomplir plusieurs grandes missions :

- organiser et présider les sessions du Conseil et les réunions de ses instances préparatoires ;
- représenter le Conseil auprès des autres institutions de l'UE (Commission et Parlement), ainsi qu'auprès des pays tiers ;
- veiller à la bonne coopération entre les vingt-sept États membres de l'UE.

Outre le respect des devoirs de neutralité, d'impartialité et d'exemplarité, il doit surtout faire en sorte de conduire efficacement les travaux et négociations normatives au sein de chaque entité qu'il préside pour tendre vers des compromis et faire avancer l'agenda de l'UE.

Pour la Gendarmerie, l'enjeu de cette PFUE était important : c'était la première fois que l'Institution y participait au sein du ministère de l'Intérieur, en étant par là même pleinement associée aux réflexions et initiatives portant sur les sujets de sécurité. Cette configuration inédite a permis de mesurer l'ampleur du chemin que la Gendarmerie a parcouru au cours de ces dernières années pour s'approprier elle aussi les affaires européennes et trouver à cet égard le bon positionnement au sein du ministère. Elle est également porteuse de nombreux enseignements, ainsi que de plusieurs défis à relever afin de pérenniser cette dynamique.

L'élaboration de la norme européenne

De manière schématique, la « loi » européenne se décline sous la forme de règlements et de directives. Après leur adoption, les États membres disposent d'un certain délai pour transposer ces textes dans leur droit national. Dès lors, participer activement aux négociations présidant à l'élaboration de cette nouvelle norme juridique européenne s'avère essentiel : il s'agit ni plus ni moins du cadre juridique pour notre action de demain.

À titre d'exemple, dans le domaine de la sécurité intérieure, les institutions européennes encouragent les États membres à supprimer les obstacles à la coopération opérationnelle et à harmoniser leurs règles d'engagement. Cette vision fortement intégrée correspond à l'approfondissement de la notion d'espace européen de liberté, de sécurité et de justice qui constitue l'un des objectifs majeurs consacrés par le Traité de Lisbonne en 2009. C'est dans cet esprit que la Commission européenne (Direction générale de la migration et des affaires intérieures - HOME) a proposé plusieurs textes que les États membres ont négociés tout au long de la PFUE.

Malgré un contexte international particulièrement troublé après l'attaque de la Russie contre l'Ukraine, la PFUE a représenté un véritable succès, qui a été salué par nos partenaires.

Par ailleurs, la France a fait en sorte que l'agenda européen aborde plusieurs thématiques jugées prioritaires et, pour cette raison même, soulignées par le président de la République lors de son discours au Parlement européen, le 19 janvier 2022 : la souveraineté numérique, la protection des frontières ou bien encore l'environnement.

Malgré un contexte international particulièrement troublé après l'attaque de la Russie contre l'Ukraine, la PFUE a représenté un véritable succès, qui a été salué par nos partenaires. Ainsi, dans le champ d'attribution du Conseil « Justice et Affaires Intérieures » (JAI), plusieurs textes importants ont été adoptés : le Pacte Asile Migration, la révision du règlement EUROPOL

et du code frontières Schengen, l'adoption du règlement d'évaluation Schengen, la recommandation du Conseil sur la coopération policière, etc. À chaque fois, sous l'égide de la Direction des affaires européennes et internationales (DAEI) du ministère de l'Intérieur, les différentes directions de la DGGN se sont mobilisées pour apporter leur pierre à l'édification de la position française dans le cadre des discussions et groupes de travail dédiés.

Plus globalement, trois sujets majeurs, portés par la Gendarmerie, ont connu des avancées importantes lors de la PFUE 2022 : la culture européenne commune des forces de sécurité intérieure ; la lutte contre la criminalité environnementale ; la lutte contre la cybercriminalité.

Développer une culture européenne commune des forces de sécurité intérieure

Les 23 et 24 mai 2022, la Gendarmerie a organisé avec la Police nationale un séminaire sur la « culture européenne commune des forces de sécurité intérieure », dans le cadre emblématique du Parlement européen à Strasbourg. Les différents représentants des États membres et des institutions européennes ont ainsi pu échanger autour de la nécessaire construction d'un socle de connaissances et de pratiques policières qui soit commun aux différentes forces de sécurité intérieure.

Les différents services chargés de faire appliquer la loi au sein de l'UE s'appuient sur des identités et des organisations très diverses. Et ce n'est pas parce qu'ils disposent d'outils techniques partagés – tels que les fichiers interconnectés – ou bien de textes juridiques les incitant à rechercher des coopérations qu'ils sont véritablement en mesure de travailler ensemble de façon aisée sur le terrain. Souvent, il faut dépasser la peur de l'inconnu et la barrière de la langue pour développer les synergies durables et efficaces requises pour répondre aux défis posés par une criminalité qui, elle, s'affranchit des frontières. Les différentes forces partenaires ont donc tout à gagner à apprendre les unes des autres, à valoriser leurs expertises respectives et à favoriser une relation de travail empreinte de confiance. Plusieurs exemples de dispositifs précurseurs et inspirants en matière de formation et de coopération transfrontalière, initiés à travers l'UE, ont ainsi pu être présentés aux participants.

Par ailleurs, la réflexion s'est portée sur les moyens d'optimiser l'offre de formation proposée par l'Agence de l'UE pour la formation des services répressifs (CEPOL). Forte d'un mandat renouvelé et d'une collaboration renforcée avec les États membres, cette agence – qui mérite d'être mieux connue – est en mesure d'accompagner cette dynamique.

À travers ce séminaire, la Gendarmerie a notamment pu mettre en valeur son projet POLARIS (*POLice Academies Regional Integrated Schooling*), identifié par l'UE à travers son programme Erasmus+ comme un modèle innovant de modules partagés de formation initiale. L'idée est de développer, chez de jeunes gendarmes et policiers européens en début de carrière, un socle de compétences communes, une connaissance mutuelle et une sensibilisation aux outils de la coopération opérationnelle. Cette expérience marquante sur les plans humain et technique contribue à élargir leurs horizons et jette les bases de parcours professionnels sensibilisés aux enjeux européens. Dès à présent, le dispositif franco-espagnol de formation initiale conjointe entre la Gendarmerie et la *Guardia civil* espagnole constitue une référence en la matière.

Enfin, l'une des avancées importantes obtenues lors de cette PFUE porte sur l'intensification de la coopération policière vécue au quotidien par les unités sur le terrain. Le 10 juin 2022, le Conseil a ainsi adopté deux orientations générales et une recommandation visant à améliorer les pratiques opérationnelles et l'échange d'informations. C'est là un vrai motif de satisfaction pour l'ensemble des forces de sécurité intérieure des États membres de l'UE.

*Les différentes forces partenaires
ont tout à gagner à apprendre
les unes des autres, à valoriser
leurs expertises respectives et à
favoriser une relation de travail
empreinte de confiance.*

La lutte contre la criminalité environnementale et sanitaire

À l'occasion de la PFUE et en raison des bouleversements écologiques, l'action nationale et européenne de l'Office central de lutte contre les atteintes à l'environnement et à la santé publique (OCLAESP) s'est retrouvée sur le devant de la scène.

Dans chaque enquête d'ampleur, l'accent a été mis sur l'importance de la coordination inter-services et internationale, afin de remonter les filières.

Avec le ministère de la Justice et le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, l'OCLAESP a organisé un important séminaire à Marseille, les 17 et 18 mai 2022, consacré au défi de plus en plus crucial de la protection pénale de l'environnement. Services enquêteurs et judiciaires des États membres, institutions et agences européennes, organisations internationales : au total, plus de 160 participants ont partagé leurs expériences, analyses et propositions pour renforcer ce champ novateur de la sécurité, lequel présuppose une conception nécessairement globale et transnationale. L'OCLAESP a pu y valoriser le bilan de ses quatre années (2018-2021) de pilotage de la priorité « criminalité environnementale » du cycle EMPACT (*European Multidisciplinary Platform Against Criminal Threats*).

Du 8 au 10 juin 2022, l'Office a participé à la 31^e réunion du WGEO (*Working Group of Enforcement Officers*), où l'engagement de ses enquêteurs dans le domaine de la santé publique et la lutte contre le trafic de médicaments a été souligné. Groupe de travail créé en 2007 par le réseau des directeurs des agences européennes du médicament, le WGEO regroupe à ses côtés des services de police et des douanes. Il rassemble les 27 États membres, ainsi que les trois pays membres de l'Espace économique européen (Islande, Norvège, Liechtenstein) et plusieurs pays observateurs. Durant ces trois jours, l'OCLAESP a présenté son activité et partagé son expérience en matière de démantèlement de réseaux. Dans chaque enquête d'ampleur, l'accent a été mis sur l'importance de la coordination inter-services et internationale, afin de remonter les filières et déterminer les implications des différents échelons.

Dans le contexte de travaux européens et internationaux, dont la révision de la directive de 2008 relative à la protection de l'environnement par le droit pénal ou encore la feuille de route de l'Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime (ONUDC) en lien avec les conventions de Palerme et Mérida, la PFUE a mis en exergue la nécessité de se munir, à l'échelle de l'UE et des États membres, d'un arsenal juridique adapté aux enjeux des investigations propres à la lutte contre la criminalité environnementale. L'OCLAESP se positionne résolument à la pointe de cette indispensable réflexion normative. Depuis lors, pour renforcer son action, la Gendarmerie a créé le Commandement pour l'environnement et la santé (CESAN), dont l'OCLAESP constitue désormais le bras armé.

La souveraineté numérique et la lutte contre la cybercriminalité

La Gendarmerie a également eu l'occasion de présenter son expertise dans le domaine de la lutte contre la cybercriminalité par le biais de l'engagement du Commandement de la Gendarmerie dans le cyberspace (COMCYBERGEND) dans l'organisation de deux événements majeurs de la PFUE et le suivi de plusieurs négociations normatives relatives à la souveraineté numérique.

À la veille du Conseil JAI organisé par la DAEI début février 2022 à Lille, le ministre de l'Intérieur français a souhaité inviter ses homologues européens à participer à un atelier de travail informel au Musée des Beaux-Arts de Tourcoing. Les ministres se sont ainsi retrouvés plongés au cœur d'une simulation interactive de gestion de crise cyber, dont l'objectif était de faire face à une attaque de type rançongiciel, d'abord en qualité de chef d'entreprise lors d'une première séquence, puis en qualité de cyber-enquêteur dans une deuxième séquence. Cet exercice immersif, tout à fait instructif, a été particulièrement apprécié par les différentes délégations.

La 14^e édition du Forum international de la cybersécurité (FIC) organisée à Lille autour du thème « Façonner l'avenir numérique de l'Europe » a constitué une étape marquante de la PFUE en rassemblant tout l'écosystème européen lié à la sécurité numérique (public comme privé). Les débats ont été marqués par les interventions de la vice-présidente de la Commission européenne Margrethe Vestager et du directeur adjoint de la Direction générale des affaires intérieures à la Commission, Olivier Onidi. Les délégations des États membres ont pu découvrir la vision à 360° de la dimension cyber prônée par la Gendarmerie, réunissant prévention, proximité, investigations et criminalistique numérique dans une seule et même chaîne opérationnelle.

Enfin, sur un plan normatif, la Gendarmerie, via le COMCYBERGEND et le Service de la Transformation, a largement contribué à la bonne prise en compte des enjeux opérationnels lors des négociations relatives à différents textes concernant la souveraineté numérique, tels que le Data Act et le Règlement sur l'intelligence artificielle. Là aussi, depuis lors, la France est montée en puissance avec la création, à l'initiative du ministre de l'Intérieur, d'un grand COMCYBER-MI.

*

Sur l'ensemble des sujets évoqués, la PFUE 2022 a représenté une étape importante. Bien entendu, nous sommes loin d'avoir atteint le terme du chemin – si tant est qu'il en existe un, dès lors que nous devons constamment nous adapter aux évolutions de l'environnement stratégique, des risques, menaces et criminalités –, mais chaque avancée contribue à renforcer la sécurité collective au sein de l'Union européenne. En matière de sécurité intérieure, la coopération entre tous les États membres est de plus en plus indispensable. À l'avenir, elle le sera encore davantage, en raison des défis globaux majeurs que sont la cybersécurité, la sécurité environnementale, mais aussi le terrorisme et le développement des criminalités mafieuses transnationales. La Gendarmerie prendra sa part dans l'élaboration de stratégies et d'outils normatifs visant à mieux protéger l'ensemble des citoyens français et européens.

Le projet POLARIS : un « Erasmus policier » européen

GÉNÉRAL DE BRIGADE JEAN-MICHEL BLAUDEZ

COLONEL THOMAS NIES

Avec ses 519 177 km², la zone de compétence de la Gendarmerie nationale est la plus grande circonscription policière de l'Union européenne placée sous la responsabilité d'une seule et unique force de sécurité. Elle est au cœur de l'espace européen de libre circulation où tout citoyen de l'Union peut se déplacer, résider et travailler dans quelque État membre que ce soit. Sur les routes, sur les plages, dans les zones touristiques, les gendarmes côtoient ainsi tous les jours des ressortissants étrangers. Malheureusement, la liberté de circulation profite aussi aux criminels...

Un nouveau bassin de délinquance s'est développé en contrepoint de l'espace Schengen. En 2018, 27 % des personnes mises en cause en France pour des cambriolages de logement étaient de nationalité étrangère¹. La petite délinquance nomade qui parcourt le continent touche au cœur des territoires. Elle y apparaît comme une intrusion brutale dans un monde longtemps préservé. Cette délinquance « déterritorialisée » produit les mêmes effets que la cybercriminalité : c'est un phénomène « sans frontières » qui touche les usagers au quotidien. Le rouleau compresseur de la mondialisation a écrasé nos échelles de perception, entre le « global » et le « local », entre la sécurité dite « quotidienne » et la réalité internationale où elle se trouve enchaînée.

Dans ce contexte, les compétences attendues des forces de sécurité intérieure ne cessent de gagner en qualité. Les gendarmes seront ainsi toujours plus appelés à utiliser les fichiers européens², à mobiliser les canaux de coopération, à intervenir au sein de « brigades européennes » dans les zones touristiques, d'équipes communes d'enquête et de patrouilles mixtes en zone frontalière, etc. Hors du territoire national, ils sont déjà nombreux à participer à des missions de « prévention par la coopération ». Irrésistiblement, ces questions semblent donc promises à prendre une place plus importante dans les formations initiales des jeunes recrues, afin que celles-ci soient acculturées dès le début de leur carrière aux enjeux européens et internationaux.

En réalité, la chose ne va pas de soi. On le sait, « police » dérive du grec *pólis*, « la cité ». L'étymologie ne distinguait pas d'une part la loi de la cité et d'autre part les gardiens chargés de son application. Toute « police » reflète ainsi un modèle particulier. Les formations initiales des gendarmes et policiers constituent le lieu par excellence où se transmettent ces modèles. Elles touchent à l'*imperium* des États, aux questions de souveraineté dont ils sont le plus jaloux. Ainsi le Collège européen de Police (CEPOL) voit-il sa compétence limitée aux questions « paneuropéennes » (lutte contre la grande criminalité transfrontalière, grands

¹ Source Service statistique ministériel de la sécurité intérieure (SSMSI), base statistique des mis en cause pour crimes ou délits enregistrés par la Police et la Gendarmerie.

² De nouveaux textes européens en cours de négociation prévoient ainsi de permettre aux enquêteurs européens la consultation transverse des autres fichiers nationaux et européens (ADN, dactyloscopie, immatriculations, antécédents policiers, images faciales, documents de voyage, etc.).

événements internationaux, etc.) qui *de facto* ne concernent que la formation continue de certains agents³. Le reste relève de chaque pays : aux termes de l'article 4.2 du Traité sur l'Union européenne, « la sécurité nationale reste de la seule responsabilité de chaque État membre ». Il n'existe donc aucune politique européenne concernant le *basic training* des policiers et des gendarmes.

Pour combler cette lacune, les gendarmeries européennes ont fait valoir un atout : leurs valeurs militaires et leurs styles de formation partagés. S'appuyant sur le succès des formations conjointes développées avec la *Guardia Civil* espagnole depuis 2017, la Gendarmerie nationale a impulsé un « Erasmus policier » européen qui s'adresse aux jeunes gendarmes et policiers en formation initiale. Ce projet baptisé POLARIS (*POLice Academies Regional Integrated Schooling* ou « Formations régionales intégrées des académies

de police ») se traduit par des formations communes expérimentales entre les « gendarmeries-sœurs » (France, Italie, Espagne, Portugal), mais aussi par une ouverture vers d'autres cultures policières (Allemagne, Lituanie) pour donner à l'initiative une dimension véritablement européenne.

POLARIS est donc à la fois une méthode, un projet catalytique qui encourage de nouvelles alliances européennes et un projet transformationnel pour la Gendarmerie elle-même.

Afin de rapprocher des formations où, par définition, aucune harmonisation n'est envisageable, POLARIS propose une approche nouvelle dans le but de faire dialoguer des systèmes policiers culturellement différents. Cette approche est aujourd'hui reconnue par les institutions européennes comme un nouveau modèle de formation. Pour la Gendarmerie, ce projet apporte son lot de retombées : l'accès à des financements européens, le développement de nouvelles expertises et de nouvelles métho-

dologies. POLARIS est donc à la fois une méthode, un projet catalytique qui encourage de nouvelles alliances européennes et un projet transformationnel pour la Gendarmerie elle-même.

Une méthode pour faire dialoguer des systèmes policiers différents

C'est en Espagne qu'a été donnée la toute première impulsion au projet POLARIS. Le 20 février 2017, lors du 25^e sommet franco-espagnol à Málaga, les ministres de l'Intérieur des deux pays agréent en effet le principe de formations conjointes de jeunes recrues de la Gendarmerie et de la *Guardia Civil*. Depuis lors, dans ce cadre bilatéral, quatre promotions d'élèves-gendarmes français et d'élèves-gardes espagnols ont été formées ensemble au *Colegio de Guardias Jóvenes de Valdemoro* (2018-2020-2022) et à l'École de Gendarmerie de Dijon (2019). Selon les années, chaque stage réunit entre quatre-vingts et deux cent quarante élèves des deux pays. Destinée à favoriser la coopération opérationnelle entre les deux forces, l'expérience s'est naturellement orientée vers la recherche d'une « interopérabilité » des apprentissages. Pour atténuer la barrière de la langue, l'accent est mis sur les matières qui se prêtent le mieux aux démonstrations visuelles, telles que le tir, le sport, le secourisme et les techniques d'intervention. La vie collective, le régime d'internat et la camaraderie militaire favorisent par ailleurs une très forte acculturation des élèves et des cadres, lesquels acquièrent ainsi une compétence renforcée pour servir dans des missions de coopération en zone frontalière, à l'occasion de grands événements, voire en opération extérieure.

³ Créé en 2000, le CEPOL est devenu, en 2016, l'Agence de l'Union européenne pour la formation des services répressifs. Celle-ci a son siège à Budapest. Ses missions sont définies par le règlement (UE) 2015/2219.

Forts de ces premiers succès, les directeurs généraux de la *Guardia Civil* et de la Gendarmerie nationale décident, en 2019, d'ouvrir le projet à d'autres partenaires pour en faire un nouveau modèle européen de formation qui soit éligible aux financements Erasmus (déclaration finale du séminaire de Dijon, le 31 mai 2019, en présence des représentants de l'UE). Depuis 2021, un partenariat entre l'École de Gendarmerie de Chaumont et l'Université de Police de Mülheim (Land de Hesse en Allemagne) permet d'expérimenter des échanges croisés d'élèves-gendarmes et de *Kommissaranwärter*⁴, doublés d'échanges entre formateurs français et allemands. Compte tenu des différences importantes entre les systèmes de formation, l'approche a été inversée : on ne cherche plus à se nourrir des similitudes entre systèmes, mais précisément de leurs différences. Chacun des partenaires explore, chez l'autre, les apprentissages dont il ne bénéficie pas chez lui. Les Français découvrent ainsi, outre-Rhin, des formations issues des sciences psycho-sociales (désescalade, communication tactique) qui sont peu développées dans l'Hexagone. Quant aux Allemands, ils sont intéressés par la dimension collective et robuste des formations françaises, qui fait défaut sur leurs campus universitaires. La recherche d'interopérabilité se transforme ici en une approche « interculturelle » où chaque partenaire s'enrichit dans son ouverture à l'autre.

Cependant, l'expérience franco-allemande laissait inexplorée une autre question : doit-on se contenter de constater les similitudes et les différences entre les systèmes policiers européens ? Ne peut-on pas « sortir du cadre » et inventer des formations « euro-compatibles » pour tous ? Dès 2021, la Gendarmerie s'est ainsi rapprochée de l'École de la police lituanienne. À ce jour, celle-ci est la seule à avoir tenté de développer des apprentissages policiers « génériques » à un niveau multilatéral. Depuis 2014, la Lituanie a en effet développé des formations authentiquement intégrées avec l'Estonie, la Lettonie, la Pologne et la Croatie, visant les « gestes métiers » fondamentaux des policiers (patrouille, contact, intervention, etc.). Pour contourner les disparités de culture et d'organisation, la Lituanie s'est orientée vers la méthode de *collaborative learning*, où les formateurs et les élèves construisent ensemble les solutions.

L'École de police lituanienne a accepté de participer au projet POLARIS à titre de conseil des responsables espagnols, allemands et français déjà engagés dans le projet. Ainsi réunis, les quatre pays ont constaté qu'ils disposaient de toutes les combinaisons possibles. Si les styles de formation sont trop différents, on peut tenter la méthode franco-allemande fondée sur l'approche interculturelle. Si les affinités sont fortes, on peut s'orienter vers l'interopérabilité des apprentissages, sur le modèle franco-espagnol. Si l'on veut bâtir un cadre plus large, on peut faire le choix de la méthode d'intégration lituanienne. Cette méthodologie dite « des trois I » (Interculturel, Interopérabilité, Intégration) multiplie les possibles pour faire dialoguer entre eux des systèmes policiers différents. Elle a, pour cette raison même, suscité l'intérêt des institutions européennes.

*Cette méthodologie dite
« des trois I » (Interculturel,
Interopérabilité, Intégration)
multiplie les possibles pour
faire dialoguer entre eux des
systèmes policiers différents.*

⁴ Littéralement « élèves-commissaires ». Le grade de *Kommissar* correspond, en France, à celui d'un cadre de contact.

Un projet *catalytique* qui encourage de nouvelles alliances européennes

En 2019, le projet POLARIS est présenté par la France aux institutions européennes avant de recevoir ses premières subventions « Erasmus+ » en 2020, puis une accréditation officielle au titre du programme « Erasmus+ » en 2021. Le 24 mai 2022, POLARIS est présenté dans le cadre de la présidence française du Conseil de l'Union européenne (PFUE) lors d'un séminaire à Strasbourg. À cette occasion, les représentants de la Gendarmerie française, de la *Guardia Civil* espagnole, des Académies de police de Hesse et de Basse-Saxe (Allemagne) et de l'Académie de police de Lituanie exposent leur méthodes et leurs réalisations aux autres États membres. Dès lors, la dynamique s'accélère et, le 9 juin 2022, le Conseil de l'Union Européenne adopte une importante recommandation (UE 2022/915) qui érige ces expériences de formations initiales conjointes en modèle à suivre pour impulser une « culture européenne commune » des forces de sécurité intérieure.

Le 23 septembre 2022, les directeurs généraux de la Gendarmerie nationale, des *Carabinieri* italiens, de la *Guardia Civil* espagnole et de la *Guarda Nacional Republicana* portugaise, réunis lors d'un sommet à Vincenza en Italie, sont convenus d'endosser la méthode déjà éprouvée par POLARIS pour développer des formations initiales quadripartites entre les « gendarmeries-sœurs ». Dès juillet 2023, quarante jeunes recrues des quatre forces (dix par pays) s'entraînent ensemble durant trois semaines à Florence. Ils reçoivent des formations tactiques communes, ainsi que plusieurs formations innovantes dans des domaines variés tels que le pilotage rapide, la lutte contre la cybercriminalité ou encore la coopération européenne. Ces stages vont ensuite se poursuivre en alternance dans chaque pays, en France en mai 2024 (à l'école de gendarmerie de Montluçon), puis au Portugal en 2025, en Espagne en 2026, etc.

Les patrons des quatre forces ont également décidé de prolonger ces formations par des modules européens ouverts à d'autres systèmes policiers. En mai 2023, un stage expérimental franco-allemand a ainsi été organisé à Lahr, en Allemagne, avec des formations innovantes concrètes liées à la frontière commune. Les stagiaires ont notamment embarqué sur le Rhin avec la compagnie fluviale franco-allemande qui les a sensibilisés à la protection de l'environnement en milieu humide et aux réflexes à adopter en présence d'un noyé. Autre innovation, ces stages ont été réservés aux élèves-gendarmes déjà affectés en zone frontalière et désireux de travailler avec notre partenaire allemand. Conformément à la méthode « des trois I », toutes ces formations ont combiné les approches *interculturelles*, *interopérables* ou *intégrées*, selon des dosages variables en fonction des niveaux d'adhérence entre les différents systèmes en présence.

Un projet *transformationnel* qui œuvre au développement de la Gendarmerie

La coopération internationale de la Gendarmerie est née dans les canaux de la coopération de défense, avant d'investir, à l'orée des années 1990, les nouveaux champs de la coopération policière européenne. Sous l'influence des programmes de financement européens émerge aujourd'hui une coopération de « troisième génération », où l'international n'est plus seulement un enjeu de « retour en sécurité intérieure », mais aussi un véritable levier d'innovation et de transformation pour toute l'institution. POLARIS est emblématique de cette coopération de « troisième génération », aux effets proprement transformationnels.

Le projet POLARIS participe, en effet, au développement capacitaire de la Gendarmerie. Il montre que tous les échelons déconcentrés peuvent concourir à la captation de financements innovants. C'est le Comman-

dement des Écoles de la Gendarmerie nationale (CEGN) qui, en 2021, a demandé et obtenu l'accréditation de la Gendarmerie au titre du programme « Erasmus+ » et s'est doté des capacités nécessaires à la gestion directe du contrat de subvention. Ce positionnement répond pleinement aux critères de qualité du programme « Erasmus+ », qui impose d'articuler ensemble le télescope et le microscope, la vision d'ensemble et la gestion fine de la population en formation et des activités. De là, résulte un nouveau type d'ingénierie de projet, qui garantit une forte cohérence des dimensions stratégique et opérationnelle, pouvant même inspirer ailleurs d'autres développements du même type. De même, POLARIS invite à la mise en place de nouveaux parcours pour les jeunes gendarmes intéressés par l'international. À titre d'exemple, la région de gendarmerie Grand Est examine la possibilité d'une gestion fléchée – dans une logique de parcours et de vivier spécifique – pour ses élèves-gendarmes ayant bénéficié d'une formation franco-allemande en école ou en sortie d'école et désireux de s'engager, le moment venu, dans des dispositifs de coopération transfrontalière tels que l'Unité opérationnelle franco-allemande (UOFA).

POLARIS offre également le moyen d'examiner les méthodes pédagogiques les plus innovantes pour développer une compétence en matière de contact avec la population. Les sciences sociales distinguent plusieurs façons de former un policier à interagir avec le public. La méthode la plus classique repose sur un apprentissage dit « linéaire » : on enseigne d'abord des *techniques*, puis leur mise en pratique par différentes mises en situation professionnelles. Le formateur va ainsi développer chez son élève une *intelligence de situation*, c'est-à-dire la capacité à puiser, dans la « boîte à outils », des solutions qu'il a apprises afin d'apporter une réponse adaptée et mesurée. Plus désirable – mais aussi plus difficile – est l'approche directement centrée sur l'intelligence « comportementale » du policier⁵. Par exemple, l'approche allemande de la « désescalade » interroge le rôle du policier dans la dynamique de sa relation avec l'usager : comment, selon ses propres ressorts psychologiques, ses présupposés et sa conception du métier, il pourra désamorcer une situation difficile, ou au contraire l'envenimer pour devenir ainsi le « spécialiste » de l'outrage ou des courses-poursuites dangereuses en pensant pourtant toujours « bien faire »... Invités à réfléchir sur leurs propres biais cognitifs et leurs propres idéaux du métier, les policiers et gendarmes ainsi formés gagnent en maturité et en stabilité émotionnelle. C'est précisément ce type d'apprentissages que l'école de gendarmerie de Chaumont a pu observer, dès 2023, à l'Université de police de Mülheim en Allemagne. Le défi de l'exercice est bien sûr de dépasser la simple observation de « bonnes pratiques ». Car les contenus d'apprentissage ne sont pas innovants par eux-mêmes : ils ne valent qu'au regard d'une reformulation innovante du projet de formation. C'est bien cette dernière qu'il convient toujours d'observer.

Invités à réfléchir sur leurs propres biais cognitifs et leurs propres idéaux du métier, les policiers et gendarmes ainsi formés gagnent en maturité et en stabilité émotionnelle.

Enfin, POLARIS installe la Gendarmerie comme pionnière d'une culture européenne commune sur la question spécifique des formations initiales. Classiquement, on compare les *techniques* enseignées. On en conclut invariablement que celles-ci sont intéressantes, certes, mais difficilement transposables, dès lors qu'elles reflètent des « cultures différentes », que « l'Allemagne n'est pas la France » et que « chaque pays a ses solutions »... Air connu ! Or, précisément, POLARIS inverse la perspective : pour comparer « différentes solutions pour un même problème », il faut partir du « même problème » pour relier les « différentes

⁵ Nous nous inspirons ici de la distinction établie par les sciences sociales entre les apprentissages à « double » et « triple » boucles de réflexivité (voir notamment M.S. Staller, S. Koerner, V. Heil et al. *The planning and reflection of police use of force training : a German case study*, *Security Journal*, University of Cincinnati, États-Unis, 2022).

solutions ». Les modules européens de POLARIS prendront donc comme point de départ des questions qui posent les mêmes défis fondamentaux d'un pays à l'autre, typiquement : la compétence sociale et interculturelle, la coopération transfrontalière, la protection de l'environnement, les nouvelles technologies. On fera ainsi dialoguer les réponses nationales autour du service rendu à l'utilisateur, et ce, quel que soit le chemin emprunté. C'est l'esprit même de la devise européenne, « Unis dans la diversité ». Les stagiaires et leurs formateurs trouveront dans ces échanges des expériences vivifiantes pour faire évoluer leurs représentations et devenir, à tous niveaux, les acteurs imaginatifs de l'innovation dans leurs pays respectifs.

*

Soyons honnêtes... À bien des égards, le projet POLARIS reste encore une *start up*. À ce jour, ses réalisations demeurent expérimentales et son impact est limité : pour l'heure, cinq cents élèves ont bénéficié de formations conjointes. C'est là un début ! Le véritable bénéfice, on l'aura compris, est aussi ailleurs : le projet inaugure d'autres façons de penser, il suscite des « fertilisations croisées » au contact des partenaires étrangers. Il installe également la Gendarmerie à l'avant-garde d'un projet tourné vers les jeunes et l'avenir de la coopération policière européenne. Le défi est enthousiasmant et beaucoup reste encore à faire...

L'intégration européenne au défi du tournant stratégique : de la souveraineté à la démocratie européenne

NICOLAS LERON

« **L**e pacte de sécurité prime sur le pacte de stabilité » a pu asséner sans coup férir François Hollande au lendemain des attentats du 13 novembre 2015 dans son discours devant le Parlement réuni en Congrès. Peu importait désormais que les dépenses publiques accrues en matière de sécurité intérieure, rendues nécessaires par la nouvelle menace terroriste, fassent déraiper le budget national hors des clous des règles budgétaires européennes, pourtant érigées jusqu'alors comme un impératif catégorique de rang supérieur.

C'était ainsi rappeler une vérité longtemps tue par les promoteurs de l'intégration européenne, eurocrates comme dirigeants politiques pro-européens. Au cœur de la crise des dettes souveraines de la zone euro, pour laquelle les politiques de consolidation budgétaire apparaissaient comme cruciales, voire existentielles, l'ancien président français a renversé d'un seul mot l'ordre du politique en Europe. Au regard des impératifs fonctionnels du marché intérieur, le politique a soudainement recouvré sa pleine majesté. Ce « rétablissement » du politique n'a pu se produire que sous l'action de chocs telluriques venus secouer le continent. Car, à l'origine, « tout a été fait pour que l'Europe ne soit pas géopolitique, de la CECA à la CEE en passant par EURATOM », rappelle Bruno Dupré¹. L'intégration européenne s'est en effet inscrite dans une logique de coopération fonctionnelle, de création d'une « solidarité de fait », pour reprendre la formule de la Déclaration Schuman de 1950.

Avec l'échec du *momentum* fédéraliste qui a chuté au pied de l'Assemblée nationale en 1954 et son rejet de la ratification du traité de Communauté européenne de défense (qui devait ouvrir la perspective d'une Communauté politique européenne), la construction européenne s'est faite, comme chacun le sait, par la dynamique du marché commun et de ses libertés de circulation à partir de 1957 et des traités de Rome. Le marché intérieur est alors devenu le *langage machine* de l'intégration européenne, son moteur comme sa grammaire. Certes, des politiques européennes significatives comme la politique agricole commune

¹ Bruno Dupré, « Souveraineté européenne, autonomie stratégique, Europe puissance : quelle réalité pour l'Union européenne et pour quel avenir ? », *Question d'Europe*, n° 620, Fondation Robert Schuman, 24 janvier 2022. Bruno Dupré est conseiller sécurité et défense auprès du secrétaire général du Service européen pour l'action extérieure (SEAE).

existent et se sont déployées au fil des ans et des nouveaux traités. Mais elles demeurent secondaires vis-à-vis du marché intérieur et de son ordre concurrentiel « libre et non faussé ». C'est même par son biais que d'autres domaines de l'action européenne ont pu émerger et, dans une certaine mesure, acquérir une certaine réalité, à l'instar de l'Europe sociale qui dérive pour l'essentiel des libertés de circulation et du principe de non-discrimination des travailleurs en raison de leur nationalité ou de leur genre.

Mais le marché intérieur, assis sur un droit supranational, emporte avec lui une puissante logique fonctionnaliste. Il appelle toujours plus d'intégration au motif des nécessités fonctionnelles qui s'imposent d'elles-mêmes. Pour son bon fonctionnement, un marché intérieur supranational exige de lui-même une monnaie unique, qui elle-même requiert une coordination poussée des politiques budgétaires et économiques nationales, une union bancaire, une union des marchés de capitaux, puis une union fiscale qui, en dernier lieu, suppose quelque chose comme une union politique complète – le fédéralisme, les États-Unis d'Europe. C'est ainsi que les partisans d'une construction européenne sur un mode fédéraliste visaient sereinement une marche irrésistible vers l'Europe politique au moyen de l'évidement lent mais certain, car rationnellement nécessaire, de l'ensemble des pouvoirs des États membres au profit du nouveau centre supranational européen.

Le tournant stratégique européen

Naturellement, les choses ne se passent pas – et ne se sont pas passées – ainsi. Une butée a commencé à se profiler à l'horizon au cours de la décennie 2010, puis s'est manifestée droit devant nos yeux écarquillés à l'orée de la décennie 2020. Cette butée, c'est tout simplement le rappel du politique, de la dimension stratégique, des enjeux de pouvoir bruts, des rapports de force émancipés de la règle, des divergences fondamentales dans l'appréciation des intérêts étatiques comme européens, de la catastrophe – sanitaire, climatique, géopolitique, migratoire avec les dizaines de milliers de migrants noyés en Méditerranée – et des ruptures d'approvisionnement qui s'en suivent, y compris de matériels et de matières critiques, de la surblouse au gaz naturel, de la moutarde aux semi-conducteurs, de l'air respirable à l'eau potable. L'Europe se réveille devant l'impuissance du marché – de son marché intérieur et de sa puissance commerciale de premier plan – à répondre au chaos matériel du monde qui se présente à nous dans sa plus grande simplicité sur le sol européen, avec l'agression de l'Ukraine par la Russie : un État attaque militairement un autre État pour le conquérir et l'asservir. C'est l'histoire politique longue de l'humanité qui efface d'un trait de plume l'histoire économique courte de la construction européenne.

*Un État attaque militairement
un autre État pour le conquérir
et l'asservir. C'est l'histoire
politique longue de l'humanité
qui efface d'un trait de plume
l'histoire économique courte de
la construction européenne.*

L'Europe vit son tournant stratégique et la France paraît s'en réjouir, l'histoire allant cette fois-ci dans son sens, pense-t-elle, tandis que l'Allemagne se repentirait de son péché d'orgueil et d'inconséquence, elle qui s'est mise entre les mains de Vladimir Poutine pour alimenter à bon prix en gaz russe son industrie exportatrice. Les faramineux excédents allemands ne reposaient ainsi que sur du sable : la dépendance énergétique, l'appauvrissement de son armée et la complaisance à l'égard de la Chine de Xi Jinping. La

2 Emmanuel Macron, « Initiative pour l'Europe – Discours pour une Europe souveraine, unie, démocratique », Paris, Université de la Sorbonne, 27 septembre 2017.

3 Jean-Claude Juncker, « Discours sur l'état de l'Union – L'heure de la souveraineté européenne », Strasbourg, 12 septembre 2018.

France, elle, derrière ses déficits budgétaires chroniques et sa croissance molle, recelait l'or d'une pensée stratégique qui s'en donne les moyens : sa filière électronucléaire et son armée dotée d'un budget solide et en progression, capable de projection sur des théâtres lointains, de l'Afrique à l'Indo-Pacifique. Après quelques tâtonnements sémantiques, de l'« Europe puissance » à la « souveraineté partagée », Emmanuel Macron semble avoir enfin stabilisé la bonne doctrine continentale qui convient au siècle : la souveraineté européenne. Le discours de la Sorbonne du président de la République, prononcé d'entrée de quinquennat en septembre 2017, a fait florès (il a été prolongé par un deuxième discours en avril 2024, prononcé symboliquement dans les mêmes lieux). Le thème de la souveraineté européenne s'instille dans la sphère bruxelloise jusqu'à servir d'intitulé au discours sur l'état de l'Union de Jean-Claude Juncker, alors président de la Commission européenne³. Contrairement à une Angela Merkel réticente à user d'un tel langage pour lui préférer le terme de *Handlungsfähigkeit* (« capacité d'action »), son successeur Olaf Scholz a lui-même parlé de *souveräneres Europa* (« Europe plus souveraine »), quand Ursula von der Leyen a qualifié sa Commission de « géopolitique »⁵.

Limites de la souveraineté européenne

Mais patatras ! Voilà qu'à quelques mois du 60^e anniversaire du traité de l'Élysée en janvier 2023, le « couple franco-allemand » bat de l'aile, au point de faire la une des quotidiens nationaux français qui s'en émeuvent⁶. Olaf Scholz parle, comme Emmanuel Macron, de souveraineté européenne et allonge 100 milliards d'euros pour la Bundeswehr – mais achète du F-35 américain et laisse la Chine acheter une partie du port de Hambourg, initie un projet de bouclier antimissile continental sans les Français mais avec les États-Unis, et complique même le projet de futur avion de combat franco-germano-espagnol (SCAF, « système de combat aérien du futur ») si déterminant pour la France, son industrie d'armement et sa vision de l'autonomie stratégique européenne. Comment expliquer, alors, pareil écart entre les mots et les actes ?

D'abord par les écarts d'interprétation. Si les mots sont identiques, leurs sens respectifs diffèrent – parfois même grandement. L'autonomie stratégique européenne ne donne pas le même son à Lisbonne ou à Tallinn. La polysémie des notions constitue un espace de lutte intra-européenne entre les capitales. Comme Berlin, Paris cherche à tirer la couverture à soi, au regard de ses propres intérêts fondamentaux. La nouveauté est que l'Allemagne, longtemps moquée de notre côté du Rhin pour sa réticence à assumer l'hégémonie continentale (*reluctant hegemon*), joue désormais crânement ses ambitions géopolitiques, laissant la France quelque peu sidérée par le retournement des choses. Plus problématique encore, « le réapprentissage par l'Allemagne de sa centralité en Europe et son regard vers l'Est relativisent la relation avec la France », comme l'explique alors Jacques-Pierre Gougeon⁷. La lecture allemande de la souveraineté européenne se précise en effet en une autonomie stratégique continentale à dominante allemande et à coloration atlantiste, soit l'opposé de ce qu'ont en tête les Français qui voient dans l'Europe le potentiel d'un démultiplicateur de puissance (française) pour mieux jouer la partition (gaullo-mitterrandienne) d'un pôle d'équilibre face au duopole sino-américain et aux soubresauts de la puissance russe.

Ces écarts d'interprétation qui traduisent des divergences stratégiques profondes s'expriment d'autant plus qu'ils s'inscrivent dans un certain paradigme sous-jacent au discours de la souveraineté européenne : le paradigme de l'alliance interétatique. En effet, il ne faut pas se tromper sur le sens fondamental que peut recouvrir la notion de souveraineté européenne. Il n'est pas question de souveraineté à proprement parler,

⁴ Olaf Scholz, Discours à l'université Charles de Prague, 29 août 2022.

⁵ Commission européenne, « La Commission von der Leyen : pour une Union plus ambitieuse », communiqué de presse du 10 septembre 2019.

⁶ « Face aux tensions entre Paris et Berlin, relancer la dynamique du dialogue franco-allemand », éditorial du *Monde*, 26 octobre 2022.

⁷ Jacques-Pierre Gougeon, « Le regard de l'Allemagne vers l'Est relativise sa relation avec la France », *Le Monde*, 25 octobre 2022.

ni de super-État européen, mais d'autonomie stratégique européenne, et plus précisément de politiques sectorielles d'autonomie stratégique : la sécurité et la défense, le contrôle des frontières extérieures, la politique étrangère, l'agriculture, le numérique et l'économie industrielle corrélée à la monnaie, ce que le président de la République a lui-même appelé « les six clés de la souveraineté européenne ». La nuance est de taille et les conséquences significatives.

*L'alliance est toujours
circonscrite, temporaire et
révocable. Elle est par définition
fragile et n'éprouve bien
souvent sa force qu'aux abords
du précipice.*

La souveraineté européenne engage l'alliance des États membres de l'UE au travers d'accords négociés entre les exécutifs nationaux sur des objectifs stratégiques communs et les moyens assortis pour les atteindre. Le Conseil européen devient l'instance centrale d'impulsion et de conclusion de ces accords stratégiques interétatiques intra-européens, la Commission européenne jouant le rôle de soutien administratif et logistique, et le Parlement européen le rôle de chambre d'écho et d'entérinement. Le paradigme de l'alliance propre au discours de la souveraineté européenne s'inscrit donc dans une logique de coopération, certes poussée aux enjeux stra-

tégiques continentaux, mais fatalement tributaire des limites de toute coopération : la géométrie des rapports de force, l'inadéquation des intérêts et des lectures des situations, le désaccord des temporalités et des priorités des uns et des autres. L'alliance est toujours circonscrite, temporaire et révocable. Elle est par définition fragile et n'éprouve bien souvent sa force qu'aux abords du précipice. Il est difficile paradoxalement de trouver l'efficacité d'une continuité stratégique d'actions et de vues au travers de l'alliance qui se veut pourtant stratégique, quand celle-ci ne réagit que par à-coups, dans la précipitation, l'inconstance et les tiraillements. L'alliance requiert une exceptionnelle communauté de vision au plus haut sommet des États parties prenantes, affermie par une confiance mutuelle supérieure, seule capable de ramener les immanquables désaccords conjoncturels et structurels dans le giron de la communauté de vision – à l'image de la relation Mitterrand-Kohl. À défaut d'une telle communauté de vision, le prix de l'unité européenne scellée par l'extérieur (l'alliance) se paie dans la surdépense d'énergie constante pour contenir la dynamique centrifuge de la coopération.

La voie non explorée de la démocratie européenne

Autre serait la recherche d'une unité européenne par l'intérieur, non par le scellement d'une alliance interétatique, mais par la constitution d'une communauté de citoyens européens réunis en corps politique. L'écueil le plus problématique du discours de la souveraineté européenne se situe ici, dans l'ombre portée dont elle recouvre l'autre voie possible mais à ce jour jamais réellement explorée : celle de la démocratie européenne.

Étrangement, en effet, la souveraineté européenne n'ouvre pas sur la démocratie européenne, mais renvoie à une coopération de démocraties nationales sommées de s'aligner sur les lignes stratégiques tracées par leurs dirigeants – quand ceux-ci parviennent à tenir ensemble la plume. Car la démocratie européenne s'échappe de la logique de la coopération. Elle exige, pour s'instituer pleinement, la constitution

d'une capacité collective (et non la coordination des capacités individuelles) à produire par elle-même et pour elle-même (c'est-à-dire non assignable en dernière instance aux volontés des démocraties nationales et de leurs citoyens nationaux) un ensemble de biens publics authentiquement européens, à commencer par la sécurité interne et externe.

Concrètement, cela signifie la création d'un pouvoir budgétaire directement imputable aux citoyens européens au moyen de ressources fiscales européennes propres. Nul besoin pour cela de ponctionner à nouveau la poche des citoyens, mais seulement de fiscaliser au niveau européen les immenses profits des sociétés privées que celles-ci tirent des opportunités offertes par le marché intérieur. C'est à cette condition d'une démocratie européenne, c'est-à-dire de la venue d'un citoyen européen doté d'un pouvoir budgétaire (d'une capacité de production de biens publics européens), que l'Europe sera en mesure de forger un « nous » stratégique capable de se donner les moyens – et la constance – de ses ambitions.

PLEINS
FEUX SUR...

Quand la Justice aide à résoudre des crises internationales : le rôle de l'OCLCH

GÉNÉRAL DE BRIGADE JEAN-PHILIPPE REILAND

Dans la société internationale actuelle, qui est loin d'être une « société cosmopolitique à la gouvernance spontanée et paisible »¹, rares sont les crises politiques internationales exemptes de violations graves des droits de l'Homme, telles que les disparitions forcées ou les actes de torture. Et quand elles dégénèrent en conflits armés, encore plus rares sont les crises qui ne connaissent pas leur lot de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité, voire de crimes de génocide. Tel est, justement, le principal champ d'investigation de l'Office central de lutte contre les crimes contre l'humanité et les crimes de haine (OCLCH).

Depuis le conflit en ex-Yougoslavie de 1991, le règlement des crises internationales sous l'égide de l'ONU et des organisations régionales comporte un important volet « Justice ». Loin d'être une lubie d'esprits égarés et ignorants des intérêts des États, il s'agit bien là d'un choix du Conseil de sécurité de l'ONU et de ses secrétaires généraux successifs. Il est donc acquis que, sans justice rendue, la paix ne peut durer et que, selon les mots de notre ancien ambassadeur représentant permanent auprès des Nations Unies, « le monde ne sera jamais en paix sans justice »².

Tribunaux pénaux spéciaux créés par le Conseil de sécurité pour juger les atrocités commises en ex-Yougoslavie et au Rwanda, tribunaux pénaux hybrides comme au Cambodge ou en Sierra Leone, Cour pénale internationale (CPI) : les juridictions supranationales sont à l'œuvre. Une « complémentarité » s'instaure donc entre la sphère judiciaire internationale et les sphères judiciaires nationales pour qu'aucun auteur de graves crimes internationaux n'échappe à sa responsabilité pénale et ne puisse se déplacer sans risquer d'être inquiété. Soit les juridictions pénales internationales ouvrent des enquêtes, soit ce sont les juridictions nationales qui le font. Si ces dernières renoncent à se saisir d'un dossier, elles doivent toutefois extradier l'auteur présumé des faits vers l'autorité judiciaire étrangère qui lui en ferait la demande, comme en a jugé la Cour internationale de justice (CIJ) dans son arrêt « Issène Habré »³.

¹ Serge Sur, *Relations internationales*, LGDJ, Paris, 2021, p. 173.

² Nicolas de Rivière, « Renforcer la reddition des comptes et la justice pour les violations graves du droit international », Discours au Conseil de sécurité de l'ONU, New York, 2 juin 2022.

³ Questions concernant l'obligation de poursuivre ou d'extrader (Belgique c. Sénégal), arrêt, CIJ, Recueil 2012, p. 42.

La règle de la compétence universelle, inscrite à l'article 689-1 du Code de procédure pénale, permet aussi aux juridictions françaises d'exercer leur compétence à l'égard de l'auteur d'un crime sans lien de rattachement avec notre pays. Autrement dit : même si l'auteur n'est pas français, que la victime ne l'est pas non plus et que les faits n'ont pas été commis sur tout ou partie du territoire aérien, terrestre ou maritime de la République française. Toutefois, à l'exception des faits commis en ex-Yougoslavie ou au Rwanda (où la présence de l'auteur en France suffit pour ouvrir une enquête, car le législateur en a décidé ainsi), il faut établir, pour enquêter et poursuivre, que l'auteur des faits a, comme en dispose l'article 689-11 du Code de procédure pénale, sa résidence habituelle en France.

La Gendarmerie participe depuis longtemps à la gestion des crises politiques internationales. Avec la mission de prévôté sur les théâtres d'opérations (Code de justice militaire, art. L 411-1, 2°), elle constate – en tant que police judiciaire aux Armées – les infractions commises par les militaires français ou bien contre eux, détache des personnels dans les structures internationales chargées d'administrer les opérations de paix ou encore projette des unités de maintien de l'ordre. Depuis près de dix ans, la Gendarmerie participe également au volet judiciaire du règlement des crises politiques internationales par le truchement de l'OCLCH et de ses quarante enquêteurs. Créé par le décret n° 2013-987 du 5 novembre 2013, modifié par le décret n° 2021-1738 du 21 décembre 2021, l'OCLCH diligente les enquêtes sur les crimes internationaux les plus graves (auxquels le Code de procédure pénale ne consacre pas moins de dix articles – art. 628 et suivants), sous la direction des magistrats spécialisés du Parquet national anti-terroriste (PNAT) et du Pôle « Crimes contre l'humanité et crimes et délits de guerre » du Tribunal judiciaire de Paris. Pour expliquer ce rôle, il convient d'évoquer les enquêtes conduites par l'OCLCH à la demande des procureurs des juridictions pénales supranationales et celles qui sont diligentées pour la justice française.

Le soutien au volet judiciaire international du règlement des crises

Sous la direction des magistrats français destinataires de ces demandes, l'OCLCH contribue à l'action des juridictions pénales internationales.

Réaliser des actes d'enquête au profit de la justice internationale. Quand des crimes internationaux sont commis dans le cadre d'une crise internationale et que la CPI est saisie d'une « situation », le Bureau du Procureur déclenche l'entraide pénale internationale pour obtenir la réalisation d'actes d'enquête à l'étranger par les autorités des États parties au Statut de Rome. Si la demande est reçue par la France, elle est alors transmise aux magistrats du Pôle « Crimes contre l'humanité » qui saisissent l'OCLCH afin de diligenter les actes demandés, comme l'audition de témoins. Ce travail réalisé par l'OCLCH constitue l'une des pierres qu'apporte la France à l'édifice de la justice internationale pour le règlement du volet judiciaire des crises internationales.

Rechercher des criminels internationaux cachés en France. Il arrive, en effet, que l'on nous demande d'arrêter un fugitif qui pense pouvoir échapper à la justice en se terrant sur notre sol. Récemment, Félicien Kabuga, financier présumé du génocide des Tutsis au Rwanda et, à ce titre, l'un des huit plus grands criminels rwandais recherchés par le Mécanisme de l'ONU chargé d'exercer les fonctions résiduelles des tribunaux pénaux internationaux, a ainsi été interpellé, en 2020, par l'OCLCH après une cavale qui aura duré vingt-sept années au total. L'enquête en recherche de fugitif a été diligentée sous l'autorité du parquet général

près la Cour d'appel de Paris dans le cadre des dispositions de l'article 696-9-1 du Code de procédure pénale. Kabuga a ensuite été remis au Mécanisme pour être jugé. Accusé de génocide, d'entente en vue de commettre le génocide et de crimes contre l'humanité pour extermination, son procès a débuté à La Haye, le 29 septembre 2022. Le 6 juin 2023, les magistrats l'ont toutefois considéré « inapte » à subir son procès en raison de son grand âge et de graves problèmes de santé. À la place, Kabuga fait l'objet d'une « procédure de constatation » spéciale et inédite.

La participation au traitement judiciaire national des dérives criminelles des crises internationales

Dans les 150 enquêtes préliminaires et informations judiciaires que l'OCLCH diligente pour faire la lumière sur les faits dont la justice française s'est saisie, il faut tenir compte du contexte géopolitique et sécuritaire, contourner l'impossibilité d'accéder parfois à certains théâtres d'investigation et utiliser les leviers de la coopération internationale.

Appréhender le contexte diplomatique et sécuritaire. Eu égard aux différentes zones géographiques où les faits ont été commis, il est indispensable de connaître et suivre les relations diplomatiques de la France avec les différents pays concernés. Le commandement de l'Office s'informe ainsi continuellement des situations politiques internationales. Il suit de près les crises qui secouent certaines régions et tire les conséquences relatives aux mutations gouvernementales sur la conduite des dossiers : coup d'État au Mali, démission et fuite du président du Sri Lanka, influence du groupe Wagner en République centrafricaine, etc.

Les analyses ne se limitent pas au contexte diplomatique. Elles tiennent également compte du contexte sécuritaire au sens large. En effet, intervenir sur des questions liées aux crises internationales peut induire des risques d'erreur ou de manipulation de la part d'autorités étrangères susceptibles d'adopter des stratégies agressives. Certains témoins clés peuvent ainsi être manipulés ou bien menacés par les services des pays en question, tandis que d'autres témoins peuvent tenir un discours « formaté ». Certaines zones de massacres – scènes de crimes – peuvent être modifiées, d'autres sont hermétiquement fermées et rendues inaccessibles (centres de détention en Syrie, région du Tigré au nord de l'Éthiopie). Les propagandes étrangères et l'altération de la vérité par des relais d'information partiels conduisent ainsi l'OCLCH à diversifier ses sources d'information. L'Office opère, en parallèle, un travail méticuleux de recoupement de l'information pour garantir, en liaison avec les magistrats et assistants spécialisés du PNAT, des fondations solides aux enquêtes confiées.

Contourner l'impossibilité d'accéder à certains indices. Souvent, les techniques d'enquête classiques (auditions de témoins, réquisitions judiciaires) ou spéciales (interceptions téléphoniques, sonorisation de certains lieux) ne peuvent palier l'impossibilité de se rendre sur certains théâtres de commission d'atrocités. Les investigations en sources ouvertes (*Open Source Intelligence* – OSINT) peuvent toutefois permettre d'identifier des indices. La preuve étant libre devant les juridictions françaises, ces indices (comme une vidéo de massacres) sont admis devant les juridictions pénales sous réserve de convaincre la justice de leur authenticité⁴. Par ailleurs, l'emploi des ressources des organisations internationales telles que l'Agence spatiale européenne, mais aussi des Armées sur certains théâtres d'intervention ou bien du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères via ses représentations diplomatiques peut être recherché. Il en va de même

⁴ Hervé Letoquaux et Aurélie Aumaître, « La contribution de l'OSINT aux enquêtes portant sur les crimes internationaux », *Hérodote*, n°186, septembre 2022, p. 61-65.

pour la documentation réunie par les commissions d'enquête internationales qui « cherchent de plus en plus à établir la commission de crimes internationaux » par le biais d'une « pénalisation de l'objet de la preuve »⁵.

Coopérer efficacement avec les partenaires étrangers. Fidèle à la tradition de coopération internationale de la Gendarmerie et comme sa position d'Office central l'exige, l'OCLCH utilise tous les canaux de coopération mobilisables. Il alimente ainsi le projet d'analyse « Crimes internationaux les plus graves » administré par Europol. Il siège également dans le Réseau européen de points de contact concernant les personnes responsables de génocides, de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre, créé en 2002 par le Conseil de l'Union européenne. Réunissant procureurs, juges d'instruction et enquêteurs des États membres de l'UE et de pays tiers (parmi lesquels les États-Unis, le Canada et la Suisse), les séances à huis clos au siège d'Eurojust permettent de discuter des enquêtes ouvertes, de l'existence d'indices ou bien des difficultés rencontrées par les autorités judiciaires lors de procès. Enfin, l'OCLCH participe à des équipes communes d'enquêtes (ECE) pour avancer sur des investigations intéressantes d'autres justices étrangères.

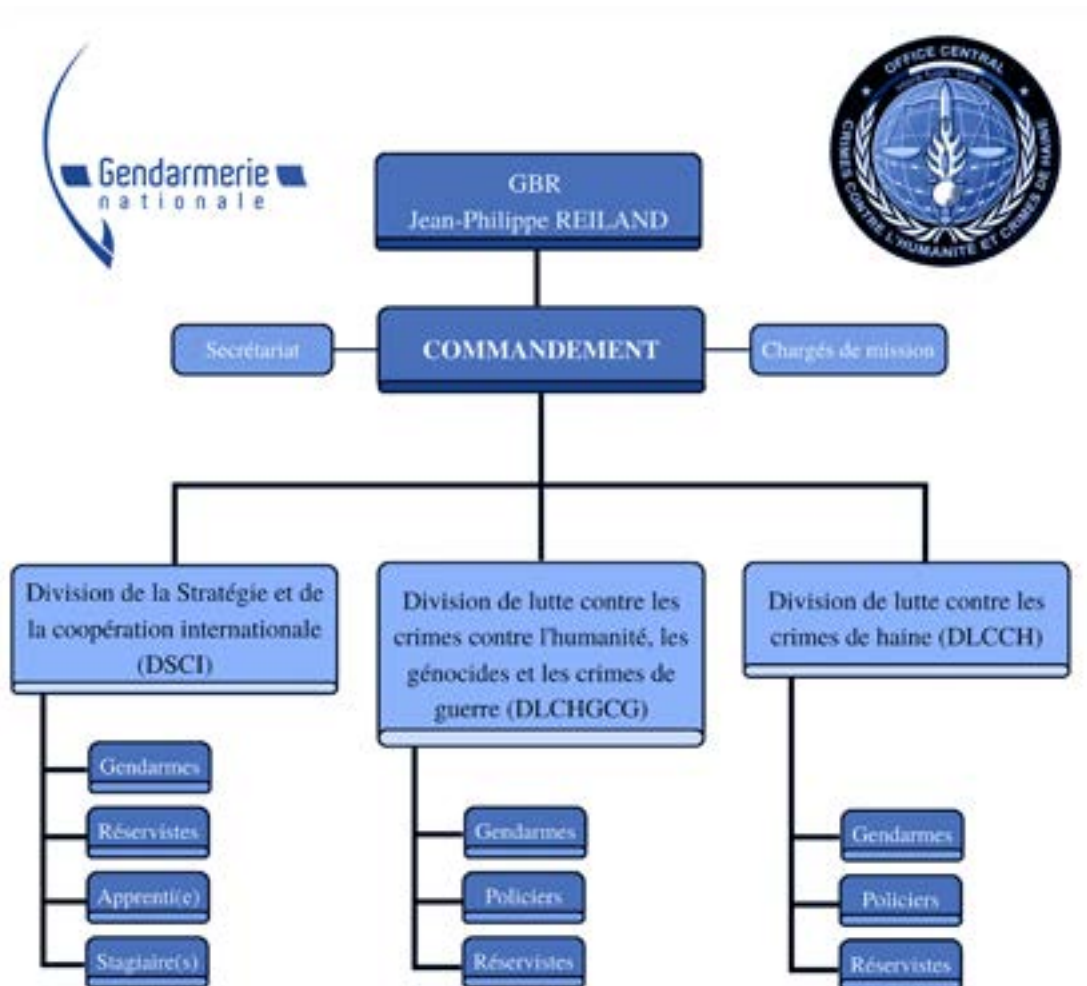


Tournés vers l'international, les enquêteurs de l'unité se déplacent régulièrement à l'étranger afin de constater des scènes de crimes et d'obtenir des témoignages de première main. Au Rwanda, en République centrafricaine, en Serbie ou encore au Liberia, ce travail de terrain présente l'avantage de réduire le risque d'ingérence ou d'influence dans les recherches, en permettant aux gendarmes d'évaluer eux-mêmes la crédibilité de chaque information recueillie, sans dépendre de sources externes. Le défi le plus récent a été constitué par l'engagement des enquêteurs en Ukraine. En septembre 2022, pour la toute première fois, l'OCLCH a conduit des investigations dans un pays alors toujours en guerre. Bien évidemment, l'engagement actif des belligérants sur le terrain a généré pour nous des problématiques logistiques et opérationnelles nouvelles, susceptibles d'avoir un impact sur les enquêtes menées. Il a fallu en tenir compte. Le travail de conciliation de ces diverses contraintes par l'OCLCH donne toute leur singularité aux enquêtes relatives aux crimes internationaux les plus graves. En tout état de cause, l'Office est au service du volet « Justice » qui contribue à résoudre les crises internationales. Loin d'être un grain de sable à cet égard⁶, la justice pénale – qu'elle soit internationale ou nationale – est un outil puissant au service de la paix⁷.

⁵ Sarah Jamal, « L'influence de la criminalisation de l'établissement des faits sur la preuve recherchée par les missions d'enquête », in Olivier de Frouville et Pavel Šturma (dir.), *Vers la pénalisation du droit international des droits de l'Homme*, Pedone, Paris, 2022, p. 396 et 398.

⁶ Dans le cas où une enquête de la CPI serait de nature à gêner la résolution d'un conflit, le Conseil de sécurité de l'ONU peut appliquer l'article 16 du Statut de la Cour pénale internationale et ordonner la suspension d'une enquête de la CPI pour une durée d'un an renouvelable.

⁷ Jean Albert et Jean-Baptiste Merlin (dir.), *L'avenir de la justice pénale internationale*, Bruylant, Bruxelles, 2018.



HIER ET
DEMAIN

Cyberdélinquance : que souhaite-t-on mesurer ?

ZOÉ GALLOS

MATHILDE POULHES

Tout le monde en parle, mais peu la quantifie – et pour cause : qu'entend-on par cyberdélinquance ? Si certaines atteintes relèvent sans nul doute possible du cybercrime, comme les rançongiciels, d'autres font débat. Le monde numérique étant omniprésent dans la société, quels sont les critères qui déterminent si une atteinte appartient ou non à la sphère dite « cyber » ?

La cyberdélinquance est un défi pour le statisticien. Ce problème de mesure est d'abord un problème de définition, mais c'est aussi un problème d'identification. Parce que le phénomène est relativement récent, les outils pour décrire et qualifier les infractions ignorent ou donnent peu de précisions sur les supports ou vecteurs numériques utilisés (état 4001, logiciels de rédaction des procédures, natures d'infraction, etc.). Le Service statistique ministériel de la sécurité intérieure (SSMSI) développe un projet novateur pour améliorer la connaissance dans ce domaine. Ces travaux reposent sur un travail conceptuel de typologie des « infractions liées au numérique » et nécessitent l'utilisation des techniques récentes d'analyse textuelle (traitement automatisé du langage).

Une absence de consensus autour de la définition

Comme bien d'autres champs infractionnels, la cyberdélinquance n'a pas de définition juridique unique et ne correspond donc pas à une liste précise d'infractions définies par la loi¹. C'est là un champ infractionnel récent dont les contours sont imprécis². En dépit d'une production littéraire abondante³, il n'existe pas de consensus sur la définition de la cyberdélinquance⁴. Ce problème de définition du sujet au niveau académique se pose également au niveau institutionnel. Les instances politiques et juridiques, qu'elles soient nationales (ANSSI) ou internationales (ONU, UE, Conseil de l'Europe), proposent en effet différentes définitions du concept. Si certaines d'entre elles se restreignent à une vision stricte de la cyberdélinquance, d'autres en développent une acception très large, incluant toutes les infractions pour lesquelles un instrument numérique est présent. Le phénomène présente donc un contour qui ne permet pas de désigner simplement et de façon binaire l'appartenance ou non des infractions au champ de la cyberdélinquance.

Le SSMSI a lui aussi participé à la réflexion sur le périmètre de la cyberdélinquance. Un groupe de travail « Cybercriminalité » a ainsi été mis en place dès 2014, regroupant les ministères de la Justice, de l'Intérieur, de l'Économie et des Finances, ainsi que de l'Économie numérique. Il a abouti à une définition proche de celle de l'ANSSI, correspondant aux infractions pénales tentées ou bien commises à l'encontre ou prin

1 A. Moreau et T. Razafindranovona, « Les défis de la mesure statistique de la cybercriminalité », *Revue de la Gendarmerie nationale*, n° 266, 2019.

2 K. Phillips, J. C. Davidson, R. R. Farr, C. Burkhardt, S. Caneppele et M. P. Aiken, *Conceptualizing Cybercrime : Definitions, Typologies and Taxonomies*, Forensic Science, p. 379–398, 2022.

3 Phillips et al. détaillent un travail sémantique et définitionnel sur la cyberdélinquance qui recense environ 37 000 documents à l'aide d'un algorithme qui détecte les mots clés sur le web.

4 Voir par exemple J. Clough, *Principles of Cybercrime*, Cambridge University Press (2015) et S. Broadhead, « The Contemporary Cybercrime Ecosystem : A multi-disciplinary overview of the state of affairs and developments », *Computer Law & Security Review*, vol. 34, n° 6, p. 1180–1196 (2018).

principalement au moyen d'un système d'information et de communication (SIC). Si cette définition présente l'avantage d'apporter un cadre synthétique, toutefois elle ne permet pas de saisir le périmètre concret des « infractions liées au numérique ».

Des outils numériques omniprésents qui rendent périlleux l'exercice de définition

Au cœur de la cyberdélinquance, on constate des infractions qui se déroulent spécifiquement dans la sphère numérique : les atteintes aux systèmes de traitement automatisé de données (STAD), principalement des intrusions et des entraves, définies précisément dans les articles 323-1 à 323-8 du Code pénal. Elles correspondent aux infractions qui font les gros titres médiatiques de la cyberdélinquance (rançongiciels, attaques par déni de service distribué – DDoS, etc.). Même si ces faits sont en augmentation⁵, leur nombre reste modéré par rapport à celui des atteintes impliquant des outils numériques⁶.

Pour ces atteintes aux STAD, le caractère dit « cyber » ne fait pas de doute : le cyberspace est à la fois la cible et le moyen de ces infractions. Mais beaucoup d'autres infractions mêlent utilisation de technologies numériques et agissements dans le monde physique. Dès lors, les qualifier de « cyber » peut faire débat. Cette ambiguïté touche quasiment tous les contentieux : les atteintes à la personne, les atteintes aux biens, les atteintes à la propriété intellectuelle, etc. De nombreuses infractions peuvent avoir eu lieu dans la sphère physique (escroqueries, atteintes aux personnes, etc.), alors même que la mise en relation des protagonistes aura été rendue possible par un outil numérique (réseaux sociaux, sites de petites annonces, etc.). À l'inverse, d'autres infractions peuvent avoir débuté dans l'espace physique et avoir des conséquences dans l'espace numérique (vol de carte bancaire qui sert ensuite à réaliser des achats sur Internet).

Les répercussions du problème de définition sur la saisie des données

Le logiciel de rédaction des procédures de la Gendarmerie nationale (LRPGN) est muni d'une « coche cyber ». Le militaire en charge de la saisie doit la sélectionner lorsqu'il estime que l'infraction appartient au champ de la cyberdélinquance. C'est alors qu'il peut y avoir une difficulté, précisément au moment d'apprécier ce caractère ou ce lien éventuel. Il n'est donc pas rare de constater que l'utilisation ou non de la « coche cyber » ne fait pas consensus parmi les gendarmes, notamment quand l'infraction se situe à la fois dans l'espace physique et dans l'espace numérique.

Infractions liées au numérique : une typologie plus fine

Le SSMSI cherche à suivre l'évolution et à analyser l'ensemble du champ : aussi bien les atteintes aux STAD (rançongiciels, cryptojacking, etc.) que le cyber-harcèlement ou encore les escroqueries réalisées à partir de mises en relation sur des sites de petites annonces. Néanmoins, regrouper ces atteintes dans un même indicateur dit « cyber » ne fait pas grand sens, surtout lorsque certains cherchent à conserver le vocable « cyberdélinquance » pour désigner les seules infractions commises par des hackers chevronnés...

⁵ SSMSI, « Attaques par rançongiciel envers les entreprises et les institutions », *Interstats Analyse*, n° 37, novembre 2021.

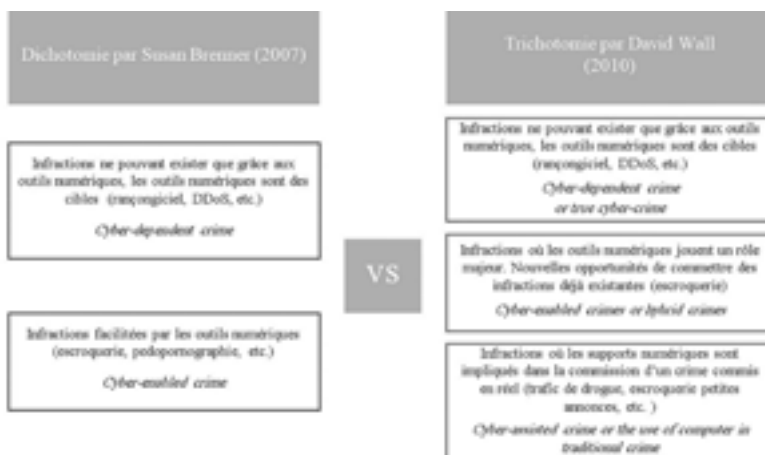
⁶ Ministère de l'Intérieur, *État de la menace liée au numérique en 2019*, Rapport n° 3, mai 2019.

Par conséquent, le SSMSI travaille à la caractérisation de sous-groupes cohérents au sein de la famille des « infractions liées au numérique (ILN) ». Cette dénomination permet de définir un champ large comprenant notamment les infractions qui se déroulent à la fois dans le monde physique et dans le monde numérique. Le but est de sortir d'une approche binaire (cyber/non-cyber) pour créer des sous-catégories plus cohérentes. Dans cette perspective, nous nous appuyons sur la littérature académique qui propose des analyses par typologie et taxonomie.

Il s'agit d'abord de distinguer les grands types d'atteintes en utilisant les grandes sections de la nomenclature statistique française des infractions (NFI), partagée par la Justice et l'Intérieur. Celle-ci a été réalisée à partir de la Classification internationale des infractions à des fins statistiques (*International Classification of Crime for Statistical Purposes – ICCS*), élaborée en 2015 par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC). Cette classification, qui adopte une approche fondée principalement sur le comportement de l'auteur de l'infraction, a été adaptée au contexte français. Mais cette typologie thématique ignore les enjeux numériques et le degré de technicité qu'ils impliquent. Or, nous devons être en mesure de distinguer l'extorsion qui passe par l'attaque du système d'information et celle qui implique la simple diffusion de contenu sur un site Internet.

La littérature académique propose deux grands types de classification pour mesurer l'importance des moyens numériques : *dichotomique* ou *trichotomique* (Figure 1). La classification dichotomique sépare les infractions qui ne peuvent exister que grâce aux outils numériques (atteintes aux STAD) de celles qui sont facilitées par ces mêmes outils (cyber-harcèlement, *romance scam*, etc.)⁷. La classification trichotomique reprend en partie la distinction précédente, en y ajoutant la notion de « rôle majeur » des outils numériques dans les infractions « facilitées », telles que les prises de contact sur un site de petites annonces dans le but de commettre des escroqueries. Elle introduit également une catégorie supplémentaire : les infractions assistées par les outils numériques⁸. Celles-ci ont lieu dans l'espace physique, tout en impliquant une certaine utilisation du numérique. C'est le cas du trafic de stupéfiants via le dark web.

Fig. 1 – Résumé des typologies par moyens techniques cyber (S. Brenner et D. S. Wall)

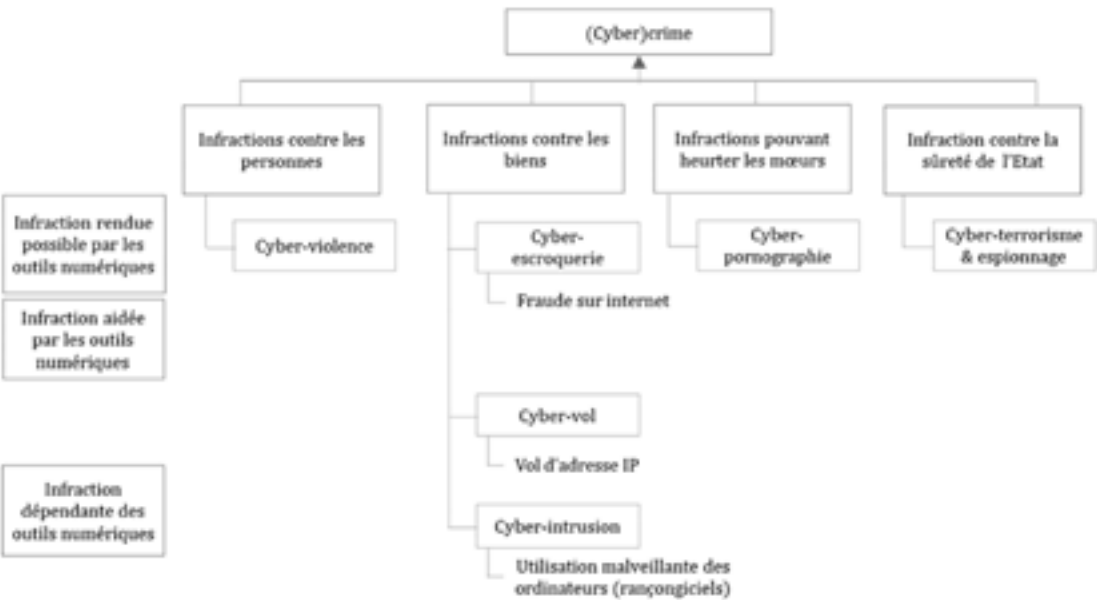


⁷ S. Brenner, « Cybercrime : Re-thinking crime control strategies », in Y. Jewkes (ed.), *Crime Online*, Willan Publishing, p. 12-28, 2007.

⁸ D. S. Wall, « The Internet as a Conduit for Criminals », in A. Pattavina (ed.), *Information Technology and the Criminal Justice System*, Sage Publishing, p. 77-98, 2005 (révisé en mars 2010).

La classification la plus pertinente pourrait ainsi articuler une combinaison des moyens et des thématiques, afin de créer une typologie à double entrée. Les différentes catégories seront lues à la fois en colonne et en ligne. La chercheuse Sara Correia, chargée d'études pour le compte de la police britannique, propose une telle typologie à double entrée dans une étude parue en 2019. Sa classification est construite à partir des statistiques officielles et des travaux de plusieurs chercheurs.⁹

Fig. 2 Typologie à double entrée développée par S. G. Correia



Cette typologie à double entrée constitue un point d'appui pour celle que le SSMSI est actuellement en train d'élaborer et qui sera le résultat d'un travail de concertation avec les experts de la Police et de la Gendarmerie, du ministère de la Justice, ainsi que de nos autres partenaires.

L'analyse textuelle pour améliorer la détection des infractions liées au numérique

Une fois cette typologie adoptée, il conviendra de classer correctement les infractions dans les catégories ainsi définies. En complément des variables habituellement utilisées pour décrire les phénomènes (index, NATINF, modes opératoires, lieu de l'infraction, etc.) – dont on a vu qu'elles ne permettaient que partiellement d'approcher les phénomènes délinquants liés au numérique –, le SSMSI ambitionne d'exploiter la manière d'opérer ce champ textuel libre qui donne le contexte de la procédure. En effet, en combinant l'utilisation de techniques innovantes d'analyse textuelle et de *machine learning*, il est aujourd'hui possible

9 S. G. Correia, « Responding to victimisation in a digital world: a case of study of fraud and computer misuse reported in Wales », *Crime Science*, 8, 4, 2019 <https://doi.org/10.1186/s40163-019-0099-7>

de traiter de manière automatique un grand nombre de textes afin de les classer en catégories. Pour fonctionner, l'algorithme a besoin d'apprendre grâce à un échantillon d'entraînement. Les experts labellisent d'abord un échantillon de textes, c'est-à-dire qu'ils le classent dans le sous-groupe auquel il appartient. À partir de cet échantillon labellisé, l'algorithme sera en mesure de généraliser et ainsi prédire l'appartenance ou non aux différents champs infractionnels de la typologie.

Des avancées du côté des plateformes en ligne et des enquêtes statistiques

L'analyse des données issues de la plateforme de plainte en ligne pour les e-escroqueries THESEE, ainsi que celles qui sont tirées des plateformes de signalement (Percev@al pour les fraudes à la carte bancaire, PHAROS pour les contenus illicites sur Internet), viendra compléter utilement le panorama sur les infractions liées au numérique. Enfin, les enquêtes statistiques sur les technologies de l'information et de la communication dans les entreprises ou auprès des ménages fournissent déjà des données de cadrage fort utiles sur certaines victimations liées au numérique. L'évolution des questionnaires devrait permettre d'approcher le phénomène encore plus finement.

Créé en 2014 au ministère de l'Intérieur, le Service statistique ministériel de la sécurité intérieure (SSMSI) a pour mission de produire et de mettre à disposition du grand public des statistiques et des analyses sur la sécurité intérieure et la délinquance. Avec l'INSEE et quinze autres services statistiques ministériels, il participe au service statistique public. À ce titre, le SSMSI respecte plusieurs principes et règles visant à maintenir la confiance dans les informations produites et diffusées : indépendance professionnelle, fiabilité, neutralité, qualité des processus, méthodologie solide, accessibilité. Son programme de travail fait l'objet d'une concertation avec l'ensemble des utilisateurs au sein du Conseil national de l'information statistique (CNIS) et son activité est évaluée par l'Autorité de la statistique publique (ASP). Au sein du SSMSI, le Bureau des études et statistiques sur la criminalité organisée (BESCO) a récemment publié des synthèses et analyses sur les rançongiciels, la traite des êtres humains et les infractions à la législation sur les stupéfiants. Le principal vecteur de diffusion est le site Internet <https://www.interieur.gouv.fr/Interstats>.

Portrait-robot génétique : fantasme ou réalité ?

LIEUTENANT-COLONEL AMAURY PUSSIAU

Le portrait-robot génétique (PRG) permet de déterminer des caractéristiques morphologiques apparentes d'un individu à partir d'une trace ADN retrouvée sur une scène d'infraction. Cette technique d'analyse qui a été autorisée en 2014 par la Cour de cassation est de plus en plus employée dans le cadre d'affaires criminelles ou de découverte de cadavres pour orienter des enquêtes. Cette technique d'investigation prédictive, souvent considérée comme l'analyse de la dernière chance, vise à orienter l'enquêteur pour ouvrir ou fermer des pistes d'enquête.

Entre octobre 2012 et janvier 2013, cinq jeunes femmes de 22 à 26 ans ont été agressées dans le VIII^e arrondissement de Lyon. Dans cette affaire de viols aggravés, et face aux difficultés à identifier l'auteur, le juge d'instruction a décidé d'ordonner une analyse visant à déterminer « tout élément utile relatif aux caractéristiques morphologiques » du violeur à partir de traces d'ADN du suspect retrouvées et prélevées sur les victimes. À cette époque, la procédure était proscrite et le magistrat a donc porté le débat devant la chambre criminelle de la Cour de cassation. Cette dernière a rendu, le 25 juin 2014, un arrêt autorisant la procédure.

Cet arrêt n° 3280 repose sur le fondement de l'article 81 du Code de procédure pénale (CPP) qui dispose que « le juge d'instruction procède, conformément à la loi, à tous les actes d'information qu'il juge utiles à la manifestation de la vérité ».

Le recours à l'expertise du portrait-robot génétique (ou « phénotypage ADN ») est donc autorisé à condition « de révéler exclusivement des caractères morphologiques apparents de l'auteur inconnu d'un crime à partir de l'ADN que celui-ci a laissé sur les lieux, à seule fin de faciliter son identification ». Malheureusement, cet arrêt n'explique pas quelles sont les caractéristiques physiques qui peuvent être déterminées.

Pour l'heure, il n'existe donc pas de cadre légal clairement défini en France, seulement une jurisprudence. Il appartient donc au législateur d'encadrer cette nouvelle technique d'investigation comme l'ont déjà fait les États-Unis, les Pays-Bas, l'Allemagne, l'Autriche, la Slovaquie et bientôt la Suisse. La Commission nationale consultative des Droits de l'Homme (CNCDH) a d'ailleurs rendu un avis en ce sens, le 17 mars 2016, en faisant état du vide juridique qui entoure encore cette technique, dont l'usage doit être limité aux seuls traits morphologiques objectifs, extérieurs et pertinents. Elle considère que la réponse apportée dans l'arrêt de la Cour de cassation n'est qu'une position médiane en l'état du droit.

Le phénotypage ADN n'est donc pas une méthode d'identification mais d'orientation d'enquête pour essayer de réduire le nombre de suspects lorsqu'aucun autre élément ne le permet. Si le portrait-robot génétique permet d'appréhender un individu, il sera obligatoire d'effectuer une comparaison de son empreinte génétique avec celle de la trace biologique retrouvée sur la scène d'infraction, ceci afin de confirmer la correspondance.

Les fondamentaux

La technique du portrait-robot génétique repose sur l'analyse des lettres A, T, C ou G qui composent notre ADN. À certaines positions de nos chromosomes, cette lettre peut s'avérer différente entre deux individus. C'est ce qu'on appelle le polymorphisme simple de séquence de l'ADN ou SNP en anglais pour *Single Nucleotide Polymorphism*. Certains de ces SNP n'ont pas d'impact fonctionnel sur notre organisme, tandis que d'autres ont pour effet de moduler l'expression de certains caractères. Ce sont ces derniers qui sont intéressants à analyser pour établir un portrait-robot génétique, car ils ont un impact sur notre apparence physique.

À titre d'exemple, le SNP nommé rs12913832, localisé sur le chromosome 15 à la position 28365618 au sein du gène « HERC2 », est principalement responsable de la couleur des yeux bleus ou marron. Un individu pris au hasard dans la population possèdera, à cette position, soit la lettre A, soit la lettre G. Si l'individu est porteur de la lettre G, alors le gène responsable de la synthèse de mélanine sera inactif, induisant des yeux bleus. À l'inverse, si l'individu est porteur de la lettre A, alors le gène sera actif, induisant la synthèse de mélanine et par conséquent des yeux marrons.



Illustration du polymorphisme simple de séquence de l'ADN

Malheureusement, l'étude d'un seul SNP ne suffit pas pour expliquer la totalité de la couleur des yeux (ou d'une autre caractéristique physique), car chaque caractère physique est le résultat de l'expression de plusieurs, voire de milliers de gènes. Pour capturer toute cette information, il faudrait donc analyser tous les SNP associés aux gènes qui ont un impact sur notre apparence physique.

Actuellement, seuls les gènes liés à la pigmentation (couleur des yeux, des cheveux et de la peau) ont été étudiés de façon approfondie, nous permettant de déterminer ces caractères phénotypiques avec une fiabilité satisfaisante. Il n'est cependant pas envisagé de caractériser de façon exhaustive toute la gamme de pigmentation possible, mais de créer des catégories afin de faciliter les prédictions. Ainsi, dans les différents travaux scientifiques, ce sont généralement trois catégories qui ont été retenues pour prédire la couleur des yeux (bleus/intermédiaires/marron), quatre catégories pour les cheveux (roux/blonds/bruns/noirs) et trois catégories pour la couleur de la peau (claire/intermédiaire/foncée).

D'autres caractéristiques physiques, plus difficiles à prédire, comme la prédisposition aux taches de rousseur (absence/présence), la prédisposition à la calvitie (faible/forte), la forme des cheveux (lisses/bouclés) ou encore la taille (grand/petit) ont fait l'objet de plusieurs études. Ces modèles prédictifs nécessitent néanmoins d'être encore perfectionnés avant d'être pleinement exploités en criminalistique. Aujourd'hui, il n'est toujours pas envisageable de prédire la forme du visage, car nous ne connaissons pas de manière satisfaisante et détaillée les bases génétiques de l'ensemble de ces caractéristiques. Les premiers gènes découverts (et donc les SNP) reliés à ce trait morphologique n'expliquent encore qu'un très faible pourcentage de la variabilité de la forme d'un visage.

Au-delà des marqueurs phénotypiques, l'étude de certains SNP sélectionnés pour leur forte différenciation entre les populations permet de révéler l'origine biogéographique d'un individu. En fonction du nombre de SNP analysés, il est possible de déterminer une origine biogéographique au niveau continental (Europe, Asie, Afrique etc.) voire régionale. Il faut cependant noter que ces tests d'orientation sont peu performants en cas de métissage complexe.

De l'analyse à la prédiction

L'analyse ADN repose sur une approche ciblée qui vise à déterminer la séquence A, T, C ou G située au niveau de chaque SNP d'intérêt. Il n'est donc pas question de séquencer tout le génome humain mais plutôt de recueillir les informations utiles là où elles se situent dans l'ADN. Pour accéder à ces informations génétiques, il faut réaliser plusieurs étapes successives d'analyses au laboratoire (extraction d'ADN, quantification, amplification par PCR, séquençage et traitement bio-informatique).

Une fois que la lettre A, T, C ou G de chaque SNP d'intérêt est déterminée, il est nécessaire d'effectuer un calcul statistique pour obtenir une probabilité de prédiction, et cela pour chacune des caractéristiques physiques étudiées. Les tests mis en œuvre au laboratoire analysent généralement une quarantaine de SNP pour prédire la couleur des yeux, des cheveux et de la peau et une centaine de SNP pour déterminer l'origine biogéographique d'un individu au niveau continental.



À la lecture de l'exemple ci-dessus, on peut conclure que l'individu est vraisemblablement un homme de type européen avec une peau claire, des yeux bleus et des cheveux blonds. Ces résultats nous renseignent donc sur l'apparence physique la plus vraisemblable de l'individu sans toutefois nous donner de certitude. Si, dans cet exemple, la personne a 89,1 % de chances d'avoir des yeux bleus, il n'en reste pas moins qu'il y a 6,8% de chances qu'elle ait les yeux de couleur intermédiaire (verts ou gris) et 4,1 % de chances qu'elle ait les yeux marron.

Les limites du portrait-robot génétique

Aujourd'hui, la liste des caractéristiques physiques et des marqueurs génétiques (SNP) pouvant être analysés n'est pas limitativement fixée par la loi et chaque laboratoire de criminalistique peut se constituer son propre kit d'analyse au gré des dernières découvertes scientifiques. Afin d'éviter cette dérive, un consortium européen nommé VISAGE a été créé pour essayer d'harmoniser et de démocratiser l'usage du portrait-robot génétique au sein des laboratoires de criminalistique. À ce jour, le panel « Hlrisplex-S », recommandé par ce consortium, est le seul système prédictif lié à la pigmentation à avoir fait l'objet de nombreuses évaluations par la communauté scientifique et à avoir été validé pour un usage anthropologique et criminalistique. Néanmoins, ce panel n'est pas parfait et nécessite encore d'être amélioré, notamment pour prédire de façon plus fiable la couleur des yeux verts (catégorie intermédiaire) et pour distinguer davantage les cheveux blonds des cheveux bruns à l'âge adulte.

Il faut également faire attention aux termes employés pour décrire l'individu. Le caractère « blond » renvoie à une image différente selon les personnes : certains associeront cet adjectif au blond nordique, d'autres au blond vénitien et d'autres encore à une simple couleur claire de cheveux. De même, le caractère blond foncé peut parfois être confondu avec des nuances de châtain clair. L'image mentale qui se forme dans l'esprit de chacun peut donc s'avérer très différente. Aussi, le magistrat doit rester plus que prudent dans l'interprétation de ses résultats afin de ne pas exclure trop rapidement un individu dont l'une des caractéristiques physiques ne correspondrait pas totalement à la prédiction. Dans un objectif de clarté et de transparence, les rapports d'expertise transmis au magistrat doivent donc exprimer les résultats de prédiction sous forme de probabilité et citer les références des études bibliographiques des modèles statistiques utilisés.

Ces tests prédictifs n'ont qu'une valeur d'orientation d'enquête pour la justice, étant donné que les prédictions ne sont généralement pas fiables à 100%, à l'instar d'un témoignage. Il faut de surcroît garder à l'esprit que l'aspect d'une personne peut être altéré volontairement afin de dissimuler ou modifier certaines caractéristiques physiques.

Vers un vrai visage ?

Dans le cadre d'affaires criminelles où les enquêteurs ne disposent que d'une trace ADN récoltée sur une scène d'infraction, il n'est pas encore possible de prédire un vrai visage avec la forme des yeux, du nez, du menton... En revanche, dans le cadre d'une découverte de cadavre, lorsque le crâne est encore présent, il est possible d'utiliser des techniques de génétique et d'anthropologie pour reconstruire le visage de l'individu non identifié. Cette approche nécessite l'intervention de l'expert en anthropologie pour redonner une texture au crâne et de l'expert en génétique pour redonner une couleur au visage. C'est cette technique qui a été utilisée, en 2017, pour reconstruire le visage d'un poilu, le sergent Claude Fournier, décédé lors de la bataille de Verdun et dont les ossements avaient été retrouvés en 2015.

Concrètement, le crâne fait l'objet, au laboratoire, d'un examen tomodynamométrique et d'une reconstitution faciale tridimensionnelle assistée par ordinateur. Cette méthode requiert le positionnement par l'anthropologue de soixante-dix-huit points craniométriques osseux principalement localisés sur la face du sujet afin de produire une estimation de la morphologie faciale du sujet. En parallèle l'expert en génétique effectue un prélèvement d'une dent ou d'un élément osseux à partir du crâne pour analyser l'ADN et déterminer la couleur la plus probable des yeux, des cheveux et de la peau.



Exemple d'une reconstitution faciale et génétique effectuée à l'IRCGN

Cette reconstitution faciale et génétique permet alors de recréer le visage le plus vraisemblable de l'individu. La coupe de cheveux comme la présence de barbe ou de moustache restent néanmoins des éléments subjectifs laissés à la libre appréciation de l'anthropologue. Le portrait ainsi créé peut faire l'objet d'un appel à témoins par les enquêteurs afin de faciliter l'identification de l'individu.

Le portrait-robot génétique est bien une réalité même si, pour le moment, il ne permet de révéler que quelques caractéristiques physiques sommaires pour identifier un suspect à partir d'une simple trace ADN. Au gré des avancées de la recherche scientifique, de nouvelles caractéristiques physiques telles que la couleur des sourcils, la prédisposition à la calvitie ou aux taches de rousseur commencent à être intégrées dans les analyses. Toutefois, il faudra encore attendre longtemps ou s'aider de l'intelligence artificielle pour obtenir un vrai visage. Le portrait-robot génétique n'a donc pas fini de faire parler de lui dans les prochaines décennies. À ce stade, il apparaît donc comme une analyse de la dernière chance qui cherche à fournir de nouvelles pistes à un dossier ou à orienter les investigations, lorsque les techniques classiques d'enquête n'aboutissent pas.

50 ans après, les leçons de Munich 1972

JENNY RAFLIK GRENOUILLEAU

Munich, 5 septembre 1972, 4h30 du matin. Huit hommes vêtus de survêtements et porteurs de lourds sacs à dos approchent du village olympique. Des athlètes canadiens, pensant avoir affaire à des fêtards, les aident fraternellement à franchir la clôture grillagée qui entoure le village. Mais, dans leurs sacs à dos, pas d'accessoires sportifs : des mitraillettes, des munitions, des grenades et des pistolets...

Le commando se dirige vers le pavillon de la délégation israélienne où dorment vingt-et-une personnes. Il force la porte et abat d'emblée deux entraîneurs qui tentent de s'interposer. Certains athlètes réussissent à sortir. Neuf sont pris en otage. Quarante minutes plus tard, les huit hommes font connaître leurs revendications aux autorités allemandes : ils exigent la libération de 236 Palestiniens détenus en Israël, ainsi que celle d'Ulrike Meinhof et Andreas Baader, les chefs de la Fraction Armée Rouge emprisonnés en Allemagne. Ils s'identifient aussi : ils sont membres de l'organisation terroriste palestinienne Septembre Noir.

La Première ministre d'Israël, Golda Meir, réveillée dans la nuit, fait savoir qu'il n'y aura pas de négociations. Les Allemands tentent de gagner du temps, proposent de l'argent. Le ministre de l'Intérieur Hans-Dietrich Genscher et les autres membres de la cellule de crise se disent prêts à prendre la place des sportifs. Sans résultat. Les terroristes demandent à partir au Caire avec leurs otages. Mais l'Égypte refuse. Les autorités allemandes optent, faute d'autre solution, pour une intervention policière. Ils proposent aux terroristes de rejoindre un avion mis à leur disposition à Fürstenfeldbruck, une base militaire de l'OTAN. Là, un Boeing 727 les attend, avec le plein de carburant et... un équipage composé de policiers déguisés. D'autres policiers sont positionnés à proximité. Ils doivent neutraliser le commando et libérer les otages. Mais l'opération tourne mal. Une fusillade éclate. Les Palestiniens exécutent tous les sportifs israéliens. Un policier allemand est tué, ainsi que cinq terroristes. Les trois autres sont capturés. Les JO de Munich devaient être les « Jeux de la Joie ». Ils sont devenus ceux de l'horreur.

Cinquante ans après, les images de la prise d'otages restent dans bien des mémoires. Notamment celle d'un terroriste cagoulé faisant le guet sur une terrasse du pavillon israélien, qui s'étale à la Une des journaux du monde entier. À Munich, le monde prend conscience de la menace terroriste, de sa capacité à frapper partout, surtout là où on l'attend le moins, y compris dans le sanctuaire olympique. Le traumatisme collectif est accentué par la médiatisation de l'attentat. Pour la première fois, une action terroriste se déroule dans sa quasi intégralité devant les caméras du monde entier. Les téléspectateurs la suivent en direct. Le terrorisme entre dans l'intimité des familles. Sans en être pleinement conscients, les médias deviennent acteurs de la prise d'otages et ouvrent la porte à un débat toujours d'actualité sur le lien entre terrorisme et médiatisation. Mais Munich est aussi un point de départ : celui de la réorganisation de la lutte antiterroriste en Europe occidentale.

Aux origines d'une prise de conscience de la réalité de la menace terroriste en Europe

L'impact de l'attentat découle en partie de son contexte. Il s'inscrit dans une période marquée par les violences politiques en Europe, qu'elles émanent de groupes ancrés à l'extrême gauche (les Brigades rouges italiennes, la Fraction Armée rouge allemande, Action directe en France), à l'extrême droite (Ordre nouveau ou la Loge P2 en Italie), ou qu'elles soient le fait de groupes séparatistes comme ETA en France et en Espagne. Sans oublier les mouvements internationaux pratiquant un *terrorisme d'importation*, extérieur à l'Europe mais venant y chercher soutien, financement et légitimité.

C'est à cette dernière catégorie qu'appartient l'organisation Septembre Noir qui attaque la délégation israélienne à Munich. Le groupe est né dans le sillage de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) et plus particulièrement du Fatah. Il porte le nom de Septembre Noir en référence aux événements de 1970 : le 6 septembre, le Front Populaire de Libération de la Palestine détourne trois avions de ligne vers la base de Zarka en Jordanie. Les Palestiniens séparent immédiatement les otages en deux groupes. Les Occidentaux non israéliens sont conduits dans un hôtel que l'armée jordanienne prend d'assaut, le 10, pour les libérer. Les otages israéliens sont gardés à part sur le tarmac de l'aéroport. Le 12 septembre, les pirates de l'air font exploser les trois avions vides devant la presse. Le 16, le roi Hussein décrète la loi martiale. Le lendemain, il ordonne l'assaut des camps de réfugiés palestiniens et des bâtiments occupés par les organisations palestiniennes. Le bilan humain est lourd, bien qu'incertain : les estimations oscillent entre 3 000 (version jordanienne) et plus de 10 000 morts (version palestinienne). Pour les Palestiniens, la rupture avec la Jordanie est une mise en garde sévère. Seule la Syrie a envisagé de se porter militairement à leur secours. Elle a envoyé des blindés à sa frontière, mais reculé devant la menace de l'armée israélienne.

Munich marque un tournant dans la réception en Europe du terrorisme palestinien.

Les Palestiniens mesurent alors la fragilité de leur position dans le monde arabe. Il leur faut réorienter la lutte et chercher de nouveaux soutiens. Ils les trouvent rapidement en Europe. Avant même Septembre Noir, des liens étroits se sont établis entre les Palestiniens et plusieurs organisations d'extrême gauche, notamment allemandes. En avril 1970, peu après l'évasion d'Andreas Baader, la Fraction Armée rouge rejoint un camp d'entraînement du Fatah en Jordanie. Le commandant de ce camp est Ali Hassan Salameh, identifié ensuite comme l'un des commanditaires de l'attentat de Munich. Dans le sillage des mouvements étudiants de 1968, la cause palestinienne devient le point de ralliement de toute une génération. Elle est érigée en symbole de l'oppression coloniale et occidentale. Le nationalisme palestinien rejoint un internationalisme militant qui séduit une frange d'intellectuels et d'activistes européens. L'Europe devient un terrain favorable aux actions des groupes terroristes palestiniens. Ils y trouvent des relais que l'on voit poindre dans la revendication du commando de Munich exigeant la libération des chefs de la Fraction Armée rouge allemande.

Toutefois, Munich marque un tournant dans la réception en Europe du terrorisme palestinien. Si les détournements aériens ont attiré l'attention du monde sur la cause palestinienne, la sanglante prise d'otages de Munich suscite une large désapprobation. S'en prendre à des athlètes – qui plus est endormis au moment

de l'attaque – en pleine trêve olympique n'est ni glorieux ni honorable. L'attentat nourrit les débats sur la légitimité de la violence terroriste : la Gauche prolétarienne (GP) de Benny Lévy, qui avait soutenu la cause palestinienne (plusieurs de ses responsables avaient séjourné dans le camp palestinien de Karameh, siège du Fatah, en 1969), s'en désolidarise. Le massacre de Munich est un bouleversement moral pour ses militants et une cause directe de son auto-dissolution peu de temps après. Car l'attentat ravive les plaies de la Seconde Guerre mondiale. Le journaliste Jean Daniel, militant anticolonialiste engagé pour la cause algérienne et contre la torture pendant la guerre d'Algérie, écrit ainsi : « à Munich, [...] les morts [...], ce ne sont pas les entraîneurs et les athlètes israéliens abattus. Ce sont les Juifs [...] qui ont subi, il y a vingt-huit ans, un génocide, lequel demeure, aujourd'hui encore, insupportable à cette conscience que l'on dit universelle »¹.

La condamnation n'est pourtant pas unanime. Jean-Paul Sartre maintient son soutien aux mouvements palestiniens et justifie leur choix de la violence : « dans cette guerre, écrit-il, la seule arme dont disposent les Palestiniens est le terrorisme ». Il ajoute : « Ce peuple abandonné, trahi, exilé, ne peut montrer son courage et la force de sa haine qu'en organisant des attentats mortels ». Et de se réjouir : « l'attentat de Munich a été parfaitement réussi », puisque la question palestinienne est posée devant des millions de téléspectateurs à travers le monde².

Les médias, acteurs majeurs de la prise d'otages ?

L'impact de l'attentat réside moins dans le nombre de victimes que dans sa visibilité, assurée par une médiatisation inédite. Les JO de Munich font l'objet, avant même l'attaque, d'une couverture médiatique hors normes pour l'époque. Le 26 août, la cérémonie d'ouverture a été suivie par 850 millions de téléspectateurs. Un record dans un monde où la circulation de l'information reste très nationale. Septembre Noir n'a pas choisi sa cible au hasard. Cela transparaît dans les revendications du commando, lequel exige que ses communiqués soient lus à l'antenne et publiés à la Une des plus grands titres de la presse écrite internationale (*New York Times*, *Washington Post*, *Chicago Tribune*, *Los Angeles Times* et *International Herald Tribune*). Septembre Noir met en scène l'attentat et favorise sa visibilité. En d'autres termes, les terroristes utilisent les médias occidentaux comme support de communication.

Côté médias, on perçoit rapidement l'intérêt économique d'une telle couverture, comme le montre la décision de la chaîne de télévision américaine ABC de garder l'antenne, 16 heures durant, sur les événements en cours. Ce faisant, « les chaînes américaines établissent le modèle de la couverture d'un attentat. Les médias «couvrent» au sens propre du terme la crise, ce qui ne va pas sans des dérapages, au nom du scoop »³. Les médias deviennent aussi des acteurs involontaires dans le déroulé des faits. La première tentative pour libérer les otages est un échec total, car les policiers se mettent en place devant les caméras. Or, les terroristes aussi regardent la télévision : ils assistent en direct aux préparatifs de l'opération, laquelle doit être annulée. Dans la soirée, à l'issue de la fusillade sur le tarmac de l'aéroport, s'ajoute la fausse nouvelle de la libération des otages. D'abord diffusée par la radio allemande, elle est reprise par les journalistes du monde entier. Jusqu'à ce qu'une dépêche de l'AFP annonce leur mort. Le journaliste français Charles Biétry, resté sur la base militaire, a croisé par hasard le maire de Munich, effondré, qui lui avoue : « tout le monde est mort »⁴. Il transmet l'information à l'AFP qui la diffuse dans la nuit. Après avoir cru à l'issue heureuse, le

1 Jean Daniel, « L'héritage de Munich », *Le Nouvel Observateur*, 11 septembre 1972.

2 Jean-Paul Sartre, « À propos de Munich », *La Cause du peuple - J'accuse*, n° 29, 15 octobre 1979.

3 Émilie Roche, « Otages à la Une. La couverture médiatique de l'attentat des JO de Munich (1972) », *Le Temps des médias*, n°32, 2019, pp. 106-123.

4 INA, « Munich 1972 : destin tragique d'un rêve olympique », *Affaires sensibles*, France Inter, 17 mars 2015.

monde découvre la vérité au petit matin. Ce va-et-vient émotionnel décuple l'effet de l'attentat et en modifie la portée. Si le message terroriste trouve une telle caisse de résonance médiatique, c'est aussi parce que les organisateurs avaient choisi de faire de ces jeux un événement politique.

Munich, un tournant pour la communauté internationale face au terrorisme ?

Les Jeux de Munich devaient être en effet le symbole du renouveau de l'Allemagne. Effaçant le souvenir de ceux de Berlin de 1936, ils devaient être, selon le slogan choisi, ceux « de la Paix et de la Joie ». La sécurité y est assurée par des « gardiens de la paix olympiques », non armés, vêtus d'uniforme bleu azur et formés à la résolution pacifique des conflits. Un dispositif de sécurité allégé au maximum qui a facilité l'action du commando.

La gestion de la prise d'otages par les autorités allemandes n'est pas davantage à la hauteur. La cellule de crise est dirigée par le chef de la police de Munich, Manfred Schreiber, en charge de la sécurité des Jeux. Ses hommes ne sont pas équipés ni formés pour faire face à une prise d'otages de cette nature. Le contraste est fort entre les huit terroristes déterminés, surarmés et bien entraînés, et les 200 policiers sous-équipés, hésitants, inexpérimentés. Les négociations s'enlisent très vite. Les Allemands agissent comme s'il s'agissait d'une prise d'otages classique. Ils proposent de l'argent en échange de la libération des otages. Mais les autorités allemandes n'ont guère d'autre solution, face à la détermination du gouvernement israélien à ne pas négocier et à l'esquive discrète des dirigeants égyptiens. C'est ainsi qu'ils tentent l'intervention policière qui se solde par la mort de tous les otages.

*Munich débouche sur la création
de forces spéciales capables
d'agir vite et discrètement dans
le cas d'une prise d'otages de
cette nature.*

La République fédérale ne brille pas davantage dans la suite judiciaire de l'attentat : les trois terroristes arrêtés sont relâchés un mois plus tard en échange d'autres otages, après le détournement d'un avion de la Lufthansa. La RFA a vraisemblablement voulu éviter un procès qui aurait pu susciter d'autres attaques sur son sol. Elle choisit, à l'instar ensuite d'autres pays européens (notamment la France), de céder aux terroristes afin de sanctuariser son territoire national.

Les représailles israéliennes sont en revanche immédiates et tranchent avec les hésitations européennes : le 8 septembre, des camps de réfugiés sont bombardés en Syrie et au Liban. Après la libération des trois survivants du commando, le Mossad lance l'opération « Colère de Dieu ». Entre 1972 et 1988, une vingtaine de membres de Septembre Noir, tous liés à l'attentat, sont éliminés les uns après les autres.

Les puissances occidentales tirent néanmoins une leçon opérationnelle de l'échec allemand : les forces de police classiques n'ont pas su faire face à la situation. Munich débouche sur la création de forces spéciales capables d'agir vite et discrètement dans le cas d'une prise d'otages de cette nature. La RFA crée, dès le 26 septembre 1972, la cellule GSG-9 de lutte contre le terrorisme. En France, un premier Groupe d'intervention de la Gendarmerie nationale (GIGN) est institué, en octobre 1973, au sein de l'escadron parachutiste de Mont-de-Marsan. Puis un second groupe, l'équipe commando régionale d'intervention (ECRI), est formé au sein du groupe d'escadrons 1/2 de gendarmerie mobile de Maisons-Alfort. Le commandement en est confié au lieutenant Christian Prouteau. Dès le 1^{er} mars 1974, l'unité est totalement opérationnelle.



Cinquante ans après, l'attentat de Munich reste le témoin du malaise européen face au terrorisme. Il a posé sur le devant de la scène la question palestinienne, mais a contribué à en éloigner une grande partie de l'opinion publique, choquée par l'issue sanglante de la prise d'otages. Pourtant, les responsabilités du massacre restent toujours en partie disputées. Les Palestiniens les ont rejetées sur les autorités allemandes, affirmant qu'ils ne souhaitent pas tuer et que c'est la police qui a déclenché la fusillade. C'est en réalité oublier un peu vite les deux Israéliens désarmés assassinés dès les premières minutes de l'attentat, avant même que la police ne soit prévenue des faits.

Si les autorités allemandes n'ont pas su gérer la crise, elles n'ont pas davantage su en gérer la mémoire, d'où ces débats récurrents. Après une journée de deuil, les épreuves olympiques reprennent dès le 7 septembre. « *The show must go on* » proclame Avery Brundage, le président du CIO. Seule la délégation israélienne quitte Munich, suivie par quelques Norvégiens et une partie de l'équipe néerlandaise. Les gradins sont presque vides, pourtant, lors du match de football qui oppose, le 7 septembre, la Hongrie et la RFA – signe que l'opinion publique est loin de partager cet état d'esprit. Des spectateurs déploient ainsi une banderole « 17 morts, déjà oubliés ? ». Les organisateurs n'hésitent pas à les expulser⁵.

Le Mémorial dédié aux athlètes israéliens n'a été inauguré qu'en 2017, quarante-cinq ans après les faits. Et la question de l'indemnisation des familles de victimes a seulement été résolue le 31 août 2022, notamment parce que ces dernières menaçaient de boycotter la cérémonie du 50^e anniversaire. Quant à la réflexion ouverte sur la médiatisation des attentats, des séquences plus récentes en France, telles que la traque des auteurs de l'attentat de *Charlie Hebdo* ou la prise d'otages du magasin Hypercacher de la porte de Vincennes en janvier 2015, ont montré qu'elle restait encore non résolue...

⁵ Salomon Malka, *70 jours qui ont fait l'histoire d'Israël*, Paris, Armand Colin, 2018, p. 119.

Observateurs français à Beyrouth : l'uniforme du capitaine Schwartz (1984-1985)

La rubrique « L'objet du Musée » présente une pièce particulière issue des collections du Musée de la Gendarmerie nationale. Créé en 1946, ce musée national a été inauguré dans sa forme actuelle en décembre 2015. Implanté à Melun, en Seine-et-Marne, au plus près de l'Académie militaire de la Gendarmerie nationale (AMGN), il présente au grand public une collection inédite qui n'a cessé de s'étoffer au fil du temps. Elle est aujourd'hui riche de plus de trente mille objets et documents originaux qui permettent de retracer et contextualiser l'histoire longue de la Gendarmerie en lien avec l'Histoire de France, du Moyen Âge à nos jours.

Dans un Liban enlisé depuis 1978 dans des affrontements armés résultant de la diffusion du conflit israélo-palestinien et de la difficile cohabitation entre les différentes minorités libanaises (chiites, druzes, chrétiennes, etc.), le détachement des observateurs français à Beyrouth (DETOBS) est mis en place après les accords de Lausanne de mars 1984 afin de faire respecter le cessez-le-feu.

C'est dans le contexte du retrait de la Force multinationale de sécurité de Beyrouth (FMBS), précipité par les deux attentats simultanés du 23 octobre 1983 commis contre le poste Drakkar de la force française et contre l'aéroport de Beyrouth, qu'un contingent de militaires français – tous volontaires – est formé à la demande des autorités libanaises pour cette mission d'observation. Parmi ces volontaires, le capitaine Schwartz qui a fait don au Musée de la Gendarmerie, en 1988, de sa tenue complète d'observateur au Liban.

En matière d'uniforme, l'enjeu était d'unifier ce détachement de militaires français provenant de toutes les armes, tout en respectant les appartenances militaires de chacun. Une tenue spécifique



est créée à partir de pièces d'uniformes déjà existantes et pouvant accueillir les différents marqueurs de grades et d'affiliations.

Le Musée conserve et expose la version d'hiver de cet uniforme, au grade de capitaine de Gendarmerie. Composée d'un pantalon de treillis kaki, d'une chemisette kaki clair portée sous un pull bleu marine, elle se distingue en particulier par le chèche blanc porté autour du cou et dont l'extrémité pendante est insérée dans la ceinture.

Pour être reconnus et distingués des autres militaires français présents au Liban – majoritairement des gendarmes mobiles « en bleu » – les hommes du DETOBS portent au bras droit un brassard blanc sur lequel est inscrit en lettres azur leur fonction d'« observateur » surmontée de sa traduction *morakiboun* en alphabet arabe. Au bras gauche, est porté un brassard kaki avec le drapeau tricolore.

Cependant, l'élément le plus distinctif de l'uniforme est le casque de couleur blanche. Il est si représentatif que les militaires du DETOBS prennent le surnom de « casques blancs ». Derrière la synecdoque, il y a une forme d'ironie qui fait bien sûr référence aux Casques bleus onusiens : en ces années 80, les Libanais prêtent plus de neutralité à la France qu'à l'ONU dont ils rejettent les envoyés.

Sur la poitrine, le mannequin exposé au Musée porte deux insignes. L'un est commun à tous les volontaires du DETOBS, quel que soit leur poste d'affectation. Dans une forme générale d'écu, une iconographie se déploie, qui marque l'identité plurielle du détachement. Sur fond des couleurs françaises et libanaises, les symboles de toutes les armées fusionnent autour d'un glaive formé par le mot « Beyrouth » : à gauche, la grenade de la Gendarmerie, à laquelle répond le cèdre du Liban ; en partie inférieure, une aile évoquant l'armée de l'Air et la partie basse d'une ancre pour la Marine.



L'insigne

Les insignes militaires des forces françaises au Liban sont souvent de fabrication artisanale et locale. Cette particularité se repère à l'arrière des insignes : l'attache y est souvent une simple épingle à nourrice soudée grossièrement et nulle inscription de marque de fabricant ne s'y trouve.

Les photographies

Le Musée conserve dans sa photothèque des Ektachromes (films inversibles couleur de marque Kodak) provenant d'une campagne photographique commandée par la Direction générale de la Gendarmerie. Sur ces images posées, les gendarmes du DETOBS sont régulièrement montrés en train de scruter le lointain avec des jumelles, mimant pour la caméra la mission d'observation. Cette mise en scène révèle la destination de ces images : la communication institutionnelle plus qu'un reportage photographique visant à montrer la réalité du terrain.

Les auteurs

Le colonel **Olivier Alary** commande le groupement de gendarmerie du Pas-de-Calais. Il a été adjoint au chef du pôle affaires européennes et internationales du cabinet du Directeur général de la Gendarmerie nationale, après avoir dirigé la cellule PFUE 2022 de la Gendarmerie et servi au secrétariat général des Affaires européennes.

Spécialiste du Moyen-Orient et du renseignement, **Bernard Bajolet** a été ambassadeur de France en Jordanie, Bosnie-Herzégovine, Irak, Algérie et Afghanistan. Il a été le premier coordonnateur national du renseignement auprès du président de la République, avant d'être nommé à la tête de la DGSE. Il a publié *Le Soleil ne se lève plus à l'est* (Plon, 2018).

Le colonel **Aurélien Baud** est chargé de mission au pôle affaires européennes et internationales au cabinet du DGGN. Il a notamment travaillé à la Direction de l'Union européenne du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères.

Le général de brigade **Jean-Michel Blaudez** est chef d'état-major de la mission européenne PSDC en Ukraine. Il a notamment été chef de mission internationale à la DGGN, négociateur au sein du Conseil de l'UE et conseiller du Directeur de la coopération de sécurité et de défense au ministère des Affaires étrangères.

Le colonel **Nasser-Nicolas Boualam** était conseiller au pôle stratégie et prospective du cabinet du DGGN. Durant les premières semaines de la guerre en Ukraine, il avait piloté la cellule de crise Ukraine auprès du Directeur général. Il avait commandé le groupement de gendarmerie des Alpes-Maritimes. Il est décédé le 16 septembre 2023.

Le colonel **Alexis Bourges** dirige la division de la formation à l'École de gendarmerie de Rochefort. Il a servi au Groupement blindé de Gendarmerie mobile avec lequel il a été projeté au Kosovo en 1999. Il a œuvré à la Direction de la coopération internationale du ministère de l'Intérieur.

Agrégé et docteur en philosophie, **Cyrille Bret** est haut fonctionnaire, enseignant à Sciences Po Paris et chercheur associé à l'Institut Notre Europe-Jacques Delors. Il co-dirige Eurasiapropective, net consacré à la géopolitique de l'Europe, de la Méditerranée et du Moyen-Orient. Il a notamment publié *Qu'est-ce que le terrorisme ?* (Vrin, 2018) et *Dix attentats qui ont changé le monde. Comprendre le terrorisme au XXI^e siècle* (Armand Colin, 2020).

Le général d'armée **Thierry Burkhard** est le chef d'état-major des Armées depuis juillet 2021, après avoir été chef d'état-major de l'armée de Terre de 2019 à 2021. Passé par le 2^e REP et le 4^e RE, il a été projeté en Irak, en ex-Yougoslavie, au Tchad, au Gabon, en Côte d'Ivoire et en Afghanistan. Il a commandé la 13^e demi-brigade de Légion étrangère à Djibouti.

Bernard Cazeneuve a été Premier ministre de décembre 2016 à mai 2017, après avoir été ministre délégué aux Affaires européennes puis au Budget, et ministre de l'Intérieur. Avocat, ancien député-maire de Cherbourg, il enseigne à Sciences Po Paris. Il a notamment publié *La Lutte antiterroriste* avec Guillaume Farde (PUF, 2023), *Le Sens de notre Nation* (Stock, 2022) et *À l'épreuve de la violence. Beauvau 2014-2015* (Stock, 2019).

Maîtresse de conférences en science politique à l'Université Paris-Nanterre et chercheuse à l'Institut des sciences sociales du politique (ISP-CNRS), **Anna Colin Lebedev** est spécialiste des sociétés post-soviétiques. Elle travaille sur les conflits armés et leurs dynamiques sociales. Elle a notamment publié *Le cœur politique des mères. Analyse du mouvement des mères de soldats en Russie* (EHESS, 2013) et *Jamais frères ? Ukraine et Russie, une tragédie post-soviétique* (Le Seuil, 2022).

Ancien député européen et ancien conseiller spécial du Premier ministre, **Arnaud Danjean** a été fonctionnaire civil à la DGSE. En poste à l'ambassade de France en Bosnie-Herzégovine, il a également conseillé le représentant spécial de l'UE au Kosovo, ainsi que le ministre des Affaires étrangères pour les Balkans et l'Afghanistan. En 2017, le président de la République l'a missionné pour présider la rédaction de la *Revue stratégique* sur les enjeux de défense.

Historien, **David Dominé-Cohn** est un spécialiste des archives des Armées et de l'histoire des opérations militaires. Il a été membre du secrétariat général de la Commission de recherche sur les archives françaises relatives au Rwanda et au génocide des Tutsi présidée par Vincent Duclert. Depuis 2021, il est conseiller pour la mémoire, l'histoire et le monde combattant auprès de la ministre déléguée chargée des Anciens combattants et de la Mémoire.

Professeure de science politique, **Victoria Fontan** est rectrice et vice-présidente des affaires académiques et de la recherche à l'Université américaine d'Afghanistan. Elle est spécialisée en *peace and conflict studies* et intervient régulièrement en zones de crise, dans la gestion de programmes de coopération et de développement international. Elle a publié *Voices from post-Saddam Iraq: Living with Terrorism, Insurgency and New Forms of Tyranny* (Praeger, 2008) et *Decolonizing Peace* (Dignity Press, 2012).

Historien et professeur de science politique à l'Université de Mons, **Stéphane François** est spécialiste de l'extrême droite, des droites radicales et des subcultures. Il a récemment publié *Géopolitique des extrêmes droites* (Le Cavalier Bleu, 2022), *Les vert-bruns. L'écologie de l'extrême droite française* (Le Bord de l'eau, 2022) et *La Nouvelle Droite et le nazisme, une histoire sans fin* (Le Bord de l'eau, 2024).

Zoé Gallos est *datascientist* chargée des infractions liées au numérique au Bureau sur les études et statistiques sur la criminalité organisée du Service statistique ministériel de la sécurité intérieure. Elle pilote les travaux sur la mesure des infractions liées au numérique.

Le général de brigade **Sébastien Gay** est sous-directeur de l'anticipation opérationnelle de la Gendarmerie. Il a été conseiller au cabinet du chef d'état-major des Armées, après avoir servi au cabinet du ministre de la Défense et à l'état-major stratégique des opérations de l'OTAN. Il a également commandé le groupement de l'Aude

Le général de brigade **Laurent Haas** est chargé de mission à l'IGGN, après avoir commandé la Gendarmerie prévôtale. Issu de l'armée de Terre, il a commandé le PGHM des Hautes-Alpes et le groupement du Gard. Il a occupé des fonctions de gestion de crise à l'Intérieur et en interministériel, et a été en poste à l'ambassade de France en Italie, au Vatican et à Malte.

Le commandant **Benoît Habermusch** dirige le département stratégie de la recherche du Centre de recherche de la Gendarmerie nationale. Il est co-titulaire de la chaire « Histoire, Gendarmerie, Sécurité & Territoire(s) ». Spécialiste de l'histoire de la Gendarmerie au XX^e siècle, il est notamment l'auteur de *La Gendarmerie en Algérie 1939-1945* (SHGN, 2005) et *Les gendarmes face au crime durant l'entre-deux-guerres* (Geste Éditions, 2012).

Marc Hecker est directeur de la recherche et de la valorisation à l'IFRI et rédacteur en chef de la revue *Politique étrangère*. Docteur en science politique, il est l'auteur de nombreux ouvrages dont *La Guerre de vingt ans. Djihadisme et contre-terrorisme au XXI^e siècle* avec Élie Tenenbaum (Robert Laffont, 2021), *Intifada française ?* (Ellipses, 2012) et *War 2.0. Irregular Warfare in the Information Age* avec Thomas Rid (Praeger, 2009).

Le général de brigade **François Heulard** a dirigé l'Institut de recherche criminelle de la Gendarmerie nationale, avant de rejoindre la région de gendarmerie Grand Est. Ingénieur physicien de formation, ancien commandant de la section de recherche de Dijon, il a exercé plusieurs responsabilités en criminalistique et a participé à plusieurs missions d'expertise à l'étranger.

Le général d'armée (2S) **Bruno Jockers** a été Inspecteur général des Armées-Gendarmerie, après avoir été Major général de la Gendarmerie nationale entre 2019 et 2022. Il a commandé le groupement du Bas-Rhin, la région de Champagne-Ardenne et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Est. Entre 2011 et 2012, il a commandé les Forces de gendarmerie en Afghanistan.

Le général de corps d'armée **Olivier Kim** commande la région de gendarmerie Grand Est, après avoir été directeur des opérations et de l'emploi de la Gendarmerie. Ancien du GIGN, il a créé et dirigé le bureau de lutte anti-terroriste de la Gendarmerie. Projeté à plusieurs reprises en OPEX, il a été conseiller du général Zamaraï, chef de l'*Afghan National Civil Order Police*. Il a également commandé la Gendarmerie prévôtale et les réserves de la Gendarmerie.

Avocat de profession, **Andriy Kostin** a été élu député à la Verkhovna Rada (Parlement ukrainien) en 2019. De 2022 à 2024, il est Procureur général d'Ukraine.

Ancien de l'arme blindée cavalerie, l'adjudant-chef **Jean-Eric L.** a servi dans un peloton d'intervention de la Garde républicaine. Il a été déployé en Guyane, au Kosovo, en Libye, au Tchad, en République centrafricaine, puis au Mali pour le compte de l'ONU. Il est l'auteur de *Tombouctou. Journal de marche Mali 2019* (Perrin-Pierre de Taillac, 2023).

Docteur en science politique, **Nicolas Leron** est chercheur associé au CEVIPOF et à l'OFCE à Sciences Po Paris. Membre du comité scientifique de la *Revue du droit de l'Union européenne*, il est président fondateur du *think tank* EuroCité. Il a publié *Souveraineté, l'obsession des nations* (Bouquins, 2022) et, avec l'économiste Michel Aglietta, *La Double démocratie. Une Europe politique pour la croissance* (Le Seuil, 2017).

L'écrivain **Jonathan Littell** a travaillé pour l'ONG « Action contre la Faim » en Bosnie-Herzégovine, en Tchétchénie, en Afghanistan et au Congo. En 2006, il a publié *Les Bienveillantes* (Gallimard), qui a reçu le prix Goncourt et le Grand prix du roman de l'Académie française. Il est l'auteur de plusieurs récits, essais et recueils de nouvelles. De ses reportages en Russie, Syrie et Ukraine, il a tiré plusieurs textes dont *Un endroit inconvenient* avec le photographe Antoine d'Agata (Gallimard 2023). Il a réalisé le documentaire *Wrong Elements* sur les enfants-soldats en Ouganda.

Le lieutenant-colonel **Hugues du Merle** commande le centre zonal des opérations de la région de gendarmerie Île-de-France. Il a été chef du bureau du suivi des réseaux de l'étranger au Commandement de la Gendarmerie pour les missions extérieures.

Alyson Michel est chargée de mission au pôle affaires européennes et internationales du cabinet du Directeur général de la Gendarmerie nationale, après avoir été chargée de mission PFUE 2022 à la DGGN.

Véronique Nahoum-Grappe est anthropologue, ingénieure de recherche à l'EHESS et membre du Laboratoire d'Anthropologie politique. Elle a notamment publié « L'usage politique de la cruauté : l'épuration ethnique (ex-Yougoslavie, 1991-1995) » dans *De la violence* dirigé par Françoise Héritier (Odile Jacob, 1997), ainsi que *Du rêve de vengeance à la haine politique* (Buchet-Chastel, 2003). Elle a dirigé l'ouvrage collectif *Vukovar-Sarajevo, la guerre en ex-Yougoslavie* (Éditions Esprit, 1993).

Le colonel **Thomas Nies** commande le Centre national de formation aux langues et à l'international de la Gendarmerie. Il a été en poste au Quai d'Orsay, puis au Centre de coopération policière et douanière franco-allemand de Kehl en Allemagne. Il a exercé plusieurs fonctions de direction à la DCIS au ministère de l'Intérieur.

Docteur en science politique, **Florent Parmentier** est secrétaire général du CEVIPOF et enseignant à Sciences Po Paris. Spécialiste de la Russie et de l'Europe de l'Est, il est chercheur associé au Centre de Géopolitique de HEC Paris. Il a publié *L'Empire au miroir. Stratégies de puissance aux États-Unis et en Russie* avec Didier Chaudet et Benoît Pélopidas (Droz, 2007) et *Les Chemins de l'État de droit. La voie étroite des pays entre Europe et Russie* (Presses de Sciences Po, 2014).

Le colonel **Arnaud Pellabeuf** commande le groupement de Vendée. Issu de l'armée de Terre, il a participé à plusieurs OPEX et a été projeté trois fois en Afghanistan. Il est l'auteur d'*Adieu Tagab. Gendarmes en Afghanistan été 2011* (Les Belles Lettres, 2022).

Ancienne élève de l'École polytechnique et docteure en économie, **Mathilde Poulhes** a créé et dirige le Bureau sur les études et statistiques sur la criminalité organisée au SSMSI.

Le lieutenant-colonel **Amaury Pussiau** commande la compagnie de Montmorillon dans la Vienne. Il a dirigé le département d'analyses génétiques traces de l'IRCGN. Expert inscrit et agréé près la cour d'appel de Versailles, il a réalisé de nombreuses missions d'identification humaine par empreintes génétiques dans un cadre judiciaire ou extrajudiciaire.

Jenny Raflik Grenouilleau enseigne l'histoire contemporaine et l'histoire des relations internationales à l'Université de Nantes. Elle est membre de la Mission de préfiguration du Musée Mémorial du Terrorisme. Elle a notamment publié *Terrorisme et mondialisation. Approches historiques* (Gallimard, 2016) et *Terrorismes en France. Une histoire XIX^e-XXI^e siècles* (Cerf, 2023), et a participé à l'*Histoire mondiale du XX^e siècle* dirigée par Nicolas Beaupré et Florian Louis (PUF, 2022).

Le général de brigade **Jean-Philippe Reiland** commande l'Office central de lutte contre les crimes contre l'humanité et les crimes de haine. Ancien commandant des sections de recherches de Versailles et d'Ajaccio, il a été en poste au Kosovo, auprès de l'OTAN, et a dirigé le Bureau de lutte anti-terroriste à la DGGN.

Olivier Roy est chercheur en science politique et professeur à l'Institut universitaire européen à Florence. Ancien directeur de recherche au CNRS et directeur d'études à l'EHESS, il est spécialiste de l'islamisme, de l'Afghanistan et de l'Asie centrale. Il est l'auteur de nombreux ouvrages, parmi lesquels *L'Islam mondialisé* (2002), *La Sainte ignorance. Le temps de la religion sans culture* (2008), *En quête de l'Orient perdu* (2014), *Le Djihad et la mort* (2016) et récemment *L'Aplatissement du monde. La crise de la culture et l'empire des normes* (2022), tous publiés aux Éditions du Seuil.

Guillaume Soto-Mayor enseigne à l'IEP de Strasbourg. Il a été chercheur associé au CNAM Paris et au *Timbuktu Institute*. Expert pour les Nations Unies et ancien conseiller du général commandant les Éléments français au Sénégal, il conduit des recherches sur les réseaux criminels et terroristes en Afrique.

Historien, **Elie Tenenbaum** dirige le Centre des Études de sécurité à l'IFRI. Spécialiste des guerres irrégulières, des menaces hybrides et du terrorisme, il est l'auteur de nombreux articles et ouvrages, parmi lesquels *Partisans et centurions. Une histoire de la guerre irrégulière au XX^e siècle* (Perrin, 2018) et *La Guerre de vingt ans. Djihadisme et contre-terrorisme au XXI^e siècle* avec Marc Hecker (Robert Laffont, 2021).

Le lieutenant-colonel **Xavier** commandait la Force sécurité protection du GIGN, chargée d'assurer la sécurité et la sauvegarde des emprises diplomatiques françaises dans des pays en guerre, en crise ou en situation de grave instabilité.

Directeur de la publication

Général de division William Vaquette

Directeur de la rédaction

Lucas Demurger

Rédacteur en chef

Lieutenant-colonel (R) Matthieu Frachon

Infographiste

Adjudante (R) Pauline Hartard
SIRPA

Comité de rédaction et comité de lecture

Général de corps d'armée Laurent Bitouzet
Général de division Jean-Valéry Lettermann
Général de brigade (2S) François Daoust
Général de brigade Laurent Vidal
Général de brigade Frédéric Labrunye
Colonel Sylvain Tortellier
Colonel David Bièvre
Lieutenant-Colonel Édouard Ebel
Lieutenant-Colonel Arthur-Emmanuel Commins
Commandant Jean-François Nativité

Les opinions émises dans les articles n'engagent que la responsabilité des auteurs.
Les titres des articles sont de la responsabilité de la rédaction.
ISSN : 1243-5619



Empreintes

Revue de la Gendarmerie nationale